



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

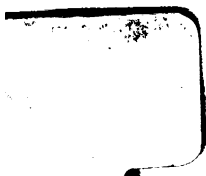
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

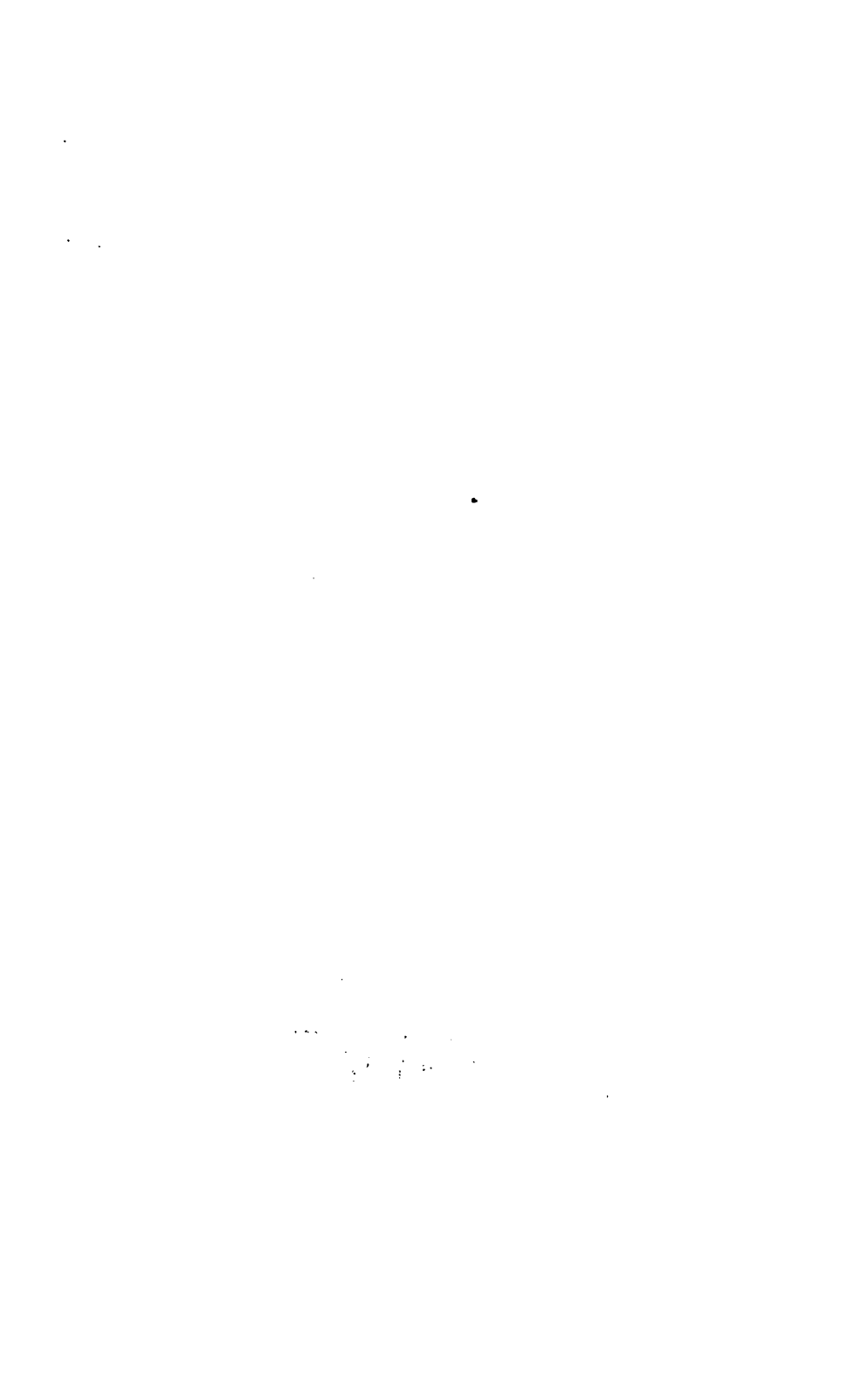
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



MICROFILMED

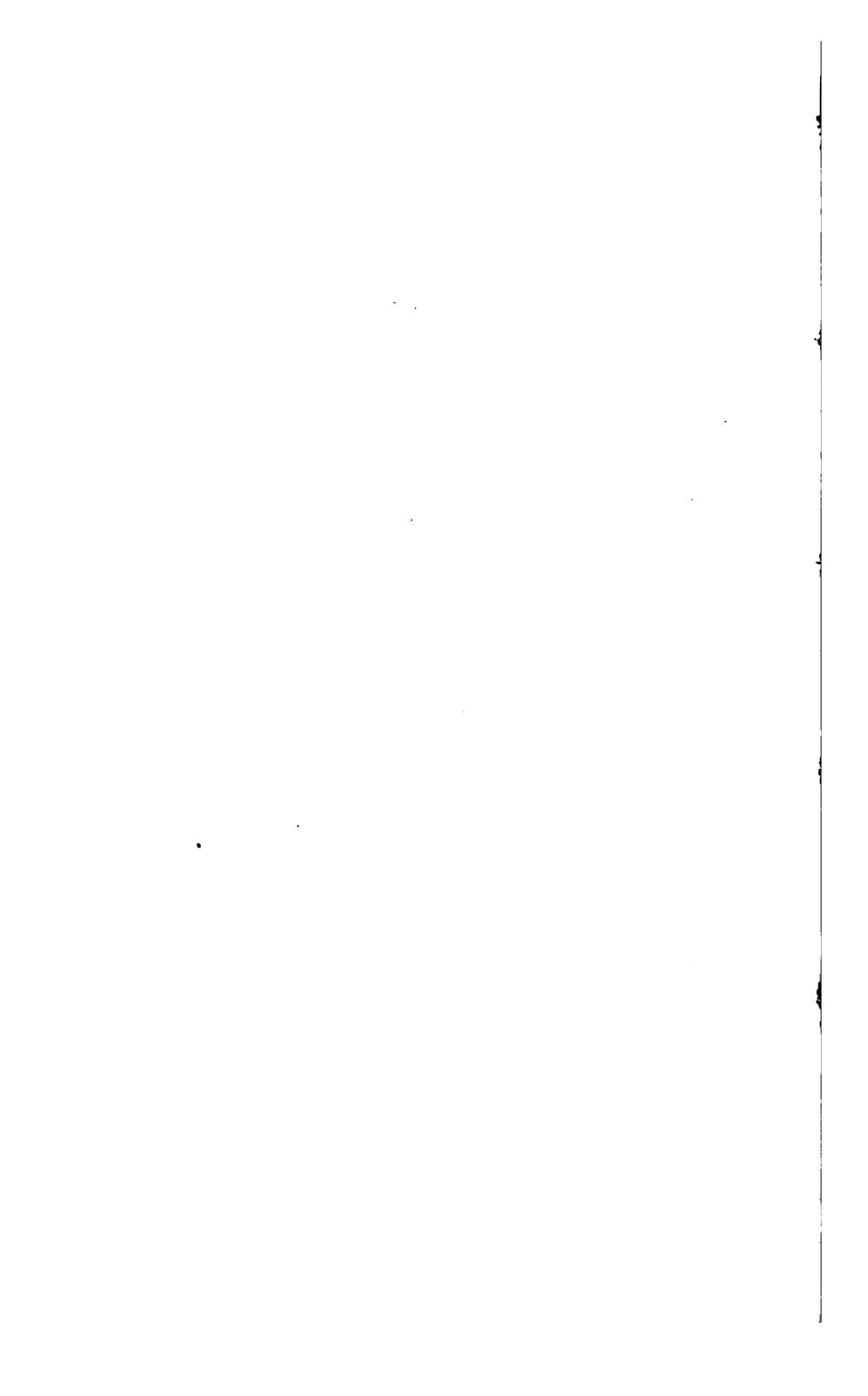


DATE 12-6-83









# MEMORIAS

PARA LA HISTORIA

DE LA

REVOLUCION ESPAÑOLA.





**MEMORIAS**  
PARA LA HISTORIA  
DE LA  
**REVOLUCION ESPAÑOLA,**  
CON  
DOCUMENTOS JUSTIFICATIVOS

RECOGIDAS Y COMPILADAS

POR D. JUAN NELLERTO:

---

TOMO III.º

---

PARIS,

En la imprenta de M. PLASSAN, calle de  
Vaugirard, n.º 15.

---

Año 1816.



Facen...

En presen  
Memoria  
lacion. En  
res por  
Ya se  
critore  
tado d  
sas q  
los he  
ces d  
nas p  
en a  
La  
de D  
peci  
se l  
rou

---

## PROLOGO.

FACTUM EST IN TERRIS QUIDQUID DISCORDIA JUSSIT.

PETRONIO.

**E**L presente tomo tercero de mis *Memorias para la historia de la Revolucion Española* ofrece bastante interés por diferentes aspectos.

Ya son dos (quando menos) los escritores franceses que han manifestado deseos eficaces de saber las causas que prepararon la revolucion ó los hechos que la precedieron, capaces de producirla; y creo que algunas piezas de mi coleccion satisfarán en gran parte la curiosidad.

Las cartas del principe de la Paz, y de D. Eugenio Izquierdo, contienen especies apreciables para conocer quanto se han equivocado los que les imputaron crimen de traicion y perfidia.

Esas mismas y la primera de D. T. G. S. tratan del proceso del Escorial, y de la

( II - )

parte que pudo tener D. Juan Escobedo en aquel suceso, y demas que se han subseguido. Me parece dificil contrarrestar estas autoridades.

Las de los números 134, y 140, paginas 115 y 275 demuestran el modo con que comenzó la revolucion en Andalucia y Galicia. Qualquiera lector conocerá que sucedió lo mismo en las demas provincias del reyno, especialmente las cercanas al mar.

Elas hacen ver el influxo ingles para que principiase una guerra, cuyas resultas no podian dexar de ser la ruina de las ciudades, el empobrecimiento de los pueblos, y la pérdida de las Américas sin la qual Fernando VII hubiera vuelto al trono y hallado íntegra su monarquía, como su tío Fernando IV la de Nápoles, el papa, el rey de Cerdeña, y los otros soberanos de Italia sus Estados, el príncipe de Orange los suyos de Holanda, el rey de Inglaterra el Hannover, y los principes de Alemania sus

respectivos dominios antiguos; porque caido Bonaparte del imperio, su hermano Josef hubiera perdido la posesion del reyno de las Españas, como su hermano Gerónimo perdió la Wessalia, y su cuñado Murat la corona de Napoles.

Las circulares del Consejo supremo de la Nacion Española, y la proclamã de los Grandes de España, números 131, 32, y 33, instruyen de que ya el gobierno Español previó los peligros de las desastrosas consecuencias de una lucha desigual, y que procuró evitarlas exhortando y mandando la inaccion y la tranquilidad.

Los otros papeles contribuyen à confirmar la verdad del contexto de los indicados por el éxito y los acaecimientos. Manifestando la conducta de los ingleses, se demuestran los verdaderos objetos de su gobierno en haber promovido la guerra de la Península.

Todas estas piezas son trasladadas de los originales ó de copias exáctas;

y no hay una sobre cuya fidelidad pueda con razón promoverse la menor duda.

He oido decir que algunos objetan á las del tomo segundo estar copiadas del *Monitor Universal*, y que intentan por este medio disminuir su crédito. Yo no podia copiarlas de otro documento mas auténtico, pues aquella gaceta era la única de oficio en su tiempo. Casi todas se trasladaron á las otras gacetas de las Cortes de Europa; pero ni entonces ni despues de la caída de Bonaparte se ha escrito nada en contra. Los interesados y autores viven, y ninguno ha negado que lo impreso fuera produccion suya, porque saben la fidelidad y exâctitud con que se copiaban en el *Monitor*.

Son pues aquellas piezas justificativas, mil veces mas auténticas, que las conversaciones publicadas por Escoiquiz quando Bonaparte no podia desmentirle. Asi monseñor Pradt ha escrito sus *Memorias* llenando con las

mias quatro quintas partes sin citarme. Hizo mencion de ellas en el prólogo; pero de una manera incapaz de dar esa idea, pues antes bien indicá haber hecho el uso principal de otra obra, siendo asi que solo tomó de ella tres hechos. Los críticos se admiran de que monseñor de Pradt tuviese por ciertas las conversaciones impresas por Escoiquiz. Yo tengo armas para probar que monseñor no tenia en 1808 las opiniones que ahora manifiesta en este asunto: pero como ha seguido las reglas de la justicia en el juicio que formó sobre la conducta de los refugiados en Francia, se ha hecho digno de que se le perdonen sus plagios aunque le hayan producido mas dinero que al autor original sus fatigas y sus dispendios. Tanto puede la fama de un escritor.

Algunos esperan encontrar aqui algo contrá cierto papelucho impreso en lengua española este año en Paris. Me han asegurado ser muy propio y muy



( VI )

digno de su autor. No he querido leerlo, contentandome con las noticias que muchos me comunicaban á porfia. Si se trata de injurias personales, perdono de todo corazón. Si del fondo de los asuntos, no me conoce bien quien me reputa capaz de dar á tales *Panfleteros* el honor de responderles perpetuando el nombre que ha de perecer con sus días.

## INDICE

### DE LO CONTENIDO EN ESTE TOMO TERCERO.

	PAG.
PROLOGO.	L
NUM. CXVI. Plenos poderes dados por el rey Carlos IV. á D. Eugenio Izquierdo, embajador extraordinario en Francia en 26 de mayo de 1806, renovados en 8 de octubre de 1807.	1.
NUM. CXVII. Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo en 5 de noviembre de 1807.	5.
NUM. CXVIII. Otra en 8 de noviembre con una postdata del dia 18 en que salió el correo.	6.
NUM. CXIX. Carta de D. Eugenio Izquierdo al principe de la Paz en 15 de noviembre de 1807.	7.
NUM. CXX. Otra en 17 con postdata del 18 de noviembre, y nota puesta en su margen por el principe de la Paz en 18 de diciembre.	58.
NUM. CXXI. Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo en 24 de noviembre.	48.
NUM. CXXII. Cláusulas de una carta del principe de la Paz al gran duque de Berg.	50.
NUM. CXXIII. Carta de Izquierdo al principe de la Paz en 8 de diciembre de 1807, con una nota puesta por éste con fecha del 18.	54.
NUM. CXXIV. Carta del principe de la Paz á Izquierdo en 18 de diciembre de 1807.	58.
NUM. CXXV. Otra en 24 de diciembre.	59.
NUM. CXXVI. Otra en 9 de febrero de 1808.	61.
NUM. CXXVII. Otra en 21 de marzo.	62.
NUM. CXXVIII. Carta de D. Pedro Cevallos, ministro secretario de Estado, y de Negocios Ex-	

( VIII )

- trageros á D. Eugenio Izquierdo en 18 de marzo de 1808. 63.
- NUM. CXXXIX. Real decreto de Carlos IV dado en 18 de marzo de 1808, sobre el mando del ejército y marina, del qual se hace mencion en la carta precedente. 65.
- NUM. CXXX. Carta de D. Eugenio Izquierdo á D. Pedro Cevallos en 10 de abril de 1808. 66.
- NUM. CXXXI. Carta circular del consejo de Castilla en 4 de junio de 1808. 82.
- NUM. CXXXII. Otra en 8 de junio. 94.
- NUM. CXXXIII. Proclama de los grandes de España, de los consejeros, y de otros españoles reunidos en Bayona en 8 de junio de 1808. 107.
- NUM. CXXXIV. Carta de 13 de agosto de 1808, en que se da noticia de la insurreccion de Andalucía, hasta la batalla de Baylen. 113.
- NUM. CXXXV. Fragmentos de un papel impreso en Cádiz año de 1813, con titulo de *El Patriota á prueba*. 137.
- NUM. CXXXVI. Fragmento del manifiesto impreso de las corporaciones de la ciudad de S. Sebastian de Guipuzcoa sobre la conducta del ejército ingles, y portugues en aquella ciudad, año de 1813. 143.
- NUM. CXXXVII. Papel impreso año 1813 por un español del partido de Cádiz, con titulo de *Idea de los Ingleses en España*. 156.
- NUM. CXXXVIII. Carta del marques Caballero. 236.
- NUM. CXXXIX. Arenga de la ciudad de Valencia al mariscal Suchet, con motivo de su entrada en 24 de enero de 1813. 275.
- NUM. CXLI. Carta de La-Coruña en que se da noticia de la insurreccion de Galicia. 278.
- NUM. CXLI. Carta de D. T. G. S. sobre el verdadero autor de las desgracias de España. 297.

( I X )

NUM. CXLII Otra del mismo, sobre los papeles impresos por Cevallos. 357.

NUM. CXLIII. Carta sobre la insurreccion de Andalucia, que ilustra lo contenido en la del n. 134. 577.

*Fin de la Tabla.*

## ERRATAS.

PAG.	LINEA.	DICE.	DEBE DECIR.
Id. 45.	lin. 17.	esa .....	<i>es la</i>
Id. 68.	lin. 18.	hacera .....	<i>hacerse</i>
Id. 89.	lin. 12.	esperar? .....	<i>esperar.</i>
Id. 109.	lin. 2.	tramas .....	<i>trabas</i>
Id. 119.	lin. 7.	origen .....	<i>origen</i>
Id. 122.	lin. 28.	Agonizantes....	<i>Menores</i>
Id. 159.	lin. 2.	al: .....	<i>el</i>
Id. 177.	lin. 2. y 3.	excede .....	<i>cede</i>
Id. 213.	lin. 23.	ó los .....	<i>á los</i>
Id. 263.	lin. 28.	pás .....	<i>páso</i>
Id. 295.	lin. 9.	cien .....	<i>cien mil</i>
Id. 298.	lin. 16.	haberse .....	<i>haber</i>

MEMORIAS  
PARA LA HISTORIA  
DE LA  
REVOLUCION ESPAÑOLA.

---

---

NUMERO CXVI.

*Plenos poderes dados por el rey Carlos IV á D. Eugenio Izquierdo, embajador extraordinario en Francia en 26 de mayo de 1806, renovados en 8 de octubre de 1807.*

**D**on Carlos por la gracia de Dios, rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Menorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdoba, de Murcia, de Jaen, de Algeciras, de Gibraltar, de las islas Canarias, de las islas Orientales y Occidentales, de las islas y tierra firme del Océano; Archiduque de Austria, Duque de Borgoña,

de Brabante, y de Milán, Conde de Ausbourg, de Flandres y del Tiról; Señor de Vizcaya y de Molina, etc.

Teniendo entera confianza en vos, D. Eugenio Izquierdo, nuestro consejero honorario de Estado, y habiendo os autorizado, en virtud de ésta confianza justamente merecida, para firmar un tratado con la persona que fuere igualmente autorizada por nuestro aliado el emperador de los franceses, Nos prometemos de buena fé y sobre nuestra palabra real, que aprobarémos, ratificarémos y executarémos, haremos observar y executar entera é inviolablemente todo lo que sea estipulado y firmado por vos. En fé de lo qual hemos hecho expedir la presente, firmada de nuestra mano, sellada con nuestro sello secreto, y refrendada por el infrascripto nuestro consejero de estado, primer secretario de Estado y del despacho. Dada en Aranjuez á 26 de mayo de 1806. — Yo el rey — Pedro Cevallos.

*Nota.* Traducción española de la francesa que habia entre los papeles de D. Eugenio Izquierdo, quien al pie de la dicha traducción francesa puso las dos certificaciones siguientes en frances.

*Primera.* Certifico que esta traducción es

( 3 )

fiel, Paris 5 de junio de 1806. Izquierdo, consejero de estado de S. M. C.

*Segunda.* Certifico que estos poderes han sido renovados dia 8 del presente mes en el real Sitio de S. Lorenzo. Fontainebleau 27 de octubre de 1807. Izquierdo.

Este documento manifiesta que el señor D. Pedro Cevallos intervino en el negocio del tratado de 27 de octubre de 1807, copiado en el n. 2. de las piezas justificativas de mi tomo segundo.

---

NUMERO CXVII.

*Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo en 3 de noviembre de 1807.*

Varios correos han salido , pero no he escrito por ninguno : cartas del rey N. S. al emperador han sido el objeto : tengo ahora sobre mi mesa quatro de Vmd. fechas 8, 12, 15 y 25 de octubre ; ésta última trae el ensayo del tratado de Portugal ; pero los portugueses se defienden , y su conquista será más difícil ; y no sé . . . : En fin recibiremos el tratado tal qual venga. Por ahora la novedad grande es la del arresto del Principe de Asturias.



Escoiquiz era el autor de un plan para deponer al gobierno actual, y aun al rey. Infantado, Orgaz, Ayerve, y otros criados del quarto, los cómplices; sostenido todo por el embaxador Beauharnais. Madrid está medio movido: todos esperan las resultas; pero ya traslucen que éste embaxador ha dicho pondrán en Madrid su quartel general las tropas francesas. Estoy en el sitio; todo mi cuidado es poco para tantos enemigos; pero el cañon les reducirá; sirva ésta para gobierno de V. y entienda que nada quiere sino su inmunidad — Manuel — S. Lorenzo 3 de noviembre de 1807.

*Nota.* Esta es la carta de que dió noticia el principe Maserano al emperador, y que comunicó en copia traducida D. Eugenio Izquierdo. Este habla mucho de ella y de su contenido en las de 15 y 17 de noviembre, que se verán mas adelante.

---

## NUMERO CXVIII.

*Carta del príncipe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo en 8 de noviembre de 1807, con una postdata del dia 18 en qué salió el correo.*

Llegó Estenóz con el paquete de Vmd. el dia mismo de S. Carlos; de suerte que se ha cumplido su deseo en todas sus partes, mi estimado Izquierdo. Tres cartas acompañan al tratado y convencion; todas de fecha del 28 de octubre. SS. MM. las han oido leer, y me mandan agradecer á Vmd. en su nombre quanto ha trabajado en su servicio. Por mi parte nada digo, pues aun que falta mucho para realizar lo pactado, me basta para tranquilidad en el dia la intencion conocida del emperador, y la consideracion del rey N. S. ácia mí. Hoy se han cangeado las ratificaciones, y naturalmente expedirá correo con ellas el embaxador; pues como las de allá se le habian encargado, ha sido consiguiente la entrega de las nuestras: esperamos la contextacion del emperador á una carta del rey N. S. para despachar un correo; y entonces irá ésta mia, á menos que se ofrezca otro negocio antes. Vmd. sabe por los dos decretos.

del rey los desagradables sucesos nuestros; ésta trama tenia mas ramificaciones: ahora estamos ocupados en su exámen; no sé si un tal *subsidio* de nuestras penas tendrá que hacer en los negocios políticos del dia, y por esta razon no quiero hablar como de positivo en las cosas que ya están hechas; veremos antes como se desembuelve esta tempestad. Vmd. sabe que hay un regalo de estilo quando se hace un tratado; voy á pedir el que corresponde al gran mariscal de palacio, y acompañará á ésta carta; pero si Vmd. juzgase conveniente añadirle otro, ó creyese que la gran Cruz de Cárlos III podrá ser demostracion grata al emperador, aviseme Vmd. de todo para no perder tiempo. Entonces diré á Vmd. si conviene haga un viage á España, y nos pondremos de acuerdo para lo sucesivo; pues no estoy contento tampoco con ver que haya intermediarios en las relaciones políticas, y mucho menos con personas que sé que no me aman, ni á mi pátria, como sucede á éste embaxador. En fin, señor Izquierdo, Vmd. me dirá que cosa puede lisonjearle en el dia; pues me persuado que podré obtenerla de S. M. para quien Vmd. ha hecho un buen servicio. Sabe Vmd. que soy franco; que no gusto me hagan el político en

(7)

materia alguna ; y que siempre es de Vmd. afectísimo.— Manuel — S. Lorenzo 8 de noviembre de 1807.

*Postdata del dia 18 en que salió el correo.*

Terrible aspecto toman las cosas ; pero el secreto importa , asi como la observacion para avisar lo que convenga. — No va el joyel , pues no está hecho ; ni sé si convendrá tal regalo. Vmd. me dirá qual será mas apreciable. conservese como desea su afectísimo — Manuel — S. Lorenzo 18 de noviembre de 1807.

---

## NUMERO CXIX.

*Carta de D. Eugenio Izquierdo , plenipotenciario confidencial del rey de España Carlos IV en Paris , al principe de la Paz en 15 de noviembre de 1807.*

Serenísimo señor : mi venerado protector : El 4 de este mes fui á Paris á fin de asistir , á la comida que en celebridad de los dias de S. M. daba el embaxador á todos los Españoles.

Estando comiendo llegaron dos correos del

rey (Araujo y Rosi) que dixeron haber salido, el uno del Sitio el 29 á medio dia; el otro de Madrid el 30 á las cinco de la mañana.

Como ni uno ni otro trageron pliegos para mí; como el último (que venia ganando horas) dixo al embaxador que traia orden de buscarle prontamente en donde estuviese, y de entregarle luego el pliego; y como al punto anuncié al embaxador que iba á Fontainebleau; aunque yo habia prometido al príncipe de Benevento, y al mariscal Duroc, que al dia inmediato volveria al Sitio (no existiendo despues de firmados los tratados el 27 anterior motivo urgente) creí que no debia, (como se dice) meterme en donde no me llamaban; y asi me quedé en Paris esperando los eventos.

El 5 Madama Junot, (con quien comi) me dijo: Junot me escribe desde Vitoria: *Hay novedades en Madrid; pero como jamás escribo notivias, si quieren, te las darán en Paris;* inferi de ésto que algun correo frances habia salido tambien de Madrid con éstas novedades, y que habia venido en muy poco tiempo; pues Madama Junot habia recibido la carta de su marido al quarto dia no completo, de haberla aquel escrito en Vitoria.

El 7 ya empezó á esparcirse en Paris el arresto del principe de Asturias. A esta inesperada noticia sucedian á cada hora otras de toda especie, que nacia de ella. En tal situacion seguí mi determinacion de estarme quedo, y de no presentarme en el Sitio. Estamos, señor convenidos en que V. A. no puede hácerme jamas un cargo de que yo no execute lo que no me manda, y así pensé:

» El principe de Asturias está arrestado; se  
 » ha despachado de Madrid un correo; y tal  
 » vez dos con esta noticia al embaxador; S. A.  
 » no me dice nada; no me escribe por estos  
 » correos; luego S. A. no quiere que cosa  
 » suya aparezca en negocio de ésta natura-  
 » leza.» Consiguiente á éste pensamiento, determiné no salir de mi casa hasta recibir noticias de V. A., de quien presumí que habia hecho lo mismo en Madrid, supuesto que el primer correo dixo, que quando salió el 29 del Sitio, V. A. estaba en Madrid; y el segundo, que salió el 30 á las cinco de la mañana de Madrid con un pliego que se despachó del Sitio á las doce de la noche, y que no habia visto antes de partir á V. A., ni recibido pliego suyo.

El 11 por la mañana, Mr. Doyen, mi banquero y amigo íntimo, llegó á mi casa asus-

tado, y me dixo: « Acabo de saber en este  
 » instante, por la secretaria de Estado, que  
 » el principe de Asturias está preso, porque  
 » de concierto con el embaxador Beauhar-  
 » nais, y con nuestro gobierno, intentaba des-  
 » tronar al rey su padre. La cosa parece im-  
 » posible; pero si asi fuese, he reflexionado  
 » que de ello se seguirá que á Vmd. (amigo y  
 » confidente del actual gobierno de España)  
 » se le ponga hoy mismo preso, y tal reflexi-  
 » ón me ha obligado á venir á advertirle  
 » el riesgo que le amenaza.

El mismo dia, habiendo enviado á saber á casa del embaxador, si habia llegado correo de España, supe que el 10 por la tarde habia pasado el correo *Fiorenzani*, ganando horas para Fontainebleau.

Imaginé, que si traia pliego de V. A. para mí, al punto me lo enviaria el embaxador; pero quando en todo el dia no le recibí, perdi toda esperanza; porque calculé que el embaxador recibió sus pliegos á las dos de la noche; que en seis horas se viene de Fontainebleau á Paris, y que mi pliego debia llegarme antes de medio dia.

Leído, determiné partir para el Sitio; fui antes á saber en las tertulias lo que se decia;

entré en mi casa á la una de la mañana; y á las tres sali para Fontainebleau.

Al apearme en éste Sitio, un criado del embaxador (que encontré al entrar en mi quarto) me dixo que el amo deseaba que al punto le viesse. Con todo, me pareció mas oportuno ver primero al mariscal Duroc, y que S. M. I. supiese mi llegada al Sitio por mi mismo antes que por otro. Esta precaucion, señor, ha sido sumamente útil.

Al verme el mariscal me dixo: « que iba á  
 » despacharme un correo de orden del em-  
 » perador para que viniese. *S. M. ha pre-*  
 » *guntado tres veces si estaba ya Vmd. en*  
 » *Fontainebleau; Mr. Talleyrand tiene tam-*  
 » bien la orden de escribir á Vmd. para que  
 » al punto viniese; el embaxador ha debido  
 » escribir á Vmd. lo mismo. Ha entregado  
 » una carta del rey de España al emperador;  
 » su contenido le ha sorprendido, le ha irri-  
 » tado sobremanera. S. M. ha preguntado al  
 » embaxador si estaba cerciorado de ella, y  
 » habiéndole respondido que nada sabia, el  
 » emperador se la ha leído; que el embaxa-  
 » dor habia dicho que en su pliego no habia  
 » llegado otro que la carta del rey, y otra  
 » de S. A. el principe de la Paz para Euge-  
 » nio Izquierdo, y que asi S. M. I. ignorante



« de quanto acaecia , queria saber de mi lo  
 » que habia en todo éste asunto , y lo que  
 » el principe me comunicaba. »

Al punto saqué la carta de V. A. con los dos sobrescritos ; se la manifesté ; vió que no contenia sino una llana. No entiende el español y me dixo ¿ No ha escrito á Vmd. mas que esto ? — No señor : — Añadió entonces : « Si : el principe Maserano ha dicho que el » pliego era pequeño y simple. »

Me preguntó si queria decirle el contenido para ponerlo en noticia de S. M. que estaba inquieto esperando en su quarto mi llegada al Sitio. Respondi que iba á hacer una traduccion fiel , y con ella entregaria la misma carta original para satisfacer completamente á S. M. Replicó que no ; que bastaba la traduccion. Y sobre su mesa la escribi y entregué. Dixe al mariscal. Duroc , que un criado del embaxador me habia estado esperando en mi casa para que le viese al punto que me apease ; pero que yo no habia querido ver á mi mismo embaxador antes de verle á él , y de que S. M. I. supiese que los pasos que yo daba , ninguna conexiõn tenian con lo que aqui habia podido acontecer durante mi mansion en Paris. Esto tambien me ha sido muy útil , pues asi he ganado la

confianza de S. M. y la de todos estos señores, como V. A. va á ver.

No individualizo la multitud de especies que se tocaron en mi primera conversacion con el mariscal Duroc ; ni todas las que se han ventilado en mis coloquios sucesivos con este mariscal , con el principe de Benevento, y con Mr. de Champagny : bastará fixar los resultados que voy á resumir luego que exponga mi conversacion con el principe de Maserano ; en presencia de D. Angel de Santivañez , secretario de embaxada.

Encontré al embaxador fuera de sí, lleno de favor; me pintó el modo acervo con que el emperador le trató al entregarle la carta del rey N. S. del dia 3 ; haciendose un mérito de haber sufrido tan mal rato. Dixome que el emperador le habia preguntado si yo estaba en el Sitio : que iba á despacharme un correo para que viniese , porque Mr. de Champagny habia preguntado por mi ; y tambien porque él juzgaba que mi presencia en éste Sitio era absolutamente necesaria. Oido esto le dixé : ¿Pues que hay ? Me respondió : « Yo estoy » turbado , no se que partido tomar ; no se » si oi bien el contenido de la carta del rey » que el emperador me ha leído. No se si en » mi turbacion oi bien lo que S. M. me dixo

» que escribiese á nuestro gobierno. Ayer se  
 » despachó un correo de orden del empera-  
 » dor. Espera la respuesta para declararnos  
 » la guerra, y marchar en persona á España.  
 » Ha detenido su viage que iba á hacer á  
 » Italia. Si en Madrid hacen algo contra  
 » Beauharnais, yo soy perdido: me pondrán  
 » preso; debo en este momento partir para  
 » Paris; avisar á todos los españoles; poner  
 » los archivos en salvo, y arreglar mis asun-  
 » tos. — Poco á poco, señor embajador;  
 » pues que Vmd. me consulta, le diré con  
 » ingenuidad que esa conducta no es la de  
 » un prudente embajador. Vmd. me habla  
 » de los intereses de su persona, quando se  
 » trata del bien ó del mal del estado y de la  
 » patria; pero antes que tratemos de éste  
 » bien, ó de éste mal, importa al servicio  
 » del rey que (durante estos dias á lo menos)  
 » nos entendamos; que yo (pues que Vmd.  
 » lo quiere y me lo pide) trace el plan de  
 » conducta que debe tener Vmd.; y para ello  
 » es necesario que mi veracidad y mi amor  
 » al mejor servicio de SS. MM. le haga ver  
 » los errores de la que ha tenido hasta aquí. »  
 » Entregada la carta confidencial del rey  
 » al emperador, nadie sino Vmd. debia ha-  
 » ber sabido la respuesta. Nadie de sus cria-

» dos y allegados debia por sus acciones ni  
 » dichos haber inferido ó sabido las resul-  
 » tas. — Santivañez saltó. — Eso se lo he  
 » dicho yo al señor embaxador, y que ni yo  
 » debia haberlo sabido ; y me pesa haber  
 » escrito de mi letra el oficio á Madrid. Se  
 » me puede hacer responsable. Madama de S.  
 » Sauveur (*la hija del embaxador*) me ha  
 » contado todo. Quando ésta lo sabe, irá di-  
 » ciendolo á toda la antigua nobleza de Paris,  
 » enemiga de éste gobierno, con la que trata  
 » de continuo. Yo temo para mi malas re-  
 » sultas. — Dexemos señores (*dixé*) medios  
 » y consideraciones puramente personales:  
 » la suerte de Vmd. y la mia importan poco,  
 » la del estado es la que únicamente debe  
 » ocuparnos. Yo, señor embaxador, acabo  
 » de saber que éste gobierno ha sabido que  
 » Vmd. ha escrito á una dama de Paris, (*Ita-*  
 » *liana* de nacion) que Vmd. no podia vol-  
 » ver á la Capital porque estaba aqui muy  
 » ocupado, y en asuntos sumamente desa-  
 » gradables. Ella lo ha esparcido ; y aqui es-  
 » tan resentidos : Asi conviene que Vmd. se  
 » serene ; que no manifieste ninguna inquie-  
 » tud ; que sea mas cauto ; y sobre todo que  
 » las desconfianzas que públicamente mani-  
 » fiesta Vmd. tener de éste gobierno, no le

» hagan presumir que nacen de que Vmd.  
 » sabe se trama en Madrid algo contra él,  
 » y de que prevé las resultas. No sirva esto  
 » á Vmd. de pretexto para no querer oír la  
 » verdad simple y sencilla de los hechos: —  
 » Yo haré (*me dixo el embaxador*) quanto  
 » Vmd. quiera: yo estoy fuera de mí; y lleno  
 » de rezelos. No se como tomarán en Ma-  
 » drid lo que he escrito. — Pues señor em-  
 » baxador acabemos: yo (que tengo la con-  
 » ciencia pura) nada temo. ¿La tiene Vmd.?  
 » Si se ha limitado Vmd. á decir de buena  
 » fe y lealmente lo que el emperador le ha  
 » dicho ¿que teme? ¿que tiene que temer?»

Para no aburrir á V. A. con tantos porme-  
 nores, leí el oficio del embaxador, y ente-  
 rado de todo dixé á éste: « Sosieguese Vmd.:  
 » estoy citado para dos coloquios; y veré  
 » lo que de ellos resulte. »

Volví á palacio: Ya el general Duroc ha-  
 bia visto al emperador; y le habia dado cuenta  
 de quanto yo le habia comunicado. S. M. le  
 habia dicho que me asegurase que no se me  
 prenderia; que estaba muy satisfecho de mi  
 proceder; y añadió que S. M. estaba mas  
 tranquilo y mas suave que el dia precedente.

Me preguntó de orden de S. M. ¿ que pen-  
 saba yo de todo éste asunto? Contexté que

de él no me podía formar idea clara; que sabia ya hace tiempos (*como S. M. I. lo sabia igualmente*) que en el quarto del principe de Asturias se habia tramado la pérdida del principe de la Paz y su arresto, si el rey llegaba á fallecer; que tambien sabia que habia sido necesario tomar una multitud de precauciones contra los perversos que el principe de Asturias oia: que yo no tenía antecedente ninguno de lo que acababa de suceder, ni ninguna noticia que me hubiese podido conducir á presumirlo; pero que conocia los usos y costumbres de mi país. Que la persona del principe de Asturias ya jurado es una persona pública y sagrada para nosotros; y que nadie, nadie, (ni el rey mismo) puede atentar á ella; á no ser que sea delinquente. — « Quiere el emperador » saber ¿que sucederia si el principe de Asturias fuese delinquente? — Perderia su » cabeza (*repliqué*) á no ser que el rey su padre le hiciese la gracia. — ¿ Y se juntarian » las Cortes para juzgarle? — No lo creo necesario: los consejos bastan; ó el Consejo » Supremo; ó una comision de consejeros » instituida por el rey. Todo se juzga en su » nombre; los consejos supremos tienen tratamiento real; porque supone la ley que

» el rey asiste siempre á ellos; y así toda  
» autoridad judicial en España es delegada;  
» y en nombre del rey se juzga todo.

» El emperador (*continuó el mariscal*)  
» asegura que nada sabia por su embaxador  
» de ninguno de estos asuntos: que la pri-  
» mera noticia le llegó por la carta del rey  
» de España que recibió el 5 de éste mes; que  
» S. M. I. dixo: *Son cosas domésticas del rey*  
» *de España, y no quiero mezclarme en ellas.*  
» Pero viendose comprometido en la que re-  
» cibió el 11, y horrorizado de oír que se  
» vulneraba su alto carácter; que se le hacia  
» participante de una conspiracion tan des-  
» honrosa, y tan inútil para un soberano de  
» su poder y fuerzas, apenas habia podido  
» contener su ira justa y terrible. Quiere el  
» emperador que se ratifiquen y pongan en  
» execucion los dos convenios firmados el 27  
» de octubre: — No cabe duda en que se ra-  
» tificarán (*respondi.*) — ¿Pero como han  
» de llevarse á execucion (*replico el ma-*  
» *riscal*) si el rey de España retira de Por-  
» tugal sus tropas para defenderse? ¿Y de  
» quien? — La carta de S. A. el principe de  
» la Paz (*dixé*) lo anuncia con harta clari-  
» dad, y S. M. I. ha visto ya ésta carta. Si  
» Vmd. gusta, voy á poner una nota para el

» emperador á cerca de éste asunto , para en-  
» terar de todo , segun lo concibo , á S. M.—  
» No: Digamelo Vmd. de palabra , porque  
» el emperador me está esperando:—Pues  
» ruego á Vmd. exponga en mi nombre á  
» S. M. lo siguiente :

» Primero : que es imposible que el prin-  
» cipe de Asturias haya sido arrestado por  
» ninguna intriga ni tiranía de Corte , sino  
» por indicios suficientes , y pruebas de que  
» es delinqüente.

» Segundo : que el principe de Asturias,  
» entre nosotros es persona tan sagrada , que  
» el rey mismo , por su propio honor , ten-  
» drá que hacer pública y legal su prisión.

» Tercero : que es cosa absurda que la  
» determinacion de arrestar al principe de  
» Asturias haya resultado ó nacido de co-  
» loquio tenido reservadamente entre SS.MM.  
» los reyes y el principe de la Paz.

» Quarto : que es cosa abominable ( y aun  
» mas absurda , si es posible ) que S. A. el  
» principe de la Paz haya enviado sus guar-  
» dias á prender al principe de Asturias ; y  
» mucho mas que le haya arrestado él mismo  
» como la emperatriz ha dicho á Vmd. Que  
» el rey vive en S. Lorenzo en el mismo pala-  
» cio que el principe de Asturias , y que no



» necesitaba de enviarle á prender por na-  
» die ; sino decir al principe que se retirase  
» arrestado en su quarto ; ó dar orden ( quando  
» estuviese por la noche en él ) que no sa-  
» liese y guardase el arresto.

» Quinto : Que estoy seguro ( conociendo  
» el alto carácter del principe de la Paz ) que  
» habrá dicho al rey : *Yo, señor, soy el pri-  
» mero de los vasallos de V. M. ; quien ha  
» hecho los mayores servicios al Estado ;  
» el que ha sostenido y sostiene la corona ;  
» quien ayuda á V. M. en todos los ramos  
» del gobierno ; pero sucede el infeliz evento  
» de ser el principe de Asturias delinquente ;  
» y en él ni debo , ni puedo tener parte nin-  
» guna activa , concerniente á la persona y  
» acciones de éste principe : reservándome  
» todo el encargo de cuidar de los dias pre-  
» ciosos de V. M. , y de su augusta familia ,  
» y de la seguridad y sosiego de sus reynos :*  
» y añada Vmd. que pienso que el no ha-  
» berme escrito con los dos primeros correos ,  
» que comunicaron el arresto , el señor prin-  
» cipe de la Paz , fue porque ni aqui ( ni en  
» España mismo ) se pudiese presumir que  
» escribia sobre asunto tan ageno de sus re-  
» laciones gubernativas.

» Sexto : Que tambien estoy enteramente

» persuadido que el señor principe de la Paz  
 » habrá dicho á los reyes: *En todo serviré*  
 » *á VV. MM.; pero en asuntos entre el rey*  
 » *y el principe de Asturias; entre el padre y*  
 » *su hijo primogénito (perdonen VV. MM.)*  
 » *nada haré: VV. MM. tienen sus ministros,*  
 » *sus consejeros; y quiero que toda la nacion*  
 » *vea que su justicia se apoya en los me-*  
 » *dios legales usados en la monarquía.*

» Séptimo: Que no puedo dudar de que  
 » hay motivos suficientes para anunciar  
 » (como anuncia el señor principe de la  
 » Paz) *que todo el plan estaba sostenido por*  
 » *Mr. Beauharnais; no de órden ni sabién-*  
 » *dolo S. M. I.; sino como particular: Y*  
 » de hecho ya es persona particular todo  
 » embaxador que se ingiere en las cosas in-  
 » ternas del pais en que está. Y que siendo  
 » esto asi, y dejándose decir Mr. Beauhar-  
 » nais, que las tropas francesas (ya á 30 le-  
 » guas de la Corte) iban á poner su quartel  
 » general en Madrid ¿que puede extrañar  
 » S. M. el emperador que un gobierno preca-  
 » bido y enérgico (como el actual de España)  
 » viendo á Madrid medio levantado, haga  
 » volver la misma guarnicion de ésta plaza,  
 » que habia salido para Portugal (y que  
 » ordinariamente es de doce mil hombres)

» para que la Nacion entera, y toda Europa  
» no viesen con escándalo que las tropas fran-  
» cesas guarnecian á Madrid; que eran nues-  
» tros redentores, y conservaban y guarda-  
» ban la vida del rey y de la familia real,  
» en medio de los leales Españoles?

» España aun no habia recibido los trata-  
» dos del 27 de octubre quando dispuso su  
» gobierno que volviesen las tropas. Aun no  
» sabia que se daban órdenes al general Ju-  
» not de ir á Portugal; ni que las tropas fran-  
» cesas y su general debian estar á las ór-  
» denes del rey de España, ó del principe  
» de la Paz, quando se pusiesen á su frente;  
» y por todas estas evidentes razones la me-  
» dida de hacer regresar las tropas, ni es, ni  
» puede ser una prueba de que en España  
» no se quiera llevar á execucion los trata-  
» dos firmados el 27 de octubre.

» Octavo: Que yo respondo de la ratifica-  
» cion, porque S. A. el principe de la Paz me  
» lo ha prometido á mí; y porque el rey de  
» España se la ha prometido al principe de  
» la Paz.»

Despues de éste coloquio subió el maris-  
cal á dar cuenta extensa al emperador, y me  
dixo que el principe de Benevento tenia que  
conferenciar conmigo de órden del empera-

dor. Fui á ver á éste principe, y por no molestar á V. E. con tanta repeticion me resumiré.

*Primero:* El principe de Benevento me aseguró que jamas habia visto al emperador tan resentido, ni en tal estado de irritacion.

II. Que ignoraba lo que habia actualmente en relaciones exteriores (*en la secretaria de Estado*) porque ni el emperador ni él sabian, si habia escrito ó no Mr. Beauharnais acerca de tan abominable asunto.

III. Que en su tiempo no ha existido negociacion que ni lexana é indirectamente tocase puntos de relaciones con el principe de Asturias.

IV. Que lo que mas habia chocado á S. M. el emperador (despues de haber firmado los tratados el 27) era verse implicado en intrigas y traiciones á la faz de toda la Europa.

V. Que en esta sorpresa habia exhalado su cólera, apreciable porque nacia de su misma probidad y honor vulnerados.

VI. Que el emperador habia sabido que el correo que traxo para S. M. I. la carta del rey, traia únicamente una de V. A. para mí.

VII. Que él habia sosegado el ánimo y la violenta curiosidad de S. M. I.: asegurando que yo era tan leal y tan su amigo, que

él respondía á S. M. que yo manifestaría el contenido de la carta del príncipe, si en ella había cosa digna de la noticia del emperador, y que en virtud de esta promesa, S. M. I. se había tranquilizado, y dicho al príncipe que me despachase un expreso á Paris.

VIII. Dixe al príncipe de Benevento lo acaecido con el mariscal, y quedó este punto concluido.

IX. Me aseguró Mr. de Talleyrand de su parte, y de la del emperador, que Mr. Beaubarnais no ha tenido instrucciones verbales ni orales de S. M. ningunas; y que en las escritas únicamente se le encarga toda armonía, y toda especie de atenciones para con SS. MM., y para con V. A. sobre todo, y entera cordialidad. Todo me lo ha asegurado solemnemente.

Yo me expliqué largamente con el príncipe de Benevento. Dixe el sobresalto que la carta del príncipe de Maserano del 11 causaría en Madrid. También me había extendido larga y enérgicamente sobre éste artículo con el mariscal Duroc; y quedó en dar cuenta de todo á S. M. I., para que yo pudiese despachar al punto un correo, á fin de calmar las primeras inquietudes, que sin duda habrá causado la carta del 11 del em-

baxador Maserano ; y de impedir que en Madrid se tomasen resoluciones ó medidas que fomentasen el incendio que yo intentaba apagar en su nacimiento. Quedó en ello.

El viernes 13 por la mañana me envió á llamar el gran duque de Berg; quexóse amistosamente de que V. A. no le hubiese escrito en tan extraordinaria ocasion: « Con la carta » del principe (*dixo*) yo hubiera quitado al » emperador las ideas que le han dado de que » la carta del rey de España, recibida de ma-  
 « nos del principe de Maserano el 11, la ha » dictado el principe de la Paz ; de que es una » intriga de Corte el arresto del principe de » Asturias, y de que el principe de la Paz » quiere que reyne otro infante, y no el prin- » cipe de Asturias. Yo (*añadió el principe* » *Murat*) fiel á la amistad del principe, aun- » que Mr. de Beauharnais es cuñado de la » emperatriz ; y aunque esta señora (que no » me quiere) me honra ; luego que recibí » la carta del principe de la Paz *pidiendo* » *se retirase al embaxador*, se la manifesté al » emperador ; que es quanto pude hacer : y » asi, *si en éste último correo me hubiera* » *escrito*, lo hubiera hecho igualmente ; tanto » mas que el emperador ha extrañado que » en tal ocasion no me escribiese ; y me pre-

» guntó si me habia escrito ; respondi que  
 » no ; pero que sabia por Maserano que del  
 » principe de la Paz tenia una carta para  
 » Vmd. , y añadi : *Yo respondo en nombre*  
 » *del Principe de la Paz, que podemos pe-*  
 » *dirla, y abrirla para saber lo que contiene.*  
 » Dice Maserano que es pequeña y simple. »

Expuse al gran duque , que el arresto del principe de Asturias (no siendo negocio gubernativo , sino dependiente de los usos y leyes de España , y no debiendo en tan arduo negocio hablar el hombre , sino los ministros de la ley y el soberano ) era probable que V. A. no quisiese que en tal asunto ni siquiera se pronunciase su nombre ; y que ésta seria la justa causa de no haberle escrito V. A. ; como tampoco me habia honrado á mí con sus cartas con los primeros correos que llegaron á Paris con la noticia del arresto.

Di gracias al gran duque del hecho heróico de responder por V. A. , ofreciendo abrir su correspondencia en presencia del emperador , lo que probaba manifiestamente la confianza que en V. A. tenia el gran duque.

Dixe á este principe que ya el mariscal Duroc , y el principe de Benevento habrian dado cuenta á S. M. de mis ideas , como de

mis deseos de que el ánimo de S. M. se sosegase hasta cerciorarse mas bien de todo lo ocurrido, y que le pedia dixese al emperador que lo propuesto por mí arreglaría todo.

Fui á ver al principe de Maserano: le hice ver el precipicio en que le habia puesto su indiscrecion; los ultrages á que con ella ha expuesto al sagrado honor de V. A. y el mio; pues si á vista de toda Europa se violaba el secreto de nuestra correspondencia, ó por sospechas, ó por inquieta curiosidad ( y esto directa y personalmente por el emperador, y por el principe Murat ) la pureza de intenciones de V. A. quedaba amancillada para siempre. Respondiéndome que primero hubiera perdido la cabeza que entregar la carta: y le repliqué: « ¿ Y Vmd. hubiera sido dueño » de no entregarla? No era mas facil ser mas » embajador que lo que Vmd. es? ¿ Como » decir sin motivo que escribe el señor prin- » cipe de la Paz, y que me escribe á mí, y » dar las señas de la carta? »

Señor: el principe de Maserano ( como se cree desayrado ) hace alarde de que sabe todo, y cuenta lo poco que sabe por vanidad y orgullo. Señor, que no me venga pliego incluso en los suyos.



*Conferencia del 13 con el mariscal Duroc.*

**Resumen :** Que S. M. (visto todo) se limita á desear que se lleve á execucion lo firmado el 27 por mí y por el mariscal ; que vuelvan las tropas á Portugal ; que todo se sosiegue, pues S. M. asegura que nada quiere sino que se cumpla lo tratado y convenido, y que yo pueda despachar un correo anunciándolo.—**Respuesta mia :** Que no cabe duda en que se ratificarán los tratados del 27, y en quanto á su execucion propongo á S. M. partir yo mismo al punto de Fontainebleau á calmar con las nuevas palabras del emperador, las inquietudes causadas por la carta del principe de Maserano : y que aseguro con mi cabeza que se executarán los tratados, y dejaré en rehenes á mi hija única, de edad de siete años y medio, que está en la pension de educacion de Madama Campan (la mas conocida de Paris.) Que iba sobre esto á tomar las órdenes del emperador.

*Coloquio el mismo dia con el principe de Benevento.*

**Resumen :** Que el emperador no puede aun comprender la carta del rey de España;

que todo le parece un sueño ; que lo que más le admira y le ha irritado, es haber recibido la primera noticia de lo que se le imputaba por el mismo rey de España, sin haber tenido antecedente ninguno ; y que S. M. I. estaba muy satisfecho de mí ; que no queria que partiese, porque no veia la necesidad ; que con el principe de Maserano no se trataria nada ; y que todo se calmaria executando los tratados del 27.

*Coloquio con el principe Murat.*

El principe Murat me envió á llamar á las seis de la tarde : iba á ponerse solo á la mesa, me convidó á comer ; pero ya habia comido, y asisti mientras comió.

*Resumen :* Que el emperador le habia dicho que yo habia satisfecho á todo, y que si la respuesta del rey de España era ratificar los convenios últimos y ponerlos por su parte en execucion, todos los disgustos se acabarian ; pero que de lo contrario se enfadaria S. M. I. y de veras.

*Conversacion el mismo dia con el Mariscal  
Duroc.*

*Resumen* : Que S. M. I. desea que me quede aqui; que el mariscal Duroc jamás hablará de negocios, ni podria hablar al principe Maserano; que todo se sosiegara si se ratifican los tratados del 27, y se llevan á execucion.

Me ha dicho de parte de S. M. que desea que todo se sosiegue en España, y me ha vuelto á hacer un sin número de preguntas; hechas muchas de ellas tambien por el principe de Benevento, y por el mismo Champagny; como las siguientes.

« ¿El principe de Asturias hallará algun  
» partido en la nacion? ¿Lo piensa V. md.? »  
» Ninguno; todos los Españoles son leales,  
» aman al rey y al gobierno; la nobleza de  
» su carácter, los principios de religion y  
» de justicia no les permitirán jamas reunirse  
» con un traidor; y el principe de Asturias  
» lo es, si intenta destronar á su padre.

» — Los señores de la banda del principe tie-  
» nen poder, fuerzas y amigos.? — Todos  
» les volverán la cara; no son hombres que  
» puedan inspirar el mas leve rezelo; pero  
» el apoyo verdadero ó presumido del em-

» baxador de Francia puede haber produ-  
 » cido las medidas de seguridad y de pun-  
 » donor que la energía del gobierno ha to-  
 » mado ó podido tomar. Y asi ahora que ha-  
 » brá visto nuestra Corte que las tropas fran-  
 » cesas no irán á Madrid: que seguirán su  
 » destino á Portugal, y que estan á las órde-  
 » nes del rey, y del principe de la Paz, quan-  
 » do se ponga al frente de ellas, con solo las  
 » varas de los alguaciles de Madrid quedará  
 » contenida y sosegada España, esperando  
 » en su asombro los eventos.

Me aseguró que Mr. Junot tenia las órde-  
 nes positivas de ir á Portugal, y que no iria  
 á Madrid. Déjo por no aburrir del todo á  
 V. A. otra multitud de preguntas, ect., ect.

*Coloquio con Mr. de Champagny.*

*Resumen:* Que el tratado y convenio no  
 salieron de aqui hasta el 2, ó el 4 de no-  
 viembre, porque fue preciso copiarlos, rec-  
 tificarlos, ect., ect., y que no debe esperarse  
 su devolucion hasta el 24. Dixe que ésto era  
 necesario lo supiese S. M., para que no ex-  
 trañase la tardanza.

Me habló de la causa del principe; de mi  
 carta recibida de V. E. ect., ect. Dixome ¿S?

*se juntarian las Cortes?* respondi que lo ignoraba; pero que no lo creia necesario: replicó irónicamente, y en voz mugeril que tiene — *Ya tienen V mds. un modèlo del tiempo de Felipe II.* — Contexté: « ¿ Es que V. E. » me habla de novelas fraguadas por los autores que se han divertido en escribir del príncipe D. Carlos? » — Nada me habló de Mr. Beauharnais; pero yo le dixé, al preguntarme ¿ que era lo que me decia en su carta V. A.? que todo el plan estaba apoyado por dicho embaxador: De modo, que ha sabido ésta ministro tambien que V. A. me habia escrito, y hasta el tamaño de la carta....

Mr. de Champagny me repitió lo que ya yo sabia « que el emperador se limitaba á » que se diese exácto cumplimiento á los » convenios del 27 de octubre último.»

*Ultimos coloquios con el mariscal Duroo y el príncipe de Benevento.*

Que S. M. prefiere que por ahora yo me quede aquí: que si parte para Italia, nadie le seguirá; que escriba al punto á mi Corte, que sosiegue los ánimos; pero que el cumplimiento de lo pactado el 27 es necesario: que de lo demas nada sabe de positivo el

emperador ; y que *jamás* habia recibido cartas del principe de Asturias.

*Algunas observaciones.*

I.º No he oido á nadie que el emperador haya dicho al principe Maserano que tomaba baxo su proteccion al principe de Asturias , y lo he leido en el oficio de éste. En todos mis coloquios he procurado indagarlo; en todos; y nadie ha mezclado al emperador en cosa que tocase á la persona del principe, ni á su asunto.

II.º Es cierto que el emperador iba á partir incognito para Italia; que iba solo con el mariscal Berthier; que ya la emperatriz lo sabia; que se descubrió luego el viage que se preparaba, como que era para la reyna de Nápoles, ect., ect.

III.º Tambien lo es que el emperador dixo que si no se le daba satisfaccion, le seria sensible; pero ninguno me ha dicho que declararia la guerra á España.

IV.º Parece que van las guardias imperiales de infanteria á Perpiñan; esto es, una porcion. Partieron ayer, y la hoja de ruta es para aquella plaza; pero tambien puede ser éste un disimulo, y marchar para Italia; por-

que hasta Lion el camino es comun para Italia ó para Perpiñan.

V.º Que anoche, habiendo llegado por el correo ordinario el decreto del rey al Consejo, publicado por éste; y traslado el embajador principe de Maserano á casa del ministro Marescalchi, despues de comer Mr. de Talleyrand me dixo que se lo traduxese; y lo escribió de su puño, dictándole yo en presencia del duque de Frias, y del principe de Maserano: Me dixo reservadamente que era para ir á leerlo al emperador, el que aun no habia recibido el expresado decreto: y lo deseé para que S. M. I. se desengañase de que la prision del principe de Asturias no era asunto de Corte, sino un acto solemne de justicia anunciado legalmente á toda la Nacion.

Señor: hasta mi mano se cansa de molestiar la atencion de V. A. Materialmente ya no puedo escribir mas, Esta carta es tan desaliñada como prolija; pero la he escrito sin levantar la pluma del papel, y esto servirá de disculpa para todo.

Concluiré diciendo, que el interés que en esta ocasion ha manifestado el gran duque de Berg ácia V. A. es sumo. Me ha dado ocasion para que nos explicásemos en cier-

tos asuntos personales; lo he hecho, y he quedado satisfecho de sus explicaciones: Todos los malvados y chismosos quedan confundidos. S. A. me aprecia, y dice que siempre será de mi parte.

El príncipe de Maserano ha confiado á Santivañez que el emperador en su cólera habia prorrumpido, (echando muchos fou...) *Esta carta del rey lo ha visto el príncipe de la Paz; es una maldad lo que pasa; esto es obra del príncipe de la Paz; y de ese picaro coquin de Izquierdo; ect.; ect.* O Santivañez es un chismoso (lo que no creo) ó el embajador un pérfido; pues habiéndome yo explicado con tanta claridad con él para que vivamos unidos, y obremos de conformidad durante esta crisis, nada me ha advertido á mí. Todo quanto ha hecho el emperador con respecto á mí desde que yo he llegado de Paris, y el no querer tratar ninguno de este gobierno con el príncipe de Maserano (como no ha tratado) desmienten las aserciones suyas comunicadas á Santivañez.

El cielo ilumine el alto entendimiento de V. A. en esta extraordinaria como importante ocasion, para bien de los reyes y real familia, y para sosiego y esplendor de España. La inmunidad de V. A. está asegurada;



pues que la ha garantido el tratado firmado entre SS. MM. Católica y Francesa.

Estamos á 15 ; son las tres de la tarde ; y no llega aun la respuesta al correo que despaché el 28 de octubre con el tratado. La estoy esperando desde el 13 ; ; Quanto hubiera calmado aqui los espíritus la tal respuesta ! Sin duda esperará V. A. á que todo esté ratificado. Por el cielo que V. A. me escriba lo mas presto posible. Mi corazon sensible es acreedor á que V. A. se digné de sacarle lo mas pronto posible de incertidumbres. Ya me electrizaba : ya tenia treinta años menos en pensar que iba á partir para ver á V. A. Hubiera ido desde Irumá caballo.

Puede V. A. ( y podrá el señor ministro de Estado ) comunicarme directamente ; acerca de los asuntos ocurridos quanto guste : estoy aqui autorizado para ello ; no hay en ello duda.

El emperador ( quando ante-ayer le hizo una relación mia el mariscal Duroc ) le preguntó : *¿ Está aun abajo ?*  fueron á ver y me habia yo ido al quarto del principe de Benevento : Si hubiera estado , dice el mariscal , que el emperador me hubiera llamado para conferenciar conmigo :: : Ha sido desgracia.

El cielo conserve los preciosos dias de V. A.

como la España ha menestet. Fontainebleau  
15 de noviembre de 1807. — Serenísimo se-  
ñor — de V. A. siempre rendido — Eugenio  
Izquierdo.

*Notas del editor.*

Es digno de observacion en esta carta que  
Mr. Champagni, duque de Cadora, ministro  
de Estado y Relaciones Exteriores del em-  
perador, dixese á D. Eugenio Izquierdo, de  
orden de S. M. I. *que no habia visto ni reci-  
bido cartas del principe de Asturias.* En se-  
sion posterior, que se verá por otra de Iz-  
quierdo del 17 del propio mes de noviem-  
bre, dixo el mismo ministro que S. M. I. no  
habia recibido *jamas carta del principe de  
Asturias.*

En tiempos posteriores, quando Napoleon  
creyó que no habia inconvenientes políticos  
en publicar la verdad, hizo poner en el *Mo-  
nitor de 5 de febrero de 1810* la carta que  
Fernando, siendo principe de Asturias le  
habia escrito, con fecha de 11 de octubre  
de 1807, sin noticia ni consentimiento del  
rey Carlos su padre; la qual carta forma el  
número primero de la coleccion de *piezas  
justificativas* de mi obra; y dixo al publi-

carta, que quando S. M. I. la recibió, casi no habia oido hablar de la persona del principe de Asturias.

En la carta que despues escribió S. M. I. al mismo Fernando desde Bayona, dia 16 de Abril de 1808, no solo confesó haberla recibido, sino que acriminó al mismo Fernando por haberla escrito, como se puede ver en mi número XXXVI., página 100 de mi tomo segundo, donde manifiesta S. M. I. las pruebas de reputar como crimen el haber escrito, y las consecuencias funestas que pueden resultar de un modo semejante de proceder por el hijo primogénito, y sucesor de un padre rey.

---

NUMERO CXX.

*Carta de D. Eugenio Izquierdo al principe de la Paz en 17 de noviembre de 1807, con una postdata del dia 18, y nota del principe puesta en su margen con fecha de 18 de diciembre.*

Serenísimo señor: mi venerado protector: fixado con el mayor secreto para el viernes 13 de este mes el viage del emperador á Ita-

lia, se suspendió por el recibo de la carta del rey N. S. entregada el 11 por nuestro embajador, Después de lo ocurrido desde éste dia (de que ya tengo dado cuenta) mas sereno S. M. I. determinó el 15 por la noche partir al amanecer del 16.

Para concertarme con el mariscal Duroc, sobre el modo de seguir nuestras relaciones políticas, tuve que ir á palacio antes que partiese con el emperador, y vi yo mismo salir de Fontainebleau á S. M. I. á las seis y media en punto de la mañana. Va por el nuevo camino abierto en los Alpes, llamado el *Simplon*. Vi tambien que el ministro Champagny entró á las seis á la Cámara de S. M.

De acuerdo con el mariscal Duroc en que entregaria á S. M. quantas notas yo le enviase, me retiré á mi casa; y al momento que iba á subir al coche para venir á París, recibí á las siete y media de la mañana un papel de puño de Mr. Champagny, citándome á su secretaría para las dos de la tarde.

*Coloquio con éste ministro.*

*Mr. de Champagny*: — ¿Ha tenido Vmd. noticias de España? — *Izquierdo*: Ningunas: — Pues yo sí. De Madrid ha llegado un

correo despachado el 9 con cartas del 8. Vmd. tendrá sumá satisfaccion en saber que el rey ha perdonado á su hijo; y que el principe de Asturias ha visto ya á S. M.: tambien recibirá Vmd. con gusto la noticia de que los convenios del 27 han sido ratificados y cangeados. Habiendo dado cuenta de todo á S. M. ésta mañana antes que partiese, me ha mandado diga á Vmd. en su nombre.

Iº. Que el emperador quedó muy satisfecho de la primera carta de S. M. C. viendo le confiaba sus pesares: y como eran cosas domésticas, no juzgó debia mezclarse en asuntos interiores de España. Que la segunda le ofendió; porque el rey daba á entender en ella, miraba como mayor delito que intentar dar veneno á la reyna (de lo que trataba la primera carta) el haber escrito el principe de Asturias una carta que podia haberse reducido (pues no se dice lo que contenia) á contar á S. M. I. sus cuitas.

IIº. Que toda la indignacion del emperador ha nacido de que la carta segunda parece suponerle cómplice en los atentados del principe de Asturias; hazaña tan agena de su augusto carácter personal, como de su poderío.

IIIº. Que al mismo tiempo que S. M. I.

asegura , positivamente no haber recibido jamas carta alguna del principe de Asturias, dice , que ¿ por que no ha de recibir cartas de todo principe ? y que ¿ quien puede formar quexa de que reciba las cartas que se le escriben ?

*Izquierdo:* — No he visto la carta del rey mi amo. Escrita en frances , tal vez habrá en ella alguna palabra ó cláusula que pueda aqui entenderse mal , y que haya sido escrita allá en concepto muy diferente. S. M. C. no habra afirmado que el emperador ha tenido cartas del principe su hijo , sin tener pruebas ó documentos que lo afiancen. Habrá dicho ( si se le ha encontrado alguna minuta de carta de éste principe al emperador ; ó si el mismo principe ha confesado y declarado que ha escrito ) que existia una correspondencia ; y el no haber recibido S. M. I. carta alguna no es prueba de ser ni falsa , ni aventurada la asercion de S. M. C. porque los perversos que engañaban y deprababan al principe de Asturias , podian muy bien hacerle escribir , y guardar ellos las cartas , y aun hacer las respuestas. Tambien tengo por imposible que el rey mi amo haya escrito la segunda carta en el sentido que aqui se le da. Una comunicacion franca

y cordial se mira como una ofensa, suponiendo que el rey católico no la hace sino en la persuasión de que mira al emperador como cómplice en los extravíos del príncipe de Asturias. Tal proceder no cabe, ni en la alta prudencia, ni en la justicia y cristianidad notorias de mi rey, á saber: imputar gratuitamente, sin pruebas, nada menos que á S. M. I., complicidad, anuencia y coligación en la prevaricación de su hijo primogénito! ; escribir esto de su propio puño al emperador Napoleon! V. E. no lo cree; el emperador mismo no lo puede creer: Lo he dicho todos estos días: ó la carta se ha entendido mal; ó hay en ella alguna expresión inadecuada que se puso inadvertidamente, y sin ánimo de ofender.

En quanto al escribir el príncipe de Asturias al emperador, perdóneme V. E. que disienta y apele á la justicia del emperador mismo. Escribir á un soberano extraño, á escondidas del natural, es siempre un delito en un príncipe heredero del trono; y si de la carta puede originarse directa ó indirectamente, próxima ó remotamente, desorden y trastorno en el Estado, es un delito enorme, y de lesa magestad *in primo capite*. Y si tomando las cosas en todo su rigor, se ha que-

rído dar á entender que se mira el escribir el príncipe al emperador como delito mayor que el proyecto de dar veneno á su augusta madre, habrá nacido de que en las cosas de Estado, y quando se trata de la conservacion de la monarquía, siendo como debe ser la salvacion del Estado la suprema ley, aunque el crimen de proyectar ó intentar dar veneno á una madre, y á una reyna, parece no puede ser mas enorme, se tendrá en rigor por mayor el de mover guerras, asolar el reyno, y atentar directamente á la destruccion del monarca.

*Mr. de Champagny* — No quiero meterme en cuestiones: me limito á decir á Vmd. de órden del emperador: 1.º que pide muy de veras S.M. que por ningun motivo, ni razon, y baxo ningun pretexto no se hable, ni se publique en este negocio cosa que tenga alusion al emperador ni á su embaxador en Madrid; y nada se actúe de que pueda resultar indicio ni sospecha de que S. M. I. ni su embaxador en Madrid hayan sabido, intentado ni coadyuvado á cosa alguna interior de España. 2.º Que sino se ejecuta lo que á cabo de decir, lo mirará como una ofensa hecha directamente á su Persona, que tiene (como Vmd. sabe) medios de ven-



garla , y que la vengará. 3.º Declara positivamente S. M., que jamas se ha mezclado en cosas interiores de España ; y asegura solemnemente que jamas se mezclará ; que nunca ha sido su pensamiento que el principe de Asturias se casase con una francesa , y mucho menos con *M.<sup>ta</sup> Tuscher de la Pagerie* , sobrina de la emperatriz , prometida ha mucho tiempo al *duque de Aremberg* ; que no se opondrá , ( como tampoco se opuso quando lo de Nápoles ) á que el rey de España case á su hijo con quien tenga por acertado. 4.º Mr. de Beauharnais no se entrometerá en asuntos interiores de España ; pero S. M. I. no le retirará , y nada debe dexarse publicar ni escribir , de que pudiera inferirse cosa alguna contra éste embaxador. 6.º Y principalmente , que se lleven á execucion estricta y prontamente los convenios ajustados el 27 de octubre último ; que no haya pretexto para dexar de enviar las tropas prometidas ; que en ningun punto falten , y que si faltan , S. M. mirará esta falta como una infraccion del convenio ajustado.

*Izquierdo* — Sé que mi rey y mi gobierno han puesto continuamente todo su conato en complacer á S. M. I. Sé tambien que en nada , si es posible , se le desagradará ; pero ( aun-

que S. A. R. el principe de Asturias, mi señor, esté ya perdonado (como V. E. acaba de decirme) si hay necesidad de procesar á los cómplices, y si de la causa aparece algo contra Mr. de Beauharnais; ¿que se ha de hacer? ¿se ha de seguir ó suspender? ¿se ha de dexar libre al reo porque no puede hacersele patente su delito? ¿ó se le ha de condenar sin hacerselo saber; como ordenan las leyes? ¿se han de ver castigos en España sin publicacion de las causas y de las sentencias motivadas? Y si resulta algo contra la persona de Mr. de Beauharnais ¿ésta resulta ha de impedir y suspender la justicia del rey, con escándalo de toda la nación?

*Mr. de Champagny*. — No me arguya Vmd. La orden del emperador esa que he dicho; y repito que en nada se le toque; y esto es de rigor.

*Izquierdo*. — Y si hay algun documento que pruebe contra Mr. de Beauharnais ¿no podrá el rey de España dirigirselo al emperador para que S. M. haga por sí la justicia.?

*Mr. de Champagny*. — Si señor: entreguemelo Vmd., si se lo envian, y S. M. hará justicia.

*Izquierdo*. — Mr. de Champagny, de orden expresa del emperador, me encargó que es,

cribiese á V. A. éste coloquio per un correo que saliese pronto, diciéndole que así lo habia resuelto S. M. I.

Mr. de Champagny comunicó ante ayer al principe de Maserano, y al embaxador extraordinario de Etruria, Venturi, que estaba ya convenido que á la reyna, para acercarla á los reyes sus padres, se le daría una compensacion en Portugal; pero no fixó el tiempo en que ésto tendria efecto. Lo prevengo señor, porque ambos embaxadores lo entendieron mal; ya lo entienden mejor; y en este último sentido escribira el principe Maserano esta noche. He llegado hoy de Fontainebleau, no queriendo perder un momento en cosas de tan graves consecuencias. Nuestro señor conserve la preciosa vida de V. A. — Paris 17 de noviembre de 1807. — Serenísimo señor — de V. A. siempre rendido. — Eugenio Izquierdo.

*Postdata I.* Paris 18 de noviembre de 1807, á la una de la tarde. Anoche á las once de la noche entregué ya cerrado este pliego á Rossi. Convenimos por la mañana el embaxador y yo en que partiria sin pérdida de tiempo. No habia escrito el embaxador; no le despachó. Rossi me lo ha traído hoy; he tenido tiempo; le he copiado; es el primero, y

he ahorrado un pliego de palabras: contenia tres pliegos, y va resumido en dos: bueno seria copiarlo si hubiera tiempo.

*Postdata II.* Se me olvidó decir que Mr. de Champagny me habia asegurado que los Portugueses se defenderian, y que el principe regente no habia partido.

*Postdata III.* Envío el monitor de hoy. Nunca traducen bien. Sea, señor, en hora buena, como SS. MM. y V. A. desean. — *Esta rubricado por Izquierdo.*

*Nota escrita de letra del principe de la Paz al margen de esta carta precedente.*

« Esta importa mucho, y de veras guar-  
» darse. Pero releida por Vmd., hará el uso  
» correspondiente, si vé que la nube ame-  
» nazante se ha disipado. Vmd. ha hecho eu  
» esto mejor servicio al rey que en todas las  
» negociaciones anteriores; pues ha salvado  
» su decoro maltratado por su mismo em-  
» baxador.

» Alla vá para no quedarme con mas que  
» las sabidas, esto es el Tratado; 18 de di-  
» ciembre. — *El principe de la Paz.*

*Nota del editor.*

**La carta del principe de la Paz á Izquierdo**

escrita en 18 de diciembre (que se copiará despues) hace ver que S. A. devolvió esta carta original con otras; y se conoce que puso notas marginales al tiempo de remitirlas á Izquierdo.

NUMERO CXXI.

*Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo, residente en Paris en 24 de noviembre de 1807.*

Con harto sentimiento devuelvo á Vmd. su carta, mi estimado Izquierdo, pues ella sola es suficiénte prueba del talento de su autor, y muy bastante para acreditar su amor al rey, y al amigo. Si; en esta ocasion ha hecho Vmd. mejor servicio que en la del Tratado anterior; pero como todo está malo y no habrá precaucion, conocidos ya los malvados, y caracter de sus intrigas, es mas prudente que nada exista. Todo se queme, y únicamente se conserve el Tratado último. Así lo haré, y prevengo á Vmd. lo mismo dando principio por estas cartas; SS. MM. están llenos de gozo al ver como Vmd. ha suplido los defectos de ese embaxador justificando su honor:

Sigue la causa ; y en ella hay lo que verá Vmd. *por esa minuta de la que escribi al principe Murat.* Quemela Vmd. tambien ; pero entienda que el movimiento de Madrid, excitado por las voces que han esparcido los agentes de la embaxada, no ha calmado enteramente ; y que la maldad de éstos ministros aprovecha la ocasion de darme una responsabilidad que no tengo. Todo, todo esta trastornado ; y no sé si mi constancia podrá superar tantos males. Mil veces he pensado dexar mis empleos ; y esto lo haré, conservando únicamente los negocios relativos á la guerra ; *pues en esto ha convenido con nuestro rey el emperador.* Pienso poner en el Almirantazgo al infante D. Francisco ; pues criandose en estos negocios, podrá ( quando falten sus padres ) sostenerse contra las violencias que quieran cometer contra la razon misma del establecimiento. Hable Vmd. al gran duque sobre éste punto , y en igual sentido ; pues su opinion me es de suma importancia. Vmd. sabe que el amor de un pueblo es pasagero ; y que con igual facilidad se inclina al vituperio que á la alabanza. Considereme Vmd. en éste desastroso caso : en fin no estoy contento.

Sabe Vmd. la ratificacion de los tratados , y

què no se faltará al cumplimiento de quanto se ha estipulado, á pesar de nuestras escasas fuerzas en todo sentido. Mi correspondencia con Mr. Beauharnais, es la mas seguida y atenta, bien que por escrito, pues no le he visto desde el principio de estas cosas. Si Vmd. viniese por pocos dias veria por sí lo que no es posible escribir. Concluyo asegurando á Vmd. su amistad: — Manuel — S. Lorenzo, 24 de noviembre de 1807.

*Nota.* Esta carta y otras de la presente coleccion, manifiestan la falta de verdad con que se imputó al principe de la Paz el crimen de haber aspirado al trono, aunque lo diga D. Juan Escoiquiz.

## NUMERO CXXII.

*Cláusulas de la carta del principe de la Paz al gran duque de Berg, cuya minuta remitió á Izquierdo con la carta del número anterior.*

Una enfermedad cruel (que me obligó á guardar cama por ocho dias) ha sido la causa de incurrir en la falta que justamente me advierte V. A. I. en su apreciable carta del 11. Si, principe; no debí omitir la participacion

de un suceso tan grave, qual era el que ocurría en la Corte; pero ahora que me hallo capaz de cubrir mi falta, voy á satisfacer la obligacion que tengo con V. A. I. por la amistad con que me honra. El suceso, pues, ha sido éste.

Acostumbrado ( por desgracia ) el príncipe á la intriga de su mnger, admitió á su consejo á un eclesiástico; que prestándole mil ideas lisongeras, le puso en el riesgo de cometer mil errores. Dió principio por la seducción de algunas personas de carácter: y quando se creyó con número suficiente para desplegar sus ideas, empezó á escribir libelos infamatorios contra la reyna su madre, y contra mí; cuyos borradores ( que le daba el cura ) eran quemados por él mismo, apenas el príncipe los copiaba de su letra. Estos son encontrados en la papelera de S. A.; quien declaró el hecho, y los cómplices ó seductores. No contentos con esta atrocidad ( por medio de la qual, y con auxilio de dinero que esparcian por el pueblo baxo para comprar los aplausos suyos, y descredito de sus padres ) hicieron un decreto, intitulándose *Rey* el príncipe; por el qual daba el mando de las tropas á uno de los conjurados. Este decreto estaba sin fecha; pero sellado con



lacre negro. Todo consta de declaraciones y documentos. Dudosos luego, ó temerosos de ser descubiertos ( porque creían que el rey muriese, ó que el pueblo se sublevase ) proyectaron otro enredo para asegurarse : y fue quando el cura solicitó y consiguió internarse con el embajador de S. M. I. y R. Desconfiado, sin duda, Mr. Beauharnais, pidió una contraseña del principe para saber si aquel sugeto estaba autorizado á tratar con él ; y S. A. dió ésta : *En la Corte preguntaré al embajador si ha estado en Nápoles , y al mismo tiempo sacaré el pañuelo.* Asi se hizo ; y quedó introducido el eclesiástico ; por medio del qual ha seguido larga correspondencia el principe , segun ha declarado. Mas como de éstas cartas no se ha cogido alguna , ignoro el objeto.

Sin embargo de éstos delitos ; el rey , conducido por los sentimientos de amor , y persuadido á ruegos de la reyna ( á que uni los mios ) levantó el arresto del principe. S. A. pidió perdon á sus padres ; prometió la enmienda ; ha seguido declarando en la causa espontaneamente ; y me ha prometido amistad constante. No sé si la luz de la razon le hará cumplir lo ofrecido ; pero no confio mucho en quien una vez me engaña ; y creo

que V. A. I. no desaprobará mi opinion.

Este es en resumen el suceso. — V. A. I. inferirá por su gravedad qual habrá sido el trastorno que ha ocasionado en el ánimo de SS. MM.; quales sus justas sospechas; tanto mas que los reos son muchos, y de la primera clase. Satisfago, pues, mi deber con V. A. I., rogándole que si juzgase conveniente que S. M. I. y R. se instruya de lo ocurrido (aunque en breve) procure V. A. I. persuadirle de la sinceridad con que va entendido esto; y de que jamas adelánto yo cosa que no esté probada; pero conociendo que el aprecio de S. M. por el rey mi señor, preserva á la España de todo riesgo, no solicito de V. A. I. más que su mediacion á que no varie de sentimientos.

*Nota.* Falta el fin de ésta carta, porque el principe de la Paz solo envió á D. Eugenio Izquierdo para su gobierno la minuta en que se contenia lo perteneciente al asunto de que por entonces se trataba. Esta es á la que aludia el principe de la Paz en la carta del número anterior, y de la que habló Izquierdo en la suya de 8 de diciembre.

*Carta de D. Eugenio Izquierdo al principe de la Paz en 8 de diciembre de 1807, con la nota puesta por éste, con fecha de 18 del propio mes.*

Mi venerado protector: el contenido de mi exposicion del 18 de noviembre último, enviada por el correo Rossi, exígia á mi parecer pronta respuesta, para que yo la dirigiese al ministro de Negocios Exteriores, Mr. de Champagny. No llega esta respuesta; y por el correo ordinario se recibieron aqui ayer contextaciones de V. A. á cartas que llevó el mismo correo Rossi: ¿Qual será la causa que me priva de una respuesta que yo tenia por tan necesaria? esto solo V. A. puede manifestarlo. A mi me toca conformarme en todo con lo que se me ordene, y no ingerirme á prevenir lo que deba ordenarseme.

Por quantas noticias se espárcen aqui veo que los malos procuran en Madrid pervertir la opinion general. Hay en aquella Corte una faccion que derrama ideas contrarias al actual gobierno; que intenta imputar á éste el delito enorme de oprimir la inocencia; y

veo con horror que todo el conato se dirige á fomentar turbaciones en el Estado. Vea V. A. la adjunta copia de carta enviada á Mr. Recamer, negociante, por el marques de la Colonilla, segun asegura aquel. Mr. de Surenne ha dicho aquí que todos los allegados á la servidumbre del principe de Asturias le hablaban del entusiasmo de éste principe por S. M. I. y R. De Madrid se escribe que S. A. quiere casarse con *M.<sup>uo</sup> Tacher de la Pacherie*. Todo esto es absurdo pero veo que existe una fragua en donde se forjan todas estas cosas nuevas.

La constancia de V. A. debe superar todo. Carácter y energía son las primeras prendas que acompañan á su excelsa persona. Es tiempo de desplegarlas. ¿Que son todos esos ministros, si se desvian de su deber? El cielo no permita que V. A. dexé sus empleos. ¿Como ha de conservar V. A. únicamente los negocios relativos á la guerra, no conservando los medios de poner en execucion éstos mismos negocios? En un gobierno un ramo no puede separarse de otro. El gobierno debe ser uno: y al contrario V. A. no hará nada hasta que V. A. se ponga en estado de poder hacer todo.

Yo deseaba con ardor en estas circunstan-

cias ponerme al lado de V. A.; escribir para fixar (tanto en España como en Francia) la opinion pública, y hacer conocer las ideas rectas y útiles al Estado. Esto conviene; pasaré á otra cosa.

Todos aqui hablan de las ideas del emperador de ir á España. Sus equipages, su guardia, y su servidumbre han caminado y caminan ácia los Pirineos. Mas de cien mil hombres se acercan á ellos; muchos generales, etc., etc. Nada sé de positivo; nada puedo saber por estar la Corte en Italia. El emperador puede estar de vuelta en Paris dentro de diez dias, y entonces podré conocer la direccion y naturaleza de la tempestad que amenaza. De todo avisaré al punto que lo indague. En el interin los rezelos y las desconfianzas me rodean, y mi existencia es amarga.

*La carta al gran duque me ha parecido oportunísima.* He puesto en execucion las órdenes de V. A.: no tengo (ni se me encontrará) sino la minuta del tratado.— Por el cielo que V. A. (si es posible) me envíe luego un correo. Mi sensibilidad padece lo que no es explicable al contemplar á V. A. en tal situacion. El ignorar las cosas atormenta mas. Sáqueme la bondad de V. A.

de cuidados. Si soy útil, al punto partiré. — Nuestro Señor conserve la preciosa vida de V. A. dilatados y felices años. — Paris 8 de diciembre de 1807. — Serenísimo señor: siempre rendido — Eugenio Izquierdo.

*Nota. Al margen de la carta precedente están escritas unas notas con fecha de 18 de diciembre, todas de puño y letra del príncipe de la Paz que dicen así:*

*Nota. I.* « Si viene el emperador, será pacíficamente; pero importa saber algo sobre tales materias; y ya S. M. escribe preguntando si es tiempo de publicar el tratado de Portugal.

» II. Quando la malicia dirige á los hombres, no basta el estudio á eximirse de sus iniquidades; pero todo depende de un punto, un momento; el cumplimiento del tratado. *Vayame yo*, y vea yo como me reciben mis payсанos; y luego coordinaré las demas cosas.

» III. Está Vmd. tranquilo: nadie es superior á mí: la voz iniqua de los seductores me ha servido de escuela para una prueba que de otro modo no me hubiera sido posible executar: ya conozco el terreno; mi

» alma ha ganado tranquilidad ; pues se re-  
» conoce con menos obligaciones á los hom-  
» bres. — Madrid 18 de diciembre de 1807. —  
» *Manuel.*

*Nota del editor.*

El principe de la Paz puso la nota prece-  
dente quando devolvió á Izquierdo la carta  
original con la que se copiará en el número  
siguiente.

---

NUMERO CXXIV.

*Carta del principe de la Paz á D. Eugenio  
Izquierdo en 18 de diciembre de 1807.*

Solo falta la carta número 7 para devol-  
ver á Vmd. completa la expedicion, mi es-  
timado Izquierdo ; pero queda á mi cuidado  
el quemarla luego que obtenga el Joyel para  
el mariscal Duroc ( único objeto de la carta ) ;  
mas como en ella me dice Vmd. que ( ade-  
mas de ese regalo ) convendrá hacerle otro  
en mi nombre, que valga sesenta ó setenta  
mil libras, y sin mi respuesta positiva no  
se determinaria Vmd. á hacerlo, no añado  
circunstancias á la aprobacion : Vmd. dará  
en mi nombre esa expresion, y me dirá

donde quiere el dinero ; pues sea qual fuere el bolsillo de que Vmd. lo satisfaga , quedaria mi amor propio en descubierto.

Hecho esto puede Vmd. preguntar al mismo mariscal si S. M. I. y R. querria darle á Vmd. la legion de honor luego que el tratado se publique ; en cuyo caso se enviaria la de Carlos III. en cambio ; haga Vmd. este paso con delicadeza , pues sé que el emperador no dá con gusto el cordon.

Sigue la causa de los declarados por el principe. Todos son canallas , é ignorantes ; pero el delito es grave ; y S. M. quiere que se vea su justicia y piedad.

A Dios. Es de Vmd. — *Manuel.* — Madrid  
18 de diciembre de 1807.

---

NUMERO CXXV.

*Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo , en 24 de diciembre de 1807.*

He quemado toda la expedicion de Vmd. fecha el 8 de diciembre , y rezagado ; pues se trataba del Joyel para el mariscal Duroc. Ya no es necesario pues vá el Toison por mano del emperador , y asi Vmd. podrá ha-



cerle otra clase de regalo en proporcion al que se hizo á Bourbonville.

Otra expedicion es del 14; y en ella incluye Vmd. la carta que devuelvo con su traduccion, añadiendo que sin molestar á S. M. I. y R., haga Vmd. su insinuacion sobre lo de la Banda; pero dudo mucho del éxito, y no quisiera que Vmd. sufriera éste desaire.

La última es del 5 y 6 del mismo mes y en ésta ( como en las anteriores ) se ofrece Vmd. á venir á España, caso que ocurra urgencia, ú entren las tropas; Vmd. vé quan poco servirian entonces las notas diplomáticas; y quan escasos son los medios que puede ofrecer su situacion, si antes de llegar á tal urgencia no ha podido contener la causa; ni saber apenas lo que se pasa. Si amigo. Yo veo á Vmds. ciegos en el pais que residen; pues ignoran hasta lo que ya se ha publicado por los papeles públicos. Vmd. habrá visto al emperador en Paris, ó tendrá noticia de su llegada. Podrá, pues, haberse tranquilizado. No lo estoy yo en punto á subsistencias, pues las tropas consumen mucho, y la poblacion se ha aumentado por las relaciones de Portugal, en el momento que sus puertos nos son estériles. Iremos saliendo de apuros como se pueda.

Nada sé de Ouvrard ; ni menos de quanto Vmd. me insinuó de Michel : pero ( hablando claro ) me parece ya justo que se cortase ésta cuenta ; *que Vmd viniere à liquidarla ; y que de una vez me dexasen Vmds. sin relaciones de giro , ni patrañas , que ( sin comerlo ni beberlo ) me atraen la enemistad de varios individuos de éste pais. Concluyamos , pues : venga Vmd. , liquide sus cuentas ; y trate la cosa con quien quiera. Este es mi consejo ; esta mi opinion ; no quiero mas relaciones de ésta clase.*

Concluyo asegurando á Vmd. constante aprecio y amistad — *Manuel* — S. Lorenzo 24 de diciembre de 1807.

---

NUMERO CXXVI.

*Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo en 9 de febrero de 1808.*

No recibo cartas de Vmd. : vivo en la incertidumbre ; el Tratado hecho por Vmd. no existe ; el reyno está cubierto de tropas ; los puertos de Portugal van á ocuparse por las mismas , y Junot manda el todo ; se nos han pedido los restos de las esquadras , y ya se

ha dado orden para que marchen reunidas á las del emperador ; todo es incertidumbre, convinaciones y temores : la opinion general dividida ; el principe sucesor complicado en juicio de inovediencia ; las tropas aliadas viven sobre nosotros ; los pueblos no pueden mas : el *subsidio* se paga sin que consideracion alguna nos releve de éste apuro : el empréstito de Holanda se hizo segun Vmd. avisó ; pero nada sabemos ni percibimos de sus ventajas : Vmd. en Paris mal quisto ; el embajador inutil ; que diablos es esto ! ¿ Y en que pararán tales dudas ? He llamado á Vmd. para dar cuentas ; Vmd. no ha venido , y esto excita ya mis dudas. Si Vmd. sabe algo , digalo ; y si lo ignora Vmd. , no haga misterio , pues lo que importa , es saber. Parte Rossi : no tengo tiempo para mas ; pero soy de Vmd. afectisimo. — ( *No tiene firma , mas está rubricada* )  
Aranjuez 9 de febrero de 1808.

---

NUMERO CXXVII.

*Carta del principe de la Paz á D. Eugenio Izquierdo en 11 de marzo de 1808.*

Mi estimado Izquierdo : he pensado mejor

sobre la presentacion de la carta al emperador, y veo me comprometo demasiado con las provincias y el reyno ; si acaso se hiciese mal uso de ella. Devuelvame la Vmd. con ésta, y haga uso, para negociar, de las especies de la del rey, y aun de las que contiene esa; pero no sugiera Vmd. las especies; y dé tiempo á que se las propongan; aviseme Vmd. de todo con oportunidad.

Son las tres y media de la tarde. A Dios: es de Vmd. afectísimo *Manuel*. — Marzo 11 de 1808.

---

NUMERO CXXVIII.

*Carla de D. Pedro Cevallos ministro secretario de Estado, y de negocios Extranjeros á D. Eugenio Izquierdo en 18 de marzo de 1808.*

Excmo. señor: paso á manos de V. E. de orden del rey copia del real Decreto que S. M. me expidió en fecha de antes de ayer para los fines que en él se expresan; y otra del oficio que me ha dirigido el señor secretario del despacho de Marina, trasladándome el real Decreto, por el qual exónera S. M.

al señor principe de la Paz de los empleos de Generalísimo y de Almirante, á fin de que V. E. se halle enterado de éste suceso, y de que esté igualmente noticioso de que ésta noche se ha amotinado el pueblo y la tropa que habia en este Sitio por el infundado motivo de que SS. MM. aun pensaban el marcharse; *lo qual jamas les habia ocurrido.*

Como V. E. se hallaba encargado por el señor principe de la Paz de varias comisiones, debo prevenir á V. E. de orden del rey, que los papeles relativos á ellas, y las contextaciones que tenga que dar, me las dirija V. E. en pliego reservado para S. M., á fin de que yo pueda entregárselo sin abrirlo:

Dios guarde á V. E. muchos años. Aranjuez 18 de marzo de 1808. — *Pedro Cevallos.*

P. D. Debo advertir á V. E., para evitar toda equivocacion, que el motin no ha sido dirigido contra SS. MM., sino contra el señor principe de la Paz, y por el contrario han recibido SS. MM. las mayores aclamaciones y vitores de todo el pueblo; y tambien, que no habiendo querido S. M. entrar en el por menor de éste suceso en *la carta que dirige á S. M. I. con ésta fecha* por medio del principe de Maserano, es su real voluntad que V. E. saque la conversacion al

emperador, y le entere del verdadero objeto que le ha ocasionado: — Cevallos — Señor D. Eugenio Izquierdo.

---

NUMERO CXXIX.

*Real decreto de Carlos IV. dado en 18 de marzo de 1808, sobre mando del ejército y marina, de que se hace mención en la carta precedente.*

Excmo. señor: en la mañana de éste dia se ha servido el rey dirigir al señor D. Antonio Olaguer Feliu, y á mí el real decreto siguiente:

« Queriendo mandar por mi persona el » ejército y la marina, he venido en exhone- » rar á D. Manuel Godoy, principe de la » Paz, de los empleos de Generalísimo y » Almirante, concediéndole su retiro donde » mas le acomode. Tendreislo entendido, y » lo comunicareis á quienes corresponda. »—

Lo que comuníco á V. E. de real orden para su inteligencia y cumplimiento en la parte que le corresponde. Dios guarde á V. E. muchos años. Aranjuez, 18 de marzo de

1808 = Fr. Francisco Gil. — Señor D. Pedro Cevallos.

*Nota.* Este es el decreto que se cita en la carta del señor Cevallos, copiada en el número antecedente.

---

NUMERO CXXX.

*Carta de D. Eugenio Izquierdo á D. Pedro Cevallos en 10 de abril de 1808.*

Excmo. señor : muy señor mio : el 26 del mes último á las siete de la mañana el correo de S. M. D. Alonso Mazorra puso en mis manos el pliego , que con fecha de 18 del mismo se sirvió V. E. dirigirme desde Aranjuez.

Este pliego decia , entre otras cosas , lo que sigue. « Como V. E. se hallaba encargado » por el señor principe de la Paz de varias comisiones , debo prevenir á V. E. de orden » del rey , que los papeles relativos á ellas , y » las contextaciones que tenga que dar , me » las dirija V. E. en pliego reservado para » S. M. , á fin de que yo pueda entregarlo sin » abrirlo. »

El mismo dia 26 S. M. I. , recibida la carta del rey N. S. , tuvo á bien hacerme llamar al

Sitio de S. Cloud, admitirme á su presencia, sentarse conmigo en su gabinete ( sin que en él hubiese principe, ministros, ni persona de la servidumbre de palacio, sin guardia alguna ) y tener á solas conmigo un coloquio, que duró, sin interrupcion, desde antes de las tres hasta despues de las cinco de la tarde.

Tenia yo escrito el pliego en que daba cuenta al rey N. S. de éste evento, quando el 28 por la mañana, el principe de Maserano me llamó á su casa, y me leyó una carta de V. E. para que le entregase, baxo de inventario, todos los papeles relativos á las negociaciones de que estaba encargado en ésta capital por el señor principe de la Paz. Respondi que no tenia ninguna, y respondi la verdad.

Era mi ánimo escribir esto mismo á V. E. con el primer correo extraordinario que saliese; y tambien evidenciarlo con explicaciones y pruebas irrefragables; pero el principe Maserano despachó aquella misma noche un correo del rey ( el mismo que habia venido á mis órdenes ) y mandó se me ocultase su salida; ha despachado luego otro correo, ocultándomelo tambien; y este proceder tan suyo, me ha quitado todo medio de comunicacion con V. E. Ha hecho mas; me ha mirado y



tratado desde aquel momento (y á su ejemplo todos los de la embaxada) como hombre ya proscripto por su nacion.

Ayer me pasó el oficio de que es copia el adjunto papel n. 1: respondi el n. 2.; y me contextó el n. 3., que acompaño.

Ahora bien, Excmo. señor; reciba V. E. de mi, hombre honrado, verídico, y libre en su modo de pensar; amante hasta el entusiasmo del honor, esplendor y gloria de su pátria; zeloso sostenedor de su independencia y posesiones; fiel servidor del rey, y del Estado (cuya fortaleza de alma, y rectitud de corazon no descenderán jamas, ni aun para evitar una muerte afrentosa, no digo á negar, sino ni á tergiversar la verdad): reciba V. E. de éste hombre (cuya conducta política deve en justicia hacersa pública á toda España, y á toda Europa) una franca, espontánea y verdadera manifestacion de todas sus relaciones con el señor principe de la Paz, y de quanto ha hecho en Paris, concerniente á lo que se denomina en un oficio *comisiones*, y en otro *negociaciones* encargadas por dicho señor principe.

*Primer punto*: Yo era conocido en España, y en mi gobierno por haber hecho buenos servicios al Estado (los documentos fe-ha-

cientes de estos servicios existen en varias secretarías del despacho, y en mi poder) antes que hubiese visto ni escrito, ni hablado al señor príncipe de la Paz; antes de tener noticia de su existencia.

*II.* La dirección del gabinete de Historia natural la resolvió el rey durante el ministerio del marqués de Grimaldi. Varias comisiones del gobierno, unas públicas, otras reservadas me han sido confiadas durante los ministerios del señor conde de Florida-Blanca, del señor conde de Lerena, y del señor Baylio D. Antonio Valdés: todas anteriores al año de 1789.

*III.* La primera vez que hablé en mi vida al señor príncipe de la Paz, fue en el año de 1797.

*IV.* Nunca he sido tan vano que me haya presentado al público como uno de sus amigos; ni de los que gozaban de su trato familiar. He sido meramente un fiel servidor del rey, que ha trabajado á sus órdenes, como lo he hecho sin interrupción á las de muchos predecesores y sucesores suyos en los ministerios de nuestro superior gobierno.

*V.* Así, no es el favor, no la amistad, no la protección del señor príncipe de la Paz lo que me ha conducido á los negocios del

Estado; son los negocios del Estado y mi desempeño en ellos, los que me han valido toda la amistad de S. A., todo su favor y confianza; y esta circunstancia (tan verdadera como digna de notarse) aumentó en S. M., (quando últimamente me la oyó) el buen concepto que siempre he debido por mi leal conducta á S. M.

*VI.* Si he servido en los negocios del Estado al lado del principe de la Paz, ha sido por expresa voluntad y orden del rey N. S. recibida de boca de S. M. mismo varias veces. En el Escorial, antes de mi primera venida diplomática á Paris, hablando conmigo mi soberano, en presencia de S. M. la reyna, se dignó decirme: « Trabaja al lado de Manuel; es tu protector; haz quanto te diga; » por medio suyo debes servirme. » SS. MM. confirmarán ésta verdad.

*VII.* Durante toda mi mision secreta en Paris, no ha existido correspondencia mia con el señor principe de la Paz, que no hayan leído los reyes. SS. MM. mismos me lo han asegurado personalmente; y SS. MM. mismos lo asegurarán en el dia. Ni ha podido existir, porque no hubiera tenido objeto; respecto de que aqui jamas he tratado de asunto que no haya concernido al bien

general de la monarquía, y al bien estar de toda la familia real.

*VIII.* Si en menoscabo de uno ú de otro, ó á expensas, ó con sacrificio de uno ú de otro, esto es, del bien del Estado, ó del de la familia real, yo hubiera dado un solo paso con éste gobierno en utilidad y ventaja del señor principe de la Paz, yo, (que no descendería jamás á cubrir este hecho excusandome con que habia obrado mandado por el ministro del rey, á quien el rey mismo me habia mandado obedecer) me tendría por delinquente, y por primer cómplice en los proyectos del señor principe de la Paz; pero es necesaria toda la baxeza de un corazon fementido, y abrigador de traiciones; toda la perversidad de una alma atroz que las promueve, para suponer en el señor principe de la Paz tan horrible deslealtad, y en mí tan loca y tan infructífera compli-  
 cidad. ¡Yo alcabo de tantos años de estudios, y de servicios consagrados en utilidad de mi pátria, cómplice de un traidor! ¡Traidor yo mismo con entera certidumbre de no poder sacar en ningun tiempo fruto ni ventaja alguna de tan peligrosa maldad! ¡Y esto yo que nunca en el señor principe de la Paz he incensado al privado del rey, y que en él me

he ceñido siempre á no ver, á no servir, sino al ministro de mi Soberano. !

IX. Asi, en presencia del Todo-Poderoso y á la faz de todo el universo, declaro, que durante mi mansion diplomática en Paris, jamas me ha sido inspirada, ni comunicada por el señor principe de la Paz, hasta el dia de hoy, idea opuesta al bien general del Estado, ni al de la real familia, ni idea dirigida á utilidad suya, actual ó futura.

X. Mi mision ha sido para que ambos gobiernos se comunicasen por un conducto fiel, seguro, secreto, y de tal lealtad, que no mezclase jamas intereses suyos personales con los del Estado, como han hecho casi todos los embaxadores de ambas Potencias en estos últimos tiempos, con graves é incalculables perjuicios de nuestra infeliz patria.

XI. En Paris no he tenido otro encargo politico del rey N. S., ni del señor principe de la Paz, que el de comunicar directamente á S. M. el emperador, quanto se me decia de Madrid, y de comunicar á Madrid quanto me encargaba S. M. I. y R.

XII. Con nadie en Francia, con nadie (esta proposicion es de rigor) he tratado pública, ni reservadamente, de asunto ninguno político, ni siquiera de una mera no-

ticia, sino con las personas que me han sido designadas por el mismo emperador. Jamas he visto á un ministro sino de orden suya, ó con su beneplácito.

*XIII.* No he dado tampoco un paso en este pais, en asunto ninguno de España, sin prévia comunicacion á la persona de S. M. I. y sin su explicita anuencia. Nada he hecho durante mi mansion en Paris; no se encontrará jamas punto alguno, de que los reyes NN. SS. no hayan quedado enterados.

*XIV.* ¿Y quales han sido las resultas y el fruto de mi mision á Paris? *¿No me dixo últimamente V. E. en Aranjuez, y en su misma secretaria, que los convenios firmados el 27 de octubre último por el gran mariscal del palacio imperial, el general Duroc, y por mí, ratificados inmediatamente por S. M. el emperador, y por el rey N. S. eran los mas ventajosos que habia hecho España en ningun tiempo? ¿Y no me dixo tambien que yo en ellos habia logrado lo que en dos siglos habia negado constantemente la Francia aun á su misma dinastia reynante en España?*

*XV.* ¿Es culpa del negociador ¿debe acaso disminuirse el servicio que ha hecho en la negociacion, porque causas independientes

de ella hayan impedido la execucion de los tratados firmados y ratificados?

Pero , Excmo. señor , mas que de oirme de la conducta particular del señor principe de la Paz , y de la mia , deseará V. E. recibir la contestacion categorica á lo que con fecha de 27 de marzo último dixo V. E. de oficio al principe de Maserano , á saber , que yo le entregase inmediatamente las *instrucciones reservadas* que se me dieron , segun consta por escritos del principe de la Paz , quando sali de Madrid , en mi último viage.

Asegura mi lealtad , que quando sali de Madrid últimamente , ni durante mi última mansion , asi en aquella Capital como en Aranjuez , no me han sido dadas *instrucciones reservadas* ; y tambien afirmo que tal cosa no puede constar por escritos del señor principe de la Paz en el sentido en que se tiene entre nosotros la palabra *instrucciones*.

Diré con candor y sencillez quanto sé en esta materia. Hice mi último viage á Madrid , por disposicion particular de S. M. I. y R. Llevé ideas y questões *por escrito* , que me fueron dadas en Paris. Las lei á SS. MM. , estando presente el señor principe de la Paz. SS. MM. me mandaron hablar ;

me oyeron llenos de bondad; me respondieron; y el señor principe apenas se mezcló en los coloquios.

El señor principe nada me dixo en particular que alterase, ni se opusiese á lo que me dixerón SS. MM. en su presencia. Nada me dió por escrito.

La noche de mi partida (el 10 de marzo último) me manifestó S. A. una carta que tenia escrita para el emperador, la que me iba á entregar. Acerca de ella le hice algunas observaciones, y por la priesa con que estabamos, me dixo: « Llévese Vmd. la carta; » reflexionaré sobre lo que hemos hablado » y avisaré si la ha de entregar Vmd. ó no. » Este es el único escrito que me dió; y que devolví á S. A. desde el puente de Miranda de Ebro, en donde me encontró el *alcance* que envió para buscarle.

La carta del señor principe á S. M. I. contenia algunas ideas sobre el modo de arreglar los intereses políticos entre España y Francia; ideas todas favorables á los reyes, y á la real familia; ninguna para la persona del señor principe, ni para sus intereses. Leida por mí, recayó mi observacion que hice al señor principe, sobre toda nuestra anterior conducta diplomática, de la que



nunca nos hemos separado ; á saber , no proponer nada en ningun tiempo ; mirando como un principio de sana y prudente política , que al mas fuerte toca proponer ; al menos fuerte limitarse á aceptar .

Si á esta carta ( lo que no puedo creer ) llamó el señor principe por escrito ( sea aquella noche al escribir desde Madrid los reyes , sea en otra ocasion al escribir á otra persona ) *instrucciones reservadas* , sería porque en vista de mis observaciones convenimos que antes de presentarla yo al emperador , podria consultar con el principe de Benevento , y con el mariscal Duroc , si convendria ó no ponerla en manos de S. M. I. ; y á ésto podria hacer alusion la palabra *reservadas* , que en este sentido querrá decir , *no ostensibles* .

La verdad de quanto expongo , mi conducta política , mi patriotismo , mi lealtad y amor á mis Soberanos , mi teson en no consentir que se minore nuestro antiguo poderio nacional , mi oposicion á firmar tratado que no sea glorioso para España ; todo esto está consignado para siempre en mi expedicion dirigida en 24 de marzo último , con el correo de S. M. Rossi , al señor principe de la Paz , en un tiempo en que yo debia

estár persuadido de que mis cartas no llegarían á otras manos que á las suyas.

Esta expedicion (ya sé que el correo Rossi la entregó á V. E.) contenia las bases propuestas por éste gobierno para la conclusion de un arreglo definitivo que comprendiese todos los intereses políticos existentes hoy entre España y Francia: y V. E. habrá visto ya en dicha expedicion, que quanto se iba á estipular, era todo en utilidad del Estado, en esplendor de la real familia, y nada en favor del señor principe de la Paz, en recompensa de sus importantes servicios, y sobre todo de su admirable conducta política.

Mas todo queda ya trastornado por los últimos eventos de ese pais; y mi desgraciada pátria va á ver que las causas que ninguna conexiön tienen con los asuntos políticos entre España y Francia, han influido en éste trastorno. Va á ver tambien que no se ha podido derribar al hombre sin derribar al mismo tiempo quanto manejaba, y que las ideas erroneas esparcidas y cundidas en ese suelo acerca del actual estado político de las cosas, del rumbo que en tan crítica situacion se seguia, y del que debia seguirse, han producido otras, y que (segun preveo) van á ser enteramente funestas á la pátria.

Daré fin á esta manifestacion , haciendo saber á V. E. que el señor principe de la Paz me comunicó la última noche de mi estancia en Madrid , y en su última conversacion , que un agente del gobierno frances , que pasaba á Portugal (1) , habia dicho á cierto ministro extranjero , residente en esa Corte (2) , que en Paris se sospechaba que el señor principe tenia una porcion de sus caudales colocados en Inglaterra , y otra mucho mayor en camino para fuera de España , y que ésta sospecha se desvaneceria si enviase algunos fondos á Francia para hacer compra de bienes raices. El señor principe me añadió : « Tengo en pagares sobre Anté- » rica el importe de la casa que he cedido al » rey para el Almirantazgo ; no me hallo con » otra cosa disponible ; asi , si Vmd. vé en » Paris que las sospechas del emperador son » efectivas ( lo que no creo ) , y que se des- » vanecerán comprando yo haciendas en » Francia , propóngalo Vmd. á S. M. I. ; re- » ciba su anuencia , y en tal caso se podrán » negociar los pagarés sobre México , y con » lo que produzcan compraré haciendas para

---

(1) Mr. Lagarde , ministro de Policia en Portugal.

(2) Mr. de Stragonof , ministro de Rusia en Madrid.

» dos hijos que tengo no legítimos, y de cuya  
 » existencia (asi como de mis miras relati-  
 » vas á ellos) estan cerciorados SS. MM.  
 » los reyes NN. SS.»

Si este encargo particular ( puramente do-  
 méstico, y que ninguna conexion tiene con  
 los negocios políticos del Estado ) hecho ver-  
 valmente, y en mera conversacion, se ha  
 denominado en algun escrito por el señor  
 principe *instrucciones reservadas*, esto habrá  
 podido dar lugar á creer que yo las habria  
 recibido de S. A. en mi último viage; pero la  
 verdad es, que no me dió ningunas, excepto  
 lo que consta en mi exposicion citada de 24  
 de marzo último; expedicion que sola basta  
 para la entera justificacion, asi del señor prin-  
 cipe de la Paz, como mia.

A la sencilla manifestacion que acabo de  
 hacer, añadiré la de un punto, que concierne  
 mi persona. Un papel original que existe en  
 el proceso formado en el Sitio de S. Lorenzo,  
 (y que *escrito por una superior mano, para  
 ser dirigido al rey N. S.,* leí en Aranjuez)  
 hablando de mi, me calificaba *de hechura  
 del principe de la Paz*. No me desdeñaria de  
 serlo; no ciertamente; pero la justicia y la  
 verdad exigen que combata ésta falsa asercion.  
 Desde que conozco al señor principe de la

Paz, no se me ha dado por el gobierno, ni empleo, ni sueldo, ni gratificacion. No he recibido del Soberano merced ninguna. Aun se me debe quanto he expendido durante mi larga mansion en Paris, y en los diferentes viages emprendidos por asuntos del Estado. He desempeñado lo mas arduo de ésta embaxada, y otros han gozado de los sueldos, emolumentos, honores y prerrogativas de ella. Se me han conferido los honores del consejo de Estado; pero no los miro, ni como merced, ni como recompensa. Fue necesidad el darmelos; era preciso distinguirme con una decoracion, para que tratase sin desventaja con los que aqui tenian tantas; y sobre todo para que pudiese firmar de un modo decoroso á España, los tratados y convenios en que estaba entendiendo. Por esta razon he mirado siempre tales honores como un capuchino mira la rica casulla que viste para celebrar en un dia solemne, y que acabada la misa, dexa, quedándose con su sayal; y estoy pronto á executar lo mismo, porque á la verdad, ya me son del todo inútiles.

No es mi intencion quejarme de que no se me hayan recompensado mis servicios; mucho menos de censurar la conducta conmigo del que el rey mismo llamaba *mi pro-*

lector; sí hacer patente que no puede decirse de mí con verdad *que soy su hechura*; aunque he sido la persona que mas ha distinguido; á la que ha dado lo mas que podia dar, esto es, su entera é ilimitada confianza.

Concluyo esta carta pidiendo á V. E., que para justificacion del señor principe de la Paz y mia la comunique y publique. Así no me verá en la triste necesidad de publicar la defensa de S. A., y mi apología yo mismo.

¡Saber que está oprimido! ¡Saber que es víctima del odio de muchos, de la preocupacion de todos! ¡Saber que es inocente! (á lo menos en quanto á las relaciones políticas con este pais, de las que he tenido completo conocimiento); Saber que ha sido el mas fiel apoyo de toda la dinastia reynante; el que ha visto mas allá que los demas! esto ¿no ha de excitar mi honradez y mi lealtad, para que apoyadas en la verdad y en la justicia, defiendan el honor del que acaba de ser tan ignominiosamente ultrajado en su persona, á vista, y á pesar de su rey, con oprobio del gobierno, y deshonor de mi patria?

Nuestro Señor guarde la persona de V. E.

muchos años. Paris 10 de abril de 1808. —  
Excmo. señor — Eugenio Izquierdo. — Ex-  
celentísimo señor D. Pedro Cevallos.

NUMERO CXXXI.

*Carta circular del Consejo de Castilla en  
4 de Junio de 1808.*

En el Consejo pleno de hoy se han publicado la consulta de la Junta Suprema de Gobierno, el decreto del serenísimo señor gran duque de Berg, Lugar-Teniente general del Reyno, y la proclama que siguen:

*Consulta de la Suprema Junta de Gobierno, compuesta de los señores siguientes : D. Sebastian Piñuela, del Consejo de Estado, secretario del despacho de Gracia y Justicia : D. Gonzalo de Ofarril, consejero de Estado, secretario del despacho de la Guerra : el marques Caballero, consejero de Estado, gobernador del consejo de Hacienda : el marques de las Amarillas, consejero de Estado, decano del Consejo de la Guerra : D. Pedro Mendinueta, consejero de Estado, teniente general de los reales ejércitos : D. Arias Antonio Mon y Velarde, decano del Consejo de Castilla, y su gobernador interino :*

el duque de Granada presidente del Consejo de las Ordenes: *D. Gonzalo Josef de Vilches*, ministro del Consejo y Cámara de Castilla: *D. Josef Navarro y Vidal*, y *D. Francisco Xavier Duran*, ministros del mismo Consejo, el primero con honores de la propia Cámara: *D. Nicolás de Sierra*, fiscal de dicho Consejo de Castilla: *D. Garcia Gomez Xara*, ministro del Consejo de las Indias: *D. Manuel Vicente Torres-Consul*, fiscal del Consejo de Hacienda: *D. Ignacio de Alava*, teniente general, y ministro del Consejo de Marina: *D. Joaquín Maria Sotelo*, fiscal del citado Consejo de la Guerra: *D. Pablo Arribas*, fiscal de la sala de alcaldes de Casa y Corte; y *D. Pedro de Mora y Lomas*, corregidor de Madrid.

*Serenísimo señor* — La Junta Suprema de Gobierno, compuesta en el día de los primeros magistrados de la Nación, al mismo tiempo que se ha enterado con dolor (por las diferentes piezas que se le han leído) de los movimientos suscitados en algunas provincias por los enemigos de la tranquilidad pública, y de la felicidad de la Nación Española, fue también informada de las medidas militares que V. A. I. y R. acaba de tomar para reprimir estos movimientos, y cas-



tigar con severidad á sus autores. La Junta, serenísimo señor, se ha sentido conmovirse: conoce el carácter español, y no puede ser otra cosa que la perfidia de algunos mal intencionados, la que (abusando de su misma lealtad) hace esfuerzos para extraviarlo. Pero la Junta tiene grandes motivos de esperar que en el momento que la Nación oyga la voz paternal de sus magistrados, depondrá las armas, y volverá á su deber.

La Junta serenísimo señor, ruega á V. A. I. y R. por estos pueblos extraviados; y espera de la generosidad de V. A. que antes de executar el castigo, permitirá que se ensaye el medio dulce de la persuasion; y que se les dirija la adjunta proclama que la Junta confiada de antemano en la generosidad de V. A. ha formado, y espera se dignará admitir. Madrid 3 de junio de 1808 — *Está rubricado de todos los señores referidos.*

*Decreto de S. A. I. y R.* — Condesciendo con los descos de la Junta de Gobierno, compuesta de sus individuos, presidente, decanos, y varios ministros de todos los Consejos; y mando que por el de Castilla se haga imprimir, publicar y circular inmediatamente la proclama adjunta. Me persuado que las ventajas que en ella se ofrecen con la compe-

tente autorizacion rectificaran los errores del pueblo, y restableceran su sosiego; pero si por desgracia no fuese asi, habre de emplear, (aunque con sentimiento mio) las fuerzas que ya estan en movimiento, para que las turbulencias parciales no retarden ni impidan la felicidad de toda la Nacion. — *Está señalado de la real mano de S. A. I.* — En palacio á 5 de Junio de 1808. — Al decano del Consejo.

*Proclama.* Españoles: La Junta Suprema de Gobierno, compuesta en el dia de los primeros magistrados de la Nacion, os habla para desvanecer los errores que la malignidad y la ignorancia se esfuerzan á acreditar y propagar entre vosotros: errores funestos que podrian acarrear incalculables daños, si la suprema autoridad no se apresurase á destruirlos en su origen; y espera que los que en todos tiempos, en todas ocasiones, han oido con docilidad la voz de sus magistrados, no manifestaran menos sumision quando se trata de que ó aseguren para siempre su felicidad, uniendose con las primeras autoridades del Estado, ó de que ellos mismos labren la ruina de la patria, entregándose á las agitaciones en que quieren precipitarlos los eternos enemigos de la prosperidad y gloria de la Nacion Española.

Quando la España, esta nación tan favorecida de la naturaleza, empobrecida, anquilada y envilecida á los ojos de la Europa por los vicios y desórdenes de su gobierno, tocaba ya el momento de su entera disolución: quando los esfuerzos mismos que se habian hecho para reanimarla solo habian servido para agravar sus males, y precipitarla en nuevas desgracias: la providencia nos ha proporcionado (contra toda esperanza) los medios de preservarla de su ruina, y aun de levantarla á un grado de felicidad y esplendor á que nunca llegó, ni aun en sus tiempos mas gloriosos. Por una de aquellas revoluciones políticas que solo admira el que no examina la série de sucesos que las preparan, la casa de Borbon, desposeida de los tronos que ocupaba en Europa, acaba de renunciar al de España, el único que la quedaba: trono que en el estado cadavérico de la Nación, faltandola el apoyo que antes tenia en las otras ramas de su familia, y no pudiendo conservar ya las relaciones que hasta ahora la habian unido con la Francia, no podia ya sostenerse: trono en fin que las mudanzas políticas hechas en estos últimos años la obligaban á abandonar. El príncipe mas poderoso de Europa ha recibido

en sus manos la renuncia de los Borbones, no para añadir nuevos países á su imperio, (ya demasiado grande y poderoso) sino para establecer sobre nuevas bases la monarquía española, y para hacer en ella todas las reformas saludables, porque tanto suspirábamos hace algunos años, y que solo puede facilitar su irresistible poder. A este fin ha llamado cerca de su augusta persona diputados de las ciudades y provincias, y de los cuerpos principales del Estado: con su acuerdo formará leyes fundamentales que aseguren la autoridad del soberano, y la felicidad de los vasallos; y ceñirá con la diadema de España las sienes del príncipe generoso, que sabrá hacerse amar de todos los corazones por la dulzura de su carácter; y que (teniendo en su mano medios y recursos que otro ninguno pueda reunir en poco tiempo) restituirá á España el poder que ha perdido por la debilidad de su antiguo gobierno. Y en el momento mismo en que la aurora de nuestra felicidad empieza á amanecer, en que el héroe que admira el mundo, y admirarán los siglos, está trabajando; y quando por altas miras (que no penetran los que intentan seduciros, pero que vosotros bendecireis algun dia) procura con todo su poder la felicidad

de España, ¿será posible que los que se llaman buenos Españoles, los que aman de corazón á su patria, quieran verla entregada á todos los horrores de una guerra civil? La Junta no lo esperaba ciertamente del acendrado patriotismo de los Españoles; pero ha sabido con dolor, que el zelo indiscreto de algunas personas poco instruidas sobre los verdaderos intereses de la Nacion; la mal entendida lealtad de algunas otras; y mas que todo, los agentes secretos de la Nacion enemiga de la felicidad del continente, por sistema, han logrado en alguna provincia alucinar una porcion de sus sencillos habitantes, fomentando el espíritu de sedicion y amotinamiento. Pero, Españoles, ¿os dexareis engañar y seducir de sus vanas promesas? ¿sereis victima de errores funestos, que aunque nacidos de sentimientos generosos, no por eso dexarán de conducirnos á vuestra perdicion, y la de vuestros bienes, y de vuestras familias? ¿No conoceis que los que en tan delicadas circunstancias os aconsejan la rebelion, y os predicán la desobediencia á vuestros gefes, son los verdaderos enemigos de vuestra patria? ¿Que objeto pueden tener las commosiones que excitan entre vosotros? ¿Acaso el restableci-

miento de nuestros antiguos principes? Pero estando (como están) fuera de España ¿que podrán hacer en favor suyo vuestros débiles é impotentes esfuerzos? ¿Quereis acaso defender unos fueros de los cuales creéis que depende vuestra futura felicidad? ¿Quien ha pensado en violarlos ó abolirlos? Al contrario, se trata de restablecer las antiguas libertades de la Nación, y su constitucion primitiva: dicha para nosotros inestimable, que muy poco tiempo hace no nos atreviamos ni aun á esperar? ¿Que quereis, pues, engañados habitantes de las provincias? ¿Quereis atraer sobre vosotros todas las calamidades de la guerra, ver talados vuestros campos, arruinadas vuestras casas, incendiadas vuestras ciudades? ¿Pensais que con un alistamiento tumultuario de un paisanage indisciplinado, sin gefes, sin erario, sin almacenes de viveres, sin repuestos de armas, podreis hacer frente á exércitos veteranos, aguerridos y acostumbrados á vencer? La Junta espera que, reflexionando sobre las fatales consecuencias, que infaliblemente tendrian para vosotros los primeros pasos que habeis dado, (si por desgracia os obstinais en seguirlos) volvereis bien pronto al camino de la obediencia, y del verdadero patriotismo, que un

error os ha hecho abandonar por un instante. Y para que no dudeis de que su intencion no es otra que la de desengañaros y que ni ella, ni el principe que la preside, ni el emperador de los franceses ( en cuyas manos estan hoy nuestros destinos ) tienen otro objeto que el de vuestro bien, la Junta os va á manifestar quales son las intenciones del nuevo soberano que viene á gobernarnos. Oidlas, y juzgad.

Las Cortes, este antiguo baluarte de nuestra libertad, y de nuestros fueros, van á ser restablecidas, mas poderosas y mejor constituidas que lo estuvieron antes: se celebrarán cada tres años á lo menos, y ademas todas las veces que pareciere conveniente convocarlas para urgencias de la Nacion.

Los gastos de la casa real quedarán reducidos á menos de la mitad de lo que ahora se contribuia para este objeto: tendrán una asignacion fixa sobre el tesoro público, que no se podrá alterar.

Los vales serán reconocidos como deuda pública, nacional y sagrada.

Los empleos serán ocupados por Españoles, y ningun extranjero podrá obtenerlos.

La religion católica será la única de España, y no se tolerará ninguna otra.

Finalmente, la Junta tiene grandes motivos para esperar que (lexos de aumentarse en el nuevo gobierno la contribucion personal para la guerra ) habrá de disminuirse considerablemente, asi por las mejoras que recibirá el antiguo método , como por la situacion política y militar de Europa , segun la que la marina debe llamar primeramente la atencion, y acrecentarse tanto como habrá de disminuirse el ejército de tierra.

Añadid á esto las útiles reformas que gradualmente se irán haciendo en todos los ramos : el crédito público restablecido: la deuda consolidada y extinguida en pocos años: la administracion de la justicia , sujeta á reglas inalterables , no será jamas impedida por la autoridad del gobierno: la agricultura floreciente: el comercio reanimado, la industria creada de nuevo: la poblacion aumentada: el ejército y la marina vueltos á su antiguo lustre: y todos los ramos de la felicidad á un tiempo promovidos y mejorados ; y juzgad si es interes vuestro tomar las armas para oponeros á que se os haga felices , y no á vosotros solamente , sino á vuestros hijos y vuestros nietos ; y si los que os aconsejan sediciones y motines , son verdaderos Españoles y amantes de su pais .



Pues tal es, Españoles, la suerte que se os prepara. Si permanecéis tranquilos; si de corazón os unís al gobierno superior, y á los respectivos magistrados y gefes locales (los quales tienen bien examinado lo que os conviene) vais á ser felices; pero sí (lo que no es de esperar) desecháis éste aviso saludable que os dá la Junta, temed el justo enojo de un monarca tan severo para castigar una ciega é inútil obstinacion, como benigno para perdonar extravíos momentaneos. ¿Ignorais la muchedumbre de guerreros franceses que hay dentro de España? ¿No sabeis que nuevos ejércitos caminan hácia nuestras fronteras? Las provincias que inmediatamente no vuelvan á la obediencia serán ocupadas por tropas francesas, y tratadas con todo el rigor de las leyes militares: ya en este dia el Lugar-Teniente general del reyno tenía dadas órdenes para que varias divisiones marchasen á castigar los sublevados; pero la Junta de Gobierno ha querido evitar á las provincias en que ha habido desórdenes, los males que las amenazaban; ha pedido por ellas; ha ofrecido en su nombre que reconoceran su error, y volverán á su antigua tranquilidad; S. A. I. ha tenido la bondad de admitir la oferta, y suspender el castigo

de los culpados; pero éste será terrible si las sugerencias péfidas de los mal intencionados pudiesen mas con los Españoles que la voz paternal de los magistrados, de los ministros, y de todos los gefes supremos, militares y civiles. Madrid 5 de junio de 1808.  
*Está rubricada.*

*Sigue la carta del Consejo.* Y visto, acordó se impriman, publiquen y circulen inmediatamente la consulta, decreto y proclama en la forma acostumbrada. — Lo que participo á V. de órden del Consejo para el mismo fin; y de su recibo me dará aviso. — Dios guarde á V. muchos años. Madrid 4 de junio de 1808 — D. Bartolome Muñoz.

*Nota.* La proclama inserta en ésta carta se imprimió en el tomo segundo por la traduccion francesa publicada en la gazeta del Monitor; pero se repite aqui por no cortar parte alguna del documento. El principio de la consulta designa las personas que la autorizaron, aunque algunas despues mudaron de opinion, y siguieron el partido de Cádiz, particularmente Amarillas, Mendiñeta, Mon, Granada, Vilches, Sierra, Torres-Consul, y Alava.

## NUMERO CXXXII.

*Carta circular del Consejo de Castilla en  
8 de junio de 1808.*

Fidelísimos Españoles. Vosotros habeis obedecido con lealtad la mas exácta por espacio de veinte años al augusto monarca de las Españas, imitando siempre á vuestros mayores; habeis correspondido á su amor paternal, y acompañado al Consejo en el justo sentimiento que manifestó á S. M. por su abdicacion en el dia siguiente de ella. Si hemos publicado la exáltacion de su sucesor, fue únicamente por obedecer sus soberanos preceptos. Le hubieramos prestado por largos años la misma obediencia y fidelidad si hubieramos comprehendido que su abdicacion y renuncia de la corona no fue acompañada de la espontanea libertad necesaria.

Desde que el señor D. Carlos IV. dió á conocer que esta abdicacion habia sido violenta, y que se consideraba con la plenitud de su derecho para reasumir la corona, la Junta de Gobierno, el Consejo de Castilla y la Nacion entera quedaron pendientes de la decision de un asunto de tanta gravedad; y el Consejo ha visto con detenido exámen

los documentos en que se ha fundado el árbitro poderoso elegido para esta determinacion: los mas principales se copian á continuacion; y en el juicio que ha formado el Consejo está seguro de que no se ha desviado de lo que hubiera opinado el mismo augusto interesado, si otras circunstancias menos complicadas hubieran permitido este concierto. Desgracia ha sido, ciertamente, que ya no se haya verificado esta union de los padres de sus pueblos; pero desgracia que será menos sensible para su benéfico corazón, ya que por resultado se presentan esperanzas alhagueñas para lo venidero, y que bien pronto llegará á caminar la Nacion con pasos seguros á su mayor felicidad y prosperidad.

Empezaron á realizarse estas esperanzas, puesto que el rey ha nombrado para su Lugar-Teniente en el gobierno de estos reynos á un principe que ( sin otro interes que el de la España, acreditado ya con las atenciones benéficas y continuas en el mando de su ejército ) se dedica con empeño y medios los mas oportunos á quanto puede contribuir á su gloria y felicidad.

La Junta de Gobierno, intimamente asociada á todos los sentimientos del Consejo,

na considerado baxo del mismo aspecto la crisis de los sucesos anteriores ; y en la determinacion adoptada por la sabiduria del tribunal ( y á que subscribe enteramente ) juzga cumplidos los decretos irrevocables de la Providencia , que jamas abandona á un pueblo religioso , amante de sus soberanos , y de las leyes que le gobiernan .

Los documentos principales que se citan y habia tenido presentes el Consejo en el pleno celebrado en 6 de éste mes , con asistencia de los Excmos. señores vocales de la Junta de Gobierno , marques Caballero , baylío D. Francisco Gil , y D. Gonzalo Ofarril : son los siguientes :

*Protexa de Carlos IV.* Protexa y declarado , que todo lo que manifesté en mi decreto de 19 de marzo abdicando la corona en mi hijo , fue forzado por precaber mayores males , y la efusion de sangre de mis queridos vasallos ; y por tanto de ningun valor : — *Yo el Rey.* — Aranjuez y marzo 21 de 1808.

*Carta de Carlos IV.* Hermano y señor : V. M. sabrá ya con sentimiento el suceso de Aranjuez , y no dejará de ver sin algun tanto de interes á un rey , que forzado á abdicar la corona , se echa en los brazos de un gran

monarca su aliado, poniendose en todo, y por todo á su disposicion, pues que él es el único que puede hacer su dicha, la de toda su familia, y la de sus fieles y amados vasallos::: Heme visto obligado á abdicar; pero seguro en el dia, y lleno de confianza en la magnanimidad y genio del grande hombre que siempre se ha manifestado mi amigo, he tomado la resolucion de dexar á su arbitrio lo que se sirviese hacer de nosotros, de mi suerte y la de la reyna::: Dirijo á V. M. I. y R. una protexta contra el acontecimiento de Aranjuez, y contra mi abdicacion. Me pongo y confío enteramente en el corazon y amistad de V. M. I. Con esto ruego á Dios que os mantenga en su santa y digna guardia. — Hermano y señor. — De V. M. I. y R. su afectisimo hermano y amigo — Carlos.

*Otra de Carlos IV.* Muy amado hermano: en 19 del mes pasado he confiado á mi hijo un decreto de abdicacion::: En el mismo dia extendi una protexta solemne contra el decreto dado en medio del tumulto, y forzado por las criticas circunstancias::: Hoy que la quietud está restablecida; que mi protexta ha llegado á las manos de mi augusto amigo, y fiel aliado el emperador de los franceses, rey de Italia; que es notorio que mi

hijo no ha podido lograr le reconozca baxo éste título::: Declaro solemnemente, que el acto de abdicacion que firmé el dia 19 del pasado mes de marzo, es nulo en todas sus partes; y por éso quiero que hagais conocer á todos mis pueblos, que su buen rey, amante de sus vasallos, quiere consagrar lo que le queda de vida en trabajar para hacerlos dichosos. Confirmo provisionalmente en sus empleos de la Junta actual de Gobierno á los individuos que la componen, y todos los empleados civiles y militares que han sido nombrados desde el 19 del mes de marzo último. Pienso en salir luego al encuentro de mi augusto aliado el emperador de los franceses, rey de Italia; despues de lo qual transmitiré mis últimas órdenes á la Junta. S. Lorenzo á 17 de abril de 1808. *Yo el rey.* A la Junta Superior de Gobierno.

*Carta de Napoleon.* Hermano mio: He recibido la carta de V. A. R. Ya se habrá convencido V. A. por los papeles del rey su padre, del afecto que siempre le he tenido: en las presentes circunstancias V. A. me permitirá le hable con franqueza y lealtad. Yo esperaba ( en llegando á Madrid ) inclinar á mi ilustre amigo á que hiciese en sus dominios algunas reformas necesarias; y que

diese alguna satisfaccion á la opinion pública. Separar de los negocios al principe de la Paz, me parecia una cosa precisa para su felicidad, y la de sus pueblos. Los sucesos del norte han retardado mi viage. Las ocurrencias de Aranjuez han sobrevenido. No me constituyo juez de lo que ha sucedido, ni de la conducta del principe de la Paz; pero lo que no ignoro, es, que nunca deben los reyes acostumar sus vasallos á derramar la sangre, haciendose justicia por sí mismos. Ruego á Dios que V. A. R. no lo experimente jamas.

No seria conforme al interes de la España que se persiguiese á un principe que ha emparentado con una princesa de la familia real, y que tanto tiempo ha gobernado el reyno. Ya no tiene mas amigos. V. A. R. no los tendria tampoco si algun dia dejase de ser dichoso. Los pueblos aprovechan las ocasiones de vengarse de los respetos que nos tributan:::: No podeis juzgar al principe de la Paz. Sus delitos, si se le imputasen, deben sepultarse en los derechos del trono. Muchas veces he manifestado mi deseo de que se separase de los negocios al principe de la Paz: si no he hecho mas instancias, ha sido con motivo de la amistad del Rey Carlos,



apartando la vista de las flaquezas de su afeccion. ¡O miserable humanidad! Debilidad y error; tal es nuestra divisa. Mas todo esto se puede conciliar. Que el principe de la Paz sea desterrado de España, y le ofrezco asilo en Francia. En quanto á la abdicacion de Carlos IV., ha tenido efecto en el momento que mis exércitos ocupaban la España; y la Europa y la posteridad llegarán á creer que yo he mandado tantas tropas con el solo objeto de derribar del trono á mi aliado y amigo. Como soberano vecino, debo enterarme de lo ocurrido antes de reconocer esta abdicacion. Deseo pues, conferenciar con V. A. R. sobre este particular. La circunspeccion que he guardado hasta ahora sobre estos asuntos, deben convenceros del apoyo que hallareis en mí si jamas las facciones, de qualquiera clase que fueren, le perturbasen en su trono. Quando el rey Carlos me participó los sucesos del mes de octubre próximo pasado, me causaron el mayor sentimiento, y me lisongeo de haber contribuido por mis insinuaciones á su buen éxito. V. A. R. debe recelarse de las consecuencias de las emociones populares: se podrá cometer algún asesiuato sobre mis soldados esparidos; pero no conduciran sino

á la ruina de España::: V. A. R. conozco todo lo interior de mi corazón: puede ver que me hallo combatido por varias ideas que necesitan fixarse. Podeis quedar seguro que en todo caso me conduciré con vos lo mismo que he hecho con el rey vuestro padre. Estad persuadido de mi deseo de conciliarlo todo, y de encontrar ocasiones de daros pruebas de mi afecto y perfecta estimación. Con lo que ruego á Dios ós tenga hermano mio, en su santa y digna guardia.—  
*Napoleon.*

Posteriormente, con fecha de 7 y 8 se han pasado al Consejo la real manifestación, carta real, decreto y orden que siguen:

*Proclama de Carlos IV.* Españoles y amados vasallos: hombres pérfidos se ocupan en perderos, y quisieran daros armas para que las empleaseis contra las tropas francesas, anhelando reciprocamente excitaros contra ellas, y á ellas contra vosotros. ¿Qual sería el resultado de tan siniestras intenciones? No otro sin duda que el saqueo de toda la España, y desdichas de toda especie.

Todavía se hallan en agitación los ánimos mas facciosos que tanto me han hecho padecer; y en circunstancias tan importantes como críticas me hallo ocupado.

en entenderme con mi aliado el emperador de los franceses, sobre quanto dice relacion con vuestra felicidad. Mas precabeos de dar oídos á sus enemigos: los que os sugieren ideas contra la Francia, estan sedientos de vuestra sangre, y son enemigos de nuestra Nacion, y agentes de Inglaterra: si los escuchais, acarreis la pérdida de vuestras colonias, la division de vuestras provincias, y una serie de turbulencias é infortunios para vuestra patria.

Espanoles, confiad en mi experiencia, y prestad obediencia á la autoridad que debo al Todopoderoso, y á mis padres. Seguid mi exemplo, y persuadios de que solo la amistad del grande emperador de los franceses, nuestro aliado, puede salvar la España, y labrar su prosperidad.

Dado en Bayona en el palacio imperial, llamado del Gobierno, á 4 de mayo de 1808—  
*Yo el rey.*

*Carta de Carlos IV.* Mi señor hermano: La ausencia y mis enfermedades, no permitiéndome dedicarme por entero á los cuidados infatigables que exigen el gobierno de mis estados, la tranquilidad de mi reyno, y la conservacion de mi corona, he pensado que nada podia hacer mejor que nombrar

un Lugar-Teniente, que revestido de la autoridad suprema que tengo de Dios y de mis antepasados, gobierne y rija por mí, y en mi nombre todas las provincias de España.

En su consecuencia, y habiendo de antemano consultado al bien de mis pueblos, y el deseo de salvar la monarquía del precipicio en que los malvados, y los enemigos del reposo del continente la iban á sumergir; penetrado por otra parte de las virtudes eminentes de que V. A. I. y R. nos ha dado tantas pruebas, y de los grandes servicios que nos ha hecho; he resuelto, con acuerdo y satisfaccion de mí fiel y grande aliado el emperador y rey, nombrar á V. A. R. por mí Lugar-Teniente general, por el decreto que acabo de expedir á la Junta de Gobierno, y acompaño: suplicandoos (ó principe) tengais á bien pasarselo y aceptar este nombramiento, que dará la tranquilidad á mi alma.

Sobre lo que ruego á Dios, mi señor hermano, que os tenga en su santa y digna guardia.— Fecho en Bayona á 4 de mayo de 1808.— Señor mi hermano.— De V. A. I. y R. el mas afecto hermano — *Carlos*. — A S. A. I. y R. el principe gran duque de Berg.

*Orden de Carlos IV.* A la Junta Suprema de Gobierno. Habiendo tenido por conve-

niente el dar una misma direccion á todas las fuerzas de mi reyno, con el objeto de conservar la seguridad de las propiedades, y la tranquilidad pública contra los enemigos, ya sea del interior, ya del exterior; he creído para llenar este objeto deber nombrar Teniente-General del reyno á nuestro amado hermano el gran duque de Berg, que manda al mismo tiempo las tropas de nuestro aliado el emperador de los franceses.

Por tanto mandamos al nuestro supremo Consejo de Castilla, y demas Consejos, Chancillerias, Audiencias y Justicias del reyno, virreyes, capitanes generales, gobernadores de nuestras provincias y plazas, se presten obediencia, y executen sus ordenes y providencias; siendo ésta nuestra voluntad; como tambien la de que como Teniente-General del reyno presida la Junta de Gobierno.

Tendreislo entendido para el debido cumplimiento de ésta mi soberana determinacion. Dado en Bayona en el palacio imperial llamado del Gobierno, á 4 de mayo de 1808. — *Yo el rey.*

*Orden de la Junta.* Ilustrísimo señor: el serenísimo señor gran duque de Berg me ha mandado remitir al Consejo, como lo hago,

el real decreto adjunto del señor rey Carlos IV., expedido en Bayona en el palacio imperial llamado del *Gobierno*, á 4 de éste mes, en que S. M. se ha servido nombrar Teniente-General del reyno á S. A. I. y R. el expresado señor gran duque, para que el mismo Consejo lo tenga entendido, y lo cumpla y circúle con la mayor brevedad al propio fin.

Remito igualmente al Consejo, de orden del mencionado señor gran duque la manifestacion adjunta del mismo señor rey D. Carlos IV. en que exhorta á sus vassallos á obedecer sus providencias para salvar la España, labrar su prosperidad, y precaber sus turbulencias é infortunios; pará que el Consejo tambien publique y circúle dicha manifestacion. Dios guarde á V. I. muchos años. Palacio 7 de mayo de 1808 — Sebastian Piñuela: — Señor decano del Consejo.

*Acuerdo del Consejo.* Visto todo en el pleno, celebrado en éste dia con asistencia de dos señores vocales de la Suprema Junta de Gobierno, el Excmo. señor D. Gonzalo Ofarril, y el Ilmo. señor D. Bernardo Iriarte, nombrados al efecto por S. A. I. y R. el serenísimo señor gran duque de Berg, y habiendose conferenciado el asunto, y oido en voz á los

señores fiscales , ha acordado se *guarden y cumplan* el real decreto y manifestacion insertos , y que se comuniquen á todos los capitanes generales , presidentes y regentes de las Chancillerias y Audiencias , gobernadores , corregidores , intendentes y justicias ordinarias : á los M. RR. arzobispos y RR. obispos , y prelados eclesiásticos , seculares y regulares del reyno , para que lo tengan entendido , cumplan y cuiden de su eâxcta observancia , obedeciendo , y haciendo que se obedezcan las órdenes y determinaciones de S. A. I. y R. que se sirviese dar como tal Lugar-Teniente-General del reyno , sin contravenir , ni permitir su contravencion en manera alguna. Madrid 8 de mayo de 1808. — *Está rubricado.*

*Sigue la carta del Consejo.* Todo lo qual participo á V. de orden del Consejo al efecto expresado , y que al propio fin lo circúle á las justicias de los pueblos de su partido , dándome aviso del recibo.

Dios guarde á V. muchos años. Madrid 8 de mayo de 1808: — *D. Bartolome Muñoz.*

*Nota.* Casi todos los documentos insertos en esta carta circular del Consejo de Castilla estan ñ impresos en el tomo segundo de estas Memorias por el orden de sus fechas;

pero como he adquirido posteriormente esta carta en español, he creido no deber defraudar de ellos al público , para que se vea que el Consejo supremo de la Nacion los reconoció, les dió valor, y mandó circularlos á toda la Nacion; de que sesigue que no puede ser culpable para con Fernando VII. quien las obedeciese aunque su voluntad estuviera en favor del desgraciado rey. La carta de Napoleon no está copiada íntegramente. Véase la verdadera en mi tomo 2. n. XXXVI, pag. 106.

---

NUMERO CXXXIII.

*Proclama de los grandes de España, de los consejeros, y de otros españoles reunidos en Bayona en 8 de junio de 1808.*

Amados Españoles, dignos compatriotas: Vuestras familias, vuestros domicilios, vuestras fortunas, propiedades y vidas, nos son tan recomendables y preciosas como las nuestras mismas. Quisieramos teneros á nuestra vista para desengañaros. Fuimos tan amantes y adictos como vosotros á nuestra antigua dinastia, hasta aquel término que prescribió la Providencia, dueño absoluto de las coronas y los cetros. Los mayores reynos estan



llenos de exemplares de su ilimitado poder, y nuestra España cuenta no pocos en todas las épocas de su historia. Un precepto irresistible, y un objeto recomendable, qual es vuestro bien, nos ha sacado de nuestra patria, y conducido á la presencia del invencible emperador de los franceses. Llegamos sobretegidos de su gloria y de su autoridad: os lo confesamos; pero resueltos á dirigirle incessantes súplicas por el bien general de una monarquía, cuya suerte es por necesidad la nuestra. ¿Qual habrá sido nuestra sorpresa quando antes que se verificasen; hemòs encontrado en S. M. I. y R. las mayores demostraciones de afecto y humanidad, tanto mas admirables quanto es mas grande su poder? Sus benéficos deseos no son otros que los de nuestra conservacion y felicidad. Si nos ha dado un soberano que nos gobierne, es á su augusto hermano *Josef*, cuyas virtudes son admiradas por sus actuales vasallos; si trata de modificar y enmendar en la parte que lo exija nuestra antigua legislacion, es para que vivamos en razon y justicia; si desea que nuestro erario público se organice, es para que nuestro ejército y marina sean poderosos y temibles á nuestros enemigos, evitando gastos superfluos, dictando una admi-

nistracion sabia que los corrija , animando la industria nacional , cortando tramas infinitas que detienen á nuestro comercio , y aliviándonos en la parte posible de los pesados é indiscretos tributos que nos han agobiado hasta aqui , y han aniquilado nuestra agricultura , y todos nuestros recursos. En fin , conociendo nuestro carácter fiel y religioso , desea no interrumpir nuestro fervoroso zelo , y os promete que mantendreis á imitacion de vuestros mayores nuestra santa religion católica en toda su pureza , y que será la dominante , y única comó hasta aqui , en todos vuestros reynos. ¿ Y qual es la recompensa que el grandé emperador de los franceses exige de vosotros en circunstancias de tanto conflicto para toda la Nacion ? Que vivais con tranquilidad , que cuideis de vuestros domicilios , que no os entregueis ciega-mente á los fatales desórdenes que son inseparables de las insurrecciones y asonadas , y que espereis con pacifica confianza mejorar de suerte y de fortuna baxo el mando de un monarca virtuoso , que os mirará con el afecto paternal que han experimentado sus vasallos , inseparable de su bondad. Españoles , dignos de mejor suerte , evitad la terrible anarquía que os amenaza : mirad por

vosotros y por vuestros inocentes hijos y familias. ¿Que fruto esperais coger de los movimientos y turbaciones á que la inconsideracion ó la malevolencia os han arrastrado? Propietarios ricos y acomodados, que gozais en paz de los bienes y conveniencias que los servicios ó la industria de vuestros mayores os habian grangeado: labradores honrados, que de vuestro sudor esperais la subsistencia de vuestras familias: artesanos aplicados que sois felices trabajando en vuestros hogares rodeados de las prendas de vuestro amor; comerciantes y fabricantes industriosos que quereis conservar el producto de vuestros afanes y economías: ciudadanos de todas clases que teneis un pasar honesto, debido á vuestra arreglada conducta, mirad el riesgo á que os poneis si os dejais seducir de los que incitan inquietudes entre vosotros: estais en proximo peligro de perderlo todo; ¿y que esperais en cambio de tan costoso sacrificio? ¿con que esperanza ni medianamente fundada os lisongean los que os hacen ser desobedientes á las autoridades que os gobiernan, y sacudir el saludable yugo de las leyes? La anarquía es el mayor azote que Dios envia á los pueblos: durante ella, la licencia y el desenfreno saquean, talan, co-

meten toda especie de desordenes: los hombres de bien son ordinariamente sus mas seguras victimas: por fin, el abismo del mal hace abrir los ojos, ¿y que es lo que entonces se ve? nada sino ruinas y horrores, y no alcanzar con la vista ni al fondo, ni á la orilla de este mar de calamidades.

Creeríamos faltar al afecto con que no podemos menos de miraros como miembros todos de una misma familia, al amor que tenemos á nuestra dulce pátria; y aun á nuestra conciencia, sino os hicieramos esta triste pintura de los males que á todos nos amenazan; triste; pero que nada tiene de exágerada. ¿Y son estos solos los males á que os expone la indocilidad y la insubordinación? Ah! por fortuna vosotros no conoceis quales son los estragos de la guerra intestina! La España se ha visto preservada de éste azote por espacio de un siglo; y sin embargo de haberse pasado tanto tiempo, todavia no ha convalecido de los males y ruinas que á principios del pasado vinieron sobre ella. ¡Porque no vivirán todavia algunos de los que fueron testigos de estos males, para que su experiencia nos preservára ahora de ellos! Indefectiblemente vais á provocarlos y atraerlos sobre nosotros, sino ois la voz del Go-

bierno, y si desechais estos consejos fraternales. ¿Y como resistireis á las terribles fuerzas que se os opongan? nadie disputa el valor á los Españoles: conocemos que sois capaces de grandes esfuerzos, y de emprender acciones arriesgadas; pero sin direccion, sin orden, sin concierto, estos esfuerzos vanos, y reuniones numerosas de gentes colecticias, al aspecto de tropas disciplinadas y aguerridas, se desvanecen como el humo. No os lisongééis con la idea de poder obtener sucesos en esta lid: sino en el valor, en los medios es muy desigual para vosotros: al fin sucumbireis, y todo está perdido. Es preciso no disimularlo: la salud pública no puede ya depender en éste momento sino de que todos nos reunamos de corazon al nuevo gobierno, y le ayudemos en la regeneracion que está disponiendo para la felicidad de nuestra patria. Es cierto que hemos llegado á una situacion lastimosa; pero ¿a quien la debemos? ¿quien nos ha reducido á ella sino el gobierno caprichoso, indolente é injusto, en que hemos vivido por veinte años? ¿Que resta, pues, sino prestarnos sumisos, y aun contribuir cada uno por su parte á que se organice otro gobierno nuevo sobre las bases sólidas que sean la salvaguardia de la li-

bertad, de los derechos y propiedades de cada uno? Esto es lo que desea; y en esto se ocupa para nuestro bien el invicto Napoleón, que quiere merecer bien de nuestra patria, y pasar á la posteridad con el nombre de restaurador de ella: no opongamos estorvos á esta regeneracion, ni á los inmensos bienes que en la actualidad pueden resultarnos de estar íntimamente unidos con éste poderoso aliado. La paz general pueda mirarse como segura en este momento en que el nuevo rey de Inglaterra, cuyos principios pacíficos son bien conocidos, se ha rodeado de otros ministros, que es de esperar no sean como sus predecesores los enemigos eternos del reposo del mundo. ; Quanto sentiríamos que malograrseis con vuestra indiscreta conducta estas felices disposiciones para la consolidacion de la pública felicidad de España, que tantos desvelos cuesta á nuestro generoso protector! Estos son los sentimientos que han procurado inspiraros el serenísimo señor Lugar-Teniente General del reyno, la Suprema Junta de Gobierno, y el Consejo de Castilla, que son las autoridades primeras de la Nación; y de los mismos deseamos nosotros que os penetreis, para que restituidos á la tranquilidad, y al orden

lo espereis todo de la mano poderosa y benéfica en que está puesta nuestra suerte. Quiera el cielo que ésta sincera exhortación, que nos dicta el mas apasionado patriotismo; obre en vosotros el efecto de contener y reprimir á los díscolos que intenten conmoveros; y que desde ahora reynen entre vosotros la paz y la confianza. — Bayona 8 de junio de 1808. — *El conde de Orgaz.* — *Manuel de Lardizabal.* — *Vicente Alcalá Galiano.* — *Sébastien de Torres.* — *Antonio Romanillos.* — *F. el duque de Híjar.* — *El duque del Infantado.* — *F. el marques de Santa Cruz.* — *V. el conde de Fernán-Núñez,* duque de Montellana y del Arco. — *F. el duque de Osuna.* — *Josef Colon.* — *M. el conde de Santa Coloma* y de Fuenclara. — *D. Raymundo Ftenhard* y Salinas. — *Zenon Alonso.* — *Francisco Amorós.* — *Pedro de Torres.* — *Ignacio de Texada.* — *Pedro, de Porras.* — *Andrés de Herrasti.* — *Christobal de Góngora.* — *Luis Idiaquez.* — *El duque del Parque.* — *Domingo Cerviño.* — *Pedro Cevallos.* — *Miguel Josef de Azanza.*

*Nota.* Esta proclama se imprimió en el tomo segundo de estas Memorias, teniendo presente la traducción francesa publicada

en la gazeta del Monitor ; pero habiéndose adquirido posteriormente una copia impresa del original español , se ha considerado útil repetirla , por si hubiese alguna diferencia , y para que se renueve la idea de la opinion que por entonces tenian los mismos que la mudaron por la batalla de Baylen. Sino por esa mutacion de opiniones Fernando VII hubiera recibido la España en 1814 tan intacta como la dexó en su infausto viage á Bayona. La restauracion de los Borbones en Francia hubiera producido la misma en España , y no estarian perdidas las Américas. Nápoles y Wesfalia ofrecen buen testimonio.

---

NUMERO CXXXIV.

*Carta de 13 de agosto de 1808 en que se dá noticia de la insurreccion de Andalucia, hasta la batalla de Baylen.*

Estimado amigo mio : veo por la de Vmd. de 5 del presente, que las tropas francesas se han retirado acia el Ebro , dexando esa Corte á los peligros de anarquía que Vmd. rezela por falta de autoridad reconocida para el gobierno, y que sin embargo apetece Vmd,



con ansia saber lo que ha pasado en Andalucía en los cinco meses anteriores, mediante que la ocupacion de Madrid por dichas tropas francesas era el obstáculo para saberse la verdad, y aun para que nadie la escribiese desde aqui, por lo qual quiere Vmd. que yo forme una historia para su instruccion.

No dejo de tener algunos reparos para complacer á Vmd., porque mi carácter es contar la verdad de los hechos, sea en favor de quien fuere; y dese por quejoso quien se diere; pero si me dejo llevar de mi genio, y coge mi carta un preocupado de contrarias ideas, rezelo que mi narracion sea interpretada como efecto de las pasiones humanas, y no como amor á la verdad. Sin embargo, deseando complacer á Vmd. diré lo que me consta ciertamente, habiendo sido testigo de vista en algunos sucesos de Cádiz y Sevilla.

Doy por supuesto de antemano el estado de inquietud, alarma, desenfreno, y prepotencia que la plebe de los pueblos principales de Andalucía tomaron desde que supieron los motines de Aranjuez y Madrid del mes de marzo; y no dude Vmd. amigo mio, que este es el origen de todo lo sucedido posteriormente, porque desde entonces la

plebe manda, y las autoridades obedecen por temor.

Tal era el estado de las Andalucias quando reconocido Fernádo VII. por rey de España, mal aconsejado abandonó el reyno, y se pasó al poder del mayor ambicioso del orbe, sin reflexionar que un soberano, como éste último, no podia (y no tengo reparo en decir que ni aun debía en política) despreciar la ocasion que se le presentaba.

El viage del rey Fernando VII. á Bayona, puso en consternacion á todos los habitantes de Andalucia, y el desconcierto se completó con la noticia de haber sido llevados á Francia todos los individuos de la familia real; haber tomado Murat el mando de la España; y haber renunciado aquellos principes sus derechos en favor de Napoleon; pues aunque todos conocian su nulidad, veian tambien que ésta clase de nulidades no perjudica jamas á la execucion de los tratados, quando hay fuerzas para ella; siendo ciertísimo, que quantos tratados nos ofrece la historia en que un soberano cede á otro el todo ó parte de su territorio, son hijos de la fuerza mayor del cesionario, cuyo miedo fue único estímulo del cedente.

Pero mientras tanto que en Bayona se

trataban asuntos de tanta consecuencia por escrito, acaeció en Madrid el desgraciado suceso del día 2 de mayo, cuyas consecuencias no es fácil calcular. Vmd. vió el entusiasmo de esa Corte; yo he visto el de Cádiz, Sevilla, Sanlúcar, y Xerez: y sé como si hubiera visto el de los otros pueblos de Andalucía. No lo dude Vmd. amigo mio: el suceso del día 2 de mayo de Madrid, contado por los que interesaban en dirigir la opinion pública contra los franceses, inflamó los animos de todos los habitantes de Andalucía contra la dominacion francesa, y dió á los ingleses, sus enemigos, todas las armas necesarias para vencer.

Bien sabe Vmd. que nosotros estabamos en guerra con los ingleses; que éstos tenían bloqueado á Cádiz; que todo nuestro comercio estaba perdido; que habia una esquadra francesa fondeada en el puerto de Cádiz, como aliada nuestra; y que la guerra con los ingleses habia tenido principio justísimo en la pirateria de las quatro fragatas españolas vinientes de América muy cargadas de oro, plata, y géneros de muchos millones. Pero tambien conoce Vmd. (mejor que los franceses) el carácter español; que desprecia todas sus riquezas, y todos los intereses del

mundo en el momento de ser ofendido su amor propio. Vmd sabe que ni el dinero, ni la vida misma son capaces de impedir la venganza de una ofensa contra su honor; y esta verdad (que no han sabido conocer los franceses, y que han conocido bien los ingleses en esta ocasion) ha sido el origeu verdadero de muchos sucesos, que acaso serán dañosos á la España en tiempos futuros; pero que por de pronto eran agradables y correspondientes al carácter nacional. Yo creo que Vmd. conoce esta verdad; pero la conocerá mucho mejor con la relacion que voy á hacer solo por darle gusto.

Vmd. no ignora (y á ley de memoria me parece tener yo escrito) que entre los navios de la esquadra inglesa, bloqueadora del puerto de Cádiz, habia uno cargado de géneros ingleses para venderlos á contrabandistas españoles. Estos acudian, con efecto, en gran número desde las costas inmediatas, y desde Gibraltar. Aun me acuerdo de haber corrido la voz de que el general Castaños, comandante general de la costa de Gibraltar, no solo disimulaba sino que consentia y autorizaba éste contrabando en tanto grado, que se habia hecho sospechoso de inteligencia con los ingleses.

Los contrabandistas daban noticias diarias de todo lo que pasaba en España; y el general inglés lo aprobaba para los intereses de su Nación. No pudo menos de alabar á los ingleses en esto; yo haria otro tanto puesto en lugar de sus personas; y repruebo la conducta de los franceses, que por fiarse demasiado en la superioridad de fuerzas militares, miran con desprecio la fuerza moral de las intrigas. No sé yo si llegarán á conocer su error; pero el suceso de Baylen podrá influir en que lo conozcan.

Los ingleses aprovecharon la concurrencia de contrabandistas para conocer quales españoles se declaraban mas abiertamente contra el principe de la Paz, contra Murat, y contra los franceses. Quando ya estuvieron bien informados, trataron de entablar una correspondencia reservada con ellos, á pesar del estado de guerra en que se hallaban, y lo consiguieron por medio de los contrabandistas, que les servian de espías y de interlocutores con tanto mayor fidelidad y zelo, quanto mas gracia se les hacia en el precio de los géneros mercantiles: industria inglesa muy digna de elogio en los ingleses, aunque muy ruinosa y destructiva de nuestras fábricas y manufacturas.

Llegaron por fin, á fuerza de inteligencias, á vivir en estado de paz, sin decir que cesaba el de guerra. Quantos españoles querian, iban libremente á sus buques sin que se les incomodase; antes bien con positiva proteccion en los mares de Cádiz, y lo mismo en los de la costa de Gibraltar, sin mas incomodidad que la de oir á los marineros ingleses gritar esta proposicion. *Españoles: quitad de vuestras banderas esos leones, y ponied unas gallinas, porque os dejais mandar por los gallos franceses.*

El conde de Montijo, grande de España (uno de los que mas abiertamente se habia declarado enemigo del principe de la Paz, y de los franceses) fue tambien uno de los que mayor parte tuvieron en la revolucion contra éstos; porque (habiendose embarcado secretamente en Sanlucar de Barrameda) pasó de noche á bordo del navio ingles, *el Almirante*, y trató con el general de aquella nacion; por lo que se cree que acordó con él quanto convenia para las ideas británicas. Posteriormente fue á Madrid, trató con Murat, y lo engañó quanto puede ser á un gefe militar que no conoce bien el carácter de una Nacion. Con efecto, aqui se ha dicho que Montijo sugirió á Murat el proyecto de

enviar cuerpos de tropas á las provincias para tranquilizar las plebes, y restablecer el orden público, perturbado desde el mes de marzo: que de aqui resultó el destinar un cuerpo á Valencia, otro á Cuenca y Mancha, y el de Dupont á las Andalucias: que Murat conoció despues el engaño, y quiso proceder contra Montijo, pero tarde, porque ya él habia vuelto á las Andalucias.

Sabe Vmd. que la noticia de los sucesos del dia 2 de Mayo de Madrid produjo nuevos motines en casi todas las provincias; pero tal vez Vmd. ignora que el de Sevilla dió primer ser al gobierno insurreccional; el qual (una vez retirados los franceses) puede llegar á ser gobierno nacional; pues á lo menos se ha formado con esta idea, y hoy es el dia en que no conocemos otro. Merece ser sabido por Vmd. así como sus consecuencias inmediatas.

Quando las autoridades de Sevilla procuraban tranquilizar el tumulto, la plebe reconociendo su prepotencia, designó personas de su opinion que (menospreciando á los magistrados actuales) tomaron sobre sí el gobierno. Tales fueron el conde de Tilly-Guzman; el padre Gil, clérigo reglar del orden de los Agonizantes; el padre Ramirez,

individuo de la orden extinguida de los Antoninos: D. Juan de Chescas, regidor de Sevilla; y el abogado Zambrana; con los quales se formó una Junta titulada *Suprema de Gobierno de España é Indias*, nombrando por presidente suyo al anciano D. Francisco Saavedra, que habia sido ministro de Estado y de Hacienda en tiempo de Carlos IV., y adjudicandole tratamiento de *Alteza*.

No quiero detenerme mucho en pintar á Vmd. el carácter y calidades de ésta Junta insurreccional. Vmd. sabe que del presidente nadie puede hablar sino bien, en quanto á su ciencia y pureza de intenciones; pero que siempre ha carecido de la fuerza de carácter que conviene para mandar. Toda la España (y aun Francia) sabe la inmoralidad, perverso carácter y falta de honradez de Tilly-Guzman; capaz de deshorrar á una Nación entera. Pocos españoles ignoran las tramoyas é intrigas del padre Gil; justamente preso en la casa de los Toribios de Sevilla, sino hubiera sido mas justo enviarlo á las islas Filipinas; el siguió por mucho tiempo correspondencia epistolar con Mister Keit, ministro de Inglaterra. Pero ignoro si Vmd. conoce al abogado Zambrana. Baste decir que la misma Junta lo declaró por loco despues



de haberlo tenido arrestado. Este y Tilly-Guzman habian sido los que capitaneaban á la plebe en su motin. Vea Vmd. en que manos se puso el gobierno de España é Indias ; en cuyo nombre no podia comprehenderse mas que la Andalucia ; y aun ésta no habia dado su consentimiento para ello. Saavedra procuró que se agregase á la Junta el asistente de Sevilla D. Vicente de Hore , á quien antes habian insultado los del motin.

Mandando la Junta como soberana , y hallandose el conde del Aguila en las casas consistoriales , salió de ellas en su coche para cumplir una comision de la misma Junta ; pero luego le insultó una multitud de personas de la mas baxa plebe ; y dandole título de *Traidor* , le sacó de su coche , lo asesinó , y colgó su cadaver sobre una de las puertas de la ciudad , donde fue conservado insepulto por espacio de muchos dias. Todos decian que el conde de Tilly-Guzman , enemigo suyo , y dictador de la plebe , habia mandado hacer este asesinato ; pero los jueces criminales de la real Audiencia , ni los tenientes del corregidor , no hicieron indagaciones judiciales , como sino tuvieran á su cargo este ramo de justicia.

El general ingles , bloqueador de Cádiz,

noticioso de las fermentaciones populares, producidas por él mismo, quiso abanzar en sus ideas exhortando al marques del Socorro y de la Solana, D. Francisco Solano á proceder hostilmente contra los franceses, y usar de los auxilios ingleses que él ofrecia. El marques se negó mientras no tuviera órdenes del gobierno español de Madrid, con quien dixo deberian entenderse qualesquiera proposiciones del gobierno británico. Pero la Junta insurreccional de Sevilla (que se habia apropiado la autoridad *del gobierno de España é Indias*) quiso declarar guerra contra Francia; y comunicó su decreto al marques del Socorro, por medio del conde de Teba, hermano del de Montijo; quien (disfrazado en traje de postillon) llevó estos pliegos á Cádiz; y habiendo desembarcado en su muelle, sacudió el látigo con tal vehemencia, que llamó la atencion de la plebe, para que ésta quisiera saber el origen y motivo del viage; como con efecto lo supo, y se inflamó contra los franceses mas de lo que ya estaba.

El marques del Socorro creyó, que tanto el contribuir á las ideas de la Junta de Sevilla, como el contradecirlas, podria producir resultas de consecuencias gravísimas: por

lo que (no queriendo cargarse con la responsabilidad) mandó á todos los generales españoles de tierra y mar, residentes en Cádiz y sus inmediaciones concurrir á su casa para acordar lo conveniente. Concurrieron hasta once ; de los cuales uno fue D. Tomas de Morla, general de Artilleria. Entre todos resolvieron publicar un bando para tranquilizar la plebe ; y lo executaron con tanta prontitud, que por no retardar la publicacion, se verificó de noche con hachas encendidas, música militar, y otras circunstancias capaces de llamar la atencion, y de excitar la curiosidad, para que (sin embargo de ser noche) acudiesen muchas gentes á oir el bando ; prueba del concepto que los generales habian formado de que las reflexiones harian buen efecto.

El bando se reducía en substancia á hacer saber al pueblo « que el declarar guerra contra Francia era uno de los asuntos mas arduos que podian ocurrir, porque se trataba de oponerse á la potencia mas fuerte en número y calidad de tropas : que no habia tropas españolas de linea bastantes al objeto ; y si se querian agregar otras nuevas indisciplinadas, sacadas de los pueblos podia suceder á los españoles lo mismo que

» habia sucedido á los Tlascaltecas en Amé-  
» rica con Hernan Cortes: que el rey ( á  
» quien pertenecia exclusivamente declarar  
» quienes fuesen enemigos de la España ) te-  
» nia dicho repetidas veces que los franceses  
» eran sus amigos é íntimos aliados, baxo  
» cuyo concepto estaban en España ; sin que  
» su magestad hubiera indicado todavia la me-  
» nor cosa en contrario ; por lo qual no cons-  
» taba quien exigiera de los españoles el sa-  
» crificio á que se les intentaba conducir:  
» que si esto no obstante, el pueblo formaba  
» empeño de hacer la guerra, era forzoso  
» alistar, regiméntar, y disciplinar á los que  
» hubieran de ser soldados ; los quales de-  
» bían tener entendido, que para conseguir  
» el fin serian inexcusables grandes sacrifi-  
» cios ; entre ellos el de dexar sus casas para  
» largo tiempo, y tal vez para siempre. Que  
» para el citado caso de guerra, los pueblos  
» debían estar tranquilos ; porque solamente  
» á los militares corresponde hacer la guerra,  
» estando los demas habitantes neutrales y  
» pasivos, como habian hecho los de Ale-  
» mania, Prusia, Rusia, y otros estados de  
» la Europa : pues de lo contrario, si toma-  
» ban parte activa daban lugar á que los  
» enemigos quemáran y saqueáran las casas,

» los efectos y los frutos. Que ademas re-  
 » sultaria una desorganizacion social muy fu-  
 » nesta; mediante que (hallándose una es-  
 « quadra inglesa en los mares de Cádiz) po-  
 » dria el comandante ingles aprovecharse del  
 » caso, y apoderarse de la ciudad y su puerto,  
 » para formar un segundo Gibraltar. Que  
 » todas estas reflexiones eran efecto del zelo  
 » y de las luces de los once generales en  
 » cuyo nombre se hacian presentes al pue-  
 » blo para que éste resolviera lo conveniente  
 » y no se llamase á engaño si despues expe-  
 » rimentaba lo que no se hubiese anunciado.  
 » Pero que si atendiendo á todo lo expuesto,  
 » el pueblo insistia en la guerra, los gene-  
 » rales estaban prontos á servir en ella, y no  
 » se negarian jamas para que no se les impu-  
 » tase haber hecho sus observaciones por  
 » miedo, cobardia, ni otro motivo ageno de  
 » su honor, patriotismo, y valor.»

En la misma noche la plebe de Cádiz se  
 presentó amotinada frente de la casa del mar-  
 ques del Socorro, gobernador general, con  
 hachas encendidas. Un joven, puesto de pies  
 sobre los hombros de otro muy robusto,  
 leyó un papel que sonaba escrito en nombre  
 del pueblo, y se reducía á decir que éste de-  
 terminaba la guerra, porque habia respues-

tas concluyentes á los artículos del bando. Con efecto, él fue leyendolas por el orden del mismo bando; la plebe aplaudió, dándose por convencida; y pidió que á la escuadra francesa, surta en el puerto de Cádiz, se intimase al instante su rendicion. El capitan general contextó desde el balcon de su casa, que todo seria como el pueblo deseaba; para lo qual convocaria de nuevo á los generales en el dia inmediato; con lo que se retiró la plebe de alli; pero no á descansar. Anduvo por la ciudad alborotando á los habitantes pacíficos, y se dirigió á la casa de Mr. Le-Roi, cónsul de Francia, la qual allanó, perdiendo todo el respeto á la Nacion francesa; y es verósimil hubiera quitado la vida al cónsul, si éste (avisado en tiempo) no se hubiera refugiado al convento de S. Agustin, desde el qual pasó á bordo de la escuadra de su Nacion.

La plebe amotinada sacó de la cárcel y del presidio á todos los presos, á los quales armó con las armas del parque de artilleria, sin que las tropas (á cuyo cargo estaba su custodia) hicieran oposicion, porque ya desde los principios habian tomado partido en favor de los amotinados.

El marques celebró al dia siguiente la pro-

metida junta de generales. La plebe acudió á saber las resultas. Todos los once miembros de aquella salieron al balcon á manifestarlas. El marques y D. Tomas de Morla dixeron que todo se haria como el pueblo deseaba; en cuya segura confianza se retirase cada uno á su casa. Uno de la multitud gritó: *No queremos ver banderas francesas.* El gobernador preguntó: *? Pues donde las hay?* El amotinado respondió: *En los navios franceses;* y el marques dixo: *Ya los señores generales de marina y de ingenieros, que estan presentes, se hallan encargados de hacer lo necesario para la rendicion de la escuadra francesa.* La plebe manifestó haberse dado por satisfecha; se retiró de la casa del marques; y éste á comer en aquella hora. Serian las tres de la tarde.

Pero hallandose todavia sobremesa volvió á la casa una quadrilla de amotinados, mandada por un hombre fanático, que habia sido monge cartujo, novicio en Xerez de la Frontera, por espacio de un año. Este dixo al centinela de la guardia de la casa del marques, *que tenia que hablar al gobernador.* Se le dió recado, y el marques respondió por medio del recadista que *necesitaba descansar, y que habia prometido al*

*pueblo hacer su voluntad.* El ex-monge no se dió por satisfecho ; formó empeño de entrar en la casa y ver al general gobernador; para ello intentó forzar la guardia : ésta disparó dos tiros al aire, y cerró la puertá de la casa. Los amotinados se retiraron huyendo; fueron al parque de artilleria ; tomaron cinco cañones violentos y obuses , ó mas, con las municiones correspondientes y soldados artilleros que sirviesen á las órdenes del ex-monge. Se apoderaron tambien de un cañon de á veinte y quatro que habia en la muralla de la ciudad, frente de la casa del marques gobernador.

Dispararon todos los cañones ; violentaron las puertas de la casa ; subieron á ella, y encontraron al marques en la habitacion alta. El primero que se le presentó fue el ex-monge ; y el marques diciendole *¿que traes aqui tunante?* lo cogió por una pierna, y lo tiró por un balcon á un patio interior de la casa, de cuyas resultas dicen que murió. Luego el marques viendo ya ser muy numerosa la multitud de amotinados que subia á su habitacion, se retiró de ella, y por una azotea ó terrado pasó á una casa contigua, donde se escondió. Pero no le bastó, porque habiendolo hallado aquellos, lo sacaron á



la calle, le condujeron por la muralla, hiendole quantos se le acercaban, cada uno con el arma que tuviese; y diciendole mil injurias; hasta que (llegando á la plaza de S. Juan de Dios) lo tendieron sobre un se-ron de verduras, y le quitaron la vida.

Ni aun asi cesó el tumulto. La plebe nombró en el dia inmediato al general D. Tomas de Morla por gobernador general de Cádiz, y capitán general de la provincia. El respondió que admitia el mando, con tal que todos se retirasen á sus casas, pues *no queria gobernar pueblos vocingleros*. La Junta de Sevilla, noticiosa de todo, aprobó el nombramiento: envió á Cádiz uno de sus individuos para acordar con Morla el modo de hacer la guerra. En su consecuencia la citada Junta (titulándose *Suprema y gobernadora de España é Indias*) hizo solemne y pública declaracion de guerra contra Francia; se atacó á su esquadra, que se rindió; se trató de paces con el general ingles, cuyos navios entraron en el puerto de Cádiz, y desde entonces se cuenta con los ingleses para la guerra.

La Junta informada de que el general frances Dupont, venia desde Madrid con destino á las Andalucias, dió providencias para re-

sistirle. El general Echevarria quiso impedirle el paso del rio Guadalquivir sobre el puente de Alcolea. Tenia como cinco mil hombres de tropa reglada que se habian podido reunir entre veteranos y milicianos: lo demas de su ejército era paisanage armado sin disciplina. Dupont los derrotó; pasó á Córdoba, y sus abanzadas penetraron hasta Ecija: con lo qual (perdidas las esperanzas de la Junta) sus individuos preparaban su retiro á Cádiz con familias y efectos, proyectando viajar á las Américas, si Dupont entraba en aquella ciudad. La detencion de Dupont en Cordoba (cuya verdadera causa no sabemos qual haya sido) los libró del susto y les dió tiempo para preparar nuevas y mejores tropas.

La paz con los ingleses proporcionó destinar contra los franceses las de linea empleadas antes en Cádiz, Málaga, Gibraltar, y otros puntos; las que venian de Portugal, en virtud de las órdenes anteriores, y las de milicias provinciales de Andalucía. Compondrian estas tropas como treinta mil hombres, y se agregaban un grande número de paisanos armados. Todo se puso á las órdenes del general Castaños.

El ejército español se presentó á la vista

del frances á media legua de *Andujar*, sobre *Los-Visos*, situado en la orilla izquierda del *Guadalquivir*. Unas y otras tropas estuvieron allí algunos dias sin ocurrencia notable mas que la de sufrir grande sed por escasez de agua ; mediante que recíprocamente se impedian el uso del rio *Guadalquivir* ; hasta que una parte del ejército español pasó por el vado de *Mengibar*, á las órdenes del general *Reding* ; auyentando las tropas francesas que habian intentado impedirlo. Esto proporcionó á *Reding* colocar su cuerpo de ejército en *Baylen* ; situado entre el frances de *Dupont*, que se hallaba en *Andujar*, y la division francesa del general *Wedel*, que ocupaba la *Carolina*. Los paisanos armados ocuparon al mismo tiempo las alturas de la montaña , con lo que resultó cercado el cuerpo de *Dupont*.

Este, conociendo su peligro , dió en la noche de aquel mismo dia las órdenes conducentes al objeto de atacar y vencer á *Reding* en *Baylen*, avisando tambien á *Wedel*, para que atacase por la espalda ; todo sin que lo supieran ni descubriesen los generales *Castaños* y *Peña*, que permanecieron tranquilos en su situacion de *Los-Visos* hasta que aclaró el dia siguiente.

La division de *Wedel* no llegó á tiempo al punto señalado por *Dupont*; sea por interceptacion de avisos, ó sea por otra causa que no ha llegado á mi noticia; *Dupont* se batió bien; pero privado del auxilio de *Wedel* se consideró precisado á rendirse al general *Reding*, por capitulacion en *Baylen*, quando llegaban las tropas de *Castaños* y de *Peña*; los quales ninguna parte tuvieron en la accion. Verificada la rendicion apareció *Wedel* con sus tropas. Por parte de los españoles se le intimó que se rindiese á consecuencia de aquella. El se negó y comenzó á resistirse; pero al fin lo hizo con segunda capitulacion mas ventajosa que la del general en jefe.

Déxo á la consideracion de Vmd. los efectos de alegria y de esperanzas que un suceso como éste produciria en Sevilla y Cádiz. Solo diré que la Junta va consolidando su autoridad, de manera que confia se reconozcan y lexitimen en toda España el título y los poderes que ha tomado. Yo dudo mucho que el Consejo de Castilla lo consienta, y no creo que se le sometan las provincias de la corona de Aragon; pues ya vemos que la de Valencia por un lado, y la de Aragon por ótro, han comenzado á gobernarse cada una por sí sola, como independiente de otra.

Vmd. sabrá en esa todo lo que pasa en las provincias del poniente; y espero que me illustre Vmd. como lo hago yo en lo respectivo á mis Andalucias, y mande Vmd. á su afecto amigo — Manuel Garcia. — Sanlúcar de Barrameda 13 de Agosto de 1808. — Señor marques de Perales.

*Nota.* Por esta carta se conoce claramente que la insurreccion de Andalucia fue efecto de las intrigas del gabinete ingles, manejadas por medio de los gefes militares que bloqueaban á Cádiz, y mandaban en Gibraltar, sin las quales las Andalucias hubieran estado pacificas; no hubiese habido la batalla de Baylen: no se hubiera retirado de Madrid el rey Josef; no hubieran muerto asesinados el marques del Socorro; el conde del Aguila, y otros muchos: no se hubieran perdido las Américas; arruinado muchos pueblos; saqueado otros; disminuido la poblacion; empobrecido la Nacion; ni dividido, en partidos; Josef hubiera dexado de ser rey como Gerónimo en Wesphalia, quando Napoleon dexó de ser emperador. Fernando VII reynaria pacificamente sobre todos los españoles esparcidos en Europa, y los oprimidos en cárceles de España.

## NUMERO CXXXV.

*Fracmentos de un papel impreso en Cádiz año de 1813, con el título de El Patriota á prueba.*

Si damos una ojeada sobre el quadro de nuestra revolucion, con dificultad se encontrará una época mas crítica que la del dia, y en la que peligre mas la salvacion de la patria. Exáusto nuestro erario, nuestros almacenes desprovistos, y sin esperanzas de poderlos reponer, el ejército desnudo y sin paga, y reducido á buscar su subsistencia en solo el pais que pisa por falta de un plan sábio en el importantísimo ramo de la distribucion y recaudacion: las leyes sin vigor, y por consiguiente la administracion de justicia en el estado mas deplorable; el gobierno desacreditado hasta lo sumo, y sin fuerza moral para dar vigor á la gran máquina del Estado, que está ya para dar el último estallido; el espíritu público apagado, y casi sin esperanza de que pueda revivir por el retroceso espantoso é increíble que se ha hecho dar á nuestra revolucion :::: Todas estas tristes verdades se presentarán de un golpe á la imaginacion, si nos detenemos á

reflexionar un momento sobre nuestra infeliz situacion. Sin riesgo de que se nos tache de un carácter apocado, ó demasiado melancólico, podremos comparar el estado en que nos hallamos á una nave situada en alta mar, enmedio de una horrorosa borrasca, agitada de vientos contrarios, sin capitán, sin piloto, sin timon, sin aguja de marear, sin carta, y por consiguiente sin norte, sin rumbo y sin timo. En tan lamentable estado: ¿que esperanza tendria la tripulacion de poderse salvar? Todos se abandonarían á la desesperacion, y no se oirian ya mas que ayes lastimeros que llegarían hasta el cielo, implorando socorro del todo poderoso. Este es puntualmente el estado en que se halla nuestra desgraciada Nacion, digna de mejor suerte.

Luchando la Nacion con un enemigo que á la fuerza reúne la habilidad y la astucia; sin gobierno ni plan que la dirijan en tan desigual y sangrienta lid; agitada por la divergencia de opiniones en los mismos que debían rectificarlas; abrumada por tantos reveses sufridos, devastado el pais por los enemigos, y por la mala administracion de nuestro gobierno; desorganizados y sin disciplina nuestros ejércitos; sin observancia en fin

nuestras sabias leyes antiguas y modernas; ¿que resquicio de esperanza queda de podernos salvar? Seremos infaliblemente (sino se pone un pronto y eficaz remedio) presa de nuestros enemigos, ó de un tirano doméstico, ó del primer advenedizo que á la fuerza reuna la osadia. Si de las causas hemos de sacar los efectos, no seremos temerarios en anunciar que no está lexos el dia en que caiga sobre nosotros la última y mayor de las desgracias, y perdamos nuestra existencia política, ó nuestra libertad civil.

Dias hace que estais convencidos que la actual Regencia no ha correspondido á las esperanzas que en su nombramiento os prometisteis: habeis confesado su nulidad, y conocido que sus principios, ideas é intereses están en oposicion con los vuestros: en la bóveda del congreso hemos oido resonar los clamores de algunos de los mas respetables de vosotros, diciendo que no habia gobierno: ¿Y que habeis hecho? Permitis que aun continúen en sus destinos unos hombres que vosotros mismos habeis desacreditado:::

En la terrible situacion en que estais y habeis puesto á la Nacion, no alcanzamos ningun medio, solo si descubrimos dos extremos: ó perecer ignominiosamente, ó dar un



paso fuerte y agigantado que haga estremecer á quantos egoistas y malvados se han opuesto, ó intentan oponerse directa ó indirectamente á las nuevas instituciones que habeis sancionado. Para lograr el segundo teneis que hacer mucho. Debeis emprender una marcha noble y magestuosa, resolviendo siempre en grande, y sin entreteneros en pequñeces que desdigan del alto carácter y puesto que ocupais.

Si volvemos la vista á principios del siglo pasado; nos horrorizaremos del quadro espantoso que se nos presentará: veremos que por la indiscrecion y falta de prevision de Carlos segundo se convirtió España en teatro de la guerra, y que casi todas las potencias del continente vinieron á disputar unas los derechos de Felipe V, y las mas los del archiduque Carlos. Veremos que en esta misma Nacion unas provincias se declaran del partido de aquel, y otras de éste: que en una misma provincia unos pueblos siguen á Felipe V, y otros al archiduque: que en un mismo pueblo unas familias se declaran por éste, otras por àquel: y que en una misma familia el marido defiende los derechos del archiduque, y la muger los de Felipe V; que un hermano toma

las armas por aquél, y el otro por éste. Es imposible numerar las desgracias, los incendios de pueblos, las talas de las más feraces campiñas, el rencor entre los pueblos y familias, la sangre que se derramó, las crueldades que sucedieron en esta mal hadada guerra. Pero apartemos la vista de un cuadro tan horroroso; y sirvanos de lección para no ser envueltos en otra guerra civil.

*Nota.* Estos fragmentos se publicaron en la gazeta de Madrid de 5 de Mayo de 1813, diciendo que el día 8 de marzo anterior, las Cortes de Cádiz habian destituido á la Regencia, creando provisionalmente otra de tres individuos, la qual habia sido confirmada en propiedad dia 22; pero que ésta novedad estaba ya indicada muchos tiempos antes en los periódicos de Cádiz, especialmente en los publicados desde los quatro meses últimos; habiendo llegado la confusión á tanto, que unos pedian se nombrase *Dictador*, como en ciertos casos de la república romana; otros querian por regenta la infanta Carlota, princesa del Brasil, y que en fin hubo tantas opiniones como partidos subalternos; llegando uno de ellos á decir en el *Redactor general* n. 949, y en el *Diario*

*Mercantil* de 30 de marzo, que fuesen regentes el monje gerónimo, compositor del periódico intitulado *Atalaya de la Mancha*, el marques de Villapanes, autor del *Diario de la tarde*, y un frayle que dicen *Albarado*, conocido en Cádiz con el renombre de *Fr. Gerundio*; los cuales tres eran el blanco de las bien merecidas burlas de los escritores críticos.

Es digno de consideracion el estado del gobierno de Cádiz en marzo de 1813, por ser ya posterior á la batalla de Salamanca; poco anterior á la de Vitoria, que decidió la suerte de la España en 21 de junio, por lo respectivo á la retirada del rey Josef; y contribuye á conocer que quanto se habla en Europa sobre los Españoles, solo es verdad (por lo tocante á tiempos anteriores) entendiendo por *España* un partido bien pequeño de *Cádiz*; pues la Nacion no ha hecho ni ha querido, ni podido hacer guerra hasta que el rey Josef dejó la península, de resultas de la batalla de Vitoria, perdida en dicho dia 21 de julio.

En quanto á la noticia de haberse pedido para regentes al editor de la *Atalaya de la Mancha*, y sus dos semejantes, qualquiera conocerá que fue ironia. Tan barbaro escri-

tor como aquel mongè, solo es digno de habitar entre los Cafres y Caribes, ó en los calabozos de la Inquisicion, que tanto ha pedido; pues ha escrito tantas heregias quantas proposiciones ha publicado contrarias á la letra y al espíritu del santo evangelio; sin embargo de lo qual no se sabe que nadie lo haya delatado, y se hubiera verificado mil veces si fuese papel de otro.

---

NUMERO CXXXVI.

*Conducta del ejército ingles y portugues en S. Sebastian de Guipuzcoa dias 31 de agosto y siguientes de 1813.*

El ayuntamiento, el cabildo eclesiástico, el Consulado, y casi todos los vecinos y habitantes de la ciudad de S. Sebastian de Guipuzcoa hicieron un Manifiesto en 16 de enero de 1814, asegurando que con sus propias cabezas garantian la verdad de los hechos que referian, é imprimieron en la villa de Tolosa de Guipuzcoa, en la imprenta de D. Francisco de la Lama.

Refieren, que habiendo estado la ciudad ocupada por las tropas francesas mas de cinco

años, fue sitiada por el ejército inglés y portugués en 28 de junio de dicho año 1813: que el general francés Mr. Rey defendió la plaza con vigor, tanto que los sitiadores tuvieron que retroceder en 25 de julio en que asaltaron con éxito infeliz. Que los ingleses quemaron sesenta y tres casas del barrio cercano á la brecha de la muralla. Que por fin entraron en la ciudad día 31 de agosto, y los franceses se retiraron al castillo. Que los habitantes celebraban el triunfo del ejército sitiador como propio para testimonio de su afecto al rey Fernando, y de odio á la dominación francesa; pero que sus demostraciones fueron tan mal correspondidas que la ciudad fue abrasada después de pacíficamente poseída; y sus habitantes saqueados, con el tratamiento más atroz de que hay memoria en los anales. Pasan después á referir los sucesos principales de aquel procedimiento de los amigos suyos, y dicen lo que sigue.

« Los pañuelos que tremolaban en las ventanas y balcones, al propio tiempo que se asomaban las gentes á solempizar el triunfo, eran claras muestras del afecto con que se recibía á los aliados: pero insensibles éstos á tan tiernas y decididas demostraciones,

» corresponden con fusilazos á las ventanas.  
 » y balcones de donde les felicitaban, y en  
 » que perecieron muchos, victimas de la efu-  
 » sion de su amor á la Patria: ¡terrible pre-  
 » sagio de lo que iba á suceder!

» Desde las once de la mañana, á cuya  
 » hora se dió el asalto, se hallaban congre-  
 » gados en la sala consistorial los capitula-  
 » res y vecinos mas distinguidos, con el in-  
 » tento de salir al encuentro de los aliados.  
 » Apenas se presentó una columna suya en  
 » la plaza nueva, quando baxaron apresu-  
 » rados los alcaldes, abrazaron al coman-  
 » dante, y le ofrecieron quantos auxilios se  
 » hallaban á su disposicion. Preguntaron por  
 » el general, y fueron inmediatamente á bus-  
 » carlo á la brecha, caminando por medio  
 » de cadaveres: pero antes de llegar á ella  
 » y averiguar en donde se hallaba el general,  
 » fue insultado y amenazado con el sable,  
 » por el capitán inglés de la guardia de la  
 » puerta, uno de los alcaldes. En fin pasaron  
 » ambos á la brecha, y encontraron en ella  
 » al mayor general Hay, por quien fueron  
 » bien recibidos; y aun les dió una guardia  
 » respetable para la casa consistorial, de lo  
 » que quedaron muy reconocidos. Pero poco  
 » aprovechó esto; pues no impidió que la

» tropa se entregase al saqueo mas completo,  
» y á las mas horrorosas atrocidades , al pro-  
» pio tiempo que se vió no solo dar quar-  
» tel , sino recibir con demostraciones de be-  
» nevolencia á los franceses cogidos con las  
» armas en las manos. Ya los demas se ha-  
» bían retirado al castillo , contiguo á la ciu-  
» dad : ya no se trataba de perseguirlos ni  
» de hacerles fuego ; y ya los infelices ha-  
» bitantes fueron el objeto exclusivo del fu-  
» ror del soldado.

» Queda antes indicada la barbarie de cor-  
» responder con fusilazos á los vitores , y  
» á este preludio fueron consiguientes otros  
» muchos actos de horror , cuya sola memo-  
» ria estremece. ¡ O día desventurado ! ¡ O  
» noche cruel , en todo semejante á aquella  
» en que Troya fue abrasada ! Se descuida-  
» ron hasta las precauciones que al pare-  
» cer exígian la prudencia y arte militar en  
» una plaza á cuya extremidad se hallaban  
» los enemigos at pie del castillo , para en-  
» tregarse á excesos inauditos , que repugna  
» describirlos la pluma. El saqueo , el ase-  
» sinato , la violacion , llegaron á un término  
» increíble , y el fuego que por primera vez  
» se descubrió acia el anochecer , horas des-  
» pues que los franceses se habían retirado

» al castillo, vino á poner el complemento á  
 » estas escenas de horror. Resonaban por  
 » todas partes los ayes lastimeros, los pene-  
 » trantes alaridos de mugeres de todas eda-  
 » des que eran violadas sin exseptuar la tierna  
 » niñez, ni la respetable ancianidad: Las es-  
 » posas eran forzadas á la vista de sus affigi-  
 » dos maridos, las hijas á los ojos de sus des-  
 » graciados padres y madres: hubo algunas  
 » que se podian creer libres de este insulto  
 » por su edad, y que sin embargo fueron el  
 » ludibrio del desenfreno de los soldados.  
 » Una desgraciada joven vé á su madre muerta  
 » violentamente, y sobre aquel amado ca-  
 » daver sufre ¡increible exceso! los lúbricos  
 » insultos de una bestia fiera en figura hu-  
 » mana. Otra desgraciada muchacha (cuyos  
 » lastimosos gritos se sintieron acia la ma-  
 » drugada del primero de setiembre en la  
 » esquina de la calle de S. Geronimo) fue  
 » vista quando rayó el dia, rodeada de sol-  
 » dados, muerta, atada á una barrica, en-  
 » teramente desnuda, ensangrentada, y con  
 » una bayoneta atravesada por cierta parte  
 » del cuerpo, que el pudor no permite nom-  
 » brar. En fin, nada de quanto la imagina-  
 » cion pueda sugerir de mas horrendo, dexó  
 » de practicarse. Corramos el velo á este la-



» mentable quadro; pero se nos presentará  
» otro no menos espantoso. Veremos una  
» porcion de ciudadanos no solo inocentes,  
» sino aun beneméritos, muertos violenta-  
» mente por aquellas mismas manos que no  
» solo perdonaron, sino que abrazaron á los  
» comunes enemigos cogidos con las armas  
» en las suyas. D. Domingo de Goycoechea,  
» eclesiástico anciano y respetable, Doña  
» Xaviera de Artola, D. Josef Miguel de  
» Magra, y otras muchas personas que por  
» evitar prolixidad no se nombran, fueron  
» asesinadas. El infeliz Josef de Larrañaga,  
» que (despues de haber sido robado) queria  
» salvar su vida y la de un hijo de tierna edad  
» que llevaba en sus brazos, fue muerto te-  
» niendo en ellos á este niño infeliz; y á re-  
» sulta de los golpes, heridas y sustos mue-  
» ren diariamente infinitas personas, y entre  
» ellas el presbítero beneficiado D. Josef de  
» Mayora, D. Ignacio de Arpide, y D. Fe-  
» lipe Ventura de Moro.

» Si dirigimos nuestras miradas á las perso-  
» nas que han sobrevivido á sus heridas, ó  
» que las han tenido leves, se presentará á  
» nuestros ojos un grandisimo número de  
» ellas. Tales son el tesorero de la ciudad  
» D. Pedro Ignacio de Olañeta, D. Pedro

» Josef de Belderrain, D. Gabriel de Bigas  
» D. Angel Llanos, y otros muchos.  
» A los que no fueron muertos ni heridos,  
» no les faltó que padecer de mil maneras. Su-  
» getos hubo, y entre ellos eclesiásticos res-  
» petables, que fueron despojados de toda la  
» ropa que tenian puesta, sin excepcion ni si-  
» quiera de la camisa. En aquella noche de  
» horror se veian correr despavoridos por las  
» calles muchos habitantes huyendo de la  
» muerte con que les amenazaban los solda-  
» dos. Desnudos enteramente unos, con sola  
» la camisa otros, ofrecian el espectáculo mas  
» mísero, y hacian tener por feliz la suerte  
» de algunas personas (sobre todo del sêxo fe-  
» menino) que ya subiendose á los texados, ó  
» ya encenagándose en las cloacas, hallaban  
» un momentaneo asilo. ¿Qual podría ser  
» éste, quando unos continuos y copiosos  
» aguaceros vinieron á aumentar las desdichas  
» de estas gentes, y quando ardió la ciudad,  
» habiendola pegado fuego los aliados por la  
» casa de Soto, en la calle mayor, casi en el  
» centro de la poblacion, en un parage en que  
» ya no podia conducir á ningun suceso mi-  
» litar quando otras casas fueron incendia-  
» das igualmente por los mismos? Solo éste  
» complemento de desdichas y desastres fal-

» taba á los habitantes de S. Sebastian, que  
» ya saqueados , privados aun de la ropa  
» puesta ( los que menos maltratados, otros  
» mal heridos, y algunos muertos ) creian  
» haber apurado el cáliz de los tormentos.  
» En esta noche infernal en que á la obs-  
» curidad, protectora de los crímenes, á  
» los aguaceros que el cielo descargaba, y  
» al lúgubre resplandor de las llamas, se añá-  
» dia quanto los hombres en su perversidad  
» puedan imaginar de mas diabólico, se oian  
» tiros dentro de las mismas casas, haciendo  
» unas funestas interrupciones á los lamen-  
» tos que por todas partes llenaban el aire.  
» Vino la aurora del primero de setiembre á  
» iluminar esta funesta escena, y los habitan-  
» tes, aunque aterrados y semivivos, pudieron  
» presentarse al general y alcaldes, suplicando  
» les permitiese la salida. Lograda esta licen-  
» cia, hñyeron casi todos quantos se hallaban  
» en disposicion; pero en tal abatimiento, y  
» en tan extrañas figuras, que arrancaron lá-  
» grimas de compasion de quantos vieron tan  
» triste espectáculo. Personas acaudaladas,  
» que habiendo perdido todos sus haberes,  
» no pudieron salvar ni sus calzones; seño-  
» ritas delicadas medio desnudas ó en ca-  
» misa, ó heridas ó mal tratadas, en fin, gen-

» tes de todas clases que experimentaron  
» quantos males son imaginables, salian de  
» esta infeliz ciudad que estaba ardiendo, sin  
» que los carpinteros que se empeñaron en  
» apagar el fuego de algunas casas, pudie-  
» sen lograr su intento, pues en lugar de  
» ser escoltados, como se mandó, á instan-  
» cia de los alcaldes, fueron mal tratados,  
» obligados á enseñar casas en que robar,  
» y forzados á huir. Entretanto se iba propa-  
» gando el incendio: y aunque los franceses  
» no disparaban ni un solo tiro desde el cas-  
» tillo, no se cuidó de atajarlo, antes bien se  
» notaron en los soldados muestras de pla-  
» cer y alegría, pues hubo quienes despues  
» de haber incendiado, á las tres de la ma-  
» drugada de primero de setiembre, una casa  
» de la calle mayor, baylaron á la luz de  
» las llamas.

» Mientras la ciudad ardia por varias par-  
» tes, todas aquellas á que no llegaban las  
» llamas, sufrían un saqueo total. No solo  
» saqueaban las tropas que entraron por  
» asalto, no solo las que sin fusiles vinieron  
» del campamento de Astigarraga, distante  
» una legua, sinó que los empleados en las  
» brigadas acudían con sus mulos á cargar-  
» los de efectos, y aun tripulaciones de

» transportes ingleses, surtos en el puerto  
» de Pasages, tuvieron parte en la rapiña,  
» durando este desorden varios dias des-  
» pues del asalto, sin que se hubiese visto  
» ninguna providencia para impedirlo, ni  
» para contener á los soldados que con la  
» mayor impiedad, inhumanidad y barbarie,  
» robaban (ó despojaban fuera de la plaza,  
» hasta de sus vestiduras á los habitantes  
» que huian despavoridos de ella, lo que  
» al parecer comprueba que éstos excesos  
» los autorizaban los gefes, siendo tambien  
» de notarse, que los efectos robados ó sa-  
» queados dentro de la ciudad, y en las aban-  
» zadas, se vendian poniendolos de mani-  
» fiesto al público (á la vista é inmediacio-  
» nes del mismo cuartel general del exér-  
» cito sitiador) por los ingleses y portugueses.  
» Uno de ésta última nacion traia de venta  
» el copon de la parroquia de S. Vicente,  
» que encerraba muchas formas consagradas,  
» sin que se sepa que paradero tuvo su pre-  
» ciosísimo contenido. La plata del servicio  
» de la parroquia de santa Maria, que se  
» hallaba guardada en un parage secreto de  
» la boveda de la misma, fue vendida por  
» los portugueses despues de la rendicion del  
» castillo.

» Quando se creyó concluida la expoliacion, pareció demasiado lento el progreso » de las llamas, y (ademas de los medios ordinarios para pegar fuego que antes practicáron los aliados) hicieron uso de unos » mixtos que se habian visto preparar en la » calle de Narrica, en unas cazuelas y calderas grandes, desde las quales se vaciaban en unos cartuchos largos. De estos » se valian para incendiar las casas con una » prontitud asombrosa, y se propagaba el » fuego con una explosion instantanea. Al » ver estos destructores artificios, al experimentar inútiles todos los esfuerzos hechos » para salvar las casas (despues de perdidos » todos los muebles, efectos y alhajas) » varias personas que habian permanecido » en la ciudad con dicho objeto, tuvieron » que abandonarla, mirando con dolor la » extraordinaria rapidez con que las llamas » devoraban tantos y tan hermosos edificios.

» De este modo ha perecido la ciudad de » S. Sebastian. De 600 y mas casas que contaba dentro de sus murallas, solo existen » 36, con la particularidad de que casi todas » las que se han salvado, estan contiguas al » castillo que ocupaban los enemigos, habiendose retirado á él todos mucho antes

» que principiase el incendio. Tampoco se  
 » comunicó éste á las dos parroquias, por  
 » que servian de hospitales y cuarteles á los  
 » conquistadores, temiendo igual destino, y  
 » el de alojamientos la hilera de casas pre-  
 » servadas (segun se ha expresado) en la  
 » calle de la Trinidad, al pie del castillo.  
 » Todo lo demas ha sido devorado por las  
 » flamas. Las mas de las casas que com-  
 » ponian esta desdichada ciudad, eran de  
 » tres y quatro altos, muchas suntuosísimas,  
 » y casi todas muy costosas. La consistorial  
 » era magnífica, lindísima la plaza nueva, y  
 » ahora causa horror su vista. No menos  
 » lastimoso espectáculo presenta el resto de  
 » la ciudad. Ruinas, escombros, balcones  
 » que cuelgan, piedras que se desencaxan,  
 » paredes al desplomarse: he aqui lo que resta  
 » de una plaza de comercio, que vivificaba  
 » á todo el pais comarcano; de una poblacion  
 » agradable que atraia á los forasteros. El sa-  
 » queo y los demas excesos rapidamente  
 » mencionados, aunque tan horribrosos, no  
 » hubieran llevado al colmo la desesperacion  
 » si el incendio no hubiese completado los ma-  
 » les, dexando á mas de 1500 familias sin  
 » asilo, sin subsistencia, y arrastrando una  
 » miserable, que casi fuera preferi-

» ble la muerte. Los artesanos se ven sin  
» pan, los comerciantes arruinados, los pro-  
» pietarios perdidos. Todo se robó ó se  
» quemó: todo pereció para ellos. Efectos  
» alhajas, muebles, mercaderias, almace-  
» nes riquisimos, tiendas bien surtidas, fue-  
» ron presa de una rapacidad insaciable, é  
» de la violencia de las llamas. En fin, nada  
» se ha salvado, pues aun los edificios se  
» han destruido. S. Sebastian, tan conocida  
» por sus relaciones comerciales en ambos  
» emisferios, S. Sebastian, que era el alma  
» de esta provincia, ya no existe. Excede de  
» cien millones de reales el valor de las pér-  
» didas que han sufrido sus habitantes, y  
» éste golpe funesto se hará sentir en toda la  
» monarquia española, é influirá en el co-  
» mercio con otros paises.

» Mas no es esto todo. No solo se han per-  
» dido todas las existencias, sino que padece-  
» rán aun los tristes residuos de las fortunas  
» de los comerciantes y propietarios con la  
» quema de sus papeles y documentos. Todos  
» los registros públicos, escrituras y docu-  
» mentos que encerraban las diez Numerías  
» de la ciudad, los que se custodiaban en  
» su antiguo y precioso archivo, y el del  
» ilustre Consulado, quantos contenian los



» de los particulares , los libros y papeles de  
» los comerciantes, los libros parroquiales ;  
» todo, todo se ha reducido á cenizas: y  
» ¿quien puede calcular las consecuencias  
» funestas que puede producir una pérdida  
» semejante? La posteridad tendrá que llorar  
» catástrofe tan espantosa, y sin exemplo,  
» que ahora reduce casi á la insensatez á sus  
» desgraciadas víctimas : ¡víctimas inocentes,  
» dignas de suerte menos lastimosa! ¡vícti-  
» mas antes de la tirania francesa, ¡y ahora  
» de una barbarie y una rapacidad sin par!  
» ¡rapacidad que no contenta con la expo-  
» sicion total que se ha indicado, revolvia  
» los escombros todavia calientes para ver  
» si algo encontraba entre ellos! rapacidad  
» que no ha perdonado á efectos desenterra-  
» dos, y que á los veinte y quatro dias des-  
» pues del asalto se exercia en materias poco  
» apreciables!

*Nota.* Nada es necesario añadir á la narra-  
cion de las corporaciones de la desgraciada  
ciudad, sino solo excitar á sus infelices ha-  
bitantes á comparar la conducta de los in-  
gleses en este pueblo, y otros españoles adic-  
tos por voluntad á su partido con la de los  
franceses en la ciudad misma de S. Sebas-

tian, y en todas las demas donde entraron pacificamente, ó despues de capitulacion.

El incendio de la casa de la fábrica de la china de Madrid, el de sus almacenes de trigo, verificado por los ingleses á sangre fria, y toda su conducta en Extremadura, Castilla, Galicia y Cádiz, baxo el concepto de aliados, amigos y libertadores de la España, serán eternos monumentos que desengañarán á los españoles futuros, y tal vez á los vivientes de que no es posible mayor perfidia, y de que menos enemigos de la España eran los franceses en la execucion de las leyes de la guerra en Zaragoza, Tortosa, Lérida, Tarragona y Valencia; pues apenas se capitulaba cesaban las desgracias: y los militares mas terribles se convertian en amigos y consoladores, que acreditaban serlo en obras y palabras.

## NUMERO CXXXVII.

*Papel impreso año 1813 por un español anónimo, del partido de Cadiz, con el título de Idea de los ingleses en España.*

Bello espíritu el del autor del voto de un patriota: instruido de los acontecimientos nacionales, bate al crimen en defensa de la justicia con tal decisión, que puede llamarse **audacia**: su papel contiene verdades inegables; pero se arroja con exceso á la crítica de los representantes: soy el primero que confesaré los desaciertos del gobierno, mas no subscribo á la severidad con que se le trata; no se oculta el mal orden con que muchos han sido condecorados en la milicia, ú obtenido un puesto en la magistratura: desde el cuerpo constituyente de la nacion hasta la última clase se resienten de la improporcion: todas las gerarquías comprehenden hombres rectos, científicos y literatos, aunque el mayor número está compuesto de sugetos escasos de luces, cuyo corazon debe reputarse bien intencionado. Ciertamente que la España no cuenta tantos sábios como gobernadores, ni tantos militares como graduados, y que en los años de nuestra revolucion se

han cometido crímenes y disparates. Con todo, me parece excesiva la crítica, como por al contrario muy lisonjera la preferencia de nuestros aliados. Si la Inglaterra ha prestado auxilios, y Wellington pisado el Pirinéo, deberán ser correspondidos con generosidad española; pero jamás alegarán un derecho incontestable para mandar en jefe sobre nuestras autoridades; no desconozco que la gran Bretaña ha influido directamente para nuestro desasimiento de los franceses; pero no se la debe toda la gloria, y quizá el rigor con que el voto trata á la España, debe recaer sobre la Inglaterra. No aprobaré los vicios de nuestro actual gobierno, ni lo sinceraré de sus defectos originados por ignorancia ó malicia: opino que nuestro sistema es violento, y que su duracion no puede ser larga: debe cambiarse necesariamente, si no queremos prolongar los males hasta tocar en nuestra ruina: los españoles ilustrados no necesitan de lecciones extranjeras para conocer la movilidad de su estado. El mal pie sobre que está montado su gobierno; la divergencia de opiniones; la lentitud de su marcha en momentos de actividad; y las trabas que le pone la escasez de dinero, armas y demas útiles á la guerra, muy particularmente penetran

la falta de reconocimiento nacional indispensable en la Europa civilizada; pero tal vez la coalicion es la causa de lo que se nos atribuye: los ingleses han partido la opinion y debilitado la fuerza moral que da el primer impulso á las grandes operaciones.

La España aletargada despues de tantos años, parecia no existir sino en los anales: los vicios de una administracion perversa nos habian condenado á perder nuestra existencia política: el emperador Napoleon creia fundadamente aprésar sin trabajo el Leon esqueletado: los hombres sensatos que conocian la situacion deplorable; creyeron la imposibilidad de la menor resistencia; y su admiracion fue bien extraordinaria quando escucharon el espantoso bramido, que dió al aprisionarle: su reanimacion fue imprevista de los mejores políticos, y nunca creyeron que un estallido tan repentino despertase con nuevo vigor á los que dormiamos profundamente.

La Nación se vió en el borde del precipicio, é impelida á despeñarse por una fuerza tan grande y unida como la de un ejército frances; al último instante de resbalar nos reunimos, y la fortuna tuvo á bien mirarnos propicia: ocupadas las plazas, des-

membrado nuestro ejército para el norte con el marques de la Romana, vendidos por un monarca y su privado, exhaustos los almacenes, robado el tesoro, agotados todos los recursos, deshicimos el poder opresor, dando tiempo al establecimiento de una representación nacional, y á la creación de regimientos. La Inglaterra no podrá alegar el menor derecho á este golpe maestro que decidió nuestra suerte, y que sin él acaso no dominaría los mares el pabellon británico: á nosotros debe la nacion aliada su actual existencia: y las del norte deben reconocernos como cimiento sobre que levantan el edificio de su independencia.

Si la España no hubiera resistido con resultado tan feliz la invasion de los franceses, éstos no hubieran perdido su esquadra en Cádiz; dispondrian de nuestra marina; con los ejércitos españoles hubieran impuesto á las potencias del norte, y obligado á una alianza ó sumision al emperador: la Inglaterra no hubiera tirado de la Alemania las sumas inmensas que le han valido las guerras en aquel pais; sus navíos no serian bastantes á igualar los de la Europa; no se lisonjearian de tantas adquisiciones coloniales, y puede ser que Napoleon hubiese firmado en

Lóndres decretos imperiales. Nadie nos disputará esta gloria, y la Inglaterra (lexos de pensar que la debemos nuestra independencia) debe confesar que la España se ha sacrificado por su conservacion: nosotros prodigamos un rio de oro, y un mar de sangre por el engrandecimiento de la Bretaña; sin los hombres, dinero y riquezas de la península no hubiera engrosado la Inglaterra, y su influencia en la Europa seria de tan ningun valor como lo fue hace quarenta años, quando despreciada de la Francia y España, se vió burlada por la Rusia y otras Potencias. Admiro al autor del voto que tan francamente hace depender nuestra suerte de la Inglaterra, y reconoce por único apoyo á lord Wellington y sus soldados: rezelé ser un ingles, ó pagado por la gran Bretaña, el que ha dictado semejante discurso: no me opondré á que los aliados han prestado servicios; pero es preciso conocer lo que han hecho ne nuestra Nacion. Sus intenciones, proyectos y miras ulteriores no se han dirigido á nuestra prosperidad: « su sistema » inviolable se establece sobre la máxima » fundamental de su engrandecimiento, con » ruina de todas las naciones. » Esta proposicion hará creer que soy un frances, ó es-

toy pagado por su gobierno: soy español, metido en la revolucion desde el primer dia; he conocido las diferentes formas de gobierno; he tenido relaciones oficiales con los ingleses; he sido enviado cerca de Wellington; he comido á su mesa en Almeida y Lisboa; no le son estrañas mis ideas ni mi letra: es por esto que debo hacer la defensa de mi Nacion, quando despues de tantos sacrificios es ultrajada con la mayor petulancia.

¿ Como desapareció aquel espíritu nacional, obrador de tantas maravillas al principio de nuestra insurreccion? ¿ Quien apagó el fuego prendido fuerte y simultáneamente en el corazon español? La uniformidad de intereses produjo un espíritu tan gallardo, y encendió un fuego tan noble como temible, que se disiparon por la diversidad de pareceres movidos por otros tantos intereses. A los ingleses debemos este primer golpe: ellos sembraron con voluntad ó sin ella, la division que acarreó tantas pérdidas: es preciso escuchar á todo el mundo; y si es justo leer la mala conducta de nuestros representantes y militares, tambien lo será el oír la de los ingleses en España.

El primer paso de sus socorros, fue mandar agentes que corriesen nuestras provin-



cías, se presentasen en los ejércitos, y ofreciesen lo que jamas pensaban alargar: el pueblo español, abrumado en circunstancias tan críticas, y siempre constante en su carácter de honradez, atendia á esta voz inglesa como oráculo salido del Sancta Sanctorum: nuestra sencillez ó nuestra rudeza, fueron dos caminos por donde la Inglaterra llegó á dominarnos sin trabajo. Se apoderó del corazón español; y con palabras dulces; muchas ofertas; discursos sobre sus riquezas; conversaciones sobre el sistema asolador de los franceses; facilidad de arruinarles con sus auxilios de armas, municiones, dinero, y toda clase de recursos, entretuvo largo tiempo, hasta que recogió los réditos de unos capitales ficticios. Sus *enviados á Galicia* adularon á aquel fidelísimo reyno, y sin darle nada, apestaron sus costas con mercancías arrinconadas largo tiempo en sus almacenes; se alzaron en cambio con cantidades extraordinarias; y á fin que los nobles gallegos no se lamentasen de una conducta tan intempestiva, los aliados regalaron, por el dinero, algun armamento. Desde *Valladolid hasta Vizcaya*, corrió otro emisario ofreciendo socorros, investigando la riqueza del pais, la necesidad de géneros manufacturados, y los

fondos disponibles al pago efectivo. El reino de *Aragon* tuvo el disgusto de tocarle por embajador inglés D. Carlos Doile, tan conocido por sus marchas rápidas, registro de tesorías, y escapatorias de los franceses: quien haya corrido Andalucía, Valencia, Cataluña y Aragon, habrá encontrado noticias individuales de su adhesión á la España. Al lado de un Palafox, y delante de un pueblo mas bueno que ilustrado, Doyle hizo persuadir que sola su presencia era el apoyo mas firme de Zaragoza; y los nobles aragoneses se creían invencibles con solas las promesas del enviado: todavia es acreedor aquel reino á ciertas cantidades que al señor Doyle se aprontaron en Sevilla: solo un atolondramiento por nuestra parte nos hizo desconocer en aquella época los procedimientos refinados de tales protectores, y aun en el dia son solo conocidos de algunos pocos á quienes la prudencia nos habia cerrado la boca. *Los ingleses conocieron la imposibilidad de nuestra defensa, y en lugar de hablarnos francamente como hombres de bien, trataron de entretener nuestra resistencia para utilizar á costa de nuestros intereses.* Se extrañará tan poca delicadeza en nuestros aliados; pero tuvieron el mismo escrúpulo

en hacerse con nuestros caudales , que habían manifestado en otras ocasiones. Todavía fuera perdonable su conducta limitándose al interes ; pero ellos fueron la causa de verter mucha sangre española ; de sufrir derrotas , y originar disturbios , que sembraron la enemistad entre los primeros personajes de la Nacion , exponiéndola á su pérdida irreparable : nunca el general Blake se hubiera separado de Cuesta , ni éste experimentado las pérdidas en Castilla y Leon ; si los ingleses ( guiados por su principio de sostener la costa de Galicia ) no hubiesen sugerido al gobierno provincial de aquel reyno la conservacion del pais : el mariscal Bessieres no hubiera conseguido tantas ventajas sobre el ejército de Cuesta , ni recordariamos tantas víctimas como se sacrificaron : la desunion de Blake y Cuesta fue introducida por la mala política de los emisarios ingleses , limitados á mantener aquel reyno tan ventajoso para su tráfico : Castilla no tocaba en su interés , y su empeño parecia débil en esta dilatada provincia : las pérdidas originadas son incalculables : si los ejércitos hubieran correspondido á los acontecimientos de Valencia , Baylen y Zaragoza , el golpe militar hubiera sido tan completo , que mi-

rariámos el año de ochó como la época de las victorias españolas.

La misma (y acaso peor) fue la conducta del agente ingles en Aragon: un general inexperto como Palafox; y un pueblo como el zaragozano; aturcidos ambos con el éxito de la primera defensa; recibieron con docilidad las impresiones del agente Doyle. Tan impolítico como mal general, sugirió unas ideas de engrandecimiento, que recayendo en ánimos embriagados con los primeros acontecimientos; se dirigian á formar una independencia que rompiese los vínculos de unidad entre las provincias españolas, tirando de cada una los recursos mientras la anarquía las sepultase en la esclavitud: así habémos visto el espíritu de Galicia y Aragon, aspirando siempre á cierta mayoría con visos de pequeñas repúblicas: la conquista de Aragon, y la marcha del mariscal Sout á Galicia nos dieron unas ventajas imponderables: si los franceses, olvidando estos dos reynos, hubieran dirigido su marcha á otras provincias, Galicia y Aragon guiados por el sistema desacertado de los agentes ingleses, hubieran rasgado la union, plantificado la anarquía, sucumbido miserablemente y arrastrado la Nacion á llevar el yugo de la Francia. No

es facil penetrar hasta el fondo las miras de una política tan desconocida , cuyos resultados fueron tan amargos à la Junta suprema central.

Es verdad que no debe extrañarse una conducta tan contraria á nuestros intereses en los emisarios de la Inglaterra, quando su mismo gobierno se olvidó del honor conatural á una nacion ilustrada : si mis hijos robasen millones, deberia yo desaprobare su inmoralidad, aunque la utilidad y relaciones me hiciessen callar : confesaré, que el gabinete de S. James proporcionó ventajas á mi nacion aliándose con ella ; pero no podré aprobar este paso de una nacion, que conoce la naturaleza de los tratados. Si alguna vez son evidentes las causas para declaracion de guerra , lo eran las que motivaron el rompimiento de las dos naciones : pocos actos caben mas violentos, injustos y escandalosos, que la presa de nuestras fragatas cargadas vinientes de la América ; los partidarios mas acérrimos de la gran Bretaña reprobaron un insulto tan desmedido, y convenian en la justicia de nuestra declaracion : los acontecimientos de Aranjuez, y la transmision de la corona en Fernando, no revocaron la justa guerra en que nos encontrábamnos : el nuevo

principe no podia , sin faltar al honor de su corona , admitir proposicion alguna de paz , sin preceder la restitution de las fragatas. Este sentimiento ( íntimo á todo buen español ) fue olvidado de la Junta de Sevilla , que se avanzó á enviar dos comisionados implorando la proteccion de la Inglaterra. Que aquel cuerpo destituido de medios para sostener la lucha acudiese á qualquiera potencia , debe disimularse , atendidas las circunstancias ; pero que la Inglaterra reciba al general Apodaca y su compañero como enviados , es una falta que degrada al gabinete británico. ¿ Quien autorizó á la Junta de Sevilla para dar un paso tan decisivo de nuestro estado ? Ni á nosotros , ni á los ingleses se ocultaba , que la mision era nula por falta de poder , exceso de facultades , y clase de negocios : la Junta de Sevilla reconocida , no excedia los límites de provincial ; en este caso carecia de autoridad para representar toda la nacion , de facultades para la resolucion de unos enviados : sobre todo era ninguna para entablar negociaciones , y firmar amistad y alianza , admitiendo recursos para los proyectos de la península. La corte de Lóndres , tan escrupulosa en el reconocimiento de embajadores y ministros plenipotenciarios , co-

ñoció la informalidad, y (lo que es más) la ninguna autoridad de la Junta y sus enviados: no se le ocultó la incapacidad de semejante cargo para concluir la guerra; y estipular un tratado de paz; pero prefirió ser constante en su máxima fundamental; violando los principios adoptados en todas las naciones: beñtó sus ojos para no ver quanto el derecho de gentes, y el honor de una corona la podian presentar, á fin de proceder con mayor delicadeza, sin apartarse de las máximas universalmente recibidas: el gabinete británico no podia encontrar una sola razón para reconocer legítima la submission de la Junta de Sevilla, ni ménos debía acceder á solicitudes de alianza, sin herir lo mas delicado de la política, exponiéndose al desprecio de los sábios: pero como la Inglaterra vió finalizado el litigio de nuestras fragatas; la puerta franca para limpiar sus almacenes; inundar la España de sus géneros europeos y ultramarinos; recoger nuestro nume rario, y dominar esta nación (á quien mira con envidia por sus riquezas en la península, y la superioridad de posesiones americanas y orientales) pisó todos los respetos que debiera conservar por su dignidad. Los príncipes de Europa manifesta-

ron prácticamente, que semejante procedimiento podia nacer solamente de un vil interés, y no de verdadera política: su juicio fue acertado, porque la Inglaterra pasó por una degradacion, á cambio de llenar sus miras en la península. Sea que mirase los enviados como representantes de la España, sea que los reputase como agentes de una provincia, nunca podia admitirlos á conferencias y pactos: en el primer caso conocia la impotencia de la parte contratante; en el segundo era negociacion furtiva con carácter de rebelion, pues negociaba con una parte de la nacion con quien tenia la guerra: no será faeil cubrir este hecho que mancha la rectitud del gabinete aliado: y los potentados deben sospechar una maquinacion en sus provincias, viendo que la Inglaterra abraza todo género de pretensiones, si espera tirar algun bien; aun quando sea preciso separarse de los principios constantemente recibidos en todos los pueblos.

Junot y Dupont, vencidos en Lisboa y Baylen, Moncey en retirada de Valencia, los otros generales franceses de Cataluña replegados á Barcelona, dexaron la nacion evacuada: tuvimos tiempo para el reconocimiento de una soberanía: la Inglaterra



( que no esperó igual trastorno ) trató de adularnos para sacar partido sin exposicion : sus tropas no fueron á reunirse con las nuestras en el Ebro ; pero envió un ministro cerca de la Junta central : el carácter, política, pretensiones y negociados de este hombre exigian mucho papel , y sugetos mas sabios que yo para describirlos con exáctitud : un millon de solicitudes revestidas de un carácter ventajoso á nuestra causa con otros tantos medios á su favor , hacian la naturaleza real y verdadera de su ministerio : eran demasidamente públicos nuestro entusiasmo , amor á la patria y brio por la independencia , para que el ministro ingles se atreviese á humillarnos abiertamente ; y se resignaba en el estado de sufrir ; pero maquinando secretamente : el fin de su alianza era « mandarnos en geje » : este término ha sido la regla de sus operaciones sin separarse un solo paso : principiaron por ganarse los primeros sugetos de la nacion , á fin de arrastrar con ellos á los demas : sus tramas en este punto son conocidas ; proteccion de su rey , empleos , dinero , y hasta viles adulaciones , se pusieron en movimiento para crear su partido : por fortuna en la Junta central encontraron hombres buenos , pero fáciles

à caer en el lazo: el benemérito Jovellanos, (honor de su siglo, y gloria de los literatos) no fue atacado por el ministerio ingles; temia éste su ilustracion, y esperaba de su integridad una respuesta digna de aquel sabio; pero la Inglaterra encontró con su mayor apasionado en la respetable persona del marques de la Romana: en obsequio de la verdad y calidades brillantes de tan digno español confieso, que su adhesion ciega á la Inglaterra era causada por una persuasion de nuestra necesidad, y de que la suponía incapaz de una felonía: mas al fin vaciló en el último año de su vida: yo (que tuve el honor de acompañarle en Lisboa hasta su muerte, y de recibir amistosamente algunos de sus sentimientos) puedo asegurar que su opinion no sería la misma en estos momentos: espiró; y tal vez su muerte es un cargo contra la Inglaterra: es mejor sepultar los rezelos que irritan al corazon sin poder probar con evidencia un lance capaz de revolucionar los españoles, y decidirlos al odio mas implacable contra esa señora de los mares. La mayor parte de diputados de la central se coligó para obedecer ciegamente las órdenes de Lóndres: ¿qual era el objeto de esa nacion aliada? Si sus intenciones se

limitaban á conservar la union, auxiliarnos, y no exceder la extension del tratado federativo, su vigilancia en hacerse con los primeros personages era tan impolítica como extravagante, y muy expuesto su empeño en maquinarse contra los que amaban su independencia: Cuesta y Calvo, defensores acérrimos de su nacion, se opusieron á los proyectos de la gran Bretaña: fueron el blanco de sus iras, y sin reparar en la vileza de los medios, se atentó contra sus personas, honor, y fidelidad: del ministerio inglés salió una voz infamante de éstos dos sujetos recomendables; y en la misma oficina se fraguó el proyecto de arruinarlos, que llegó á verificarse con exposicion de sacrificar toda la España.

La maquinacion contra Cuesta es uno de aquellos golpes crueles, que dan la mala fe, la hipocresía y emulacion reunidas contra el hombre de bien, que duerme tranquilo al abrigo de su rectitud: el carácter decidido, firme y castellano del general Cuesta, causaba zelos, y era un obstáculo para los aliados: aspiraban al mando universal; pero no se hallaban en proporcion de solicitarlo: era preciso derrochar la opinion y confianza que se merecia el anciano

Cuesta, y era difícil atentar abiertamente contra un sugeto tan distinguido: el pueblo habia fixado sus esperanzas en este antiguo general; y un ejército numeroso estaba pronto á sostenerle contra las invasiones de la intriga: á pesar de tantas dificultades como presentaba la empresa, se resolvieron los amigos de la central reunidos al ministerio inglés; presentaron el negocio con un semblante lisongero, y Wellington halló un camino bien favorable: el duque de Alburquerque (amado en el ejército por su valor, y respetado por su nacimiento y patriotismo) fue el instrumento para la grande obra de cansar la paciencia del general Cuesta, y obligarle á retirarse: las promesas y adulaciones que los ingleses y el mismo Wellington prodigaron al duque de Alburquerque, consiguieron todo el efecto: este jóven (trastornada su cabeza con tanto humo) cayó en la debilidad de reputarse tan apto como Cuesta para mandar en gefe: su correspondencia, la de Wellington y el ministro ingles en Sevilla, serán un monumento eterno de la conspiracion inglesa: el manifiesto del general Cuesta, los periódicos citados por él, y las piezas existentes en la secretaria de estado, no dexan lugar de duda: se calumnia des-

caradamente, se inventan hechos que nunca han existido, se tuerce con violencia el sentido mas literal, y se aspira á frente descubierta por la separacion de Cuesta y reemplazo de Alburquerque: lord Wellington que debe conocer la guerra, ¿juzga realmente que su candidato Alburquerque era mejor que Cuesta para mandar nuestro ejército de Extremadura? No es tan ignorante que así lo creyese; pero solicitaba ser árbitro sobre las armas españolas: Cuesta tenía una alma grande, y su entereza no se quebrantaba con la lisonja y los regalos; le sobraba disposicion para el destino, tanto como firmeza para sostener su autoridad y atributos del generalato; rayaba en el último lustro de una vida prolongada para ganarle con la seducción; y su cabeza, encanecida en los empleos mas distinguidos, no le permitia ennegrecer su blancura con el carbon de una sumision indecorosa. Alburquerque inesperto en las tramas diplomáticas, se armó contra el mismo Cuesta, á quien amaba: es preciso compadecerse de aquel joven recomendable por muchos respetos, y excusarle de una falta que cometió: no valga contra Alburquerque, el que su defecto comprometió la España entera; pues otros mas ilus-

trados hubieran caído en la misma red. Un gabinete como el de S. James, que no excede á ninguno de la Europa en la ambigüedad de sus proposiciones, cuyos ministros y enviados no reparan en ofrecer su alianza para destronar un príncipe quieto y pacífico ( como se prometió á Catalina segunda de Rusia, con respeto á la coronación de Constantino en la capital de Turquía ) cuya destreza para un tratado de comercio se conoció en París en el siglo pasado; cuya política fue desconocida de nuestros mayores en la guerra de sucesión; en una palabra, ese gabinete del que es casi imposible libertarse con utilidad negociando con él, cargó con el jóven Alburquerque, quien, extrangero en el mundo diplomático, fue atacado con razones de patriotismo, fidelidad, amor de los pueblos y ruina de su nación, si no accedía á tomar parte en la separación de Cuesta, á quien reputaban por inepto: quando á estos motivos se añadían la conformidad de la central, y las glorias de que iba á cubrirse batiendo los ejércitos franceses, decidieron su ánimo á continuar el proyecto, al parecer, tan justo de nuestros aliados.

Previo Wellington que nuestra suerte pu-

diera cambiarse facilmente en una batalla decisiva ; y que en tal caso quedaria imposibilitado á dominar por la fuerza superior de los españoles : examinó largo tiempo el proyecto de batirse en Talavera : no pudo Wellington negarse á concurrir ; pero lo dilató quanto le fue posible : entre tanto hizo presente á su gobierno , que si la suerte era favorable , Cuesta se posesionaria de Madrid , y el ejército ingles no representaria otro papel que el de simple aliado : pocas veces ha marchado con mas celeridad el gobierno británico en su correspondencia ; quizá ningun ministro ingles manifestó mas razones para la lentitud de un proyecto , ni supo disponer mejor los dias y sucesion de órdenes contrarias : á pesar de las excusas inventadas por los ingleses á fin de retardar su llegada , se verificó la reunion y batalla de Talavera : es bien sabido , que el ejército frances , rechazado y disperso hasta Valdemoro , debiera haber perecido irremisiblemente ; porque cargando los anglo-hispanos sobre la retaguardia , el general Venegas con el ejército de la Mancha , los hubiera recibido de frente : tal era el plan de Cuesta ; asi lo creyeron en Madrid ; y el rey Josef , que sabia dias antes hallarse Venegas sobre

Pinto, desconfiaba de salvar una sola division: el resultado hubiera correspondido á las intenciones, y el cuerpo de Victor se hubiera perdido seis dias antes que la vanguardia del mariscal Soult hubiese llegado; ántes bien este general se hubiera hallado comprometido con unas fuerzas quadruplicadas, como lo eran las del ejército de Extremadura, el Inglés y el de la Mancha: estuvimos en el caso de aniquilar estas dos armadas francesas, cuya derrota nos abria el camino hasta el Pirineo en una época en que la Austria hacia la guerra contra la Francia, y nosotros conservabamos las plazas de Gerona, Tortosa, Lérida, Tarragona y Mequinenza, con Morella, Peñiscola y Murviedro. Esta operacion bien dispuesta desapareció, ¿y por que causa? La central á instancias del ministro ingles dió á Venegas orden de retirarse sobre la Mancha; cortado este auxilio, Wellington se retiró con tiempo, dexando á Cuesta en la rivera del Tajo para oponerse á dos ejércitos; y si á esta conducta falta alguna circunstancia para acabar un quadro de felonía, añadiremos que el ejército de Wellington en su retirada asoló la Extremadura del modo mas horrible, contribuyendo á la hambre espantosa que el exér-



cito español sufrió en las mesas de Ibor.

Lord Wellington, ese general inglés á quien el voto de un patriota llama nuestro libertador, nuestro apoyo único, con otros dictados dignos del primer guerrero del mundo; ese mismo Wellington con su gobierno británico, sus ministros y amigos en la península, son los autores de los males incalculables que sufrimos desde el mes de julio del año 9: esos aliados tan íntimos son responsables de tantos desastres como han ocurrido: ¿por que no se les hace cargo de tantas plazas como despues han sido tomadas? ¿Como no se les reconviene por la destruccion de los exércitos perdidos en Cataluña, Valencia, Mancha y Castilla? ¿No tienen derecho los catalanes á quejarse de quanto han padecido y padecerán en sus plazas, y pedir justicia contra los que han sido la causa? ¿La hermosa Valencia ha de callar quando tanto ha sufrido? ¿Ciudad-Rodrigo y Badajoz podrán olvidar las pérdidas y ruinas de su conquista y reconquista? ¿Ese pais de promision, la fértil Andalucía, ¿no tendrá derecho para representar, viendose despojada de sus riquezas? La Nacion entera clama en el tribunal de la razon y justicia pública contra los

que han causado tantos infortunios. ¿Y quienes son estos? El autor del voto se escandalizará si le digo, que son los ingleses con algunos españoles sin carácter nacional: poco importa que la verdad escandalice: si Wellington y el ministro ingles no hubiesen maquinado para mancar el plan de Talavera, retirando á Venegas, y marchando el noble lord á Portugal, hubieramos evitado un número infinito de males; pero ni Wellington seria duque de Ciudad-Rodrigo, ni menos generalísimo de las armas españolas: la Inglaterra no manifestaria tanta altivez quando trata con nosotros, ni su influencia seria tan grande sobre diputados, regentes, administradores y militares: mi nacion belicosa no estaria, como lo está, condenada realmente á ser el juguete de la Francia ó Inglaterra. Si esto buscaron nuestros aliados, lo han conseguido completamente: el pueblo español es la presa de tres naciones: la Francia pilla quanto puede; *la Inglaterra pilla y degrada, y nuestro actual gobierno pilla, degrada y aniquila.*

Es necesario todo el descaro de un ingles victorioso para insultarnos tan injuriosamente como lo hace el voto de un patriota, y es precisa toda la paciencia de los espa-

ñoses para oír, y no exterminar de la península todos los ingleses, prohibiendo con pena de confinación al que se atreva á proferir el nombre de Inglaterra. Bastaría la exposición de los sucesos referidos para irritar nuestros ánimos á dar á los aliados el pago merecido; pero tengamos paciencia, y conozcamos su política é intenciones.

Después de la batalla de Talavera se lamentaba Cuesta del general Venegas; pero este bravo y político andaluz llamado á Sevilla, se sinceró con facilidad: y el gran castigo fue nombrarle gobernador de Cádiz: Wellington y el ministro inglés, que habían maquinado su retirada, le pusieron á salvo: no les fue difícil desazonar á Cuesta en términos que el respetable anciano, cansado de tantas intrigas, hizo dimisión del mando, y se retiró á vivir tranquilamente en Málaga; sin dexar de perseguirle con escritos calumniosos. Esta victoria conseguida por los ingleses fue completa con la ruina del diputado central D. Lorenzo Calvo, y el ascendiente que cobraron en la Junta al abrigo del marqués de la Romana y otros, tan respetables por sus buenos deseos, como despreciables para el gobierno de la Nación. Calvo tendrá el placer en su abatimiento de

haberse opuesto á los designios ambiciosos de los ingleses: quando se les debiera reconvenir seriamente por el negocio de Talavera y retirada al Portugal, se atrevieron á solicitudes, que descubren claramente sus intenciones en la alianza.

Pidieron establecer guarnicion inglesa en Badajoz y Cádiz, y franquía en la introduccion de géneros de algodón. ¿Que intentaban nuestros aliados alzándose con estas dos ciudades? No es tan facil fixar sus ideas sobre Badajoz, como sobre Cádiz; sin embargo, quien se acuerde que nuestro ejército de Extremadura fue trasladado á la Mancha, á excepcion de doce mil hombres mandados por el duque de Alburquerque, conozca la situacion topográfica de Badajoz; su influencia en toda la izquierda dal Tajo, y advierta la suerte que debia esperar nuestro ejército de la izquierda, mandado por el duque del Parque, concluirá que Wellington trataba de sostener y conservar su ejército, y el recinto de Lisboa á costa de los españoles: que hiciesen éstos la campaña, y él ganase la victoria: asi establecia su nueva colonia portuguesa, con aumento de sus rentas, y pérdida de nuestros capitales. ¿Somos tan ciegos, ó tan bárbaros, que desprecia-

mos esta leccion , de que los aliados buscan solamente su engrandecimiento ; y conseguido , se rien al vernos derramar lágrimas por nuestras desgracias . ? Al mismo tiempo previeron á larga distancia , que si nuestros cuerpos de Castilla y Extremadura fuesen batidos , los restos se acogerian al ejército ingles , y preferirian sus banderas á las francesas . Ciertamente que tenemos pocos motivos de gratitud á Wellington ; los gaditanos con particularidad deben exêcrar el nombre de la Inglaterra y sus agentes .

Cádiz opulenta , hermosa , social , fuera infeliz , horrible y bárbara , si le hubiera cabido la suerte de caer en las manos del gobierno británico : reducida á ser una colonia , lloraria su despoblacion , su pobreza , y el rigor que se conocen en todas las posesiones coloniales de la Inglaterra : es bien sabido su sistema ; se alza con el numerario , inunda de papel , fixa el comercio á su arbitrio , obliga á quanto quiere , pide lo que gusta : en una palabra , es el quadro del despotismo y degradacion . Este relato no es invencion , ni asunto desconocido en el mundo ; quando se hubiesen perdido todas las noticias sobre la materia , la historia de los estados unidos de América basta para

conocer las miras ambiciosas de la Inglaterra sobre sus establecimientos ultramarinos. ¡Pobre Cádiz, querian envolverte en un caos de obscuridad, miseria y llanto! Eres rica, mientras te conservas unida á la España: tus casas son el depósito de nuestras riquezas comerciales, y unes los recursos continentales con los ultramarinos: eres opulenta, porque la España, Américas é Indias orientales concurren con sus efectos; nos recibes con utilidad; pero añadimos en retorno nuestro interes por tu engrandecimiento: así existes libre y respetada, te sobran fondos para hermo세arte, y gozas de unas preeminencias, que te distinguen, arrastrando el corazon de quien tuvo el honor de haber paseado tus calles y disfrutado tus delicias: todo desapareciera como un rayo: y la ciudad envidiada de toda la Europa, seria una reunion abominable de sectas, partidos, fraudes y vexaciones: Gibraltar enseña lo que seria Cádiz, si la coronase el mismo pavellon.

Los ingleses no buscaban la conservacion de Cádiz, sino subyugarla á su imperio, enriqueciendo su tesoro con los despojos de la ciudad mas opulenta: si los ingleses quieren protestar, que sus intenciones no ex-

cedían las de una defensa puramente militar, es inconcebible su razon : Cádiz no ha necesitado de tropas inglesas ni españolas para conservar su libertad : la isla de Leon es el valuarte que cubre la plaza : ¿porque Wellington y el ministro inglés en Sevilla no pidieron guarnecer la isla? Allá se hubieran batido con heroicidad ; y sus divisiones hubieran encontrado lances repetidos en que cubrirse de gloria ; pero ni el gobierno británico ni su general en la península trataban de verter la sangre de sus soldados ; sus miras eran bien diferentes : buscaban otro Gibraltar tan fuerte, y sin comparacion mas poderoso, que sirviendo á engrosar su erario, fuese un asilo para dominar toda la costa. Si esta conducta no es criminal, ignoro á que deberá llamarse crimen : tales son los sentimientos de los llamados para nuestro auxilio ; su amistad fina descubre la generosidad y desinteres que tanto precognizan ; son pruebas nada equívocas de su sistema fraudulento, que con apariencias de union tratan de entablar para sacrificarnos impunemente ; sus intenciones no se dirigen á establecer nuestra independenciam, sino á proporcionarse unos puntos militares y mercantiles, que aumenten sus adquisicio-

nes, proporcionen unos engrandecimientos que les dé la preponderancia en el comercio europeo, consolidando su proyecto exclusivo de tráfico: los amigos manifiestan que no les importa ver la dinastía francesa reynando en Madrid, siempre que puedan guardar los puntos ventajosos al giro en las costas del océano y mediterraneo.

Una solicitud tan ruinosa, solo posible de hacerse por un gobierno tortuoso como la Inglaterra, estuvo muy cerca de su fin: la sencillez, ignorancia ó pasión de muchos centrales fueron sorprendidas por la política oculta de los ingleses; y vimos próximo el decreto que hubiera perdido nuestras interesantes plazas que han servido de murallas conservadoras: la libertad española hubiera desaparecido, condenando nuestro nombre al olvido eterno, si Cádiz fuera ocupado por los ingleses: era indispensable saber el inmenso bien que se ha obrado en aquel recinto, y las infinitas ventajas que los españoles han proporcionado desde aquella extremidad de la península para conocer quanta utilidad buscaban nuestros aliados, y de qué adelantamientos privaban á los conservadores de nuestra independenciam. Cádiz, ocupada una vez por las tropas de



enemigo penetraría hasta Cádiz, quando le acomodase: deshecho nuestro ejército de la Mancha, ó replegado sobre Granada, y retirándose Alburquerque sobre Truxillo, según las órdenes de la Junta, no quedaban fuerzas para sostener la isla de Leon. Los ingleses zelosos de conservar aquel recinto memorable en nuestra historia, ofrecieron generosamente seis mil hombres para la guarnicion de Cádiz: el caso apuraba demasiado, puesto que el mariscal Soult casi tocaba sus puertas; *los gaditanos se convencieron de que su felicidad era inseparable de su union á la España mandada por qualquiera: en la alternativa de obedecer al emperador ó á la Inglaterra, se inclinaban á repudiar á ésta: expectador de sus discusiones vi su decision por el partido español, y tal vez no hubiera tardado sin un acontecimiento que decidió las dudas.* El duque de Alburquerque contra lo mandado por la Junta, arrostrando dificultades, y á fuerza de marchas tan continuas como largas, llegó á la isla de Leon: pudo hacer frente á los primeros ataques, se recobró el animo, y los negocios cambiaron; pero los seis mil ingleses ofrecidos no parecieron á causa de haberse decretado «no dexar en Cádiz otra guarnicion que los ci-

» vicos guacamayos y cananeos, » haciendo salir á campaña el regimiento de la *Pátria* ésta disposicion amarga, la tragaron nuestros aliados, y sin embargo de que sentian prestar un socorro de hombres, comprometidos por su palabra, desembarcaron á un cuerpo de escoceses, que desde el puerto marcharon á la isla sin detenerse en la ciudad: como su posesion era el motivo de sus ofertas, se creyeron desobligados á auxiliarnos en el puente de Zuazu.

No se cansó su paciencia con el mal éxito de las dos ocasiones : fixaron su vista sobre aquella hermosa ciudad, y no desistirán hasta tomarla, ó ser batidos por los españoles, que será lo mas cierto y fundado en buenos principios. Tercera tentativa por mano poderosa, y en circunstancias favorables á ellos, ha sido deshecha por el pueblo ilustrado y fiel de la hermosa Cádiz. El duque del Infantado, cuya memoria es ingrata á los hombres francos y desinteresados, sirvió de instrumento á la empresa : este grande de España, embriagado con la privanza del augusto Fernando VII, y con la opinion de quien no le conócía, ha representado el papel mas fídulo : infatuado en Madrid, débil en Bayona, fue uno de los primeros que mas se humi-

llaron, olvidando á su rey, y la confianza pública: al servicio de Josef tornó á la Corte; *y si la accion de Baylen no hiciera á los franceses evaquarla, seria uno de sus partidarios*: batido nuestro ejército en el Ebro, arrestado el general Castaños, y abandonado Aranjuez por la central, el Infantado presenta al ejército cerca del Tajo, y toma el mando por el título de coronel general de reales guardias, y presidente de Castilla, nombrado por el soberano Fernando, á quien el habia abandonado: esta operacion era bastante para desazonar á quien sabe discurrir medianamente: asi es, que entre la risa ó el desprecio por una quixotada tan solemne, la central se exasperó, y le hizo cesar del mando: este hombre permaneció en Sévilla sin representacion alguna, ni esperanzas de volver á figurar, hasta que deshecha la Junta, empezó á introducirse con la primera regencia. No pudiendo sobrellevar una humillacion tan profunda, se lanzó entre los brazos de los ingleses: la diferente situacion de su ejército, con otras particularidades les habian proporcionado un ascendiente extraordinario sobre las cortes: Infantado consiguió una embaxada extraordinaria para Lóndres, en donde negoció *en su favor y de la Ingla-*

( 193 )

*terra*, olvidando la España que lo enviaba: quizá la historia diplomática no presentará un agente mas infiel, y nuestra nacion debe borrarlo del catálogo de sus embaxadores. Es bien público, que durante su permanencia en la Gran Bretaña, fué nombrado Presidente de la Regencia. Como todos los agregados á su embaxada no eran prostituidos á su ambicion, se han traslucido algunas de las ofertas recíprocas entre el principe Regente, dos de los Ministros, y el Excmo. Embaxador. Regresado éste á su nuevo destino halló en las Cortes, que los amigos de la Inglaterra no se decidian á tolerar la ocupacion de Cádiz; pero la batalla de Salamanca el 22 de Julio, la evacuacion de Andalucia á fines de agosto, la presencia de Wellington en Cádiz á los últimos de diciembre, sus promesas para la primavera del año trece, con las noticias de la Rusia y proyecto de cambiar en septiembre los diputados, dieron nuevo vigor á los interesados en la entrega de Cádiz: Wellington esperaba con impaciencia el instante de dar esta noticia á su Corte; Infantado creia ver próximo el dia de entronizarse, sin temor de volver á su degradacion pasada; mas un pueblo guiado por la verdad de sus intereses supo deshacer

esta gran trama, y destituir de su empleo á este infiel, que vendió la libertad y existencia política de una ciudad, respetable por todos títulos: ¿ No llegará día de abrir los ojos y exígir de nuestros aliados una contestacion precisa sobre el asunto ? Sepamos terminantemente cuál es su objeto; y decídase para siempre este punto de tanta consecuencia : de otra suerte, cada vez que el ejército británico se refuerza, es un nuevo motivo para celos, y cada victoria acarrea un susto : la conducta es demasíadamente sospechosa, y aumentan los recelos otros lances sabidos públicamente.

Es un misterio inapeable el estado actual de Lisboa : la casa de Braganza no arriba á su corte de Portugal, y el gobierno de aquel reyno no dispone sino á discrecion de nuestros aliados ; especialmente la capital parece serlo de la Inglaterra : los sucesos de Sicilia se resienten demasíadamente del poder inglés : Witingan pagando una division en Mallorca, y Roche vistiendo otra en Alicante, sujetas ambas á los dos generales ingleses, hacen sospechar algunas ideas parecidas á las de Cádiz : ví á Roche negar sus recursos á la tropa, quando D. José Odonell reclamó aquellos regimientos ; y

no se esconde su empeño en mandar la plaza de Alicante con ingleses y españoles á su sueldo : yo mismo hablé con un primer ayudante español del estado mayor agregado á la division Witingan , enviado por éste á solicitar caballos de las divisiones españolas ; este caballero oficial conociendo mi sencillez , abrió su pecho celebrando las ideas y sistema de los ingleses : todo me hace sospechar , que nuestros aliados buscan los puertos é islas del Mediterráneo , sin descuidarse sobre Cádiz , Lisboa y Santoña : si esto consiguen , poco les importa que el emperador Napoleon dé la ley á toda la Europa : el dominará el Continente , pero los aliados gozarán del comercio exclusivo de todo el mundo : Me acuerdo de la isla de Menorca en las guerras de sucesion , y no he olvidado un Milord Wellesley , cuya memoria será eterna en los anales del imperio Marata : que lord Wellington esté revestido del carácter ministerial de su nacion , y siga las lecciones de su tio , no será extraño ; pero que los españoles seamos tan buenos ó tan salvages , que confiemos en quienes por principios y punto de honor son inclinados á iguales procedimientos , cabe solamente en nosotros : Son uniformes los lamentos de los españoles

sábios sobre nuestro atraso en la ilustracion, mas nunca creí fuese tanta nuestra barbarie, que negásemos lo que se presenta con claridad á nuestra vista. La conducta inglesa con nosotros tiene todas las señales de perfidia: ha sembrado el cisma, utilizandose de nuestro dinero, perseguido á los buenos, ganado al gobierno, desconcertado las batallas, originado la pérdida de plazas y ejércitos, atentado á nuestras posesiones: y como si esto fuera nada, callamos como perros, que enmudecen por el temor; bien que no he finalizado con sus virtudes.

Si el principado de Cataluña no hubiera manifestado en esta guerra la energía y fidelidad que le distinguen contra los franceses, *el año de 8 hubiera terminado la question*: su resistencia hizo la salvaguardia de nuestras provincias meridionales, y á costa de sacrificios enormes sostuvo su libertad quando el enemigo se aproximó á las columnas de Hércules: ha sido y será indomable mientras viva un solo catalan: sus servicios son tan señalados, que el gobierno ha mirado con predileccion esta parte de la España, estimulando su ejército y habitantes á la continuacion: una provincia tan rival de la Francia, valuarte de la España por sus plazas,

naturaleza del terreno y carácter de los habitantes, país recomendable por su población é industria, fué el que los ingleses trataron de arruinar: millares de familias empleadas en trabajar el algodón, viven por este recurso; sus telas, inferiores no solamente á las inglesas, sino á las de Francia, tenían salida por la prohibición de las extranjeras: circulaban infinitos caudales, y el precio dado por el comprador no salía de la nación, ántes bien refundiéndose en el principado, se multiplicaban las fábricas, se mejoraba la elaboración, se empleaban mas brazos y se conseguían las ventajas resultantes de la industria: la Inglaterra que consagra por principio del adelantamiento de sus manufacturas el arruinar las fábricas del extranjero (como lo ha hecho en España sobornando un ministro, ó comprando el edificio y útiles al propietario fabricante) creyó privarnos de las manufacturas de algodón, consiguiendo la libre introducción de las suyas: la mejor calidad, mejor surtido y precio mas cómodo nos hubieran inclinado á preferirlas, aun quando en el primer año hubiesen perdido algunos millones. ¿Qué sería entónces de la Cataluña? Cerradas sus fábricas; los propietarios emplea-



dos y obreros perecerian irremisiblemente: introducida la miseria en una parte tan considerable de la poblacion baxarian notablemente los fondos de toda la provincia : no podia escaparse á los ingleses que su solicitud iba á ser la ruina de aquel pais que debilitado derramaria algun tanto los efectos de su infelicidad en el resto de la nacion. Señores aliados, ¿ estos son los bienes que tratais de concedernos ? Quándo estableceis una alianza , fijais por artículo fundamental , mirar por vuestro acrecentamiento aniquilando la otra parte contratante ? ¿ Esta es la justicia de vuestros pactos ? Con vuestra pretension condenabais á la última infelicidad millares de hombres, que abandonando sus familias, prodigaban su sangre é intereses para proporcionaros el engrandecimiento á que habeis llegado:: miéntras aquellos brabos defendian á fuego y bayoneta sus propiedades y tranquilidad, vosotros, señores aliados, tratabais con unos diputados ineptos de decretar irrevocablemente su destruccion : ¡ valientes catalanes, sabed lo que se ha tramado contra vosotros y vuestra posteridad, miéntras os sacrificabais generosamente ! Estad prevenidos contra esa guerra secreta y destructora, que realmente han hecho y

harán los pretendidos amigos. Si los catalanes hubieran sabido esa máquina en el tiempo que sucedió, y no hubiera extrañado su rendición al enemigo : el motivo era justo para la desercion , y las consecuencias hubieran sido muy desastrosas : no habrá un español interesado en el bien de sus compatriotas, que no abomine un golpe tan cruel ; pero es preciso desengañarnos, que buscaban directamente anonadar la industria para vendernos sus mercancías y llenarse de nuestro dinero : nosotros perdíamos, ellos ganaban, no era menester mas para emprender qualquiera especulacion. ? Han movido un solo pie sin esta intencion ? Señores ingleses, si os contentáseis con ganar, como quiere todo el mundo, seria tolerable ; pero vuestro sistema, vuestra moral, vuestras leyes, y quanto pensais, os mandan no contentarse con ganar, sin al mismo tiempo perder y arruinar al que os dá la utilidad.

Cien veces he oido reclamar los pactos entre la España é Inglaterra, y jamás se han publicado : se dice en un tono pomposo, que el pueblo español ha restaurado su dignidad y que la soberanía depende de su mano, con otro millon de proposiciones hinchadas y aduladoras : ¿ por qué no se le anuncian los

pactos estipulados entre las dos naciones aliadas? Convengo en que nuestros representantes faltan á esta diligencia, y creo en virtud del silencio que no son muy honorosas á nuestra dignidad y ménos conformes á nuestros intereses: me parece que habemos contratado del mismo modo que acostumbran algunos jugadores, que piden un préstamo á comerciantes usureros. He vivido cerca de nuestro gobierno; acompañado algunos de los primeros generales de Wellington; no me faltaban amor á la patria ni curiosidad para demandar, quales eran nuestras recíprocas obligaciones, y jamás he podido saber con certeza un punto capital: los tales artículos son tan ocultos é incomprensibles como los de la fé; y si su noticia fuera necesaria para salvarse, los españoles dexaríamos el cielo bien desembarazado. Condenados á respetar una obscuridad, no podemos decidir sobre nuestro bien ó nuestro mal: la reflexion de quanto llevo dicho, y otras pocas cosas que diré, me hacen sospechar algunos conciertos, que pagarémos á buen precio. Desde el descubrimiento de las Américas é Indias orientales, en que la Inglaterra principió á representar entre las naciones, se han estampado infinitas relaciones

de su conducta con varios tratados en la Europa : todos se resienten de su espíritu ambicioso lucrativo é intrigante ; sin avergonzarse de publicar llanamente los despachos de milord Wellesley en la India , que seguramente ofenden al hombre que respeta la justicia y buena fé con todo el mundo , y no es tan prostituido al interés como son gabinete y agentes británicos ; quienes desprecian la hombría de bien , celebrando la desolacion extranjera , si ellos recojen el fruto . ? Qué pactos habrán estipulado con nosotros ? La España conmovida , empeñada en la guerra con la Francia , destituida de arbitrios , anhelante por auxiliares , busca , ruega , solicita , y confia en los brazos de la Inglaterra , su émula , y enemiga eterna : nacion constante en su sistema exclusivo , rival de nuestra marina , envidiosa de nuestras colonias , amiga de nuestros metales , lanas y otras primeras materias , ¿ qué habrá pretendido de nuestra infeliz España postrada á sus pies , implorando con lágrimas su favor para salvarse , prodigando sumisiones , ofrecimientos y todo quanto es ? ¿ Se podrá creer que un lobo hambriento perdone á un cordero , quando estando harto , lo devora ? Igualmente no me persuadiré que la Inglaterra

irreducible á la equidad en sus negociaciones con Potencias libres y de primer orden, no haya sido constante al tratar con la España abatida, exhausta y preparada á todo sacrificio : su oposicion es muy antigua para perder una ocasion tan favorable á su venganza ; ni eternamente se le presentará un lance mas crítico para humillar esta nacion, que ha sabido contenerla y estorbar el establecimiento de su poder colosal.

Publíquense los tratados de ámbas naciones : vea el pueblo español si los gabinetes han convenido en su felicidad ó en su ruina : rásquese el velo que cubre esa ley dada para nosotros : debemos saber si somos libres ó esclavos ; si nuestras propiedades , vidas, hijos y mugeres nos pertenecen, ó si están hipotecados á favor de los ingleses. Nos dicen que desapareció para siempre el tiempo del despotismo, en que los príncipes nos guiaban como á una manada de mulos, vendiéndonos á su gusto, y haciéndonos pasar de mano en mano para ser eternamente unas bestias de carga , atenedas á un preciso alimento y castigadas á la menor recalcitracion ó capricho del amo : mas yo veo hallarnos en el Reynado de ménos libertad : nunca se han derramado mas sangre, caudales, y toda clase de recur-

sos; y jamás se ha visto la España mas pobre y sin dignidad que ahora; al paso que la Inglaterra desde nuestra alianza cuenta con exércitos, esquadras, oro, representacion é influencia, que no ha tenido desde su existencia. Protesto delante de todas las naciones contra la debilidad de mis compatriotas, que no alzan el grito para ser instruidos de los tratados: estos misterios no deben ser ocultos al cabo de seis años: si la Inglaterra ha contratado honrosamente, y no hay un artículo, que se aparte de la buena fé, justicia y conciliacion de los intereses recíprocos, yo seré el primero en manifestar mi reconocimiento; y estimularé á que todos los españoles empuen su gratitud, eternizando la memoria de su beneficencia: pero temo, que los convenios sean demasíadamente útiles à nuestros aliados, y que de su publicacion resulte un trastorno general de ideas, que haga cesar sus ventajas y no han reparado en que si publicáron sus pretensiones en los puntos referidos, y guardan un profundo silencio sobre los tratados, se debe concluir que son degradantes y perjudiciales. Siempre que nos han suministrado algun armamento, municiones y otros efectos, han estado muy vigilantes en la publicacion: parecia que

todos los redactores de gazetas estaban asalariados para publicar en sus noticias estas pruebas de la generosidad inglesa : es preciso advertir, que algunas veces lo anunciado se reducía á una vigesima parte, tal vez á nada, como he presenciado en dos ocasiones : deduzcamos sin violencia, que nada tendrán de generosidad sus convenciones, á no ser que así llamen á lo que han hecho con algunos partidarios y otros de mas alto carácter.

Las ofertas de los inglesés á muchos de nuestros patriotas han sido tan particulares, que realizadas sin interés me harian balancear sobre su opinion ; pero no se ha verificado la mayor parte, y las efectuadas cuestan muy caras : pregúntese á la Junta de Galicia cuántos prometimientos ha recibido, y si la son baratos los que se han cumplido : estoy seguro, que si aquel fidelísimo reyno hubiera descansado en las palabras de los aliados, no serian tan grandes los recursos alargados por su parte á la España : el principado de Asturias no olvidará, que sus clamores por armas y vestuario fueron bien desatendidos ; pero menos olvidará el pago de ciertos fusiles desembarcados en Gijon. No sé como el general Diéz Porlier ha tolerado tantos

engaños : la Junta provincial vascongada recibió mil aseguraciones de un agente inglés , que la resolvió á escribir por mano de Wellington al principe Regente ; y todo paró , en que el general Mendizabal diese armas de las destinadas á su ejército : los Guipuzcoanos se lamentan de que los ingleses han ganado mucho dinero con su héroe el pastor Jauregui ; he leído cartas ciertas sobre el particular : yo mismo he visto , tratado íntimamente y comido con los agentes comisionados de los célebres partidarios Mina y Longa en la Coruña : los ofrecimientos hechos á ellos y sus gefes , exceden á toda ponderacion : sin embargo todo se reduxo á un corto equipo , algun armamento y municiones en pequeña cantidad , sin dexar de exigir un recibo formal para su cuenta con el gobierno : partí para Murcia dexando los comisionados inquietos contra el brigadier Douglas , agente inglés en aquella ciudad : mientras estuve en Cataluña ví un navío inglés , que conduxo millones de nuestro gobierno ; y aunque su ejército estaba bien necesitado , fué preciso ante todas cosas pagar el flete : despues de la rendicion de Lérida regalaron los aliados una porcion de fusiles para el mismo ejército del principado , sin haberlos



pedido su gefe el marqués de Campo-verde; á breves dias se presentó en Tarragona mi buen amigo el immortal D. Carlos Doyle, pidiendo al general el pago efectivo del armamento : este procedimiento incomodó á Campo-verde y á quantos nos hallábamos á su lado ; el fin de la escena no fué otro , que cobrar el señor Doyle en numerario , y al precio que señaló : dexó la tesoreria sin medios para pagar las tropas y cubrir otros gastos , y se largó. No hay una provincia , que no haya experimentado la conducta interesada y mercantil de la Inglaterra : quantos partidarios han acudido , volviañ llenos de esperanzas ; mas nunca se verificaban sino á costa de mucho dinero : D. Julian Sanchez es el único bien servido , pero es pública su adhesion á los ingleses ; sin embargo , estaba incomodado : y si es cierto que este patriota tenia sus capitales en Lisboa y Lóndres , se descubre el motivo de su inclinacion y de la generosidad británica : puedo asegurar que á la instalacion de la primera Regencia , los ingleses estaban completamente pagados , sin podernos alegar la menor deuda.

Si á esto llaman generosidad , plegue al cielo que nunca hubiéramos conocido ningun

efecto de una virtud tan recomendable. No es fácil averiguar cuánto dinero ha tirado el gobierno de nuestras provincias : las cantidades han sido muchas y grandes : las Américas han producido desde la revolución hasta el 1.º de Febrero del año 10 quarenta á quarenta y dos millones de pesos duros segun el tesorero general Don Vicente Alcalá Galiano , que servia en aquella época : en diferentes provincias se acuño bastante plata ; Cataluña llegó á contar quatro casas de moneda ; Valencia fabricó para muchas partes : con todos estos arbitrios nuestro tesoro es casi ninguno , muchas divisiones están desnudas y casi todo el ejército con sueldos devengados : aunque nuestro numerario ha padecido un gran deficit en la salida á Francia , la introduccion de moneda francesa ha disminuido , y tal vez cubierto esta quiebra : con todo los recursos durante la revolución han excedido á la cantidad circulante en el año de 7 : yo pregunto ¿ en dónde ha parado nuestro dinero ? Los ingleses son nuestros tesoreros : sus gastos son quadruplicadamente mayores , los cubren y resta para proyectos vastísimos : ¿ Quántos millones habran sido necesarios para fermentar la revolución de nuestras Américas , que se atribuye á ellos

con datos demasíadamente ciertos? ¿ Cuantos para deliberar y sostener su actual guerra con los Estados-Unidos? ¿ Cuántos para su escandaloso proyecto de Sicilia? ¿ Y cuántos mas para coaligar todas las Potencias del Norte? Moneda española es la que corre en proporción de ciento á uno, con la particularidad de que no he visto en España una guinea: esta es la generosidad británica, que llevándose cincuenta, nos engaña con cinco, emplea veinte para destruirnos, y restan otros veinte y cinco para su tesoro: solo falta, que nos introduzcan el papel federativo del Norte para dexarnos sin peseta: es verdad que la moneda por sí misma no hace la riqueza de una nación, pero no lo es menos que si el numerario en circulacion no iguala á las necesidades, se arruinará una sociedad; y quien piense ocurrir á las manuales con el papel moneda, pronto verá parado el tráfico, derramada la miseria y perdido un reyno. Alerta españoles con esta invencion, que dará el último golpe para sepultarnos; pues ya habemos recibido muchos mortales.

No es de los menos duros el de la marina: nuestra fuerza naval, tanto en su consideracion militar como mercantil, fué uno de los

objetos capitales , que la Inglaterra trató de arrancarnos : todavía nuestras esquadras eran respetables , y unidas á las de otra nacion podian imponer á nuestra aliada : encontraba resistencia á sus planes de conquista , sin poder establecer su dominio de los mares : el comercio no era exclusivo y encontraba estorbos en su tráfico : la sincera amistad mandaba imperiosamente , que la Gran Bretaña fomentase nuestras armadas como necesariás á los progresos de nuestro engrandecimiento ; pero esto mismo era lo que causaba sus celos y se prefixaba debilitar. La falta de buenos oficiales , y el aumento que podia darse á nuestro ejército con los soldados de mar , fueron dos razones , que fácilmente inclinaron el ánimo de nuestro gobierno : el general Valdés , justo apreciador de sus tropas , fué uno de los que mas promovieron con buena intencion este pensamiento sugerido por nuestros amigos : la ilustracion , valor y delicadeza nacional es indisputable á la oficialidad de nuestra marina , cuya agregacion à los ejércitos dió sugetos dignos de llevar el nombre español. Esta traslacion dexó nuestros buques desiertos , perdiendo mas que en Trafalgar y Cabo de S. Vicente : un medio mas destructor de

nuestro poder ni mas favorable á los aliados no se inventará en mucho tiempo : la esquadra francesa apresada y la española, ancladas en la bahía de Cádiz , estaban por la mayor parte sin gente para darse á la vela , perdiendo en su innaccion utilidades inmensas : en el mismo estado ví en Cartagena tres navíos y quatro fragatas de guerra , que los ingleses tuvieron la bondad de sacarlas , y cuyo paradero desconozco absolutamente : igual suerte han tenido otros buques de guerra en el Ferrol y Cádiz entregados á la buena fé de pertenecernos , y ser devueltos quando se pidan ¿ Es tanta la debilidad de nuestro gobierno , que se vea comprometido á semejantes cesiones ? ¿ El predominio británico es tan ilimitado , que abusa de nuestra situacion para cortarnos uno de los brazos ? No espero , que la Inglaterra restituya los navíos ; porque si la España vence , seria proporcionarnos medios para la pacificacion de América , conservacion de las colonias y comercio libre , que no conviene á los cálculos del gabinete de S. James : por el contrario , si los franceses nos conquistan , la Inglaterra consagrará por principio inviolable llevarse nuestra esquadra : en ambos casos los aliados se engrandecen y la España ex-

perimenta las perdidas : compatriotas, tal es la utilidad de nuestra alianza. Sea favorable ó adversa la suerte de la guerra, estamos condenados á ser victimas : en todo evento nos amenaza el riesgo de perder las Américas, el comercio y nuestras riquezas. Si nuestra constitucion fuese la misma que en los años anteriores al descubrimiento de México y Lima, fuera tolerable nuestra pérdida; pero el desórden á que nuestras pasiones han condeñado á la España por la despoblacion y abuso del oro con otras preciosidades del pais ultramarino, hace variar nuestro estado : no podemos prescindir de tener esquadras, y en faltando daremos un eterno á Dios á los nobles y fieles hermanos del otro continente. ¿ Nuestros descendientes utilizarán el fruto producido por nuestra aplicacion, frugalidad y cambio de sistema? es una esperanza muy remota sin virtud para endulzar la amargura presente : este lenitivo no templará el dolor de los negociantes imposibilitados á continuar sus especulaciones por falta de poder marítimo, obligados á la arbitrariedad de la Inglaterra, y expuestos á perder sus capitales en el nuevo mundo : la generacion presente conocerá los males de igual trastorno, y la España habituada á socorrer fácilmente los

caprichos del lujo , no podrá encontrar remedios en sus primeras necesidades. Continuen los aliados en mejorar diariamente su proyecto , que por nuestra parte es imposible evitarlo sin un estallido , que haga estremecer la Europa : una decision resuelta de sincera amistad ó guerra declarada es lo que resta : vivimos en la incertidumbre del éxito , pero bien persuadidos de que la victoria y la subyugacion son funestas : es preciso examinar imparcialmente , cuál de los dos males es el menor , y decidirmos á su eleccion : son muchos los disgustos que tiramos de nuestra alianza sin convencernos de su cesacion : nuestros caudales son importados en mayor parte por buques ingleses ; no somos árbitros para la exportacion de tres regimientos ; los géneros coloniales nos llegan por su mano , y el dia que los aliados quieran oponerse á nuestras relaciones ultramarinas , nadie les impedirá , hasta interceptar la correspondencia del gobierno. Una influencia tan extraordinaria hace sentir grandes perjuicios ; la dependencia no puede ser mas absoluta , ni mayor el abatimiento : la libertad es aparente , la esclavitud real , los sacrificios sin guarismo , la miseria extrema , nuestro gobierno precario , el ejército sin vigor ,

el pueblo abismado , y toda la nacion caminando con celeridad á ser nada.

¿ Como podrá el autor del voto conciliar su discurso con estos hechos? Su espíritu decidido en favor de la Inglaterra debe rehacerse , tomar unos momentos de sosiego reflexionando á sangre fria estas verdades: no sostendrá tan abiertamente , que nuestra felicidad es debida á la Inglaterra , quando la proposicion debe cambiarse. Léjos de haberse arruinado , la resultan de la coalicion ganancias inesperables en dos siglos : sus trabajos estan excesivamente remunerados , satisfechos sus socorros , y pagados sus servicios : el parlamento británico , Wellington y todós los ingleses podrán racionar del modo que gusten : los españoles convencidos de su conducta harémos justicia. Se nos amenaza con la retirada del general inglés ; ¡ recurso miserable ! Son puerilidades indignas de un buen sentido : son temores ridiculos , capaces de impresionar solamente ó los niños : ya sabemos que Wellington y su ejército no abandonarán la lucha ; su interés , no el de la España , es el que los tiene en el Pirinéo : temen que despertemos dichosamente para recobar nuestro vigor , porque entonces serian meros aliados , no



soberanos : restáurese el tono y firmeza de la magestad ; respóndase con integridad al gabinete aliado ; recobren su independenciam el ejército y la marina ; dígase francamente á los ingleses , que se marchen quando les acomode : estoy bien cierto , que no abandonarán el proyecto , ni se retirarán : *pelean por ellos , y mientras no toquen el fin propuesto en la corte de Lóndres , se batirán á costa de pasar por la humillacion de mandarles un sargento español*. Conozcamos que bastante tiempo nos han amilanado con retos de abandonarnos ; llegó el dia de haber conocido esta política irracional : la España tiene demasiada honradez para querer sepultar en la miseria otra nacion aliada : su rectitud y generosidad no la permiten , que la Inglaterra se pierda por su causa : váyanse los aliados , que nuestra nacion prefiere el sucumbir conservando su honor en la esclavitud al exponer infamemente el dispendio de sangre , navíos , oro , y sacrificios de la Gran Bretaña : nada importa morir , dexando una memoria gloriosa : el mundo hará justicia á la España , quando elija las cadenas de un cautiverio por no arriesgar su dignidad , y la existencia de otro pueblo aliado. Ya son tantos los golpes , que el vaso mas fuerte

está para quebrarse; se resistió demasiadamente; la tolerancia ha tocado el término de una plena justificación: se agotó la paciencia, y los insultos motivan este lenguaje: por mi parte prefiero resistir con las fuerzas españolas hasta sacrificar el último hombre al depender de un aliado, que despues de aniquilarnos y hacer su engrandecimiento, nos ultraja con tanta falsedad como insolencia: pero antes de su marcha quiero decirles cuáles son las glorias debidas á sus armas.

Solo faltaba que la Inglaterra figurase en el continente de Europa: el Hanover la dió alguna representacion en la constitucion antigua del imperio germánico, mas nunca pudo balanzear con la última Potencia: desde nuestra revolucion ha tocado un término inesperado: cuenta en la península con un ejército numeroso, disciplinado y provisto, que nos dá la ley haciendo frente á la Francia: este engrandecimiento monstruoso ha inspirado al gabinete británico ideas de ser árbitro en los negocios generales: ¿á quien debe la Inglaterra ésta elevacion, está influencia? Nosotros habemos proporcionado su grandeza, y dado el ascendiente, que manifiesta tener sobre todos los gabinetes: el oro español ha servido á coligar el Norte, nuestra

marina á la exportacion del necesario, pero tambien nosotros le habemos alargado la fuerza efectiva. ¿Qué clase de hombres compone el ejército inglés? Su primer estado al tiempo de la batalla de Talavera se reducía á pocos ingleses; el resto era de irlandeses, escoceses, alemanes y holandeses: disminuido su número en aquella accion y retirado al Portugal, se organizó el cuerpo que conocemos: ¿de qué manera se hizo esta operacion? Los prisioneros cogidos por nuestros partidarios, los del ejército, y quantos desertores se presentaban, han formado esa gran masa, que tanto nos abruma: la sangre de valientes españoles prodigada con generosidad sirvió de instrumento para el efecto: sonaban nuestro cañon y fusil; trabajaba la seduccion; toda la España hacia sacrificios por debilitar la fuerza enemiga, mientras los ingleses tranquilos en Portugal recogian el fruto: de todas partes marchaban rendidos ó voluntarios; éstos eran incorporados al ejército británico, los otros visitados en sus depósitos, llevándose los agentes á quantos miserables acomodaban sus banderas mas que la suerte infeliz, en que se hallaban; los conducidos á Inglaterra preferian tomar las armas al rigor con que

eran tratados : su sistema ha llegado al extremo de hacerse con las guarniciones prisioneras de San Sebastian y Pamplona : á este plan de organizacion conocido de todos añadieron los aliados la reunion de Portugueses sobre el pie en que se hallan ; intentaron igualmente mandar veinte mil españoles puestos á su sueldo y órdenes : tal es el modo con que han completado un ejército respetable : somos tan bárbaros, que sin ( reparar en ello ) habemos dado el poder, que nos abisma , colocando nuestra aliada en el caso de ser una de las primeras Potencias contratantes : nuestra ceguera y abatimiento són tales, que ponemos en manos de la Gran Bretaña lo que nuestro sudor ha ganado , que podia influir en nuestra independendia, y solo sirve para que algun dia tengamos nuevos enemigos que batir. ; Qué suavemente la política de los aliados aumenta su dignidad con nuestros recursos ! No podrá decir, que ha expuesto y perdido sus hijos en defensa de nuestra libertad : su nacion limitada á influir con los recursos de negociacion, habla en el dia con las armas en la mano, porque nosotros la dimos soldados : no tiene bastantes medios para pagarnos, esta ventaja : es verdad que si los tuviera, seria lo mismo.

Analizemos sus grandes operaciones y las victorias de ese general inglés, que por sus talentos se abrió el camino hasta rayar en la clase de los primeros de su siglo, como lo dice el autor del voto de un patriota : liquidense las cuentas, véase lo que alcanza : concluida la batalla de Talavera el 29 de Julio del año de nueve, se retiró á Portugal, en donde aumentando sus fuerzas, fué un espectador de nuestros desastres hasta que el mariscal Massena le hizo mover : para formar un juicio exácto de su conducta, se hace preciso recordar ciertos acontecimientos posteriores al negocio de Talavera ocurridos en el mismo año : el mariscal Suchet hacia demasiado en conservar el Aragon, y poseiamos en Cataluña la plaza de Gerona sitiada desde el 4 de mayo : nuestro ejército del centro réunido en Despeña-Perros, compuesto del de la Mancha y de casi todo el de Extremadura, contó cerca de sesenta mil hombres completamente surtidos ; Alburquerque mandaba en Extremadura un cuerpo de doce á catorce mil hombres ; el duque del Parque disponia de una fuerza de treinta y quatro mil, que se denominaba el ejército de la izquierda : el mariscal Soult con Mortier y otros generales presentaban un total seme-

jante al del Parque , pero extendido desde el Duero al Tajo : el mariscal Victor ( concentrado en Madrid , Mancha y provincia de Toledo con parte de Guadalaxara ) no podia reunir igual número : en esta situacion Parque atacó sobre el Tormes el 19 de Octubre con tal éxito , que persiguió al enemigo hasta Salamanca , causándole mucho daño ? por qué no acudió Wellington desde Almeida con su ejército igual ó mayor que el nuestro ? Si nosotros solos obtuvimos ventajas , ¿ qué hubiera sido en el caso de reunion ? El enemigo debía ser batido : ¿ cuál era su retirada ? Si la verificaba por la derecha del Duero , se exponia á una carga que le hiciese perder la mitad de sus tropas hasta llegar á Burgos , sin poder estorbarnos la marcha sobre Guadarrama y Somosierra , formando una erradura con Alburquerque y Areizaga : Victor sin batirse tenia que retirarse sobre la derecha del Ebro , dexándonos la capital para la reunion de nuestros quatro ejércitos : esta fuerza de oiento y treinta mil hombres ó algo mas , no podia encontrar resistencia , y era libre en marchar sobre Aragon ó la Rioja : por una consecuencia inmediata resulta , que no hubiéramos perdido la batalla en Ocaña , origen de nuestros

infortunios ; Masena hallaria en el Ebro lo que encontró en Portugal ; y acaso Astorga, Ciudad-Rodrigo, Almeida y Badajoz no vieran el fuego en sus murallas : todos estos bienes estuvieron en la mano del ejército inglés , mas no se tuvo á bien proporcionarlos : lord Wellington se mantuvo quieto mirando con indiferencia nuestra posicion : se le llamó por nuestra parte desde el ejército de la izquierda, y respondió que no tenia órden de su gobierno para dexar el Portugal y pasar á España. Qualquiera nacion, ménos la nuestra, se hubiera convencido del espíritu y parcialidad de los ingleses, sin detenerse á exigir contestaciones claras y terminantes sobre sus ideas, concluyendo de una vez la efectuacion ó rompimiento de la alianza : yo mismo hice presente al gobièrno un acto tan positivo digno de reparo : nuestra cobardía y excesiva contemplacion limitaron la energia de las providencias, que debieron tomarse ; se perdió el tiempo, y los ingleses vieron nuestra ruina. Parque no pudo abanzar ; Alburquerque no era bastante fuerte para oponerse ; y Areizaga solo se dirigió por la Mancha : entretanto el mariscal Soult remontó el Tajo y mandando en gefe todas las

fuerzas deshizo en una hora nuestro hermoso ejército del centro , eternizando en Ocaña su talento para la maniobra : es verdad , que la cabeza del señor Areizaga se hizo para un hombre de bien lleno de buenas intenciones , y no para mandar sesenta mil hombres. Si Wellington acudiera á reunirse con Parque el 19 de Octubre , el mariscal Soult no hubiera marchado sobre Madrid , ni ganado la batalla el 19 de Noviembre. Era muy reciente el negocio de Talavera para que Wellington no temiese con Parque lo que receló del anciano Cuesta : sus miras eran tan particulares en Octubre , como lo habian sido en Julio , y preveía en su adhesion los mismos inconvenientes : el asunto es que su inaccion nos sacrificó : vió destruirse nuestro mejor ejército , debilitarse el de Castilla , penetrar los franceses hasta Chiclana , durmiendo hasta la llegada de Massena , que procuró despertarle.

La campaña de Portugal desde la primavera del año 10 hasta la del 11 , ha sido el motivo de tantas glorias ; sin embargo , haré algunas observaciones para conocer , si Wellington es tan guerrero , ó el éxito se debió á otras causas. El que ha hecho subir á mayor número el ejército de Massena , le



dá una fuerza de ciento y siete mil hombres, pero es punto averiguado no exceder de ochenta mil : este grueso se debilitó notablemente con la dismembracion de veinte y cinco mil destinados á limpiar el pais desde Burgos, Santander, provincias vascongadas y Navarra hasta Segovia : otras dos columnas se empleaban para escoltar los convoyes : verificada la rendicion de Astorga y reunion de Junot, toda la fuerza de Massena al frente de Ciudad-Rodrigo no llegaba á cincuenta y cinco mil combatientes : las plazas de Almeida y Ciudad-Rodrigo con el entrepuesto de la Concepcion nos daban ventaja para pelear : ¿ por qué Wellington no llamó nuestro ejército para oponerse y debilitar á Massena ? El gobernador Errasti hizo la resistencia mas gloriosa , manteniéndose entre un fuego horrible sesenta dias : los españoles quisimos auxiliar ; el mariscal de campo Mendiri se resolvió á entrar en la plaza por confianza en las protexas de la Romana, que le aseguró el socorro : podiamos haber reunido una quarta parte de fuerzas mas que el enemigo, quien no entraria en accion sin número igual de sitiadores : Wellington constante á solo su sistema, no tuvo á bien empeñarse , pareciéndole haber tiempo en

Portugal : perdimos la ciudad, y Wellington estuvo expuesto á perecer con todo su ejército : el gobernador de Almeida penetrado de la frialdad de Wellington, y viendo el abandono de Ciudad-Rodrigo, sus esfuerzos y su paradero , se resolvió á cortar los males de Almeida, disponiendo la rendicion del modo sabido : admirábamos el aturdimiento del general inglés, que no atinaba el único medio de salvarse : este hombre irresoluto para la combinacion y ataque al abrigo de las fortalezas con probabilidad de un éxito favorable, cometió la falta imperdonable de presentar su ejército en el campo : si el enemigo puede cargar de firme, no se salva uno solo : Massena mandó abanzar una division de infantería con dos ó tres regimientos de caballeria : este puñado de hombres incomodó extraordinariamente, y los ingleses deben su existencia á la imposibilidad del mariscal. En estos hechos brilla muy poco el talento militar tan decantado del guerrero británico : oficiales subalternos conocian la fuerza reunida de ámbos ejércitos, el aumento que adquiria en su posicion apoyada de dos plazas, y nuestra superioridad á los cuerpos disponibles del enemigo : ? por qué Wellington no aprovechó los momentos?

Repito, que la Romana estaba pronto; si Wellington no alcanzó esta proporcion, está atrasado en el arte de la guerra; si penetró su situacion y no quiso, él y su gobierno sabrán las razones de su retraimiento: pero ninguno lo sincerará de presentar batalla campal habiendo perdido las dos fortalezas y sin la union de nuestro ejército: su gobierno no es tan ignorante ni desinteresado para darle orden de una tentativa que exponia todo su ejército, como hubiera sucedido si Massena pudiera desplegar su actividad: resulta á favor del lord inglés un golpe de imprudencia ó ineptitud para el mando: creo que la tal jornada no hace mucho honor á su memoria.

Volvió en sí recobrando el tino y retirándose á Lisboa: no garantizaré las desavenencias que se han contado de los mariscales Massena, Ney, y el general Junot, pero sí el hambre y enfermedad espantosas que sufrieron. Wellington tan olvivado de reunirse á los españoles, viendo con mucha tranquilidad nuestras desgracias, cambió de génio, depuso el carácter magestuoso y prácticamente despreciador de sus aliados: nos llamó con instancias, y nosotros siempre fieles ( quizá siempre bárbaros ) corrimos en su auxilio sin reparar en las consecuencias: el aprecio

exterior con que fué recibido la Romana lo  
 testificarémos quantos acompañabamos de  
 cerca al respetable Marqués : las aclama-  
 ciones por este general español no hacian  
 un plato regalado al inglés ; pero este tiene un  
 paladar , estómago y reserva superiores á  
 tanto amargo. Esta operacion ha sido la que  
 mas expuso nuestra suerte : el ejército anglo-  
 portugués éra bastante numeroso para la  
 guerra defensiva , que se hizo en las lineas ,  
 y no habia necesidad , que nuestros soldados  
 diesen el servicio que prestaron. ¿ Qué ob-  
 jeto se prefixó Wellington para está llamada ?  
 Estableció su confianza en la guerra de sub-  
 sistencias , devastando ( como lo hizo ) todo  
 el país en ámbito de muchas leguas : per-  
 mítame el duque de Ciudad-Rodrigo hacer  
 la misma observacion , que presenté á la  
 Romana. « Si Massena pudiese abandonar  
 » la penetracion de las líneas , arrásara la  
 » mayor parte del Portugal , y volviese sus  
 » armas sobre Galicia , contramarchando  
 » sobre el Tajo y Guadiana , ¿ quando la  
 » peste y hambre hubieran acabado su exér-  
 » cito ? La provincia mas rica y populosa de  
 » España fuera subyugada ; Badajoz , Yelves  
 » Olivenza , y Campo-mayor fueran presas de  
 » sus uñas , quedando nosotros imposibili

» tados á salir en marcha para el Agueda por  
» falta de vituallas, transportes y oposicion de  
» un ejército numeroso. » A pesar de todo,  
los españoles sacrificamos á las solicitudes inglesas el resto de nuestro poder : el mariscal Soult vió el abandono de Badajoz y plazas inmediatas ; reunió sus fuerzas disponibles , las tomó ; y si pudiera alejarse de Andalucia , hubiera corrido todo el país de la izquierda del Tajo , atacando nuestras divisiones que volvian para Extremadura : es inconcebible el pensamiento de haber dexado el país sin mas fuerza que un puñado de hombres , con los cuales el general Mendizabal estaba comprometido , esperando la suerte que cupo á su tropa : descubierta la izquierda del Tajo podian los mariscales disponer fácilmente el paso del rio surtiendo de víveres al ejército de Massena , y proporcionando ventajas á una invasion. Supuesto , que el ejército anglo-portugues bastaba para las lineas , vista la tenacidad del mariscal francés , que Soult estaba en Andalucia , y el proyecto del general inglés era causar hambre al enemigo , ¿ por qué el marqués de la Romana no fué destinado con su ejército á ocupar el país de la derecha del Tajo y riveras del Agueda ? Ningun convoy hubiera pasado de España á

Portugal , y en breves dias se hubiera conseguido mas que en cinco meses : y si D. Julian Sanchez con su brigada interceptó tantos víveres y útiles de guerra , la Romana con su ejército no hubiera permitido pasar una fanega de trigo : regularmente Soult no hubiera tomadó á Badajoz con tan pocas fuerzas : á lo ménos le costaria muy cara su victoria.

Me parece que Wellington no manifestó los conocimientos connaturales á un general diestro : un mediano talento es suficiente á conocer los defectos de su plan , y los medios que debian tomarse para la defensiva con esperanza de hostilizar ; la operacion del general inglés fué la mas irregular , reprobada por todos los militares sábios , aunque ventajosa por habernos arruinado y puesto los cimientos á la supremidá de que goza en nuestra península. El objeto inmediato de Wellington en nuestra llamada no es imposible fixarlo : temió que Massena por un efecto de su temeridad forzase las lineas ; para este caso tenía tropas españolas y portuguesas , que sosteniendo los asaltos , diese lugar al embarco de sus ingleses , dexándonos para rendir las armas y ser prisioneros , mientras él salvaba sus tropas con las riquezas

preveni las. ¡ Plan admirable y digno de la Gran Bretaña ! Es muy gracioso llamar nuestro libertador, á quien por no perder sus soldados dexa abandonadas nuestras plazas, se desgracian algunas divisiones y expone todo nuestro ejército : tan sublimes fueron los pensamientos de los aliados : tanto bien nos reservaban la política inglesa y el talento del honorable lord. Tantas humillaciones, sacrificios y pérdidas causadas por el sistema tortuoso de los ingleses me obligaron á dexar su compañía ; mi corazon desesperado por su falta de rectitud con nosotros, ha sufrido sin respirar, hasta que el autor del voto le ha comprometido á romper el silencio : ¡ ojalá, que los españoles conociésemos íntimamente lo que han sido nuestros amigos !

Algunos de sus triunfos son parecidos á los de un hombre robusto, que lidia con un niño : la batalla de Salamanca tan preconizada acreditó, que sus talentos no eran muy superiores : expidió Wellington órdenes para que todo el cuerpo de Mendizabal atacase á los cuerpos franceses de su distrito, entre tanto que con un triplicado ejército libraba la batalla : al principio de la accion fué herido el mariscal Marmont, quedando su ejército tres quartos de hora sin que per-

sona tomase el mando en gefe : no es muy difícil ganar una victoria con triplicadas fuerzas, y Wellington debiera conocer en el desórden del enemigo el momento decisivo para su derrota : la esperanza general de aniquilar el ejército de Marmont se corroboró viéndole disperso y casi en fuga hasta el Ebro ; el duque de Ciudad-Rodrigo no tenia que dudar en su persecucion , sin permitirle rehacerse ; no obstante se dirigió sobre Madrid. Conocimos que no quería destruir al enemigo , ó no sabia aprovechar los lances, que nuestros partidarios tan despreciados por el autor del voto no desperdiciaban : qualquiera general hubiera sacado un partido mas ventajoso ; pero la entrada en la capital como restaurador de la España trastornó su cabeza. Creiamos , que sus intenciones eran destruir ó hacer prisionero al cuerpo francés de Andalucia : desde el 22 de Julio hasta el 27 de agosto tuvo tiempo para que el mariscal Soult no pudiera salir de aquel país : en vano se culpa al general Ballestros , quando la operacion dependia de los ingleses : ocupando desde la sierra de Segura hasta el Almaden , y descendiendo á la Andalucia , tirada la linea desde Córdoba hasta Huescar y apoyada su izquierda en



nuestro ejército de Murcia, en el caso de retirarse el mariscal Soult por el reino de Granada, como lo hizo, era absolutamente necesaria la derrota ó prision del enemigo: nada se hizo, porque Wellington no quiso ó no lo entendió: su ignorancia (ó que sé yo) nos privó del gope mas decisivo á la época misma en que el emperador Napoleon principiaba á experimentar sus pérdidas inauditas: á un mismo tiempo hubieran llegado á Paris las noticias interesantes de Rusia y España. Lord Wellington prefirió el comunicar á Lóndres oficialmente, que habia incendiado la *fabrica de la China*: ! Héroe digno de la Inglaterra! Se contentó con nuestra pérdida ganando él y los franceses. ! Infeliz España! La batalla de Salamanca, que tu gobierno apellida *memorable*, lo es y será eternamente, menos por lo que perdiste en el Retiro, que por el espíritu indigno que manifestaron los aliados al ver las llamas y al publicar de oficio una accion tan villana! Una corona de espinas, no de laureles, se mereció ese famoso general; y si los franceses en el mes de Noviembre hubieran cargado por otro camino, Wellington estaria retirado en su isla ó prisionero en Francia. No encuentro en ese hombre conocimientos militares; le

han favorecido ciertas casualidades bien conocidas : despues que nuestros soldados y habitantes habian disminuido el ejército francés , y á costa de sangre española restaba un puñado de enemigos , entonces cogia el fruto con una batalla segura : once millones de almas enfurecidas , sacrificando quanto tenian , han dado la victoria á este general : quizá llegará un dia , quando sin estos auxilios habrá de batirse con un ejército francés igual al suyo , conocerémos si es tan guerrero como lo publican sus amigos. Reparo , que sus progresos á la otra parte del Bidasoa son muy lentos ; es , que no halla una España , que trabaja por sus glorias.

No olvidaré su llegada al Ebro : un pequeño ejército enemigo , aislado en Vitoria , entregado al desorden , cubierto de pavor , envuelto entre sus equipages y trenes , flanqueada su derecha presentaba el momento mas favorable para derrotar todos los cuerpos ; mas se contentó nuestro generalísimo con dexarles escapar y recoger las muchas riquezas abandonadas. Esta grande táctica manifestó todos sus grados , quando dirigiéndose los franceses por el valle de Burunda á Pamplona ,

Ronces-Valles , y San Juan de Pie-de-Puerto , marchó Wellington sobre los mismos puntos : ¿ Por qué no tomó la calzada real por Tolosa á Irun ? ¿ Quién le estorbaba este paso ? Solos ocho mil franceses convoyando multitud de carros , enfermos , y españoles de su partido se encontraban desde Vitoria hasta Francia. Wellington mismo debiera en persona haber anunciado á los franceses la derrota de Vitoria : mal géografo , ménos político , y peor general es el hombre , que pareció ser el duque de Ciudad-Rodrigo en esta jornada : un camino mas cómodo y corto le proporcionaba su entrada repentina , sorprendiendo la Francia , cambiando la opinion pública , derrotando un ejército disperso , y aturdido al ver su enemigo en las puertas de Bayona : estuvo expuesto á trastornar una parte de la Francia , si como debia , se dirige al Bidasoa.

Tal es el guerrero decantado de la Gran Bretaña , á quien habemos distinguido con el nombramiento de generalísimo : pocos de nuestros generales hubieran malogrado momentos tan criticos de la fortuna : reflexiónese á sangre fria el mérito de uno y otros ; hágase justicia con imparcialidad ; creo te-

Hemos militares mas capaces que Wellington : es una lástima ver tal preferencia en un extranjero de ménos talentos, aunque de *mas poder*. Su política y ambicion se han presentado con toda la osadía : pedir el baston sobre nuestras tropas, encargar nuestra fuerza á un inglés, fiar nuestras armas, único medio de la independenciam, á un extranjero de ménos aptitud para el mando, que algunos nacionales, es la última degradacion de la España, y la insolencia mas declarada de la Inglaterra : estos nuevos cartagineses pueden gloriarse de que nos pisan mas impunemente, que los antiguos : su conducta fraudulenta, despótica, interesada y tirana, principia desde Lisboa, y concluye en el pillage, violacion, incendio y asesinatos de la desgraciada San - Sebastian. Nos acordarémos eternamente de los horrores cometidos por los franceses, pero en la historia colocarémos los ingleses á su lado con la nota de que éstos eran amigos, y aquellos enemigos : nuestra posteridad decidirá quiénes fueron mas infames.

Tal es la alianza de ámbas naciones y tan señalados los triunfos de lord Wellington : la Gran Bretaña influyó en la

desunion de las provincias y generales ; olvidó el honor nacional ; intrigó con nuestro gobierno para separar los buenos patriotas , y consiguió sus pretensiones escandalosas sobre nuestras plazas , esquadras , soldados , comercio y regencia : su política nos ha hecho sacrificar dineros , ejércitos , ciudades y reynos enteros por engrandecerse con nuestra ruina : nos ha reducido á una humillacion profunda , de la que no podemos salir hasta la decision de naciones extranjeras : espiró nuestra independencia , porque la suerte está al arbitrio de la Francia ó Inglaterra : la España es ninguna en su existencia , ninguna en su poder , ninguna en su riqueza ; porque todo lo ha dado á la Inglaterra , que ocupa en la Europa nuestro antiguo lugar. El general inglés conocerá , que sus talentos militares son muy inferiores á la opinion : olvídense Lisboa , Almeida , Salamanca , Madrid , Vitoria y el Pirineó , para que Wellington tenga ménos cargos contra si. ; Monstruosa conducta la de los aliados , que sacrifican , quando ofrecen su generosidad ! pero ¿ cuál será el último golpe de los ingleses ? ¿ Tendrán poder para libertarnos de la Francia ? La resolucion

de estas proposiciones fixará nuestra suerte, y el tiempo las descubrirá con claridad á la España.

*Nota.* Exceptuando lo que se pondera en este papel acerca del entusiasmo de la Nación española, y valor de sus tropas en ciertas épocas, es verdad sencilla quanto se refiere y reflexiona; pero eso mismo fué previsto por los que admitieron el gobierno francés, pues preveían que la guerra con alianza inglesa no podia bastar para evitar la dominacion francesa, y que produciría lo que ha producido, esto es, los males que consigo lleva qualquiera guerra, sea la que se fuere; y los que barian los ingleses con el nombre de aliados. La imposibilidad de resistir á la Francia definitivamente se ha confirmado con el hecho mismo contrario; pues fue forzoso para ello que la estacion del invierno de 1812 se anticipase dos meses, y que Bonaparte no aceptase la paz que se le ofreció en Saxonia en 1813 de cuyas condiciones una fue dejar á su hermano Josef la España, si el dejaba la Italia, y la orilla derecha del Rin. Si Bonaparte hubiese aceptado, ¿hablarian en Madrid en el tono en que hablan ahora?

NUMERO CXXXVIII.

*Carta del marques Caballero en 15 de mayo de 1815 al autor de estas Memorias.*

Señor D. Juan Nellerto : Muy señor mio y amigo : He leído las Memorias que Vmd. ha escrito é impreso para la Historia de la revolucion española; y conociendo su carácter sincéro , y amante de la exáctitud de los hechos ; no puedo menos de escribir á Vmd. ésta para rectificar dos muy importantes , de los que uno de ellos perjudica á mi honor que no debo exponerlo con el silencio, y concluiré con decir algo sobre la nota folio 164 del tomo 2º. lo que me parece que no llevará Vmd. á mal.

En el 2º. tomo página 145 se lee lo siguiente : « En orden á si la revolucion de » Aranjuez fué dirigida ó no á poner á » Carlos IV en estado de disgustarse del » trono, merece memoria particular en la » historia, un hecho contado por el marques » Caballero, ministro de Gracia y Justicia, » que era entonces, y uno de los confiden- » tes de todos los acaecimientos extraordi- » narios y reservados de la real familia.

» El marques refiere, que verificado el  
» primer tumulto de Aranjuez en la noche  
» del 17 para el 18 de marzo ; ignorán-  
» dose en la mañana del 19 , donde se  
» hallaba el príncipe de la Paz ; y creyén-  
» dose que se habia salvado con oculta  
» fuga , estuvieron con dicho marques en  
» la misma mañana 19 los capitanes de  
» guardias de corps, conde de Villariego ,  
» marques de Albudeyte, marques de Ro-  
» chena, y no me acuerdo quien mas ; y  
» manifestaron que en la tarde ó noche de  
» aquel mismo dia habria mayor motin  
» que el primero. El marques Caballero  
» ( que se habia producido aprobando lo pa-  
» sado por evitar el viage de Sevilla y por  
» apartar del timon del gobierno al príncipe  
» de la Paz ) dixo entonces : ; *Ola señores !*  
» *Eso ya es otra cosa muy distinta : ¿ á que*  
» *es ese segundo tumulto ? Eso ya parece*  
» *ser contra los reyes ; y sobre eso no hay*  
» *que hablar : hasta ahý no llego yo ; y si*  
» *se puede , es forzoso evitarlo.* Los capi-  
» tanes de guardias de corps dixeron : quien  
» podrá evitarlo, será el príncipe de Asturias :  
» si el príncipe no lo evita , es inevitable ,  
» porque las órdenes de lo que se ha de  
» hacer , estan dadas. El marques fué á verse



tinua. Nunca intenté hacerle mal personal, sin embargo de que él me la procuró muchas veces, así como separarme del ministerio por diversos medios, y aun con pretextos honoríficos, y sino lo logró, fué por un misterio que no es del caso descubrir. Mi deber, viendo que no podía resistir á tantos males como ocasionaba su desmesurado favor, era solicitar mi retiro. Lo hice así en Barcelona; pero persona á quien debía obedecer, y siempre respetar, me obligó á desistir de éste intento: ninguna otra cosa hubiera podido detenerme; ni el encierro en un castillo (que era de temer, y tan injustamente sufrieron después de retirados con honor los beneméritos señores Jovellanos y Urquijo), me hubiera contenido; y mucho menos la ambición, que nunca conocí, como es notorio; y buena prueba es, que ninguna otra ventaja alcanzó mi familia por mi alto empleo que la de un canonicato en Salamanca para un primo hermano mío, y que mis bienes, después de haberse dado por mi mano los primeros empleos de España é Indias por diez años, se están vendiendo en la actualidad para pagar medio millon de deudas contrahidas en sostener el decoro del rango en que me ha-

llaba. Nome quedó pues otro arbitrio ya sino el de luchar con el poder del favorito, valiendome de la maña, ó destreza que fuese compatible con la hombría de bien. No es del caso referir lo mucho malo que evité por este medio, lo bueno que hice, y lo que no pude hacer; pero si lo es que esta contrariedad, ésta oposicion que habia entre los dos, no era ignorada de SS. MM., y que fué uno de los motivos que pudieron tener para formar el juicio equivocado que hicieron de mi conducta en el pasage de que trato.

Se añade á esto que días antes de la primera revolucion de Aranjuez conseguí de SS. MM. revocasen las órdenes dadas para partir á la Andalucia, ó mas verdaderamente á la América; lo que hizo que por el principe de Asturias, por toda la real familia y por todo el reyno fuese yq mirado con un entusiasmo indecible, y como el libertador de los mayores males que podian ocurrir á la España; lo que fue causa de que en la noche del primer alboroto de Aranjuez se respetase mi casa quando la del ministro Soler, y otras estaban amenazadas; y de que se victoriase mi persona quando las de otros se maldecian y detestaban; y este es tam-

bien uno de los motivos de la equivocacion de SS. MM.

Lo cierto es, que desde que supe habian resuelto partir secretamente con toda la real familia , y con solo el ministro Soler, en nada intervine, ni supe mas que lo que se decia de público. No habrá quien diga que yo hablé sobre la materia de impedir este viage con persona alguna, y mucho menos con el principe de Asturias. Sabia bien que habia llenado mi dever deteniendo el intento primero del viage, y ya no me restaba que hacer sino llorar en el fondo de mi corazon los males que amenazaban á mi pátria, y que por dos razones no podia, ni debia evitar, aun quando hubiera sido un medio eficaz el del alboroto primero con que se intentó acabar con el principe de la Paz; la primera porque *nunca puede justificarse el desórden de un pueblo*. Sea el motivo qual fuere, el romper un eslabon de la cadena del órden, siempre es un atentado criminal; y la segunda porque debia mucho al señor D. Carlos IV. Me llamó al ministerio de Gracia y Justicia sin conocerme personalmente; jamas habia yo subido á palacio, y hallé un señor que fue mi bienhechor; que diez años estuve á sus pies con íntimas

confianzas; que me honró mucho, y cuyas virtudes conocia bien, y admiraba. ¿Y podría caber en mi pecho tan negra ingratitud que intentase acabar con la vida de su privado? ¿Que le diese la mayor pesadumbre con tan horrible escena? Ah! S. M. lo ha dicho; mas no: se lo han hecho decir; algun momento pudo creerlo por lo que va expresado; pero no juzgo que su corazon esté persuadido ni se persuadiese entonces á ello de todas veras; sabe bien quan fielmente le he servido; las muchas pruebas que de ello tengo dadas á S. M.; y aun le hubiera dado mas si la política y la moral no me lo hubieran impedido: El deber que una y otra me imponian, me contuvo para no correr el velo que tenia sobre sus ojos; mi corazon bien lo deseaba; pero debi sacrificar mis deseos: nada espero de S. M.; no soy de los que todavia le aguardan; lo tengo por una chîmera; y aun quando no fuera asi, hartas desgracias he sufrido por ser hombre de bien en los primeros empleos de la monarquía para no ceñir ya mis deseos; estoy en el último tercio de mi vida; se reducen á recuperar mi honor, y á vivir olvidado entre los terrones de mis abuelos para

poder con sosiego ajustar mis cuentas , y parecer ante el Dios que nos ha de juzgar : soló el amor á su Real Persona , y á la quietud , de que siempre me he preciado , me obligan á esplicarme asi , y á pedir á todos los Españoles , y al mundo entero que el que sepa de mi conducta otra cosa en esta parte , me acuse sobre ello : quiero ser juzgado y oido en España , en Francia , y donde se quiera y si saliese vencido , sé que soy inocente ; mas no quiero vivir con semejante infamia ; quiero pasar inmediatamente al seno de la Justicia ; al de aquel Dios , que ni puede engañar , ni ser engañado.

Habiendo manifestado á Vmd. no ser cierto lo que supone relativo á mi aprobacion del primer alboroto , páso á referirle como he contado siempre , y como realmente sucedió la ocurrencia de la mañana del 19 de marzo.

Todos los secretarios de estado y del despacho dormimos en palacio de orden del rey la noche del 18 ; y como entre ocho y nueve de la mañana del 19 ; subí á la cámara de la reyna para solicitar el permiso de ir á ver mi familia ; á esta sazón entró el rey , y convino en ello , mediante que todo

estaba sosegado ; al salir de la real cámara me encontré con el principe de Castelfranco, y los capitanes de guardias de corps, conde de Villariego, y marques de Albudeyte, que me detuvieron é hicieron volver atras con ellos, expresándome que habia una grande novedad, sin decir qual ; y á presencia de sus MM. refirieron que dos oficiales de guardias, baxo el secreto y palabra de honor, les habian dicho que la noche de aquel dia seria peor que la pasada. Al oir esto, no se pudo contener mi fidelidad ; y sin embargo de que ya sospechaba que sus MM. desconfiaban de mí, les dixé: *caballeros, la autoridad del rey sufrió ayer mucho ; mas el objeto se ha sabido era el principe de la Paz ; éste no existe en el Sitio.* Asi lo creian firmemente SS. MM. y yo, quien de su órden habia mandado al comandante de carabineros Espejo, le pusiese en salvo, si, como (creimos) habia tomado el camino de Andalucia. *Baxo este supuesto ; continué, el alboroto de esta noche no puede tener otro objeto que las personas de SS. MM. ; y asi diganme Vmds. una verdad: ¿ Responden ó no de su tropa ? Si, responden, veinte hombres á caballo bastan para dispersar esa canalla ; y sino, es preciso vengan los seiscientos carabineros que*

*están en Ocaña, que seguramente no estarán corrompidos; y con la artillería que manda el mariscal de campo Cevallos, (y no faltará) me atrevo á tomar los puntos precisos, y á poner en salvo á SS. MM.: A esta pregunta se encogieron de hombros, y respondieron, que solo el príncipe de Asturias podía componerlo todo. En su vista me mandó el rey fuese con ellos á hablarle, y contando á S. A. todo lo dicho, le manifesté que era la ocasion de añadir á las pruebas que tenia dadas de buen hijo una muy relevante: me respondió, que nada sabia, y que deseaba instruirse de lo que debia hacer por sus padres: le contexté que era necesario llamase á los oficiales de guardias y demas gefes, y obligarles S. A. á que se rodeasen al trono. Lo ofreció así, y pasó inmediatamente al quarto de sus padres á darles este consuelo, con lo que me retiré; y al pasar por el cuerpo de guardias me dixeron los de corps. « Nosotros somos fieles al rey »; á lo que respondí (á speramente, y preocupado por lo que acababa de suceder) que no habian dado pruebas de ello; que se uniesen al trono, y entonces lo conoceria: y al quarto de hora de haber llegado á mi secretaria se me dió parte de que el*

príncipe de la Paz habia parecido, y salido del zaquizami de su casa, en que cobardemente se escondió; con lo que comenzó el segundo alboroto, y conocí qual era su verdadera causa.

Este es puntualmente el hecho de la verdad, que difiere mucho de lo que Vmd. supone haber yo referido; y pasaria á tratar de lo demas que he ofrecido, si pudiera separarme de este lugar sin exponer a los que lo lean, á un juicio equivocado sobre la conducta del príncipe de Asturias en esta ocasion; y sobre la de los guardias de corps, y demas tropa; y especialmente si á ello añaden una porcion de especies que arrojan de si las cartas que Vmd. ha publicado. Creo pues preciso decir para evitarlo, el juicio que entonces formé, y de que jamás he desistido en la materia.

Para juzgar sobre la del príncipe de Asturias, es muy del caso saber como estaba montado el palacio en tiempo del señor D. Carlos IV. Todas las personas reales tenían quartos separados, sin que pudiesen hablarse ni tratarse, sino quando iban á las visitas de los reyes, que eran dos veces al dia, y sin que se separasen de su inmediatecion los gentiles-hombres de Cámara, res-



pectivos. Nadie podia ir á visitarlos que no fuese reparado, sino en las horas de comer ó en dias señalados; y en todas ocasiones á presencia del gentil-hombre de Cámara que no se retiraba hasta las diez, ó poco más de la noche en que entraba á hacer sus funciones el ayuda de Cámara que dormía inmediato á la persona, y no le dejaba hasta que por la mañana llegaba el gentil-hombre.

El principe de Asturias desde el primero hasta el último criado debia desconfiar, pues desde que fue arrestado por la causa del Escorial todos fueron puestos á devocion del principe de la Paz, y eran sus espías, y asi *tengo por imposible la especie que se cita en el tomo primero, pagina 16, de que S. A. dixo á un guardia de corps en la mañana del 17 de marzo: «Esta noche es el viage, » y yo no quiero ir.»* Minutos no hubieran pasado sin que SS. MM. hubiesen sabido esta expresion; y por cierto hasta once y doce de la noche que empezó el alboroto, habia sobrado tiempo para haberlo impedido, á lo que se allega que tengo pruebas evidentes de que SS. MM., y el principe de la Paz estaban bien distantes aquella noche de emprender el viage. Este último se hallaba muy despacio (y segun lo ordinario) con una de

las adocenadas amigas que tenia , y al salir escoltada con sus guardias de honor, quisieron las patrullas descubrirla ; y resistiéndose dispararon los mismos al ayre , lo que al *trompeta ( que estaba destinado para avisar el momento del viage ) le sirvió de señal , y tocó á caballo , segun se le habia ordenado* ; con lo que toda la tropa se puso en movimiento para ocupar los puestos en los caminos por donde podia verificarlo , y cuyo imprevisto accidente ( y no un plan meditado ) dió ocasion á que algunos paisanos acometieran á la casa del principe de la Paz : La falta de experiencia , y la opresion en que estaba el de Asturias ( que le impedia hablar , ni mover una pluma sin ser observado ) le hacian incapaz de un plan convido , qual era necesario para toda atrevida empresa ; y ademas el amor que siempre tuvo á su padre , y el tan señalado y tan distinguido que tenia S. M. á su hijo , le hubieran detenido : Este amor recíproco es tan cierto , que ninguno de los que pisabamos palacio lo pudo ignorar , y se traslucia á cada paso , aun en medio de las sombras con que queria obscurecerlo y entibiario el principe de la Paz. Luego que hable de la conducta de la tropa , aparecerá mas en claro ,

porque sin embargo de lo dicho , el principe de Castelfranco , y capitanes de guardias pensaron que solo el de Asturias pòdia evitar el segundo alboroto.

Jamas aprobaré (como ya llevo dicho) qualquiera movimiento que sea contra el órden público , ó la voluntad soberana; y asi , como hombre público *no puedo menos de culpar á la tropa en los sucesos de Aranjuez* : Segun se me ha dicho , pensaron los motores darme cuenta de sus intentos; les disculpo que dudasen ; però jamas les hubiera perdonado que se hubiesen resuelto por la afirmativa ; me hicieron justicia en creer que conforme á mi carácter , si hubiese llegado á saber sus intentos , se los hubiera desbaratado ; y *en esto mismo conocieron que no estaban libres de culpa* ; pero lo estan (asi como todo el pueblo Español que celebró con el mayor entusiasmo la caída del principe de la Paz) de la injusta imputacion de haber querido atentar á las vidas de SS. MM. : No se puede dar tropa y pueblo mas respetuoso á sus reales personas , y aun á sus retratos : No hubo quien en medio de la exáltacion del desórden de un tumulto se propasase á la mas pequeña injuria. Por todas partes resonaban los vivas á

favor del rey, y si S. M. tiene valor en aquella ocasion para montar á caballo y ponerse entre su pueblo, por medio de él hubiera sacado su valido, sin que nadie se hubiera atrevido, y ( como otro Pedro de Aragon, en lance no desigual en Valencia, hizo enmudecer á los amotinados ) no hubiera visto sino vasallos sumisos y obédientes : La Nacion Española tiene muy grabada en su corazon la fidelidad á sus reyes ; mas de una vez aquella triste noche del 17 al 18 de marzo estuve para aconsejárselo asi á S. M. ; y si lo hubiera séguido, y no plegado ( como plegó ) para contentar al pueblo, acaso hoy estaria sobre su trono ; pero me retrajo que habia de dar oidos á quien le persuadiria que era el medio de acabar con su vida .

Lo cierto es, que la tropa ( que inconsideradamente hizo el principe de la Paz pasar desde Madrid á Aranjuez ; hasta el número de casi diez mil hombres ) no pudo dudar de las disposiciones de SS. MM. para el viage secreto de Andalucía con toda la familia real : En Madrid tampoco se ignoraba, y todos ( visto el empeño de SS. MM. en abandonarlos ) creyeron salvar la patria quedándose con la persona del principe de Asturias. A esto se ceñian sus deseos, y si

el viage se hubiese verificado, hubieran respetado á los reyes, no se hubieran metido con el principe de la Paz; *pero se hubieran apoderado de la persona del de Asturias*, á quien miraban como único apoyo, como único consuelo en la horfandad en que les dexaban sus reyes: *Si hay delitos que no son enteramente incompatibles con el honor, es uno éste.* Los soberanos mal aconsejados, por quien solo tenia que temer, quieren dexarlos, quieren abandonarlos, y quieren pribarlos hasta de la esperanza del remedio que podian fundar en el principe heredero; la tropa, haciendo espalda de su retirada, se esponia á el oprobio de la Nacion; ¿que extraño, pues, es no quisiesen pribarse de su real persona, respetando las de sus padres? La imperfeccion de las leyes humanas hace que alguna vez el honor choque con su rigor: y en estos casos el ministro de la ley culpa, y aun castiga sino hay otro arbitrio; pero él mismo (si es hombre de honor) disculpa; y solo un soberano de alma grande y generosa puede salir de éste embarazo, y hallar el punto de justicia que en estos casos conviene, y suele ser el del disimulo, alexando al mismo tiempo la confianza de que otra vez haya lugar á él.

Nadie en palacio ( ni fuera de él ) podia ignorar, por los antecedentes, que el principe de Asturias nó llevaba á bien este viage; lo habia casi demostrado con toda la real familia, quando se revocaron las órdenes para él; y la tropa debió suponer que ésta idea le fuese agradable por la misma razon; y aunque no fuera mas que por el amor que encierra en sí este intento, no podia haber quien dudase que en todo acontecimiento tenia mucho influxo sobre ella; y esta es la verdadera causa de que se dixese á SS. MM. en la mañana del 19 de marzo, que solo S. A. podia evitar el alboroto de aquella noche; y no la de que hubiese algun plan conuinado con él: Si las cosas no se miran por todos lados; sino se tienen presentes todas las circunstancias de los actos, y á lo que suele obligar la idea de sostener una proposicion que se suelta; que con algun fin particular se publica, y es hija solo de los momentos, no es facil acertar con la verdad de los hechos, y con el juicio que debe hacerse de lo que se halla escrito, y Vmd. ha recopilado: La protexta del Señor D. Carlos IV., y la llegada del gran duque de Berg, pusieron á la Corte de Aranjuez, donde estaban los reyes padres, en

contradicción, en hechos y principios con la de Madrid, donde reynaba ya el príncipe heredero, y nunca debe perderse de vista esta particularidad sino queremos errar en el juicio de lo que entonces se escribió por la de Aranjuez acerca de lo pasado.

El otro hecho, que es preciso que Vmd. rectifique, es lo que refiere en la pagina 5. del tomo 1.º donde se lee lo siguiente. « El » rey Carlos IV mandó arrestar á su hijo » Fernando en su habitacion, y prender otros » varios, decretando en 28 de octubre for- » mar proceso. La declaracion del principe, » y los papeles sorprendidos mostraron ha- » ber sido calumniosa la imputacion de los » horrendos crímenes escritos por Carlos IV. » á Napoleon, é indicados á toda la Europa en » las gacetas, y que se reducía todo á la » carta escrita sin consentimiento del padre » al emperador, y expedicion de un título » de generalísimo en favor de Infantado, con » amplios poderes para obrar lo conveniente » si se verificaba la muerte de Carlos IV, » y tratase alguno de impedir á Fernando el » uso de la potestad real, lo que parece » aludía á recelos del principe de la Paz. »

Que fue calumnioso el decreto que empieza : *Dios que vela, etc.*, y Vmd. copia

fol. 16 tomo 2.º, es una verdad ; y tambien lo es que fue su autor el principe de la Paz, como lo atestaron varios secretarios del rey, segun consta en el expediente que se formó para la gaceta extraordinaria, que se publicó en 31 de marzo del año de ocho; pero no es cierto se hallasen al principe de Asturias los papeles que Vmd. dice *al tiempo* que se le sorprendieron y quando se decretó su prision : Lo que únicamente se encontró, y que solo hace cuerpo de delito en el proceso en aquella época, es una *exposicion* de doce fojas, escrita por S. A., en que legalmente refiere á su padre los excesos del principe de la Paz, su corte y valimiento escandaloso, suplicando á S. M. se informase de todo, ó dispusiese una batida con S. A. para instruirle mejor, y evitar los males que temia si S. M. con tiempo no tomaba las medidas necesarias para impedirlo; siendo la única y enteramente eficaz para vivir tranquilo, y amado de sus vasallos, la separacion del valido y su familia. Se encontraron tambien *un papel* de cinco hojas y media, de letra de S. A.; *una carta*, fecha en Talavera, de letra desconocida, y sin firma; *una clave*, y sus reglas para escribir en cifra;



*medio pliego* con números , cifras y nombres ; y *una esquela* sin firma.

El papel de cinco hojas y media se dirige á tratar , baxo nombres supuestos , el modo de resistir á un enlace que se propuso á S. A. : y era con la cuñada del príncipe de la Paz ; union ciertamente , que si carecia del influxo en la política que para el bien de los Estados se busca en estas ocasiones , podia nó ser del todo inútil para que Godoy asegurase la existencia elevada.

La carta de Talavera es de Escocoyquiz , contextando á varias preguntas que S. A. le habia hecho sobre lo que dió motivo á la que escribió á S. M. I.

La cifra y clave eran de lo que se valian para escribirse sobre estos mismos puntos ; y la esquela fue escrita por un criado que fue de S. A. , y no tiene la menor conexiõn con los asuntos de la causa. Asi consta del proceso , y asi se publicó en dicha gaceta extraordinaria , que si Vmd. tiene á la vista notará se omittió hablar en ella del medio pliego con números , cifras y nombres , porque entonces ( por respeto de la difunta princesa de Asturias , y á la reyna de Nápoles su madre ) no convenia decir que eran los me-

dios de que aquella desgraciada princesa tenia que valerse para la correspondencia con quien la habia dado el ser desde que empezó á experimentar la dura opresion en que pusieron á S. A. las malas artes del principe de la Paz, bien luego verificado el matrimonio.

De todo esto, y no de otra cosa se hizo cargo por el rey á su hijo delante de los ministros, y del decano gobernador del Consejo, que de órden de S. M. hice pasar al Escorial para el intento. Este es todo el atentado contra la vida de su padre que se supone averiguado y cierto en el fatal decreto, *Dios que vela etc.*, y esta es la imputacion tan increíble como injusta, y que ella sola hace la causa de Godoy, sin necesidad de recurrir á todo lo demas que arroja el proceso.

Ademas de esto, si es delito querer desenojar á un padre con verdades tan notorias, y que solo S. M. ignoraba, y por un principe heredero, júzguelo el menos imparcial; si en esto hubo algun exceso ó falta no habiendo sido mas que ideado, y sin haberse llegado á executar, júzguelo el jurista mas principiante; pero que no ignore la ley romana, la ley de toda sociedad bien reglada,

que en el foro no halla dignos de pena á los pensamientos. Un escrito, mientras que su autor no se desprende de él (como que puede variarlo, ó desistir del intento) no sale de esta esfera; se le hace una injuria en apropiarle lo que todavia no ha aprobado.

La prision de S. A. fue entre siete y ocho de la noche del 9 de octubre de 1807, y con el aparato mas imponente que puede idearse. El rey al frente de su guardia y la de su hijo, y acompañado de los ministros secretarios de Estado, lo conduxo á su quarto que estaba transformado en una verdadera prision; le pidió la espada, le dexó con centinelas, mudada toda su servidumbre, y rodeado de personas, de quien no podia fiarse, por adictas al principe de la Paz. ¡Quanto padeceria su espíritu aquella noche! ¡Quales serian las tristes ideas que ocupasen su imaginacion! Bien dexa inferirse, y que no pudo menos de ser una de ellas el que su vida estaba en peligro, como pendiente de su mayor enemigo el principe de la Paz: asi fue; y sin tener á quien volver los ojos, ni con quien poder consultar, no es extraño que en aquellos fatales momentos no hallase otro expediente para dulcificar, y alagar su suerte que el de manifestar lo que todos ignora-

bamos, y jamas se hubiera sabido sino por éste medio.

Al dia siguiente de su prision, y despues de la una de la tarde en que por los tambores de la guardia de infanteria conoció su Alteza que el rey habia salido á caza, envió un recado á la reyna, suplicando á S. M. fuese á su quarto, ó le permitiese pasar á su real Cámara á fin de exponer cosas muy interesantes; S. M. respondió, que ni uno, ni otro podia ser; pero que ante mí podia decir lo que gustase: En efecto, se me ordenó que para el intento pasase á su quarto, y entonces fue quando declaró S. A. baxo su firma el asunto de la *curia* que Vmd. cita para S. M. I.; lo del *título de generalísimo*, expedido á favor del Infantado, y que no obraba en su poder, y tambien que *Escoiquiz era el autor* del papel contra el principe de la Paz; que habia copiado S. A. Declaró ademas los medios de que se habia valido para la correspondencia con Escoiquiz y otras personas, de que resultan los arrestos que entonces fueron bien notorios.

En todo el proceso hasta su conclusion y sentencia no se encuentra mas que lo que llevo dicho con relacion á la calumnia que el principe de la Paz tomó por pretexto

para ponerse á cubierto de la escandalosa prision del de Asturias, aunque ni por este medio lo consiguió; y mucho menos con las cartas que ideó, y Vind. produce al número 18 del tomo 2., haciendo por ellas á S. A. confesarse culpable en 5 de noviembre, sin decir en qué específicamente, y ocultándole que en 30. de octubre se habia anunciado á la Europa como reo del mayor de los delitos de un principe, qual es el de apresurarse á subir al trono teñido con la sangre de su padre, ó viendolo abatido y humillado. Cada vez que se me viene á la memoria este suceso (que entónces me horrorizó) no puedo menos de estremecerme, y creo suceda lo propio al que conserve, aunque no sea mas que las semillas de virtud con que nace todo hombre.

Por la coleccion que Vind. ha hecho de las cartas de los reyes al gran duque de Berg, veo en la de los folios 65 y 66, tomo 2, que se hace mencion de una declaracion que hizo el principe de Asturias, escrita por un gentil-hombre, y firmada solo por S. A., quya especie es enteramente nueva para mí; y bien extraño que se hubiese huido de mi persona para este acto, quando autoricé los mas graves; y escogido un gentil-hombre,

euyas funciones son bien agenas de él , y sin que se diga que S. A. rubricase todas las hojas , como lo hizo en las declaraciones que le tomé. Lo cierto es , que quando los jueces fallaron la causa , no habia semejante cosa en el proceso ; que éste me lo pidió el rey , lo cerró y selló á mi presencia ; y que luego lo hallé abierto en una papelera del principe de la Paz , segun consta de formal diligencia ; y asi en este medio tiempo es preciso que fuese quando idease Godoy suplantar , ó exigir de S. A. alguna declaracion para atropellar en tiempos mas tranquilos , y por jueces de su devocion , las virtudes de fortaleza y justicia , que tan digna y heroicamente exercieron entonces los once ministros consejeros , jueces de la causa. Estas eran , si , sus ideas ; lo manifestó mas de una vez , pues su orgullo no sufría la recámara ó disimulo tan necesario á toda cabeza política ; y el primer yerro siempre provoca á otros muchos ; verdad bien conocida en la debilidad humana , y que rara vez falla en los que tienen el poder en su mano.

Como en aquellos momentos de turbacion , absorvia toda mi atencion el sosiego del reyno , que veia amenazado en todos

puntos, y como me era imposible sospechar pudiese haber alma tan pérfida que se atreviese á borrar la menor cosa en un proceso digno del mayor respeto por las personas de que se trataba en él, y por todas sus circunstancias, ni por la imaginacion se me pasó el registrarlo, y conforme lo encontré, lo remiti al Consejo: alli se podrá ver lo que haya de cierto acerca de esta especie, y aunque resulte cierta, y sin sospecha de que fuese tomada la firma de S. A. con otro pretexto para alucinarle, y tambien á los reyes, siempre sostendré que la declaracion que entoces pudo conseguirse de S. A. debe mirarse como una violencia. Los temores de perder su vida duraron siempre, y no es extraño sucumbiese á quanto le fuese propuesto, sino halló otro arbitrio para creerse seguro del favorito.

No me resta mas que hablar á Vmd. sobre la nota del folio 151, tomo 2, en que hace algunas observaciones acerca de la conducta de los señores Escoiquiz y duque del Infantado. Si midiera mi corazon con el de aquellos españoles que en esta época no han conocido virtud alguna moral, ni política, y se han dejado arrastrar por las pasiones del interés particular, y contra nosotros los re-

fugiados en Francia ; debería ciertamente callar , pues uno y otro ( á quienes sin haber tratado mas que de oficio , evité saliesen á un cadabalso por efecto de mi carácter amante de la justicia ) no han pensado sino en hacerme mal en este tiempo de desgracias ; el primero denigrandome en la obra que intituló *Idéa sencilla de las razones que motivaron el viage de Fernando VII á Bayona* , al que ( con la carta que imprimi en Limoges , se difundió por España , y le dirigi ) dice ver su injusticia : y el segundo quiso en Salamanca atropellar mi administrador , y secuestró mis bienes quando los respetó el digno general Cuesta , que nada me debía ; pero que no conocia ni entendia de *traydores á la moda* . Mas esto no obstante , quiero probarles que tengo alma de mejor temple que uno y otro .

Escoiquiz , consultado por el principe de Asturias , no hálló delito en que le aconsejase desengañar á su padre , proponiendole los excesos de Godoy como eran en sí , y sin tocar punto alguno en que la mas delicada moral pudiese ofenderse , como efectivamente no lo tocó . Mi política ( es verdad ) no me permitia otro tanto , porque sabia lo infructifero de éste pais , mas esto no



estaba al alcance de todos, y solo la experiencia <sup>me</sup>ha podido desengañarlos; y así en Escocia no veo sino aquellos deseos que todo buen español abrigaba en su corazón, y deseaba poner en execucion, si le fuera posible.

La aceptación del duque del Infantado del cargo de generalísimo de las armas para el caso en que falleciese el señor D. Carlos IV y en tiempo en que habia fundamentos para creerlo por sus indisposiciones físicas, si se ha de estimar como es en sí, es necesario ver el proceso del Escorial, en que hay indicios de que el príncipe de la Paz queria levantarse con el gobierno aun en vida de S. M. No son pruebas, es verdad; pero ¿quien sabe si pueden llegar á serlo siguiendose el proceso? y si á ello se añaden las pretensiones de hacerse regente (que corrieron bien publicamente) no veo en este hecho sino una precaucion para evitar una sorpresa en el caso en que falleciese el rey.

Yo no me hubiera metido en este paso por dos razones: la una porque mi fidelidad al soberano, siendo su ministro, debia ser sin reserva; y la otra porque tenia por infundado el temor quando sabia que el ejército (aun mas que el pueblo) aborre-

cia al príncipe de la Paz y su despotismo. Estos delirios y otros semejantes que entendi alguna vez , nunca me dieron el menor rezelo , pues aun considerándolos como ciertos, solo eran síntomas del precipicio de éste coloso , y nada temibles. Se figuraron ciertamente peligros por dichas especies , donde ninguno habia ; esta es la verdadera falta , y no hay otra ; y nunca puede hallarse delito donde no se ataca á el bien , y solo quiere evitarse el mal.

Ruego á Vmd. se sirva insertar esta carta en el tomo tercero, que tengo entendido va a publicar ; y pido á Dios nuestro Señor guarde su vida muchos años. Bordeaux y mayo 13 de 1815. = B. L. M. de W. = su seguro y atento servidor. = El marques Caballero.

*Notas.* Habiendo yo recibido esta carta, respondi al señor marques Caballero , prometiéndole publicar todas las cláusulas dirigidas á deshacer equivocaciones. Posteriormente rezeló que no publicándose toda , quedarían descurnadas las verdades que contiene ; y la imprimió con este título: *Carta á D. Juan Nelberto , escrita por el marques Caballero , en defensa de su honor , de su*

*rey, de su nacion, y de la tropa que se halló en Aranjuez.* Puso cierta nota preliminar que servia de prólogo, y dixo en ella: « Me veo citado por el señor D. Juan » Nellerto, con una equivocacion que per- » judica mucho á mi honor: veo agraviado » en su obra á mi rey, á mi nacion, á la » tropa, y á la mas distinguida y respetable » oficialidad en los sucesos de Aranjuez: veo » equivocaciones muy sustanciales acerca de » la causa del Escorial; y hállo notados hom- » bres de honor en puntos cuya justicia siem- » pre he defendido. Es pues mi deber no » aprobar con el silencio lo que no es cierto, » y en lo que se me supone instruido :: soy » muy pequeño en comparacion de los au- » tores de las especies que he reclamado y » reproduce el autor Nellerto, y solo puedo » esperar que triunfe la verdad por la fuerza » de la razon que pende de todos los hechos » y circunstancias que antecedieron y me- » diaron, y se refieren con toda exáctitud. »

Al ver yo esta nota y aquel título tan chocante, resolví publicar la carta tan entera y literal como la recibí, conservando el original, por si se ofreciesen dudas á causa de alguna reforma que la citada nota dice haberse verificado en punto no sustancial. Yo

suplico á los lectores que quando hayan leído la carta del marques Caballero, se tomen la molestia de volver á leer el capítulo primero del tomo primero de mis *Memorias*, pues conocerán que se ha tomado la ocasion de una especie levisima (indicada como de paso y por incidencia) para dar á la carta del marques un título capaz de persuadir por de pronto que mi narracion era ofensiva. Los verdaderos motivos están en las cartas del señor rey Carlos IV., de la señora reyna Luisa su esposa; de la señora reyna de Etruria su hija; y del general frances Monthion, que yo reproduzco en el tomo segundo, copiándolas de la gaceta francesa titulada *El Monitor Universal*, que las habia publicado, y por cuyo conducto son conocidas en las gacetas de Europa que las copiaron. Hago esta prevencion para que no se piense que yo escribi cosa capaz de ofender á mi rey, á mi nacion, á la tropa, y á la mas distinguida y respetable oficialidad, cuya idea es la primera que viene á la imaginacion luego que se lea el título de la *Carta*.

Lo mas particular es comunicarnos ahora el marques varias especies que no resultan por las cartas impresas en mi tomo segundo contra el pueblo de Aranjuez, contra los guardias

de corps, contra la tropa, y contra los gefes que tenian dadas órdenes de ocupar los caminos por donde se retirase Carlos IV., y apoderarse de la persona del principe de Asturias, dejando que los reyes pasasen á la America, por las quales especies califica de poco leales á los guardias de corps; de culpable al pueblo de Aranjuez; y de delinquente á la tropa; como se vé por las cláusulas y palabras impresas con letra bastardilla. Yo rezeló que los interesados reputen por irónico el título de la carta; pues el que allí suena defensor, resulta por dentro acusador.

Por lo respectivo á mi narracion dice que podria inducir á creer que el marques tuvo parte en el primer alboroto de Aranjuez; lo qual seria contra su honor. Hace bien en remover peligros de tal interpretacion; pero me parece que las palabras que refiero como pronunciadas por el señor marques no producen semejante consecuencia, sino la de que noticioso de que se preparaba el segundo motin, quiso precaberlo.

Dice parecerle imposible que el principe de Asturias dijese á un guardia de corps en 17 de marzo de 1808, que *aquel dia era el viage de sus padres, y que S. A. no queria ir*. Para satisfacer á esto considero conveniente pro-

bar que yo no soy autor de la especie, sino D. J. A. que seguia la Corte como el marques en Aranjuez, y publicó en Madrid (durante la retirada de los franceses á Vitoria) un papel que se reimprimió en 42 paginas de letra menuda, en quarto, por D. Benito Monfort en Valencia en dicho año, con éste título: *Manifiesto imparcial y exácto de lo mas importante ocurrido en Aranjuez, Madrid, y Bayona, desde 17 de marzo hasta 15 de mayo de 1808, sobre la caida del principe de la Paz, y sobre el fin de la amistad y alianza de los franceses con los Españoles.*

Despues de hablar del proceso del Escorial, y de la entrada de las tropas francesas, dice así, página 9: « Sigue la marcha de las » tropas: *el íntimo amigo* sigue ocultando el » objeto á *su fiel aliado*; y sigue hasta acer- » carse á la Capital. Ya Manuel Godoy co- » menzaba á inquietarse quando llegó de Pa- » ris su agente Izquierdo (segun se dijo) con » el anuncio de la proyectada ruina de los » Borbones, y se dispuso la evasion de la » familia real. *El suceso ha probado que era » la única medida prudente en las circuns- » tancias*; pero propuesta por el príncipe » de la Paz, no tuvo un sólo partidario. » No se reflexionó que las miras del mal-

» vado de Francia no podía conocerlas sino  
 » otro malvado que viese la posibilidad en  
 » su capacidad misma. Nadie vió que el acu-  
 » sador del Escorial era el único que podía  
 » sospechar los partidos que de la division  
 » supuesta entre el padre y el hijo queria  
 » sacar el usurpadór de las naciones. Nadie  
 » calculó mas que sobre sus intereses: na-  
 » die en fin se acordó de la Nacion.

» Un ministro ( que aunque bastante ini-  
 » quo para no ser engañado ) no ha tenido  
 » la aplicacion de estudiar los elementos de  
 » Maquiabelo para perfeccionarse ; ó ( mejor  
 » dicho ) que teniendo la voluntad , carece de  
 » los medios de ser malvado de primer orden,  
 » no descubrió las intenciones de Napoleon;  
 » ó ( si las entrevió ) no se ocupó mas que de  
 » contrariar al principe de la Paz. Representó  
 » á Carlos que el héroe conquistador del  
 » Austria y de la Prusia que habia dexado  
 » sobre el trono á aquellos soberanos , no  
 » arrancaria el suyo al rey fiel y generoso  
 » que se habia sacrificado á sus caprichos  
 » mismos ; que la evasion iba á sumergir la  
 » España en un abismo de males : y que  
 » en todo caso ( antes que en la fuga ) de-  
 » bia buscar su seguridad en los brazos y  
 » en los pechos de sus valerosos vassallos.

» Carlos se persuadió, no tanto por estas  
 » reflexiones quanto porque en aquellos mis-  
 » mos dias recibió una carta *muy amistosa*  
 » del emperador, en que le confirmaba la  
 » anunciada visita. Tambien habló á su con-  
 » fianza de la llegada de catorce hermosos  
 » caballos normandos de regalo, y fue por-  
 » tador de uno y otro medio de seducción  
 » un gentil-hombre, gran cruz de la Legion  
 » de honor.

» Sin embargo, el principe de la Paz ( que  
 » medía los pasos del duque de Berg ) in-  
 » sistia solo en la evasion ; y al fin pudo con-  
 » vencer al rey. Dió las órdenes convenien-  
 » tes al intento : Salió de Madrid *su primera*  
 » *muger con sus hijos*, y una parte de sus  
 » tesoros ( 1 ). Reunió en Aranjuez las tro-  
 » pas de casa real, y mandó que del Portu-  
 » gal saliera nuestro ejército ; sin duda con  
 » la mira de asegurar la retaguardia de los  
 » desgraciados Borbones, que por su interes  
 » únicamente queria conservar. Todo estaba

---

( 1 ) El autor quiso designar con esta expresion á Doña Josefá Tudó, condesa de Castillo-fiel, amiga del principe de la Paz, quien tenia de ella dos hijos, que el mismo principe dixo en una de sus cartas no ser legitimos.



» preparado en secreto *para salir á media*  
» *noche del 17 de marzo*, según se creyó con  
» fundamento.

» Fernando no queria alejarse del ejército  
» francés, en quien miraba su vengador. El  
» pueblo no podía soportar la ausencia de  
» su rey, mayormente quando se le hacia  
» un misterio de los motivos, y del objeto  
» de la evasión. Y como uno y otro desea-  
» ban que Godoy fuese única víctima de la  
» ira de Napoleon, no querian que evitára  
» el castigo que le preparaba por su corres-  
» pondencia con Alexandro, que se supuso  
» entregada en la original y tenebrosa paz  
» de Tilsit.

» Bonaparte con sus procedimientos obs-  
» curos habia preparado la evasión de la fa-  
» milia real para tener el pretexto de ocupar  
» el reyno quando le huían, viniendo como  
» amigo. Godoy ayudaba sus intenciones sin  
» tener el mismo objeto. Fernando y el pue-  
» blo las contrariaban creyendo auxiliárlas;  
» pero todos á una corrian á su perdición, y  
» no hacían más que variar y empeorar el  
» modo con que habian de ser despedazadas  
» las victimas.

» Rodeado Fernando de espías muy vigi-  
» lantes, pudo eludirlas un momento para

» decir á un guardia de corps en la mañana  
» del 17 de marzo: *Esta noche es el viage*  
» *y yo no quiero ir*. Si el rayo es muy veloz  
» en su curso y sus efectos , tambien lo fue-  
» ron estas palabras en los corazones de un  
» pueblo que recelaba ya que Godoy estaba  
» de acuerdo con Napoleon ; y que no po-  
» dia sufrir mas la opresion de un favorito  
» despreciable, desde que le miraron como  
» un traidor contra el rey mismo, y contra  
» la patria, sacrificados en la evasion.

» Tal es el origen, el nudo y la trama de  
» lo que se ha llamado *Revolucion de Aran-*  
» *juez. Testigo imparcial de los sucesos que*  
» *refiero* (sin pertenecer á ningun partido  
» mas que al de la verdad) puedo ofrecer  
» un testimonio á la Nacion, al mundó en-  
» tero, y á la posteridad mas remota á que  
» deben llegar los hechos que á mí mismo  
» me parecen soñados.

» Los habitantes de Aranjuez alarmados  
» ( como se inquietan los hijos tiernos que te-  
» men la ausencia de su padre ) rondaban  
» aquella noche sin otra mira que la de obs-  
» truir los caminos con sus personas apiña-  
» das sin armas , y ablandar al rey con sus  
» gemidos y sus lágrimas. Sienten algun mo-  
» vimiento en la casa del traidor ; se acercan

» curiosos los húsares que la custodiaban: co-  
 » meten la imprudencia de hacer fuego so-  
 » bre los exploradores solícitos; y al punto  
 » encendida la indignacion general acomete  
 » la casa. Era tan inocente el objeto de los  
 » que rodeaban, que un criado me pidió li-  
 » cencia francamente para hacer un quarto  
 » de ronda, y se la concedi, porque me re-  
 » presentó que si el rey podia escapar clan-  
 » destinamente, el pueblo podia pretender  
 » que no le abandonára. »

Siento no tener á la vista otro papel im-  
 preso que leí en Madrid publicado por el  
 conde de Montijo, que se gloriaba de haber  
 sido autor de los sucesos de Aranjuez, vi-  
 niendo desde Andalucía en posta para esto  
 fia, que dice tenia muy premeditado. Pero  
 á mi propósito solo hace falta la reflexion de  
 que yo no dije nada contra el pueblo de  
 Aranjuez, contra la tropa, contra Montijo,  
 ni contra la mas distinguida y respetable  
 oficialidad, aunque me ofrecian materiales  
 los dos textos; quanto menos contra mi rey  
 y mi nacion; pues no soy capaz de pensar  
 ni hablar, quanto menos de obrar y escribir  
 lo que pudiera ofender á mi soberano y á  
 mi patria.

## NUMERO CXXXIX.

*Arenga de la ciudad de Valencia al mariscal conde de Suchez, en 24 de enero de 1812 con motivo de su entrada.*

General conquistador , bien venido. La ciudad mas rica y opulenta de España, dolorida , quebrantada , y moribunda , estaba esperando este feliz afortunado dia. Entrad en ella , excelso conde , y dadla vida. Las leyes y los estatutos godos , mozarabes y bárbaros que supieron reducir al reyno mas feraz á la mayor miseria , salgan de ella al momento desterrados , abolidos , y extinguidos. Renazca la abundancia de que es susceptible un campo tan ameno , fértil , y fecundo. Compadeceos de sus habitantes , general conquistador ; protegédlos y alentadles. El bárbaro gobierno que les ha estado tiranizando por tanto tiempo ( ¡ que dias tan horrendos ! ) iba á dar fin á ellos , si se hubiera retardado esta hora tan deseada. Su carácter no es doloroso , pérfido , ni rudo. Los Valencianos , conde excelso , son dóciles , leales , é ingeniosos : os aman , y darán pruebas de ello. Amadlos vos , general conquistador ; protegédlos , animadlos , y recomendadlos á su

augusto rey el señor D. Josef Napoleon. ¡Ah! ¡Pluguiese al cielo que fuesen oídos sus fervientes ruegos! Pedidle su amor para con ellos. Excitad su piedad y conmiseracion acia éste desolado pueblo. Aseguradle que no tendrá subditos mas dignos de su corazon. Yo os prometo que su fidelidad, gratitud y lealtad la justificarán los tiempos. Todo está dicho: no os deteugo mas: entrad y observareis luego el deseo del pueblo. — D. Josef Prat y Quadras, alcalde mayor: D. Armengol Dalmau de Cubells, alcalde mayor: el marques de Carroz, regidor: el marques de Valera, regidor: D. Mariano Rubio y Ferrer, regidor: D. Francisco Castillo, regidor: D. Vicente Pasqual de Bonanza, regidor: D. Vicente Juan Escoto, regidor: el baron de S. Vicente y Giner, regidor: D. Josef Insa y Bello, regidor: D. Agustin Abas Vibes de Portes, regidor: D. Joaquin Villaroya, regidor: D. Nicolas Mañez, regidor: D. Antonio Jos, diputado del comun: D. Pedro Vicente Bel, diputado del comun: D. Antonio Gregorio Nogués, diputado del comun: D. Ramon Cubells, diputado del comun: D. Teodoro Rollo de Lledó, síndico procurador general de la ciudad: D. Pasqual Antonio Ferrando

y Gil, síndico personero del comun : D. Manuel Joaquin Sañcho, secretario del ayuntamiento : D. Antonio Gonzalez , alguacil mayor de la ciudad : D. Antonio Mayó y Serra, subsindico : D. Cayetano Bayos, subsindico : D. Ramon Yibes, escribano ayudante.

*Nota.* Esta arenga debia unirse con la que hicieron en Madrid al rey Josef los comisionados de la ciudad de Valencia y de su clero , al tiempo de presentar las actas del juramento de fidelidad prestado por todos sus habitantes en la iglesia solemnemente ante la sagrada eucaristia : pero no podemos por no tener á la vista las gacetas de Madrid, en que se publicaron las de los pueblos principales del reyno. A ellas remitimos al curioso que quiera cotejar el tono en que hablaban todas las Comisiones con el que se nota en los cortesanos despues de la restitucion de Fernando VII al trono de España.

## NUMERO CXL.

*Carta escrita en la Coruña dia 15 de Agosto de 1808, que dá noticia de la insurreccion de Galicia.*

La Coruña y agosto, 15 de 1808. — Señor D. Francisco mi estimado amigo: Llegó el tiempo de que pueda informar á Vmd. quando y como comenzó en este reyndo de Galicia la insurreccion que tan famosa es en poco tiempo. No quiera Dios que los franceses vuelvan á esa, y nos corten la correspondencia. No sucediendo esta desgracia, yo contaré á Vmd. cosas que le han de admirar.

El día de S. Fernando, 3o de mayo, fue la primera explosion en La-Coruña; y se verificó con motivo leve y despreciable al parecer. Hasta entonces Galicia estuvo sumisa enteramente á *la Junta Suprema de Gobierno*, nombrada en esa corte por nuestro rey Fernando. Sus órdenes eran obedecidas, y puestas en execucion: los gallegos del baxo pueblo estuvieron dedicados únicamente á su trabajo, como tienen de costumbre; y los demas se contentaban con murmurar en conversaciones particulares.

La noticia de lo sucedido en esa corte dia

dos de mayo aumentó aqui la materia del descontento, y dió motivo á la circulacion y bulto de dos especies, que poco á poco fueron acalorando ánimos, y preparándolos para imitar á Madrid; la una por parte de algunos oficiales de regimiento; la otra por la de clérigos y frayles. Los militares hicieron creer que Napoleon proyectaba llevarse al Norte de la Europa todas las tropas españolas, dexando en España las francesas; á cuyo fin se suponía traer muchos carros llenos de esposas de fierro para sujetar á los soldados renitentes. Los clérigos decían que la venta de las heredades de capellanías suspendida por decreto de Fernando VII, se verificaria de nuevo rápidamente.

Mientras estas especies pasaban abultadas, y mezcladas con otras de boca en boca, la provincia de Asturias, nuestra vecina, se puso en insurreccion completa contra las autoridades constituidas, acusando de traidores afrancesados á los gefes militares, civiles y políticos, despojándoles tumultuosamente del exercicio de sus destinos, y nombrando una Junta provincial, que gobernó á su modo, publicó la independenciam de Asturias, y promulgó la guerra contra los franceses. Aquella Junta envió diputado



á Galicia con la comision de exhortar á la imitacion, de suerte que se reuniera éste reyno con aquella provincia, para proceder de acuerdo en todas las ocurrencias contra los que llamaba *enemigos comunes*. Pero los insurgentes de Asturias no lograron su idea, porque, habiendo manifestado el representante su comision en esta ciudad de la Coruña, le dixo uno de los mas principales magistrados que saliera pronto del pueblo sin hablar palabra del asunto con nadie, porque de lo contrario se le arrestaria como criminal, y le saldria cara la comision.

El asturiano accedió á la propuesta; pero se detuvo en Mondoñedo, donde se reunió con otras personas, y trató del asunto con ellas por la casualidad de lo sucedido en Leon, cuya ciudad se sublevó cayendo en el lazo que Galicia supo inutilizar por entonces. Bien poco tiempo duró nuestra tranquilidad. Leon hizo lo que habia hecho Asturias. Su emisario unido en Mondoñedo con el asturiano, habló con otros particulares, de cuyo Club resultó salir para esta capital de Galicia un joven estudiante como enviado á consultar de parte de la ciudad de Mondoñedo, qual conducta convenia seguir en las circunstancias de su vecindad con Oviedo

por un punto, y con Leon por otro. El estudiante llegó á la Coruña en 28 de mayo: nuestra insurreccion comenzó dia 3o en esta ciudad, y en tres dias ya se habia extendido por todo el reyno de Galicia. El motivo (por mejor decir el pretexto) se halló en las circunstancias casuales del dia.

Era costumbre general de las plazas de armas enarbolar la bandera en el dia de S. Fernando, rey de España, desde 1789 (en que Fernando VII fue jurado principe de Asturias sucesor del trono) y aun no sé si desde el reinado de Fernando VI, con salvas de artilleria para celebrar la fiesta. El capitán general comandante del reyno de Galicia, D. Antonio Filangieri, era natural de Nápoles, y no español, aunque muy afecto á la casa de Borbon, infinito mas que á la de Bonaparte; pero noticioso de las ocurrencias del trono hechas por los principes Borbones, y mandadas publicar y cumplir, obedecia las órdenes que de Madrid le comunicaba la *Junta Suprema Gubernativa del reyno*. Creyó consecuente á la situacion crítica de los negocios no enarbolar la bandera de S. Fernando, y esto bastó para dár principio á la revolucion.

A la vista del Ferrol y de la Coruña es-

taban en el mar bloqueando el puerto del Ferrol, algunos navios ingleses, cuyos comandantes sabian diariamente, por medio de los contrabandistas y pescadores cuánto pasaba en Asturias y Galicia, y aun en toda España; pues por lo mismo que teniamos guerra con ellos, estaban mas curiosos de adquirir noticias, especialmente de lo relativo á franceses, á quienes deseaban hacer quanto daño pudiesen. De aqui se deja discurrir que no desperdiciarian las ocasiones que los contrabandistas y los pescadores les ofreciesen para sugerir en tierra ideas agradables á su gobierno británico.

Tambien habia *cierta clase de gentes en la Coruña*, muy resentida contra el comandante general Filangieri, desde algun tiempo anterior, por haber sacado para el Ferrol el regimiento de *Navarra* (infanteria de linea) uno de los que formaban la guarnicion de esta plaza por espacio de muchos años.

Con esta especie debe juntarse la de ser comun entre las gentes del baxo pueblo de éste pais el barbaro abuso de Hamar *judío* á todo extranjero, crayendo necia y groseramente que ninguno es buen cristiano católico, como no sea español, no obstante lo qual (con notoria inconsecuencia) estiman

á los ingleses , quando éstos hablan conforme á sus pasiones.

Luego que se notó no estar enarbolada la bandera en la plaza de armas , y no haber salva con los cañones de artilleria , se levantó una voz popular diciendo « Esto es » *judiada* » significando que el general Filangieri , como extranjero , era *judia* y no queria celebrar la fiesta de S. Fernando por complacer á los *judios franceses*. La voz cundió por el pueblo , y en pocos minutos reunió millares de personas. No se descubrió autor , gese , ni cabeza de esta conmocion. Las circunstancias antes referidas ofrecen campo dilatado al discurso.

Se presentaron al general los amotinados pidiendo á gritos , y con amenazas que mandára enarbolar la bandera : Filangieri lo mandó ; pero aquellos no se tranquilizaron. La concesion de una cosa motivó la solicitud de otras. Pidieron que el regimiento de *Navarra* volviese á la Coruña ; que las armas conservadas en el parque de artilleria se distribuyesen entre los habitantes del pueblo ; que se proclamase por rey á Fernando VII ; y se declarase la guerra luego á los franceses.

Bastó no responder afirmativamente á la

última proposición para insultar al general con expresiones injuriosas y violar los respetos debidos al gobernador de la provincia, y á su casa que allanaron desde luego, rompiendo vidrieras, apoderándose de los papeles de la secretaria de la comandancia general de Galicia, destrozando éstos, y persiguiendo al gefe mismo Filangieri, que por entonces salvó su vida saliendo de su casa por una puerta falsa del jardin, y refugian- dose al convento de frayles dominicos.

Luego marcharon muchos amotinados al parque de artilleria, se apoderaron de los cañones y de las armas suficientes á mas de quatro mil personas; y en todas estas gestiones la tropa conservó inaccion, de suerte que no dejó duda sobre qual era su partido, y no tardó mucho en declararse abiertamente por los sublevados contra las autoridades constituidas, obedeciendo al atrevido que usurpaba la voz del pueblo, no obstante que cinco regimientos, componentes la guarnicion, podian haber bastado con los artilleros, á dar tranquilidad pública si hubieran querido.

El mariscal de campo D. Francisco Biedma recibió terrible golpe de piedra disparada contra él porque procuraba el sosiego. Fabro,

coronel del regimiento de Toledo fue apaleado á traycion en las espaldas por el escribiente de un notario; y otros muchos oficiales de mérito y grados respetables, soportaron varios insultos por premio de su loable zelo del órden. No es facil contar la multitud de barbaridades del populacho.

El consul de la nacion francesa fue buscado con ansia. Se le hubiera quitado la vida si otras personas juiciosas y autorizadas de la ciudad no le hubiesen escondido, y despues enviado al castillo de S. Anton, sito en medio de la mar.

Quisieron los amotinados acometer á varias casas de personas particulares, y entre ellas la de un guarda-almacen de artilleria (odiado por el populacho, solo por ser rico, habiendo sido antes pobre) y ponian por pretexto que su casa era depósito de las espesas de fierro llevadas (segun decian) por franceses para conducir presos. á los jóvenes solteros aptos á la milicia, con idea de que sirviesen á Francia.

Un madrileño, maestro de hacer sillas de montar á caballo, nombrado Sinfriano Lopez, y un marchante de medias de lana, fueron los cabezas visibles de los amotinados en aquel momento; y por fortuna el primero

tuvo la feliz ocurrencia de llevar por las calles en triunfo, con la música de los regimientos el retrato de Fernando VII. Mereció aplauso la especie; se puso en práctica, y las gentes se contentaron entonces con cantar lo que les venia en su memoria, y gritar *viva Fernando: mueran los franceses: mueran los traidores.*

El capitán general Filangieri, el regente de la real audiencia de Galicia, y las autoridades constituidas de la ciudad, procuraron reunirse para deliberar sobre los medios de tranquilizar á la multitud; y convocaron á los párrocos y los prelados de comunidades religiosas. Las circunstancias sugirieron la idea de constituirse todos estos en *Junta permanente gubernativa*. Se notó desde luego una diferencia substancial entre los magistrados antiguos, y las personas de curas y frailes agregados al congreso: aquellos propendian al objeto de restaurar la subordinación, el orden público y leyes represivas de los atentados: los otros al de proteger las proposiciones del populacho. La declaración de la tropa en favor de éste privó á la Junta de medios de poner en práctica, qualquiera providencia que acordase contra los deseos de la plebe.

Quiso ésta y mandó aquella , salir comisarios á las ciudades de Santiago, Tuy, Orense , Lugo , Betanzos y Mondoñedo, haciendo saber el suceso de la Coruña, encargando enviar un regidor para miembro de la *Junta permanente* á fin de que por ella fuese gobernada toda la Galicia, y publicar en todos los puehlos de sus respectivos distritos la formacion de dicha Junta, y la obligacion de obedecer sus órdenes y providencias. Al tercero dia estuvo ya conmovido todo el reyno de Galicia; y no es facil ponderar los desórdenes de cada pueblo. Solo diré del de Orense, que los amotinados dispararon contra la casa de ayuntamiento, y mataron un regidor de la ciudad, estimado de todas las personas sensatas. Quando se reunieron en la Coruña los regidores de todas las ciudades, el congreso se apellidó *Junta Soberana de Galicia*. El clero logró se agregasen los obispos de Orense y Tuy.

Una de las propuestas en que mas insistió el populacho, fue la declaracion de guerra contra los franceses, y de amistad con los ingleses que bloqueaban el puerto del Ferrol; los curas y los frayles apoyaron el intento, y vencieron en votos á los de opinion con-



traria: se publicó la resolución, y se insultaba con título de *traydores* á quantos decían ser arriesgada la guerra contra el vencedor de todas las Potencias Europeas.

Dos caballeros de la Coruña, oficiales de marina retirados, fueron á tratar con el comandante ingles de la division bloqueadora; y de orden de la Junta le comunicaron la resolución. Ya la sabian los ingleses por contrabandistas, pescadores, y otras personas. Los españoles fueron recibidos con gran música y regocijo. En el dia inmediato vinieron aqui dos navios de linea escoltando á nuestros diputados, y no han faltado ingleses desde entonces. A poco tiempo vino el coronel ingles Doyle, con las famosas fragatas españolas, cuyo apresamiento en tiempo de paz habia producido nuestra guerra. Hizo solemne restitucion, que se celebró mucho, aunque se verificó sin los millones apresados en ellas.

Fuese ó no influxo del ingles Doyle, hubo en su época cierta novedad á que no se habia movido el populacho en su mayor exáltacion. Insultó á los franceses españoles de muchos tiempos antes dedicados al comercio y manufacturas. Allanó sus casas; robó y destruyó sus fábricas, y per-

siguió á sus personas de suerte que para conservarles la vida fue forzoso reducirlos á prision.

Peor suerte tuvo el capitán general Filangieri. Un sargento y algunos soldados del regimiento de *Navarra* le asesinaron en Villafranca del Bierzo, ya fuera de Galicia. Se interpretó su muerte como efecto de los resentimientos formados por causa de la destinacion del regimiento al Ferrol contra la voluntad de algunos oficiales introducidos en la Coruña mas que convenia para tranquilidad doméstica de muchas familias respetables. Es posible que se aprovechasen para la venganza los momentos del desorden general: por otra parte no se descubra interes de un sargento y de pocos soldados en asesinato tan atroz. Lo cierto es, que no se le podia imputar falta de patriotismo; pues antes bien (ademas de otras providencias útiles, hijas de su gran talento y profunda instruccion) luego que vió acordada la guerra contra los franceses, procedió como quien considera forzoso hacer grandes esfuerzos contra enemigo tan formidable para salvar la pátria. Dispuso inmediatamente instruir en el manejo de las armas á quarenta mil gallegos, y formar excellen-

tes atrincheramientos en Manzanal , para impedir la entrada del enemigo en Galicia. Su muerte fue subseguida de incalculables desgracias. Sin ella el general Cuesta no hubiera sacado de allí á los gallegos para la infeliz batalla de Rio-Seco , antes que supiesen manejar la espada ni el fusil.

No me detendré á formar cuenta de las desgracias personales que de tres meses á esta parte se van verificando en Galicia por consecuencia de nuestra insurreccion : bien puede creerse que se ha sellado con sangre , no solo en las grandes villas y poblaciones considerables , sino en casi todas , particularmente las marítimas.

Ahora estamos ardiendo en intrigas sobre quien haya de mandar , pues la ambicion se apodera de todos los corazones. Los que mas incomodan hoy por enredos , son el nuevo conde de Maceda , D. Juan Caamaño , y otro Ente de mala catadura y peores intenciones , que procede con acuerdo del arzobispo de Santiago D. Rafael de Muzquiz. Ellos han intentado destronar á la *Junta Soberana* , y ocupar su autoridad. Se ha descubierto la conjuracion ; pero no se esperan providencias enérgicas porque no es costumbre de España tomarlas á tiempo.

Todos cuidan de tener imperio sobre los gallegos, mas que de prepararse contra el enemigo.

Ahora mismo se dan por tan seguros de los franceses como los de Madrid y toda la Castilla, segun veo por varias cartas. Quiera Dios que asi sea; pero lo dudo mucho. Si los franceses repasan el Pirineo, yo seré de la misma opinion; pero si se quedan en Vizcaya, será prueba de la esperanza de nuevos refuerzos. Y entonces ¿que será de nosotros? Desgracias sobre desgracias, y ruina de pueblos y de familias. Entre tanto veo á Galicia como Potencia soberana en anarquia, separada del gobierno de Madrid, y del resto de España. ¿Quien será nuestro rey en el nombre de Fernando VII? Digame Vmd. algo sobre esto, mandando con entera libertad quanto por este país pueda servir á Vmd. su amigo y servidor que besa sus manos = *Francisco Bouzas.* = Señor D. Francisco Somoza. =

*Nota.* Esta carta merece juntarse con la del número 134, en que se da noticia de la insurreccion de Andalucia: y conuinando sus narraciones se verá el influxo ingles por medio de contrabandistas y pescadores; de ma-

nera que sin su intervencion (disimulada, oculta en sus principios, pública en lo sucesivo) no hubiese habido desgracia ninguna en España. No habria pueblos quemados; familias empobrecidas, Américas perdidas, ni fábricas arruinadas. Si la real familia de Borbon reynase de nuevo en Francia, Fernando VII hubiera vuelto á España como su tio Fernando IV á Nápoles, el principe de Orange á la Holanda, el ingles al Hannover, otros soberanos á sus estados de Alemania é Italia. La España se hallaria tan entera como todos estos. El rey Josef no podria sostenerse como no han podido su hermano Gerónimo en el trono de Wesfalia, y su cuñado Murat en el de Nápoles. Sin embargo, hoy se hace infelices á los que previendo la parte sustancial de estas consecuencias, y no queriendo contribuir á los males de su pátria, huyeron de la anarquía, y obedecieron las órdenes de Fernando VII. La posteridad juzgará quien tiene razon. Entre tanto España sufre los daños del influxo ingles, cuyas ventajas consisten en destruir la marina y manufacturas españolas, como se ha verificado.

## NUMERO CXLI.

*Carta sobre el verdadero autor de las desgracias de España.*

S.<sup>a</sup> D. JUAN NELLERTO.

Vmd. dixo en el prólogo del primer tomo de sus *Memorias para la historia de la revolucion española* que « la suerte de doce » mil y mas familias privadas de su patria, » y mas de cien doloridas en silencio dentro » de la Peninsula era efecto de opiniones » políticas, y convenia saber éstas á fondo; » pero que Vmd. se proponia escribir con » tal imparcialidad, que solo seria redactor » de los hechos y de las opiniones que se » formasen sobre ellos. »

Si yo viera en sus *Memorias* referidos todos los hechos, y manifestadas todas las opiniones formadas sobre ellos, omitiria esta carta; pero advierto la falta de algunos sucesos, y el silencio acerca de algunas opiniones que considero importantes; pues aunque Vmd. escriba solo *Memorias*, serán estas diminutas sino comprenden todos los materiales que ha de necesitar despues quien se proponga escribir imparcialmente la histo-

ria, de que será parte muy esencial la investigación de las verdaderas causas que prepararon la revolución; autores que la produxeron, y principales resortes que hacían mover la máquina política.

Vmd. ha visto impresos varios opusculos en que se dicen cosas muy dignas de ser referidas con indicacion (quando menos) de lo que suponen por sí mismas, y de las consecuencias que producen en buena lógica, para que á su tiempo el historiador crítico pueda raciocinar como buen filósofo.

Vmd. ha reunido muchos papeles relativos á lo sucedido despues de la invasion francesa; pero dexa Vmd. un vacío inmenso en los tiempos que la precedieron, por la qual algunos escritores franceses han manifestado ya pena de no ver todavía claro en orden á las causas de la revolución, particularmente el último traductor de la obra del señor Escoiquiz, intitulada *Idea sencilla de las razones que motivaron el viage del rey D. Fernando VII á Bayona.*

Entre las obras publicadas merecen particular atención la indicada del señor D. Juan Escoiquiz; porque él mismo asegura estar instruido en todas las ocurrencias originalmente, y aun ser autor único de algunas; la

del señor D. Pedro Cevallos, *Exposicion de los medios de que se valió Bonaparte para la usurpacion del trono español*, por haber sido ministro del rey Carlos IV, del rey Fernando VII, del rey Josef Bonaparte; de la Junta central; de la Regencia; otra vez del rey Fernando, y por consiguiente uno de los principales actores en el drama político de la revolución española; las del señor marques Caballero, intituladas *Cartas al señor Escoiquiz*, y á Vmd., por haber sido ministro y confidente del rey Carlos IV, antes y al tiempo de la causa del Escorial, y de los motines de Aranjuez y Madrid, por lo que intervino en casi todos los negocios de la mayor importancia, y despues fue ministro del rey Fernando; la *Memoria* de los señores D. Miguel Josef de Azanza, y D. Gonzalo de Ofarril, porque ambos fueron ministros del rey Fernando VII en los tiempos que precedieron al viage de Bayona; y la del señor marques de Almenara, embajador del rey Carlos IV en la corte de Constantinopla, y despues ministro del rey Josef, defendiendo la buena fama de su difunto hijo D. Josef Hervás; pues todas ellas (unidas á las cartas publicadas del señor D. Mariano Luis de Urquijo, ministro del rey



Carlos IV, y despues del rey Joséf ) contienen ciertas especies gravisimas que Vmd. ha debido reproducir como preciosos materiales para la historia.

Yo me propongo suplir la omision de Vmd. si quisiere dar á mis cartas algun lugar en sus *Memorias*, empezando en esta por lo que produce la obra del señor Escoiquiz, relativo al origen verdadero de la revolucion, y especies conexonadas con el asunto.

Vmd. para indagarlo no retrocede mas que á la desunion que supone haber existido en el palacio real español, poco tiempo posterior al matrimonio de Fernando principe de Asturias, con su prima hermana Maria Antonia Borbon de Nápoles : Vmd. incurrió aqui en grandes omisiones. La revolucion de España, y las desgracias subseguidas de ella provinieron de la reunion de causas parciales que fueron preparando la catástrofe sucesivamente ; dignas de ocupar lugar distinguido en las *Memorias* de Vmd.

La desgracia del rey de Francia, Luis XVI, en 1792 dexó á la España en peligro próximo de su ruina. Todo el gran sistema político de Luis XIV, reducido á que los tronos Español y Frances fuesen ocupados por principes de una misma familia, quedaba des-

truido con la fundacion de la república francesa. El monarca español debia contar en qualquier caso con solas sus propias fuerzas, y estas se disminuian progresivamente á proporcion de lo que se propagaban las ideas erroneas de una falsa libertad que alhaga con el nombre para matar con la posesión.

? Por que desde aquel dia no sé tuvieron siempre cien mil soldados españoles en la frontera de Francia? ¿ Por que, y por quienes se introduxo la discordia entre los que servian á Carlos IV, y los de servidumbre del principe de Asturias su hijo? ¿ Por que, y por quienes se formó una conspiracion, cuyos efectos fueron abdicar Carlos IV la corona sin haberlo antes pensado ( aunque ahora se quiera decir lo contrario ) en favor de un hijo principe sucesor, que tampoco habia imaginado reynar antes de la muerte de su padre? ¿ Por que buscan un apoyo en Francia Carlos IV por una parte, Fernando VII por otra? ¿ Por que fin, y con que medios se pone á los dos reyes padre é hijo en estado de reputar como ventaja una resolucion tan peligrosa?

El exámen de estas questionnes es útil en la historia para enseñar á preçaverse contra los designios de los extrangeros, la estupidez

de unos españoles, las asechanzas de otros. El indicará quienes se han conducido por ideas de interés particular, y quienes por verdadero amor de la patria, errando ó acertando en los medios de servirla. Entonces podrá calcularse qual y quanto haya sido el mérito de unos y otros constituidos en medio de una revolucion sin centro donde reunirse, sin guia que los dirigiese, sin rey que les mandase, sin otro código que su conciencia, sin obligaciones mas que las de honor; sin otro recurso que la divina providencia. Entonces se podrán apreciar esas horrendas proscripciones que dexan atras las romanas de los tiempos de Sila y Mario.

No debe olvidarse haber hecho con honor Carlos IV la guerra contra Francia; pero que sin embargo se vió precisado á firmar paces en 1795. El cardenal arzobispo de Toledo habia publicado cierta carta pastoral en que decia « Los sacerdotes franceses han ha-  
» llado un asilo entre nosotros; pero el clero  
» español tendrá que atravesar los mares, y  
» refugiarse en el nuevo mundo. » Esta pastoral fue mandada recoger por haber asustado á la Nacion el solo amago de fugarse al América: el gobierno nunca dexó de considerarla como lugar de asilo. Tal era el es-

tado de los negocios políticos. Ninguno que se acuerde de la crítica situación en que se vió España, y de la conducta de los ingleses acerca de nuestra esquadra, podrá censurar aquella paz; pero luego se vió prácticamente que Francia dominaba en España, pues solo así podía tener lugar el tratado de alianza defensiva y ofensiva hecho en 1796.

Desde aquella infeliz época el cetro español tenía solo precaria su existencia. Cualquiera francés recomendado por un director de la república, ó por otro cualquiera miembro de su gobierno, era recibido en Madrid con tantas consideraciones como si fuera un soberano. Tal era el ascendiente que las conquistas y ventajas militares de la nueva república daban sobre nuestro ministerio, y no hay que extrañarlo quando todos los soberanos de Europa temían la ruina de sus tronos. Sus embaxadores no se presentaban al obsequio de los *Directores* franceses sino sujetándose á sufrir la mortificación de oír amenazas de exterminar del mundo todos los emperadores y reyes.

En tan delicada situación se hallaba España el año de 1797, que va en mi concepto á formar época fija del origen verdadero de nuestra revolución y sus calamidades. No

inventaré yo los hechos: no citaré para su apoyo textos sospechosos; su autor mismo se gloria de serlo. El señor Escoiquiz en su citada obra, tratando de referir sus méritos para defenderse de las acusaciones extrajudiciales (pero públicas) que todo buen español le hacía de haber puesto á su rey en el precipicio de Bayona, dixo entre otras cosas: « ¿Que otra conducta se podia esperar, ni que imprudencia culpable se podia rezelar de un hombre á quien las circunstancias y su corto mérito habian colocado en el manejo de los negocios públicos; pero *jamás la ambicion?* ¿De un hombre que siendo (sin haberlo pretendido) maestro de su rey quando era príncipe, *se sacrificó por la Nacion*, atreviéndose á hacer en 1797 y 98 á la reyna, y aun al rey Carlos, las representaciones más enérgicas de palabra y por escrito para el *remedio de los males que oprimian la monarquia*; aunque sin otro fruto que el que *esperaba* de hacerse exónerar del empleo y desterrar de la corte? ¿Que otra cosa se podria creer de un hombre que fue el *único* escudo de su príncipe en quanto su ningun poder lo permitia contra la tiránica opresion de Godoy? Qué

» se arrojó el *primero* á combatir ese mons-  
» truo, descubriendo sus infamias, acome-  
» tiendole cara á cara, y acusandole á los  
» ojos del mundo, de tirano y de traydor; y  
» á discurrir y poner en práctica todos los  
» medios *compatibles con la lealtad debida*  
» *al rey reynante* para derribar aquel coloso,  
» y salvar al augusto principe, y á su amada  
» pátria, poniendose al riesgo mas inminente  
» de perder la vida sobre un cadalso como  
» un traydor? Hechos notorios á la Nacion,  
» cuya admiracion y amor recompensó su-  
» perabundantemente su zelo y trabajos, y  
» que constan en la famosa causa del Esco-  
» rial. »

Hablando de la parte que tuvo despues en la persuasion del viage de Bayona dice:  
« Mis conocimientos y producciones litera-  
» rias, mi reputacion, mi edad, y el sumo  
» amor que yo debia tener á mi soberano,  
» á mi discipulo, comparable solo al amor  
» paternal mas tierno::: ¡ que digo! mi glo-  
» ria, mi interés propio (aun quando yo  
» fuera un egoista) ¿ no me obligaban á  
» examinar con la mayor madurez las razo-  
» nes en un asunto de tanta importancia.? (2).

---

(1) *Escoiquiz*: Idea Sencilla: cap. 3. pag. 61 y sig.

(2) *Escoiquiz* pag. 64.

En sus conferencias con el emperador Napoleón en Bayona, tratando de los hechos anteriores á la renuncia de la corona hecha por Carlos IV supone haber dicho á S. M. I. « Nadie puede hablar de aquellos sucesos » con mas conocimiento de causa que yo, » pues *fui el primer móvil de todos los pasos* » que sirvieron de base á aquel ridículo proceso criminal del Escorial (1).

Habiendo hablado de la correspondencia secreta, seguida con el principe de Asturias, tenia ya escrito lo siguiente: « D. Manuel » Godoy despertó con su ambicion desenfrenada en todos los Españoles (y particularmente en el principe de Asturias) la justa sospecha de que aspiraba al trono; » lo que obligó á S. A. (privado como estaba de todo otro apoyo) á encargarme que me valiese de los medios posibles para precaver tamaño atentado, sirviendose para que me llegase su carta (fecha en Aranjuez á principios de marzo de 1807) del conducto secreto por donde nos correspondiamos S. A. y yo hacia mas de dos años (2). »

---

(1) Pag. 140.

(2) Cap. 1. pag. 9.

Conviene tener presente ahora que Fernando VII nació en 14 de Octubre de 1784, casó en 1803, y enviudó en 1805. Que D. Juan Escoiquiz nunca fue ayo, ni confesor, ni director de la conducta moral ni política del príncipe de Asturias, ni aun director de sus estudios, sino solo maestro ú preceptor de S. A. en el ramo de humanidades y elementos de matemáticas, de cuyo nombramiento era deudor al príncipe de la Paz, el qual le acordó tan distinguida proteccion quando las circunstancias concurrentes realizaban mucho el favor; porque siendo Escoiquiz entonces canónigo de Zaragoza, se hallaba perseguido y mortificado á causa de rumores de conducta libre con la gobernanta de su menage doméstico, á la qual llevó despues á Toledo con título de parienta, y por último á Francia. Que el príncipe de la Paz cayó del favor real en el año de 1797, poco tiempo despues de habersé declarado en Aranjuez públicamente por amiga suya Doña Josefa Tudó, con habitacion y familia correspondientes á este concepto. Que disminuyendose por grados la proteccion real á Godoy, llegó el disfavor al extremo de hacerle dexar el ministerio de Estado, el qual se dió á D. Francisco Saavedra en el mismo tiempo



que el de Gracia y Justicia á D. Gaspar de Jovellanos, los quales cesaron en el último tercio de 1798, reemplazando el señor D. Mariano Luis de Urquijo al señor Saavedra, por los achaques de éste, y el señor marques Caballero al señor Jovellanos, sin que tuviera en estos quatro nombramientos parte activa el principe de la Paz, que vivia retirado solo y desairado en Madrid sin seguir la real corte á los Sitios, hasta que comenzando á restaurar algo de favor en 1799; avanzó en 1800, hizo la guerra de Portugal en 1801, y fue aumentando su prepotencia y favor hasta 1808.

La convinacion de todas estas especies debe ser el hilo que nos conduzca naturalmente á exáminar los planes y objetos del señor Escoiquiz en el año 1797; para conocer quales debieron ser, y quales fueron las consecuencias de su conducta política. Su augusto discipulo tenia de doce años á trece, incapaz de pretender nada que no fuese agradable á los reyes padres, que lo adoraban y se miraban en él como en un espejo, viendose correspondidos en el amor. D. Juan Escoiquiz (sin otro cargo que de enseñar humanidades) se gloria de haber tenido valor de hacer « en 1797 y 98 á la reyna, y aun al rey

» Carlos las representaciones mas enérgicas  
» de palabra y por escrito para el remedio de  
» los males que oprimian la monarquia,  
» aunque sin otro fruto que el que esperaba  
» de hacersé exónerar del empleo, y des-  
» terrar de la corte.

¿ Quien lo autorizó para tales gestiones con sus soberanos? ¿ El principe de Asturias? S. A. conserçaba todo el candor de la infancia, y por sus pocos años y ninguna práctica de negocios estaba todavia incapaz de conocer quales eran *los males que oprimian la monarquia*; y por consiguiente de dar comision á su maestro de humanidades para representar como ministro ú consejero de Estado, ú empleado público. Es legítima consecuencia que procedió por impulso proprio.

¿ Quales eran los males? ¿ Era el sistema de contribuciones arbitrarias por solas cartas ministeriales como si fuesen leyes? ¿ O el de recaudar y administrar la real Hacienda con el modo mas ruinoso destructivo de las fuentes productivas de dinero, inutil al aumento de las rentas anuales? ¿ Era gobernar las materias políticas por sola sugestion de un ministro, y quando mas con el dictamen de unos sentenciadores de pleytos, ins-

truidos únicamente (por lo comun) en el sentido de las leyes relativas á controversias forenses? ¿Era convertir los tribunales en comisiones compiladoras de procesos para que se hiciera despues solo aquello que queria un ministro del despacho universal? Era usurpar el nombre del rey en las secretarias ministeriales, de suerte que se desairase á la Magestad? (En la secretaria de Gracia y Justicia sonó mandar el rey se hiciese salir de Madrid una persona, diciendo estar allí con falsos pretextos faltando á la residencia que debia tener en otro pueblo por su destino; al mismo tiempo que sonaba en la secretaria de Estado, no concederte S. M. el permiso de retirarse de la corte dexando la comision real en que se hallaba empleado.) ¿Era mirar con indiferencia la execucion de bulas obtenidas para la venta de bienes raices eclesiásticos del clero secular, pues urgia ya la circulacion de ellos entre las familias del Estado? ¿Era no cumplir otras bulas que habia para disminuir el número de conventos y de frayles? ¿O la inaccion sobre las otras bulas que permiten la venta de sus bienes para pagar la deuda pública?

Ciertamente si el señor Escoiquiz representaba sobre todos estos males, podia co-

meter un exceso de zelo indiscreto, mezclándose en negocios que no le pertenecian por su estado ni su destino; pero á lo menos era forzoso confesar que acertaba en el objeto; pues todos esos eran los verdaderos males que oprimian la monarquia despues de los gastos de la guerra con Francia. Mas por desgracia tenemos pruebas de que las representaciones de Escoiquiz no fueron contra semejantes males, puesto que apenas Fernando VII ha vuelto al trono y el señor Escoiquiz ha exercido su influxo, lo primero que aconsejó á S. M. fue restituir todos esos asuntos al ser y estado que tenían en marzo de 1808, el qual (siendo conforme al sistema de 1797) habia empeorado la situación de la monarquia, como efecto natural de su continuacion.

¿Quales serian, pues, los males representados? ¿Serian los que creyese hacer el favorito principe de la Paz, recibiendo muchos sueldos, disponiendo del dinero del tesoro público con medios indirectos, y dispensando los empleos á su agrado por abuso de la confianza régia? No ha querido el señor Escoiquiz aclararlo en su *Idea sencilla*; pero quiso que todos lo comprendiésemos con otra multitud de males de que le su-

pone autor en muchas cláusulas genéricas de su obra. La memoria hizo traicion al señor Escoiquiz al tiempo de escribir, sino fue su entendimiento. Como el objeto de las representaciones fuese inspirar ideas de que los reyes retirasen del gobierno del reyno al que causaba en su concepto estos males, no habia necesidad; pues estaba ya retirado. Luego el objeto era diferente. ¿Qual seria? No cabe otro que elogiar, alabar, ensalzar la separacion de Godoy, refiriendo muchas cosas que la pasion hacia tener por grandes males, y sosteniendo haber sido autor de todos ellos el principe de la Paz, para que sus magestades se confirmasen en la resolucion tomada y puesta en práctica de tener lexos de palacio al que ya reputaba por no favorito.

¿Era forzoso gran valor para esto? El necesario para ser ingrato al que lo habia puesto en situacion de atreverse á mover sus labios en la presencia de sus reyes. Dice que no esperaba mas fruto que ser exonerado de su empleo, y desterrado de la corte. Si lo que se proponia representar era bueno, útil al reyno, y conforme á la disposicion de animo de los reyes en lo relativo á que Godoy careciese de todo favor públi-

co ¿por que formaba concepto de que se le desterraria? Precisamente contenian sus representaciones algo que mereciese castigo, pues ya el principe de la Paz no tenia poder contra él ni contra nadie.

¿ Merecerá crédito el señor Escoiquiz quando afirma en 1814 que no esperaba en 1797 otro fruto que su destierro y privacion de empleo? Creo firmemente que si el mas pequeño rezelo hubiera entrado en su imaginacion, no hubiese hablado palabra. Ciertamente seria gran necesidad sacrificar su fortuna con prevision de no conseguir otro fruto de sus representaciones. La conducta posterior del señor Escoiquiz ha demostrado que no le desagrada tener influxo en el real palacio.

Ya es tiempo de desenvolver la verdad del suceso. Escoiquiz vió caido á su bienhechor; observaba en el noble y real corazon del principe de Asturias su discipulo, testimonios de aprecio; creyó que la separacion de Godoy proporcionaria al mismo Escoiquiz ocasiones de hacerse amable á los reyes, y de introducir á su augusto discipulo en la escuela del gobièrno, asistiendo al despacho para irse acostumbrando á oir y entender los asuntos gubernativos; pensó

que esto le 'abria la puerta para participar los secretos del ministerio, con título de ilustrar é instruir á S. A. Tal vez le hizo concebir esperanzas de conseguir de sus padres ésta gracia para el hijo primogénito sucesor del trono. Pensó que los reyes estarían dispuestos á escuchar quanto se les contase de una persona despojada del favor real. Su talento no llegó á penetrar que los monarcas podian tener motivos secretos para alexar á Godoy, sin por eso dexar de estimarle. Se atrevió á ser ingrato y chismoso por ambicion; por esa *ambicion* que nos dice no haber tenido quando da los testimonios mas claros de estar dominado por ella. La suerte le fue contraria.

Carlos IV y Luisa querian de veras á Godoy; lo alexaban del gobierno por motivos particulares; pero no pudieron llevar á bien que un clérigo desagradecido se tomára la libertad de emplear lengua y pluma contra su bienhechor. La bondad de aquellos reyes fue solamente quien impidió castigar con severidad su osada malevolencia. Se contentaron con separarle del encargo de enseñar humanidades al principe: creyeron forzosa ésta providencia rezelando que un ambicioso de semejante naturaleza influyese

á formar un mal carácter en el tierno sucesor del trono. Aun la separacion se verificó con aquel modo noble que fue siempre característico de Carlos y Luisa, enviándole á residir con canonicato y dignidad en Toledo. El no lo agradeció : su corazon quedó resentido de haber errado el cálculo. Sus obras y palabras posteriores (de que citaremos algunas mas adelante) son claro testimonio del odio que concibió contra los reyes, porque conocieron su plan, y le cortaron la proporcion de continuar sembrando de cerca en el corazon del jóven principe de Asturias ideas análogas á tales principios. Fue la retirada de Escoiquiz á Toledo quando ya el principe de Asturias estaba próximo á entrar en la edad en que por lo mismo que comienzan las luces con la pubertad, se oye con mayor interés al que busca los medios de agradar. El señor Escoiquiz aprovechó esta circunstancia, y logró imprimir en el alma real de Fernando la opinion de que nadie le queria tanto como Escoiquiz; y que nadie le serviria mejor que su maestro.

Procuró conservar con el principe desde Toledo las relaciones del supuesto amor, aprovechando quantas ocasiones tuvo de



hacer á S. A. vivir en la opinion de **que** si le ocurrian cosas de secreto, **desconfiase** de quantos le rodeaban, y se valiese de **él** sin reputar por obstáculo la ausencia, **por-** que la fuerza del amor y la **vehemencia de** los deseos de servir á S. A. vencerian **todas** las dificultades. El candor del príncipe, y el tenor de vida de las personas reales de España tienen peligro de caer en semejantes lazos: y Fernando creyó que solo un amor verdadero de su maestro era móvil de sus memorias continuas, con expresiones alegóricas que repetian sin entender los mismos que las daban.

Asi pasaron seis años hasta 1803 en que se casó S. A. con la princesa de Nápoles, estando ya el de la Paz reintegrado en su antiguo favor real, y con mayor poder que antes; prueba de no haberse opuesto á semejante boda; pues no se verificaria si él no quisiera. La reyna de aquella monarquia tomó grande interés en saber si habia intrigas en el palacio de España, y quales eran. Su noticia le habia de servir de presupuesto para los consejos que convendria dar á la esposa de Fernando. Este manifestó muy pronto amarla de corazon: Escóquiz, aunque ausente, habia conservado tan astutamente á

Fernando en la primitiva opinion, que S. A. no dudó valerse de su maestro, quien le proporcionó medios de escribir y recibir cartas ocultamente, sin que lo supieran ni rezelasen los reyes padres. Escoiquiz, citando la carta de principios de marzo de 1807 dixo, haberse valido S. A. del *conducto secreto* por donde se correspondian desde *mas* de dos años antes. Este *mas* debe alargarse bastante, y quando menos retroceder á 1804, inmediato al matrimonio.

Vea Vmd. ahora, señor D. Juan, si se debe subir mas arriba que la celebracion del matrimonio de Fernando para encontrar el origen de la discordia en el real palacio. Vea Vmd. si sembró las primeras semillas en 1797 un ambicioso que solo por serlo, y sin otro impulso ni obligacion, murmuraba de su bienhechor (entonces desgraciado) para substituirle baxo la sombra del principe de Asturias, á quien queria introducir en la cámara de sus padres al tiempo de resolver negocios con los ministros secretarios de Estado. ¿No ve Vmd. claro que todo el enojo de Carlos IV y de su augusta esposa fue conocer ambicion tan desmedida? ¿No ve Vmd. claro que Escoiquiz habia sabido captar la voluntad de un principè tan inocente como

joven, haciendole creer que lo trasladarian á otra escuela mas sublime, en la qual aprenderia la ciencia del gobierno con el gran honor de participar pronto del poder de sus padres? Si esto no fuese cierto ¿por que un maestro de humanidades habia de tener conversaciones con un principe tan joven sobre la ciencia de gobernar los reynos? Escoiquiz mismo dice haberlas tenido *con su augusto discipulo desde su primera educacion*, y no solo se gloria de ello, sino que ha pedido al rey se sirva certificar esta verdad; caso tal vez inaudito hasta el presente (1). ¿Quales serian las especies de sus conversaciones con un principe de la edad de Fernando en aquel tiempo? ¿Podian ser otras que las indicadas? Y ¿quales serian los efectos? La naturaleza humana procede siempre conforme á las leyes del impulso fisico de la complexión. Persuadir á un joven que sus padres le van á distinguir de otros jovenes (aun de sus hermanos) honrándole con su confianza, presentándole al público, como objeto de amor y respeto; enseñándole con el exemplo la ciencia que un

---

(1) Escoiquiz : Apendice , n. 3., pag. 128.

dia le ha de ser necesaria; y partiendo con él su gloria, su magestad y su poder, es cosa tan agradable y lisongera, que si se frustrase la esperanza como castillo sobre cimientos de ayre, parecia imposible que dexase de resultar impresion funesta y peligrosa. Decirle despues que los padres no solo han negado la gracia, sino que han castigado al que la pedia, es otro lazo, cuyas consecuencias inmediatas pueden ser el desamor del hijo para su padre, y la compasion en favor de aquel á quien reputa sacrificado por su amor. La bondad de carácter de Fernando VII pudo ser obstáculo á tales resultas; pero Escoiquiz ha permanecido empeñado en persuadir que las hubo, pues se jacta de haber suplicado á Napoleon en las conferencias de Bayona, que hiciese á favor del rey « las » veces de un padre y de una madre, á quienes jamas ha conocido (*Fernando*) sino » por su aborrecimiento injusto y anfinal » tural (1). » Esto fue atroz calumnia contra Carlos IV y su augusta esposa; pues todos los españoles saben lo contrario, y lo certifica justamente un testigo ocular que vale por mil, á causa de su continuo trato,

---

(1) Escoiquiz : Idea sencilla , ap. n. 3. pag. 161.

qual fue el señor marques Caballero en la carta impresa que dirigió á Vmd.; y no es la única calumnia con que ofende á sus magestades este ingrato sacerdote; pero si hubiese algo de verdad, era consecuencia forzosa la de suceder otro tanto á Fernando para con sus padres, siendo todo efecto de una sola causa, es decir del plan ambicioso de Escoiquiz, y de las malas ideas que procuró infundir á su *augusto discipulo desde su primera educacion.*

No hubo; pues, tal odio de los padres para su hijo, ni de éste á sus padres: pero á medida que el principe de la Paz se iba reintegrando en su antiguo favor, y sabiendo las intrigas de Escoiquiz, existieron ciertamente dos partidos, enemigos entre sí; primero y mayor el de Godoy; segundo, y menor entonces el de Escoiquiz. Este trabajaba en la obscuridad; aquel despreció á su enemigo hasta cierta epoca. Los cortesanos que observaban los efectos, ignorando las causas y los verdaderos agentes y resortes de tales movimientos, veian la existencia de partidos, y nombraban al uno *partido del quarto de los reyes*; al otro, *partido del quarto del principe de Asturias*; pero lo cierto es que no habia *partido de*

*rey ni partido del principe*, porque reynaban el amor y la union en las personas, aunque los respectivos servidores se odiasen y persiguiesen mutuamente.

Esto bastaba para producir las funestas consecuencias que resultaron, porque encadenandose unos sucesos con otros, los enemigos del principe de la Paz creyeron que al fin conseguirian arruinarle si podian arribar á comprometer los respetos del de Asturias, haciendo á éste reputar por desayre suyo la omision de enseñarle la ciencia de reynar, siendo tan facil hacerlo con solo llamarle á presenciar el despacho universal. No era dificil imprimir esta idea en el ánimo de Fernando, porque la razon parecia estar de su parte despues de su matrimonio, y edad de veinte años, sin que se hubiesen olvidado los planes del maestro Escoiquiz. Este comenzó entorces la correspondencia epistolar secreta con el principe: y sin residir en Madrid ni Sitios reales, estuvo al frente del partido llamado *del quarto del principe* contra el *del quarto del rey*; esto es contra D. Manuel Godoy; y desde aquel momento (verificado en 1804) no hubo sino guerra, hasta afirmar Escoiquiz en sus conferencias con Bonaparte, que la conquista de Nápo-

les sirvió para estrechar mas la union con Carlos IV, no obstante que el despojado era hermano de éste, el sucesor yerno, y una hija era nuera (1).

¿Quién fue autor de guerra doméstica tan fatal á la Nación? Escoiquiz se gloria de serlo procurando persuadir que solo era contra el favorito del rey. « Se arrojó el primero (*dice de sí mismo*) á combatir este monstruo, descubriendo sus infamias, acomettiendole cara á cara, y acusandole á los ojos del mundo, de tirano y de traydor; y á discurrir y poner en práctica *todos los medios compatibles con la lealtad debida al rey reynante* para derribar aquel coloso y salvar al augusto principe; y á su amada patria, poniendose al riesgo mas inminente de perder la vida sobre un cadalso como un traydor » (2). Reconoció Escoiquiz al escribir esto, que aun supuesta la buena intencion necesitaba limitar los medios de lograr su fin á términos de que fuesen *compatibles con la lealtad debida al rey reynante*. Pero ¿se limitó con efecto? ¿Será compatible con la lealtad una desobediencia tan

---

(1) Escoiquiz, pag. 156.

(2) Escoiquiz, pag. 62. cap. 5.

positiva en materia grave , como la de no tener relaciones con el heredero del trono ? ¿ Y que relaciones ? nada menos que contrarestar el poder del soberano con intrígas , hasta violentarle su voluntad para que se privase del ministro que le gustaba . ¿ Quando Fernando VII tenga un hijo sucesor del trono en edad de 20 años , aprobará que haya un imitador del señor Escoiquiz ? Esta es la regla por donde se ha de sentenciar ese pleyto . Pero abáncemos en la historia , y descubriremos mucho mas acèrca de los verdaderos autores de la revolucion y sus desastres .

Muerta la princesa de Asturias , intentó el principe de la Paz buscar asilo en la corte para quando le faltára Carlos IV . Propone casar á Fernando con la hija segunda del difunto infante D. Luis de Borbon-España , prima hermana del rey y de la reyna ; y hermana menor de la condesa de Chinchon , esposa del mismo Godoy . Sabelo su enemigo Escoiquiz , é intriga con el embaxador de Francia , de suerte que despreciandose la propuesta de Godoy , case Fernando con una parienta del Emperador , por cuyos oficios su enemigo sea destruido .

Godoy no contento con esperar la verificacion del matrimonio proyectado , busca



medios de conseguir que Nápoleon le conceda la soberanía de los Algarbes, constituyentes parte de la corona de Portugal, cuyos dominios poseía el emperador, con título de conquista. Se proponía en esto tener un asilo independiente después de la vida de Carlos IV. Escoiquiz por el contrario, proyecta en la misma época derribar á Godoy por medio de representaciones del príncipe de Asturias, para lo qual hace viajes á Madrid, Alcobendas; y otras partes, contra las órdenes que se le habían intimado del rey quando se le quitó el cargo de maestro.

Si Godoy salía victorioso en Paris, ningún daño se originaba para España. Su rey adquiría otra parte de Portugal, con título de emperador de México; y la Nación cierto aumento de territorio no despreciable con la alta soberanía directa de los Algarbes, y del centro de Portugal. Esta intriga no llevaba consigo traycion alguna, ni era capaz de producir males al reyno ni á Fernando. Pero la de Escoiquiz era en sí misma una deslealtad al rey padre, y capaz de producir turbaciones públicas, y aun guerra civil, porque si conseguía que Nápoleon prometiera (sin contar con la voluntad del rey Carlos)

una princesa de su familia, y despues Carlos se pegase á pedirla en ceremonia y reglas de etiqueta, era inminente el peligro de que por parte de Escoiquiz con los auxilios de sus partidarios se formase una insurreccion semejante á la verificada en Aranjuez posteriormente.

Bonaparte buscado por Godoy y por Escoiquiz, vió en sus manos los dos instrumentos que habian de facilitar su proyecto de aniquilar la rama española del árbol augusto de Borbon. Concede á Godoy el principado que desea éste tener como escudo contra sus enemigos. Al mismo tiempo permite que su embaxador se conduzca en Madrid de manera que Escoiquiz conciba esperanzas de ver casado al príncipe de Asturias con una parienta del emperador, y de tener á éste por protector de su persona y derechos. Firmó desde luego en Fontainebleau el tratado de Portugal, porque aun quando los otros soberanos de la Europa lo supiesen, él no se comprometia ni tenia de que sonrojarse, siendo ciertísimo entonces que todas las Potencias le veian dar y quitar soberanías á su antojo. Pero no estuvo tan dócil á firmar la concesion de una parienta suya por esposa de Fernando. Su sagacidad observó que

comprometia los derechos de todos los monarcas si autorizaba la perfidia de pedir novias para sucesor de tronos, hijo del rey viviente sin su venia. Conoció perfectamente haberse violado todos los respetos de un padre, todos los derechos de un soberano; y rezeló igual suceso autorizando exemplar tan pérfido y escandaloso. Se abstuvo de autorizar una conjuracion que le produciria la exêcracion general; y prefirió el extremo de dexar á su embaxador Beauharnais en manos de su consejo propio para poder reprobar su conducta, si le convíniese, como lo hizo: tampoco respondió á la carta de Fernando por gozar igual libertad, y proceder segun le fuesen dictando las circunstancias, complaciendose de antemano en las armas que le proporcionaba la discordia de los ambiciosos para la invasion que meditaba. He aquí como se concilia la introduccion de un ejército en España, quando hace tratados de cesion del Portugal, y da esperanzas de proteger á Fernando.

Mientras que Escoiquiz y Godoy esperan triunfar uno de otro, por medio de un solo personage, qual era Napoleon, Escoiquiz aumenta sus intrígas fraguando un falso tes-

timonio muy horrible contra Godoy, para empeñar por este medio al principe de Asturias en obrar activamente á favor de las ideas del mismo Escoiquiz, con título de zelo del bien público. Fingió haber llegado á entender que Godoy trataba de usurpar la corona, y quando menos el poder soberano para el caso de fallecer Carlos IV. « Despertó » Godoy (dice Escoiquiz) en todos los españoles, y particularmente en el principe de Asturias, la justa sospecha de que aspiraba al trono (1). » ¿ Quien engendró esta sospecha en el corazon de Fernando, sino el mismo Escoiquiz? Este para proceder conseqüente, tuvo atrevimiento de calificar de *vil y pérfido* á Godoy en sus conferencias con el emperador (2). Sin embargo, es ciertísimo que jamas fue traydor, vil, ni pérfido el principe de la Paz, aunque fuese ambicioso; pero Escoiquiz hizo trayciones reiteradas á Carlos IV, y le fue infidelísimo subdito en toda su conducta desde 1797.

El señor marques Caballero, como el mas

(1) Escoiquiz, cap. 1. pag. 9.

(2) El mismo, pag. 175.

instruido de estos asuntos dixo, que aunque oyó hablar en tono de suponer á Godoy con intencion de usurpar el gobierno de la monarquia, jamas creyó que mereciese aprecio tal especie, porque todo el ejército tenia odio al favorito, y le hubiese abandonado en su temeraria empresa (1). El tratado de Fontainebleau es testimonio suficiente para conocer que los rumores esparcidos únicamente podian ser hijos de una calumnia, maliciosamente fraguada con objeto de hacer mas odiosa la persona del principe de la Paz, pues lexos de pensar éste nada de quanto le imputaba el calumniador Escoiquiz su enemigo, trataba de asegurar un asilo independiente y separado de la monarquia Española, para quando faltará su protector Carlos IV (2).

Escoiquiz en sus conferencias con Napoleon dixo á éste, que todos los hechos que dieron origen al proceso del Escorial se reducian á las conversaciones del mismo Escoiquiz con el embaxador Beauharnais, y á la carta que dispuso para S. M. I. en nom-

---

(1) Carta del marques Caballero á D. Juan Nellerito.

(2) Con efecto, asi lo manifestó Godoy en una de las cartas á Izquierdo. *Nota del editor.*

bre del príncipe de Asturias (1). Vmd. en sus *Memorias* añade á la carta un título de generalísimo de las armas españolas á favor del duque del Infantado (2). El marques Caballero especifica mas, diciendo haberse hallado en el quarto de Fernando *un papel de cinco hojas y media*, cuyo contenido dice se dirigia al modo de resistir el matrimonio con la cñada del príncipe de la Paz, entendiéndose con nombres supuestos: *Una carta* fecha en Talavera de la Reyna sin firma, y con letra desconocida, la qual era escrita por Escoiquiz: *una clave y reglas* para seguir correspondencia epistolar en cifra: *Un medio pliego* con números, cifras y nombres: *Una esqueta* sin firma; lo qual consta tambien de una gazeta extraordinaria de Madrid de aquel tiempo.

El señor marques Caballero procura inutilmente vestir á su modo, por complacer á Madrid, el proceso del Escorial; en el qual consta lo que hay de verdad en este punto de los papeles como en otros varios. El señor marques escribe, ignorando ó afectando

---

(1) Escoiquiz, apend. n. 3. pag. 140.

(2) Tom. 1. cap. 1. n. 6.

bainar sino contra los enemigos de ese mismo padre y de la patria. ¿ Quien ha puesto á dos príncipes recíprocamente amados en estado de parecer enemigos á los ojos de la Europa? ¿ Quien, sino el que no pudiendo sufrir la privanza de Godoy ( que nada le debía importar ) ha querido procurar su ruina , sin reparar en que los medios eran criminales , y que podian producir á su mismo príncipe de Asturias unos daños incalculables? La cortedad de talentos ( tanto más pequeños, quanto mas cree tenerlos grandes ) le serviria de disculpa si el asunto lo permitiese. Diez eran ya los años de sus intrigas ambiciosas, y las resultas nos dicen qual espíritu, quales ideas, que máximas morales y políticas habia procurado imprimir en el corazón de su augusto discípulo. Por fortuna el buen natural de Fernando VII impidió la perversion, y venciendo en la lucha de su espíritu, le dictó una manifestacion sencilla de los sucesos, personas y papeles. Ahora viene bien lo que yo supe por los que vi en diciembre de 1808.

De las declaraciones del príncipe de Asturias y de D. Juan Escobiquiz ante el consejero Campomanes, resulta que habia un borrador de carta preparada por Escobiquiz,

para que Fernando la escribiese á su padre, diciendo á Carlos IV que Godoy ambicionaba la corona, por lo qual se debia recelar que intentase la muerte de S. M., la de la reyna, la del principe, y la de todos los individuos de la familia real. Que para evitar este peligro debia dar Carlos IV al principe su hijo el mando de las tropas, asociarle al despacho universal, y autorizarle para que prendiese á Godoy; últimamente no ver á nadie, ni aun á la reyna su augusta esposa, sino en presencia del mismo hijo, porque solo asi podrian justificarse los crímenes del favorito; mediante que los noticiosos de la verdad temian decir la mientras lo viesén con facultades y libertad de vengarse. No se decian en la carta quales fuesen los indicios del crimen. Si para saberlos era necesario que Carlos IV no mandara sus tropas, ni hablase á nadie, ni aun á su augusta esposa sin testigos ¿no equivale á decir que Carlos IV debia dexar de ser rey en quanto al exercicio de la real potestad? Qualquiera lo conoceria, excepto el único y verdadero autor de las desgracias, el qual falto de talentos, y lleno de ambicion, nada veia capaz de reñarle de su empresa. No sucedió asi á Fernando, pues no llegó el caso de usar



semejante proyecto de carta , por lo que permaneció exento del crimen de la calumnia que contenia contra Godoy. ¡En que abismo de contradicciones incurren los malos que no reparan en medios para conseguir sus fines! Por un lado pinta Escoiquiz á Godoy como despreciable, odiado del ejército y de toda la Nacion; y que bastará desecharle Carlos IV para que nadie le haga caso. Por otro se le dá tanta importancia y se le supone tan grande partido que no habrá quien declare contra él sino está preso, y que hallara medios de usurpar la corona, ó por lo menos de conservar la autoridad despues que la tenga Fernando. ¡Que inconsecuencias! Pero al mismo tiempo; que ofensa tan atroz al pueblo español! Escoiquiz supone que Godoy ballará quien le auxilie para las empresas tan detestables de que le acusa, sin exceptuar el regicidio. ¿Donde ha leido en nuestra historia exemplos que le autoricen para tan barbaro supuesto desde el fratricidio del rey Pedro I. por su propio hermano Enrique II.?

No hay que admirar, sin embargo, que se atreva Escoiquiz á tanto con la Nacion, quando se atrevió en sus declaraciones del proceso á imputar á su príncipe mismo al

guna culpa diciendo haber él escrito aquel proyecto de carta, porque S. A. se lo habia pedido; circunstancia que se halla desmentida por Fernando, quien dixo haberle inducido Escoiquiz á eso, y todo lo demas, sobre cuya verdad no debe dudarse quando resulta la constante ocupacion de Escoiquiz en inspirarle siempre lo que pudiera conducir á su objeto.

El otro papel, cuyo contenido cita en confuso el marques Caballero, era de ciertas *instrucciones* que reconoció Escoiquiz, como obra suya, y entregó al principe de Asturias, designando personas, con nombres supuestos. Yo vi en el extracto del edecan del mariscal Grouchi, las denominaciones fingidas con que se designaban el rey Carlos IV, y la reyna Luisa, el principe de Asturias y el de la Paz; la hija soltera del infante D. Luis, prima hermana del rey y de la reyna, y otros varios sugetos.

Segun aquellas instrucciones Fernando habia de persuadir á su madre que Godoy era indigno de la proteccion que le dispensaba esta señora; que debía tenerle por criminal en todo sentido, aun en aquel en que la misma señora reconoceria ofendido su decoro como reyna, y su amor propio como

muger. Fernando debia pronunciar de rodillas ante su madre un discurso completamente indigno de tan altas y respetables personas. Escoiquiz daba fin á sus instrucciones prometiendole *que si los medios propuestos no produxesen el efecto deseado, habia otros mas positivos.* ¿Quales serian estos? No es temerario pensar que fuesen revolucionarios. ¿Y es éste quien trata de vil y de pérfido á Godoy, quando él está cometiendo una perfidia de las mas detestables contra la *lealtad debida al rey reynante?* Esta virtud, que no estuvo en él, se halló en Fernando, que no hizo nada de lo contenido en la instrucción, y declaró todo conforme habia pasado.

Reconvenido Escoiquiz respondió al juez, que nunca habia creído que el príncipe de la Paz intentase usurpar la corona; pero que lo habia oído decir á varios sagetos; y que en negocios de tanta importancia valia mas exponerse á ser injusto con el acusado que correr los riesgos sin tomar precauciones. Confesó ser hechura del príncipe de la Paz: dixo que vivia reconocido á su favor: hizo elogios de su bienhechor, expresando que tenia muchas buenas qualidades: pidió perdón de su imprudencia; exponiendo en fa-

por suyo sus capax, y su buena intencion.

¡Que bien suena este lenguaje de Escoci-  
 quiz en aquel proceso, con las jactancias or-  
 gulosas escritas por él mismo en su obra  
 de *Idea sencilla!* En ella tiene atrevimiento  
 de afirmar que fue « el único escudo de  
 » su príncipe contra la tiránica opresion de  
 » Godoy; que se arrojó el primero á com-  
 » batir ese monstruo, descubriendo sus in-  
 » famias, acometiéndole cara á cara, y acu-  
 » sándole á los ojos del mundo de tirano  
 » y de traydor; y á discurrir y poner en prác-  
 » tica todos los medios compatibles con la  
 » lealtad debida al rey reynante para derri-  
 » bar aquel coloso, y salvar al augusto prin-  
 » cipe, y á su amada pátria, poniéndose al  
 » riesgo mas inminente de perder la vida  
 » sobre un cadalso como traydor; y que  
 » estos hechos eran notorios á toda la Na-  
 » cion, la qual premió superabundantemente  
 » con admiracion y amor, su zelo y sus  
 » trabajos, que constan de la famosa causa  
 » del Escorial. (1). » La fidelidad que se des-  
 cubre en esta parte de las narraciones de  
 su obra, debe servir de termómetro para

---

(1) Escociquiz, cap. 5. pag. 6a.

graduar otras muchas en que refiere cosas inverosímiles.

El haberle absuelto los consejeros de Castilla no tiene conexión con lo que da motivo á sus jactancias. Los jueces de aquel proceso recibieron ciertas órdenes reales, en cuya virtud no podían *exáminar genéricamente* si Escoiquiz y sus auxiliares eran culpados en su respectiva conducta. Debieron sujetarse, y se sujetaron con efecto á juzgar si eran ó no reos del crimen de que les acusó el fiscal Viegas; esto es, del de lesa magestad por conjuración contra la persona sagrada del rey Carlos IV. La absolución forense obtenida en este punto no prueba, ni es capaz de probar la inocencia política. Si se hubiese reducido á cuestión judicial el ser ó no culpa grave contra los respetos debidos á un rey, y á un padre la empresa de Escoiquiz, los jueces no hubiesen declarado que dexaba de serlo. En aquella delicada causa se mezclaba el asunto de la boda del príncipe de Asturias con una parienta del emperador Napoleon, en que se hallaba comprometido el embaxador Beauharnais. Esto presentaba peligros de mayores consecuencias. La prudencia de Carlos IV los precavió mandando á los jueces que no

se mezcláran en lo que tenia relaciones directas con la conducta del príncipe su hijo, con quien ya estaba reconciliado. El fiscal y los jueces vieron limitadas sus facultades al punto en que no habia crimen. Se queja de que Carlos IV desterró despues á Escoiquiz y otros. Pues ¿que pretendian? Querria abusar de la bondad de Carlos IV en la limitacion de los términos á que se habia de reducir el proceso? ¿Pensaria el señor Escoiquiz ser inocente, quando pedia perdon de su imprudencia, recurriendo al mérito de sus canas, y exponiendo por descargo su buena intencion? No se tenia por tal. Su conciencia le daba gritos, haciéndole conocer la perfidia y deslealtad cometida contra el rey Carlos IV en lo referido, y en la sugestion de nombrar al duque del Infantado por generalísimo del ejército, antes de tiempo.

El destierro no extinguió la hoguera de la discordia encendida por Escoiquiz. El blasona de que no se le puede atribuir parte de la insurreccion de Aranjuez, porque vivia en el monasterio del Tardon, muy lexos de la corte; pero aunque no influyese directamente, sin duda es el origen verdadero de aquella calamidad, y demas que se subsi-

guieron. Sus intrigas desde que murió la princesa de Asturias habian producido en la corte varios efectos favorables al amor que todos debian tener al príncipe ; pero contrarias en sumo grado á la tranquilidad pública. Con pretexto de propagar los emisarios de Escoiquiz las murmuraciones contra Godoy, persuadiendo ser éste la causa de todos los males de la monarquia, se disponian los ánimos á la sublevacion con tal vehemencia , que bastó saberse la prision de Fernando para que grande número de habitantes de Madrid y Sitios reales echasen á Godoy la culpa, y estuviesen prontos á qualquiera comocion que se les propusiera. Si faltó entonces quien hiciese la propuesta, no por eso los ánimos estaban tranquilos.

La entrada de las tropas francesas en crecido número hasta las cercanias de la corte, comenzó á inspirar rezelos de Bonaparte. Carlos IV trató de retirarse á Sevilla : Escoiquiz habia infundido en el corazon de Fernando la idea de que Napoleon le protegeria. Era consiguiente oponerse al proyecto de dexar Madrid y Sitios reales. Se llega esto á saber entre los partidarios de Escoiquiz ; se subsiguen los tumultos de Aranjuez y Madrid : y Carlos IV, rezelando

peores consecuencias abdica la corona en su hijo Fernando. Cesan los alborotos populares, y Carlos protesta contra su renuncia, declarando haberla hecho sin libertad, por el miedo de su muerte y la de la Reyna.

¿Quien es el verdadero autor de las muchas, grandes y funestas consecuencias aquel suceso? ¿Quien lo ha de ser sino Escocquiz? ¿Quien sino aquel que tiene preparada toda la máquina para los motines desde las *instrucciones* encontradas en el proceso del Escorial? Supuesta la falta de contextacion del emperador, debia Escocquiz dar por extinguida la esperanza de la pretendida novia, y sugerir al principe de Asturias adhesion sincera y cordial á la voluntad del rey su padre. No se opondria Fernando en tal caso al viage de Sevilla, y su conformidad hubiera bastado no solo á evitar conmociones populares con sus efectos, sino tambien á preparar un ejército que hiciese frente al frances, en caso de obrar hostilmente; cuyo caso tal vez no hubiese llegado. ¿Qual era el daño de retirarse al Andalucia? ¿No tenia de éste modo Carlos IV proporcion absoluta de comunicarse con todas las Potencias de Europa?

El éxito de los asuntos ha hecho ver que



Carlos IV acertaba en su proyecto, y Escoiquiz mismo lo reconoce sin querer, en su *Idea sencilla*, quando confiesa que uno de los medios preferibles por Fernando al viage de Bayona, era retirarse de la Corte, y hacerse fuerte en una provincia (1).

Pero aunque se creyese lo contrario ¿seria lícito en conciencia y política oponerse los subditos á la voluntad del soberano con la fuerza de un pueblo sublevado? ¿Será digno de elogio el atentado de Aranjuez? Los Personages y los Grandes que contribuyeron con sus dineros, consejos y otros medios ¿estarán libres de culpa en haber cooperado al tumulto, aun quando no tuviesen otra intencion que impedir el viage, como dixo el señor marques Caballero? La delicadeza de sumision debida al soberano, no se concilia jamás con la desobediencia, pór más pretextos que se discurren.

Escoiquiz (único autor de las máximas, cuyo seguimiento ha sido la ruina del reyno) formó empeño de apologizar el suceso de Aranjuez, pues se jacta de haber dicho al emperador en Bayona, que las tropas no estaban obligadas á obedecer á Carlos IV

---

(1) Escoiquiz, cap. 2. pag. 29.

en asunto del viage. « Es verdad (dice) que  
 » aquellas tropas se hubieran negado á ase-  
 » sinar á *aquel buen pueblo* para facilitar el  
 » funesto viage; pero en fin, no se les dió  
 » tal orden. Y si se les hubiera dado ¿*de-*  
 » *bían acaso ejecutarla?* ¿Era justo exigir  
 » de ellas que contribuyeran á la ruina de  
 » su pátria, que era su infalible conse-  
 » quencia. ? Para decirlo apelo al magnánimo  
 » corazon de V. M. I. (1). Sé tambien que  
 » los gefes de aquellos cuerpos militares,  
 » consultados por el rey y la reyna al prin-  
 » cipio del tumulto sobre el modo de apa-  
 » ciguarlo, les hablaron en el mismo sen-  
 » tido, esto es, en favor de las peticiones  
 » del pueblo, tanto para que abandonasen  
 » todo proyecto de fuga, como para que  
 » separasen de la corte al príncipe de la Paz,  
 » despojándole de las dignidades sin exem-  
 » plo que habia arrancado de la bondad del  
 » rey. Estoy persuadido igualmente de que  
 » los gefes mostrarian una repugnancia in-  
 » vencible al medio de emplear la fuerza  
 » para reducir al silencio á un pueblo que  
 » *no tenía otro delito que el de manifestar*

---

(1) ; A quien apelaba para defender insubordinacio-  
 nes militares.!

» *su amor á sus monarcas, pidiendo las cosas mas justas y mas necesarias para la felicidad misma de sus magestades, y la de su familia, como para la de su Nacion* (1).

Yo disto mucho de creer que dixerá Escoiquiz todo esto á Napoleon. La mas minima palabra que indicase doctrinas de subordinacion militar, hubiera bastado para interrumpirle bruscamente, y con razon. Pero la novela de las conferencias de Bayona, sirve para conocer las opiniones de Escoiquiz, las maximas que inculcaria, y la doctrina que propagaba en aquellos tiempos. Admitiendo tan inmorales como impolíticas bases, no por eso resulta victorioso Escoiquiz. Necesitó recurrir al malicioso medio de confundir el segundo motin de Aranjuez con el primero. Supone que los sublevados *no tenian otro delito que el de manifestar su amor á sus monarcas, pidiendo las cosas mas justas y mas necesarias para la felicidad misma de sus magestades, y la de su familia como para la de su Nacion.* ¿ Quales eran estas cosas tan necesarias? No la separacion del principe de la Paz, porque ya lo te-

---

(1) Escoiquiz, apend. pag. 144 y sig.

nian moribundo, y preso en el 'cuartel de guardias de Corps. No el despojo de sus dignidades, porque ya en el dia precedente se le habian quitado las de generalísimo y de almirante, por decreto real. Nada faltaba que hacer á Carlos IV de quanto los amotinados pedian. Sin embargo prosiguen amenazando. ¿Que quieren? No lo dicen con sus palabras; pero si con sus obras. Renuncia Carlos la corona, y cesa el tumulto. He aqui *las cosas mas justas y mas necesarias* en opinion de Escoiquiz. He aqui los modos de *manifestar su amor á sus monarcas aquel buen pueblo*

¿Y quien es este pueblo de quien Escoiquiz se constituye defensor? No los vecinos de Aranjuez, pues aquel lugar no los tiene, siendo habitado por solos labradores, jardineros, y empleados de la casa real. El pueblo amotinado se reduce á los criados del señor infante D. Antonio, y de algunos Grandes de España, que tienen ya preparados con engaño y dineros á varios hombres baxos de los pueblos cercanos. Carlos IV conoció á los monteros de su hermano. En el tiempo en que no se creia venir las cosas al estado que despues tuvieron, corrió voz pública de que el infante D. Antonio habia

reartido dos millones de reales : que por parte de algunos Grandes de España se habian derramado crecidas cantidades , y que todo esto se habia verificado en los seis dias en que se recelaba la salida del rey para Sevilla. El marques Caballero asegura saber que por último recurso se dexaria marchar á Carlos IV ; pero que seria substraída la persona de Fernando para quedar en Aranjuez. Yo no debo creer lo que se contaba del infante D. Antonio , sino que los malos usurpaban el nombre de S. A. para cubrir su descaltad propia : pero las *Memorias* de Vmd. serian diminutas si privase á los historiadores futuros de la noticia de estos hechos , y estas opiniones. El resultado en que yo me confirmpo , es haber sido todo efecto y conseqüencia de las doctrinas propagadas , recomendadas y practicadas por Escoiquiz , por lo que se consideró precisado á sostenerlas en su obra.

Renuncia Carlos IV ; Escoiquiz es llamado á la Corte ; y llega quando ( segun él mismo confiesa ) habia « casi seguridad de que los » reyes padres habian protextado contra la » abdicacion de su corona , y se entendian » con el gobierno frances , mediante la reyna » viuda de Toscana , y el gran duque de

» Bèrg (1). » Esto es una verdad ; pero de tal naturaleza , que acredita de mentiroso á su autor , pues él mismo se jacta de haber dictado y escrito la proclama de Fernando VII, expedida con fecha en Burdeos á 12 de Mayo (2), en la qual dixo , que quando llegaron á Bayona Fernando y su hermano, » se hallaron, *impensadamente*, con la no- » vedad de que el rey su padre habia pro- » textado contra la abdicacion , pretendiendo » no haber sido voluntaria : y que no ha- » biendo admitido la corona sino en la buena » fe de que lo hubiese sido , apenas se ase- » guró de la existencia de dicha protexta, » quando su respeto filial le hizo devol- » verla (3). » En su obra misma de la *Idea sencilla* confiesa tambien , que quando volvió del Tardor encontró á Madrid en peligro inminente de sublevarse , y añade : « No » eran solos los enemigos de los franceses » los que fomentaban aquel fuego. Era im- » posible dexar de conocer que concurrían » á encenderlo muchos espías y *partidarios* » de los reyes padres , de Godoy , y de los

---

(1) *Escoiquiz* : cap. 1. pag. 15..

(2) El mismo : allí , cap. 4. pag. 59.

(3) *Escoiquiz* : apend. c. 8. pag. 186.

» mismos franceses interesados en excitar  
 » aquel alboroto para tener ocasion de aterrar  
 » á la España con un castigo sangriento de  
 » los madrileños, y envolver quizá al rey  
 » Fernando y *su partido* en su ruina (1).

Esta contradiccion ( que junta con otras nos exime de creer nada por sola palabra del señor Escoiquiz ) confirma por otro lado el concepto de que la renuncia de Carlos IV, y los sucesos que la produxeron eran obra suya y de su partido, y consecuencia de sus máximas y doctrinas; pues á no ser asi, luego que llegó desde el Tardon á la corte, y vió que habia *casi seguridad* de haber protextado Carlos IV, y de que se comunicaba con el gobierno frances, debió convinar estas circunstancias con la falta de reconocimiento de parte del embaxador, y del gran duque, y cortar en su raiz el peligro de una guerra civil y extrangera; pues tenia en su mano el remedio con solo aconsejar á su augusto discipulo la doctrina tan santa y justa como obligatoria que escribió (aunque faltando á la verdad) en la citada proclama, esto es, « que no habiendo admitido » la corona sino en la buena fe de que hu-

---

(1) Escoiquiz: cap. 2. pag. 10.

» biese sido abdicacion voluntaria, apenas  
 » se aseguraba de la existencia de la protexta  
 » quando su respeto filial le hacia devol-  
 » versela. »

Si Escoiquiz hubiera dado este consejo, quedaria purificado de la opinion de haber sido autor de la doctrina revolucionaria, cuyos efectos habian sido los sucesos de Aranjuez: pero lexos de sacrificar su ambicion á la pátria (como se jactá muchas veces) fue origen verdadero de todas las calamidades que se han subseguido por no haber aconsejado en Madrid con mérito suyo lo que Fernando tenia que hacer en Bayona, con gran peligro. Lexos de eso apuró su corto talento para lo contrario. En su consecuencia oida la insoluble dificultad que le objetó el emperador Napoleon con las abdicaciones de Carlos V y Felipe V, finge haber respondido, que para ser válida la de Carlos IV « no se necesitaba mas que la liber-  
 » tad de parte del renunciante, y la solem-  
 » nidad prescrita por las leyes para ello, y  
 » ambas cosas se habian verificado (1). » Si hubiera dicho que las dos faltaron, seria mas conforme á la verdad. Testigos de lo uno

---

(1) Escoiquiz: apend. pag. 150.



los tumultos y la protexta. Testigos de lo otro los consejeros de Castilla, pues oí á uno de ellos, que solo porque no mandó el Consejo publicar à primer decreto, la renuncia y aceptación en el dia 20 de marzo, sin oír á los señores fiscales como correspondia, recibió un cartazo con órdenes secas en el 21. El señor Escoiquiz puede venir ahora con embustes nuevos á decir que se guardaron las solemnidades prescritas por las leyes.

Supone tambien haber dicho al emperador que no merecia ningun aprecio la protexta de Carlos IV ; « pues habiendo sido el acto de » la renuncia completo y válido , no tenia ya » Carlos poder ni derecho alguno para retra- » tarlo ; y por consiguiente la protexta debe » ser mirada como nula y de ningun valor , y » como efecto puro de la debilidad , y de la » inconstancia (1). » ¿En que podia fundar Escoiquiz una proposicion tan osada ? ¿No sabia que la renuncia se habia verificado en medio de una guardia sublevada , y de un pueblo amotinado , como dice bien el señor Carlos IV en sus cartas ? ¿No sabia que sus partidarios ( á los quales titula *del partido de Fernando* ) habian promovido el segundo

---

(1) Escoiquiz : cap. 1. pag. 13.

motin de Aranjuez, después que no tenía por objeto á Godoy, sino solo mover el ánimo real á la renuncia? ¿No dice él mismo que los ministros de Carlos IV se pasaron á servir á Fernando? (1). Pues ¿como podía dexar de ser válida la protexta de un acto verificado en tales circunstancias? Pero quando el supuesto (sobre que procede tan miserable discurso) fuese cierto ¿donde se queda la doctrina proclamada del *respeto filial*? ¿donde la de ser él un hombre que se sacrificaba por la pátria? La guerra extranjera y civil que ve amenazada ¿no merecía que sacrificára Escoiquiz su ambicion haciendo á su áugusto discípulo ser un Héroe con devolver á su padre la corona, y á España la reunion de todos los habitantes? La pasion cegó tanto al buen Escoiquiz, que llegó á escribír una blasfemia política, sumamente ofensiva contra su rey, qual fue afirmar que « la desgracia mas horrible para » la España hubiera sido restablecer sobre » el trono á Carlos IV (2). » Es verdad que aplicó ésta proposicion escandalosa, enlazándola con el concepto de que Carlos

---

(1) Escoiquiz: alli, pag. 161.

(2) Escoiquiz: cap. 2. pag. 28.

« no hubiera querido ni podido negar la cesion del trono á Napoleon, (1) » lo que repitió en otra ocasion diciendo que « no podia dudarse que el rey padre cederia la « corona desheredando á todos sus hijos (2). » Mas esto (lexos de minorar el crimen) aumenta grados con la imputacion de lo que no es creible hiciese Carlos, mientras residiese en España, no obstante que lo haya executado en circunstancias totalmente diversas dentro de Francia.

Escoiquiz omite precaver los males que reconoce amenazar, y prefiere la esperanza de mandar en España baxo el nombre de su augusto discipulo á la tranquilidad de toda la Nacion, que pudo y debió proporcionar con solo aconsejar la devolucion del cetro por respeto filial. Si pensaba que hacer ésta valia tanto como traspasarlo á Bonaparte, ¿por que medios imaginaria evitarlo? ¿Por el de su viage á Bayona.? Exáminemos éste punto para última demostracion de ser Escoiquiz el autor de todas las calamidades. No hablemos ya mas de los malos medios que ha usado por espacio de diez años continuos

---

(1) Alli mismo , pag. 29.

(2) Cap. 4. pag. 54.

para revolucionar la España contra Carlos IV., inseparable de Godoy, y en favor de Fernando, cuyo nombre servia de título al ambicioso maestro. Ya logró sus intenciones; pero solo valieron para hacerse infeliz. Esto importaria poco. La pátria no hubiera perdido nada, si la necedad, la presuncion y la malicia unidas no hubieran convertido en victimas á Fernando VII y once millones de almas españolas.

El mismo Escoiquiz nos dice, que habiendo llegado en 28 de marzo á Madrid, « encontró al rey Fernando VII rodeado del » ejército frances por todas partes: que el » embaxador se habia negado á reconocer » á Fernando por rey de España; que el gran » duque de Berg habia tomado baxo su pro- » teccion á los reyes padres: que éste y » aquel pedian (aun con amenazas) la per- » sona del principe de la Paz (2), » y podía añadir que no habia respuesta del emperador á la carta de Fernando, escrita con fecha 11 de octubre anterior, pidiendo la novia, parienta de S. M. I. ¿Quién sino Escoiquiz dexaria de conocer que abandonar el territorio de su reyno, y poner el pie den-

---

(1) Escoiquiz : cap. 1. pag. 14.

tro de la Francia, era lo mismo que hacerse esclavo de quien no le responde á cartas, no le reconoce por rey, no cesa de proteger á los padres y su favorito, y no le dexa vivir en Madrid sino rodeado de un ejército frances. ? « Dióme (dice) todo esto, ( como » á todo el público ) las mas vivas sospechas » contra los franceses; y me persuadió que » todos aquellos pasos irregulares ocultaban » intenciones perjudiciales al rey y á la Na- » cion. Pero quales podian ser estas, y basta » donde se extenderian; eso era lo que yo » ignoraba, y no podia facilmente adivi- » nar (1). » Este lenguaje solo puede ser proprio de quien oculta los verdaderos motivos del viage por no ser favorables á su honor, como sucedia entonces. En otro caso, aun quando no fuese posible adivinar quales eran las verdaderas intenciones de Bonaparte, bastaba conocer ( como confiesa ) que sin duda eran perjudiciales al rey y á la Nacion, y que se ocultaban con malicia, para que debiera evitar el viage. Pero hay mas en el asunto, y Escoiquiz reconoció su culpa en el tribunal de su conciencia por el mismo hecho de guardar silencio.

---

(1) Cap. 1. pag. 14 y sig.

Vind. cita en sus *Memorias*, con relacion al maestro Salmon, que un incognito avisó al rey en el mismo dia de la llegada de Escoiquiz, quales eran las verdaderas intenciones de Napoléon. D. Josef Hervás, hijo del señor marques de Almenara, dió igual aviso por medio del señor D. Gonzalo Ofarril, ministro del rey Fernando. D. Manuel Mazon lo hizo en Miranda de Ebro: y el señor D. Mariano Luis de Urquijo, ministro que habia sido de Carlos IV, procuró hacerlo creer en Vitoria. Todo consta á Escoiquiz (1). ¿Por que se desentiende de argumentos tan concluyentes, quando cita que despreció « algunas voces vagas que comen- » zaban á esparcirse en el vulgo? » Añade que estas no tenian « mas fundamento ni » objeto que el del odio nacional *reciente-* » *mente* despertado, y de una desconfianza » general que no se fixaba » (2). Mas no debiera despreciar esas voces vagas, quando merecian reunirse con las otras noticias particulares. La circunstancia misma que ma-

---

(1) *Nellerto*. *Memorias* tom. 1. part. 2, y tom. 2. n. 34, 59, y 67.: Señor marques de Almenara: Defensa de D. Josef Hervás.

(2) *Escoiquiz*: cap. 1. pag. 19.

nifiesta de haber nacido el odio nacional *re-*  
*cientemente*, supone causa modernísima. El  
pueblo de Vitoria dió testimonio de co-  
nocerla. Escoiquiz huye de hacerse todos  
estos argumentos, por saber que no tie-  
nen solucion. En vano apela al voto de los  
otros consejeros íntimos. El era quien arras-  
traba las condescendencias á fuerza de bla-  
sonar de continuo su ascendiente sobre la  
preferencia que daba el rey á sus opiniones.

Ya es hora de decir la verdad sencilla.  
Los efectos de once años de intrigas de Es-  
coiquiz, y de la revolucion de Aranjuez,  
derivada de ellas, traxeron á su autor á la  
crítica situacion de no poder excusar uno  
de dos extremos, ambos fatales para él; á  
saber, aconsejar á su augusto discipulo que  
restituyera el cetro á su padre, haciendo re-  
conciliacion digna de tan bondadosos prin-  
cipes; ó probar fortuna por más adversa que  
presentase su cara en Bayona. Lo primero  
era facil; pero no le acomodaba por el miedo  
de la renovacion del proceso del Escorial,  
cuyas conseqüencias podian ser funestísimas  
para su persona, y por la pérdida cierta de  
autoridad que no le era indiferente. Lo se-  
gundo podia surtir tan mal efecto como se  
anunciaba para toda la real familia; pero

tambien parar en solo perder la Navarra. Esto en su corazon no pesaba tanto como su peligro personal. Prefiere, pues, lo segundo á costa de una porcion preciosa de la corona, y si es necesario de toda la familia real, por no exponerse á la justa cólera de Carlos IV. He aqui la verdadera resolution del problema sobre el viage de Bayona.

Quando tuvo valor para escribir que « nin-  
» gun hombre sensato podia presumir la in-  
» tencion de colocar en el trono español  
» una nueva dinastia, (1) » pintó con la pluma lo que no sentia, ó se declaró él mismo por insensato. En este punto bastante le ha dicho el señor Cevallos: no es necesario recargarle mas (2).

Conduxo á su augusto discipulo á Bayona para el sacrificio por no sufrir el que recibia suyo: y quando vió que no habia remedio para el objeto principal, dirigió sus miras á complacer á Bonaparte, procurando disminuir su desgracia personal, disminuyendo la del rey Fernando VII. Asi se dexa

---

(1) Escoiquiz: cap. 2. pag. 28.

(2) Señor Cevallos: Exposicion de los hechos.—  
Observaciones á la obra del señor Escoiquiz.



ver en la proclama de 12 de mayo, y en la carta de juramento de fidelidad al rey Josef, de cuyas redacciones se jacta, dando nuevos testimonios de la cortedad de sus talentos, quando intenta persuadir que ambas piezas tienen sentido contrario al texto literal. Como las dos están en sus *Memorias* de Vind., no considero necesario hablar de ellas.

Una vez sucedida la desgracia, yo le perdonaria todas las deferencias y debilidades manifestadas en Francia, sino le viera despues proseguir en España siendo autor de nuevas desgracias. Este hombre, que desde Bayona escribió carta confidencial manifestando su verdadera opinion de reconocer la nueva dinastía, y que hace hablar al rey Fernando en el mismo sentido en sus cartas dirigidas al infante D. Antonio, al emperador, al rey Josef, y á los Españoles (1), apenas vuelve á dirigir el gobierno en Madrid, se declara perseguidor de una multitud de millares de Españoles de dos distintas opiniones contrarias entre sí, que no lo merecian; pero que aun quando lo mereciesen,

---

(1) *Nellerto*: *Memorias*, art. 4. pag. 80. tom. 1. y tomo 2. num. 54, 61, 74, 75 y otros.

debiera proteger, siquiera por no aumentar los males del reyno, que solo era desgraciado por consecuencia de sus intrigas. Esto prueba que tambien reúne la qualidad de mal corazon.

Esta carta me ha salido mas larga que yo pensaba, por lo que omito manifestar otras contradicciones de la obra del señor Escoiquiz, y otros convencimientos de haber faltado á la verdad varias veces; pues lo expresado basta para demostrar que su autor es el origen y la causa de los desastres de la España y de sus familias; y que son dignos de compasion ( quando no de desprecio ) los Españoles ( que por una esperanza imaginaria de disminuir su calamidad personal ) han faltado debilmente á la causa de la justicia general, adulando á Escoiquiz y á otros en papeles impresos, disculpándolos, y aun elogiándolos; entre los cuales ninguno hace papel mas desairado que Carnerero; no haciendolo tan decoroso como merecia por otras circuntancias el señor marques Caballero; y menos el señor Sempere Guarinos: Mas quiero reputarlos débiles que pérfidos.

Paris 1. de mayo de 1816.

T. G. S.

*Nota.* El contexto de la carta precedente

manifiesta estar escrita antes que se publicasen las *Memorias* de monseñor Pradt, y la segunda traduccion de la *Idea sencilla* por un anónimo frances; pues si el autor de la carta hubiese leído esas obras, era verosimil haber dicho algo contra la credulidad de los dos escritores que supusieron como cosa cierta haber dicho Escoiquiz á Bonaparte todo lo que contienen sus conversaciones impresas, quando es facil conocer que son fraguadas el mayor número de sus especies, despues de la caída del poderoso; formacion del congreso de Cortes; y publicacion de ideas nacionales, jamas oidas en la diplomacia española. La credulidad es mas extraña en monseñor Pradt, porque su intimidad con Bonaparte por muchos años le proporcionó conocer que nõ era éste capaz de permitir á Escoiquiz prolongar tanto las discusiones y multiplicar las réplicas con extraordinaria difusion. Alguno ha sospechado que el señor Pradt ha procedido en esto con tan poca sinceridad como en callar que quatro quintas partes de sus *Memorias* son un plagio de mis dos primeros tomos, siendo facil ajustar la cuenta, la qual hizo ya por mayor el segundo traductor de la obra de Escoiquiz.

NUMERO CXLII.

*Carta sobre los Manifiestos de D. Pedro Cevallos.*

S.<sup>a</sup> D. JUAN NELLERTO.

Muy señor mio : Prometí á Vmd. en mi primera carta tratar de otras obras publicadas acerca de la revolucion de España. Voy á cumplir mi promesa en lo respectivo á los manifiestos de D. Pedro Cevallos, ministro actual de Estado, y Negocios Extranjeros en Madrid.

Yo veo en su persona un antagonista político de D. Juan Escoiquiz, aspirante á los honores y al mando como su adversario; pero mas cauto en la eleccion de medios, por no decir mas hipócrita.

Apenas Fernando VII comenzó á reynar, renunció Cevallos en manos de S. M. el ministerio de la primera secretaria de Estado, que habia exercido en el Reynado de Carlos IV; pero lo hizo satisfecho de que no solo no se le admitiria la renuncia, sino que se le aumentaria el favor por haberse declarado contrario del principe de la Paz. El mismo dá las armas para esta presuncion en sus

*Observaciones* (1), quando se jacta de que nadie le insultó en los molines de Aranjuez, de los dias 17, 18, y 19 de marzo de 1808, aunque se verificó con otros parientes de Godoy, y con los que se reputaban sus mas íntimos amigos. Esto equivale á decir que los autores de aquellos movimientos lo tenían por partidario suyo, á pesar de haberse casado con una prima hermana del principe de la Paz, y de que no seria nada en este mundo sino por la proteccion que éste mismo principe le habia dispensado. El se jacta de que Napoleon le trató de *Traydor*, y debia suponer que semejante concepto tenia su origen en las relaciones de Carlos IV. ¿Como no se aplicó este dictado al señor Labrador, que le igualó en la resistencia á los proyectos de Bonaparte? ¿Como no dixo tal improprio á ningun otro de los concurrentes? Carlos IV sabia que todos eran contrarios suyos, y sin embargo no informó á Napoleon de procedimientos capaces de admitir interpretacion de doblez y perfidia, ni comparables con los de quien (por ser ministro del mismo Carlos) debia distar mas

---

(1) *Observaciones sobre la obra del señor Escoiquiz*, pag. 9.

del partido adverso. Pero acerquemonos mas al objeto de sus obras.

Publicó una *Exposicion de los hechos y maquinaciones que han preparado la usurpacion de la corona de España; y los medios que el emperador de los franceses ha puesto en obra para realizarla*: y en ella desfiguró algunos hechos importantes, como luego haré ver, á pesar de la jactancia con que afirma en su papel posterior de *Observaciones* que habia respetado *las severas leyes de la verdad* histórica (1).

Para demostrar lo contrario conviene tener presente que Fernando VII salió de Bayona dia 9 de mayo de 1808, quedándose allí D. Pedro Cevallos hasta el 9 de julio, en que fue con el rey Josef á Madrid: que éste fue declarado monarca español en 6 de junio: que Cevallos fue miembro de la asamblea de Bayona, y como tal prestó juramento de fidelidad á S. M. el rey Josef, y á la Constitucion: que lo reiteró como gentil-hombre de la Cámara, y, tercera vez como ministro de Negocios Extranjeros, por nombramiento del mismo Josef en 4 de julio: y que sirvió este destino hasta 31 del propio

---

(1) Pag. 3.

mes en que S. M. salió de Madrid para Victoria.

En su *Manifiesto* dice que se allanó á jurar á Josef porque de lo contrario se le hubiera detenido en Francia, impidiendole servir á Fernando, y á la Pátria; pero no porque tuviera jamas intencion de adherirse al sistema frances; y que por este mismo principio admitió el ministerio, pues todas sus gestiones en Bayona fueron dirigidas al objeto de evitar su detencion en Francia, y verse libre dentro de España para seguir el partido que despues ha seguido.

Si esta intencion fuera cierta, parece imposible disculpar su silencio. Seria tan criminal, que se acercaria en el efecto al delito positivo de traicion. El señor D. Miguel Azanza era su compañero de ministerio; estaba tambien en Bayona; era sumamente afecto á Fernando VII, que poco antes lo habia llamado á la Corte. ¿Por que no dixo el señor Cevallos entonces al señor Azanza que todo quanto veia en Bayona llevaba el carácter de farsa ó intriga cómica, con objeto de salir de Francia? Jamas pudo rezelar que el señor Azanza revelára el secreto. Las resultas hubieran sido manifestar en España captelosamente una verdad

tan importante á los españoles de buena fé y ninguno hubiera hecho despues el viage de Vitoria. Todos se hubieran quedado en Madrid, ó en sus casas esperando las resultas de la guerra. El rey Josef se hallaria en Vitoria sin Corte; con solo el carácter de general de un ejército de su hermano. Ninguno era entonces afecto á los franceses. Todos cedian á las circunstancias de la fuerza mayor é irresistible. Los que se declararon mas abiertamente á favor del nuevo sistema que se creyó ser la suerte futura de España, lo hicieron porque las autoridades constituidas obraban en el propio sentido.

Cevallos pudo mudar todo el estado de la question política, con solo decir al señor Azanza, y despues al señor Ofarril (tambien ministro de Fernando VII, muy afecto y muy agradecido á su real persona.) « Se-  
 » ñores, hagamos entender con cautela y  
 » secreto á todos los que han estado en Ba-  
 » yona, que las proclamas y las órdenes de  
 » Fernando son solo por cumplir con Na-  
 » poleon; pero que su verdadera voluntad  
 » es que la Nacion se arme y resista con  
 » todas sus fuerzas al usurpador. Yo he que-  
 » dado de acuerdo con Fernando y su co-  
 » mitiva en este punto para manifestarlo



» quando cesára el peligro de ser detenido  
» en Francia. »

Con efecto, si el rey y los que le acompañaron á Valencey, tuvieran este modo de opinar, hubiesen encargado á Cevallos, al duque del Infantado, y á otros españoles confidentes suyos, hacerlo saber quando cesára el riesgo. El silencio de Cevallos en tal caso era crimen horrible. La desobediencia recaía en materia gravísima. Se necesitaba grande ingratitud y suma perversidad para dexar de cumplir aquel encargo.

Pero si Fernando VII y sus consultores no le manifestaron intencion contraria al sonido de sus palabras; si el verdadero propósito de aquel tiempo era el que sonaba en los escritos, tampoco podía ser inocente Cevallos en oponerse á la voluntad de Fernando, supuesto que el mismo Cevallos previa los peligros á que seria expuesto el rey cautivo. Y si pensó hacer compatible todo por las esperanzas que fundase del valor de la Nacion, su silencio era omision culpable, capaz de producir la division de opiniones que llegó á existir con el tiempo, y que por entonces no existía.

Mas todos estos discursos son hipotéticos, porque Cevallos supuso la hipótesis. Lo cierto,

ciertísimo es, que faltó á la verdad en su *Manifiesto* para persuadir á los españoles de su segundo partido, y á los ministros de las otras naciones europeas aquello que se propuso despues de mudadas sus opiniones políticas, y ponderar como relevante mérito suyo haber resistido en quanto pudo las cesiones de Bayona, pintando el suceso con colores bien diferentes de la verdad histórica, cuyas *severas leyes* dixo despues haber seguido, y cuya infraccion voy á demostrar.

En 8 de junio escribió á D. Eusebio Bardaxi Azara, desde Bayona en estos términos: *He tenido el honor de presentarme al rey, que llegó ayer de Nápoles; y he formado el concepto de que su presencia, su bondad, y la nobleza de su corazon (que se descubre á primera vista) bastarán sin exércitos á calmar esás provincias.* Esta carta (de que Vmd. dió noticia en el tomo primero de sus Memorias) existe original en poder de una persona de alto carácter, para mostrarla si llegare la ocasion; y no permite ningun lugar á las dudas sobre si manifestaba ó no verdaderas opiniones; pues es confidencial de un amigo para otro, y comprehensiba de asuntos puramente domésticos y personales.

Aun quando permitiese dudas, las excluiria una convinacion crítica de su contenido con la conducta de Cevallos. Fíxese la consideración en el encargo reservadísimo que dió á D. Evaristo Perez de Castro, en el dia 6 de mayo, quando ya Fernando VII habia devuelto á su padre la corona por miedo de las amenazas que se le hicieron en el dia 5. El encargo fue verbal; por rezelo de las malas resultas que podia producir un papel si fuera sorprendido. Se reduxo á que Perez de Castro dixese á los ministros Azanza y Ofarril; y demas individuos de la Junta de Gobierno, que ya no convenia de ningun modo hacer lo que se habia mandado en cierto real decreto del mismo dia 5 por la mañana, antes de la sesion conminatoria que produjo la renuncia. Por el decreto se habia ordenado juntar Cortes, reunir tropas, y hacer guerra, y se remitió á España secretamente á pesar de la vigilancia de los espías de Napoleon. El mismo Cevallos se jactó de ello para exâgerar su industria, sus talentos y su zelo. Salido el conductor, verificada la sesion terrible, y prometida la renuncia, sobrevino el miedo de perder la vida si el decreto se ponia en práctica. Determinase precaber el mal despachando á Perez

de Castro con órdenes contrarias. El delegado sale de Bayona ; y desde Irun escribe al señor Urquijo , ex-ministro de Estado de Carlos IV en estos términos: *Acabo de llegar de Bayona , y continuo mi viáge de prisa para Madrid , dexando aqui ésta para que pase con brevedad á esa. Me detuve pocas horas en Bayona , y en ellas vi perecer á nuestro amado : merced á la gravedad del mal , y á la impericia de los facultativos que le trataron. Dios nos saque ahora con bien ; y tengamos la fortuna de impedir alborotos , y de que no nos abismemos por lo que no ha estado en nuestra mano evitar.* Llegó Perez de Castro á Madrid , cumplió su encargo , y viendo que nada se habia hecho ni podido hacer relativo al decreto del 5 por la mañana , revocado por la tarde , se sabe haber dicho con gran regocijo ; *Quanto me alegro de haber llegado á tiempo ! Allí en Bayona estabamos temblando de las resultas : ya no dabamos por seguras las vidas del rey ni de los demas si aqui hubieran Vmds. hecho algo.*

¿ Como podrá el señor Cevallos hacer este suceso compatible con la propbscion de que su conducta en Bayona era solo para conseguir libertad ? Si fuese tal su intencion ver-

dádera ¿por que procedia en sentido contrario dia 6 de mayo? ¿Por que escribia reservadamente contra su propio juicio en 8 de junio? ¿Por que no manifestó su opinion luego que pisó el suelo español? ¿Por que sirvió el ministerio veinte y quatro dias, hasta que supo la batalla de Baylen.?

Esta batalla, que mudó la opinion del mayor número de grandes de España, hizo el mismo efecto en Cevallos, quien faltó á las severas leyes de la verdad histórica en referir y suponer que su corazon no estaba de acuerdo con las opiniones que habia aparentado profesar.

Faltó á la verdad en otras varias cosas, y perdió todo derecho á ser creído en quanto refiera y no conste por otro conducto. En el apéndice de su *Exposicion* publicó como carta de Fernando VII á su padre, escrita en Bayona dia 6 de mayo de 1808, una fraguada por el mismo Cevallos, con la desgracia de no preveer que podia llegar dia de publicarse la verdadera. La memoria le hizo traicion entonces, pues no le recordó que el mismo rey Fernando habia insertado copia en la que con aquella fecha dirigió á su tio el infante D. Antonio, como á presidente de la Junta de Gobierno de España.

Vind. publicó el contexto del uno y otro papel en los números 54 y 55 del tomo segundo de sus *Memorias*, llamando algo la atención ácia la discrepancia de copias.

Qualquiera que lea los dos contextos, y considere las circunstancias de terror en que Fernando se hallaba, conocerá fácilmente que no podia escribir á su padre con el tesón que fingió Cevallos para pasar plaza de héroe como secretario de Estado, y que por el contrario la copia inserta en la carta para el tío, lleva consigo los caracteres y las señas de la verdad. El hecho es prueba demostrativa de que Cevallos no siguió las *Leyes severas de la verdad* histórica como se jacta.

Publicó en el apéndice de su *Exposicion* un papel de renuncia del ministerio de Estado, con fecha de 28 de julio de 1808, fundándola en hechos inciertos: y tales que ni aun era verosimil hacerse presentes al rey Josef, pues el contexto impreso indicaba que Cevallos no ejercia el ministerio con gusto, ni conforme á las opiniones propias personales suyas. Este papel es fraguado despues de mudadas las circunstancias, como la supuesta carta de Fernando VII del 6 de mayo; todo con la idea de persuadir á los

españoles ignorantes de la verdad , y á los gabinetes de la Europa que desde los principios habia procedido consecuente á este modo de pensar sin ceder jamas de veras á Napoleón.

Pero todo es falso y contrario á la verdad histórica. Los señores Azanza y Urquijo saben con otras personas respetables vivientes , que Cevallos pretendió en Bayona el ministerio, para cuya consecucion multiplicó diligencias indirectas , que surtieron el efecto deseado. Otro tanto sucede por lo respectivo á la renuncia. Es falso que la hiciera dia 28 de julio, y en los términos de su papel impreso. Los mismos señores Azanza y Urquijo, y el señor Ofarril , testificarán, si fuese necesario, la certeza de lo que Vmd. refirió en el primer tomo de sus *Memorias*, como sucedió en el consejo de ministros del dia 31 , tres dias despues de la fingida fecha del supuesto papel. Yo sé tambien haber dicho en Vitoria el rey Josef, que Cevallos le habia prometido en el momento de la despedida , servirle « mas y mejor quedándose en » Madrid, que acompañándole en su retirada, » porque hablaria con todos en el tono de » preferir la paz á la guerra , y persuadiria » los funestos efectos de una resistencia te-

» meraria é inútil. Lo cumplió mal, pues poco tiempo despues se formó la Junta central; procuró ser miembro de ella para mandar á la multitud, y logró por lo menos el ser su ministro de Estado: pero esto solo prueba infidelidad del que promete; no incertidumbre del hecho de la promesa.

En su *Manifiesto* habló Cevallos en tono de haber ignorado las negociaciones relativas al tratado de Fontainebleau sobre Portugal, y de ser todo una intriga de Godoy con Izquierdo. No reflexionó, que si esto fuese cierto, resultaba reo de uno de los mayores crímenes en que puede incurrir un ministro, qual es prostituir su firma, ó los sellos de la secretaria, sin saber para qué. Pero ya sabemos ahora lo que hay de verdad en el asunto, pues consta bien claro de los papeles existentes en Paris en poder del sobrino de Izquierdo, cuya publicacion vendria para desengaño de algunos que viven en concepto equivocado (1). En ellos se ve que D. Pedro Cevallos refrendó como primer secretario de Estado los plenos po-

---

(1) El autor de esta carta no sabia que ya se me habian franqueado copias para la impresion = *Nota del editor.*



deres ; y que llenó de elogios á Izquierdo por su negociacion. Si de veras ignoró los pasos que se daban en secreto por Izquierdo y Godoy , elija extremos. ¿ Creia que eran favorables á la patria ? Faltaba motivo para citar la ignorancia como mérito. ¿ Sospechaba lo contrario ? Nos ha dado testimonios de que sabe cerrar los ojos , y autorizar con su firma los desaciertos , y aun los crímenes de un favorito. No basta decir lo que ha dicho de que los reyes ven con otros ojos que los vasallos á quienes solo toca obedecer. Esto es falso , hablando de un ministro ; el qual está obligado á representar al rey lo conveniente. El resultado del suceso es haber querido persuadir que ignoraba las negociaciones.

¿ Que se merecerá para la historia un escritor , cuya inexactitud de narraciones se junta con la alteracion del contexto de piezas justificativas ? Pues añadanse las reticencias cuyo silencio ( si el historiador es exacto ) se interpreta como argumento de incertidumbre de los hechos. ¿ Podrá Cevallos negar que despachó en Bayona , dia 6 de mayo de 1808 á D. Evaristo Perez de Castro con la comision antes indicada de persuadir la sumision pacífica por evitar mayores males

de la Nacion, y los peligros personales de Fernando? ¿Por que calló en su *Manifiesto* tan substancial acaecimiento? Tanto mayor era su obligacion de mencionarlo, quanto mas hacia saber á la Europa el decreto de guerra firmado en el dia 5 por la mañana, antes de la sesion terrible que produjo la devolucion del cetro á su padre.

Su omision equivale á querer persuadir que el último estado del asunto antes del viage de Valencey era el decreto de Fernando para la guerra, y esto es positiva oposicion á la verdad histórica; lo primero porque Fernando dexó de ser rey volviendo el cetro á Carlos IV pocas horas despues de firmado el decreto de guerra; y lo segundo porque revocó la providencia. Las leyes históricas mandaban hacer saber á la posteridad que los movimientos de las provincias comenzaron y prosiguieron contra la voluntad de Fernando, y de todos sus consultores, igualmente que contra la del mismo Cevallos, aunque mudára despues éste sus opiniones.

Que Fernando VII no fuese rey de España desde 6 de mayo, es una verdad mas clara que la luz del medio dia, en qualquiera extremo que Cevallos quiera esco-

ger. Dando por supuesta la nulidad de las cesiones á Bonaparte , solo Carlos IV fue rey de España desde la devolucion hecha por su hijo. Cevallos no puede persuadir á ninguno que fuese nulo el acto de un hijo que devuelve á su padre la potestad soberana , precedentemente poseida , renunciada en medio de tumultos , y reclamada con protestas y diligencias para su recobro dentro de España , sin perder momento desde que pudo hacerlo. La falta de libertad que hubiera en Fernando al devolver la corona no fue mayor en sus causas y efectos que la sufrida por Carlos al renunciar. Si esta fue válida , mas y mejor lo será la devolucion. Como el asunto fuese pleyto entre el duque de Medinaceli y su hijo primogénito , no era necesario ser legista para saber la sentencia que habian de pronunciar el Consejo , las Chancillerias y Audiencias ; y la diferencia de personas no hace variar el derecho sino para multiplicar las razones de Carlos IV. Asi es que quando Fernando VII ha vuelto al trono español , su título verdadero es el consentimiento de su padre que se lo toleró ; ó de lo contrario el recibido de Napoleon en el tratado de Valencey.

En sus *Observaciones* se jacta Cevallos de

escribir sin ofensa de nadie, y al mismo tiempo hiere gravísimamente la buena memoria de D. Josef Martinez de Hervás, que lexos de merecer este agravio, contrajo en favor de Fernando VII mérito muy superior al del mismo Cevallos; pues se sobrepuso á todas las relaciones que Cevallos cita, y no obstante ellas avisó el peligro de la muerte política de Fernando, que pudo y debió evitarse, y se hubiera evitado con efecto, sino por la *impericia de los médicos* que D. Evaristo Perez de Castro citó. La honradez de este caballero no permitió atribuirlo á la verdadera causa de que tengo hablado en mi anterior carta; pero bastante dixo para que pudiesemos discurrirla. Es tanto mas culpable la imputacion del señor Cevallos contra Hervás, quanto mas choca con la memoria que al mismo tiempo hace de D. Justo Ibar Navarro. Yo reconozco tal vez mejor que el mismo Cevallos la grandeza del mérito que contraxo éste consjero; pues á lo menos sé que si yo me hubiese visto ministro secretario de Estado, hubiera premiado á D. Justo Ibar Navarro mucho mas que lo está. Se halla inferior á los que visitaban diariamente al gran duque de Berg, pretendiendo plazas de camaristas de Cas-

tilla, y D. Justo la merece mejor que ellos, por la nobleza de corazón con que se expuso mucho por servir á su rey. Pero supuesto que Cevallos citaba una persona con elogio por lo que hizo, debia ser historiador mas fiel, y mas exácto no convirtiendo el mérito en objeto de sospechas malignas. Vmd. refirió en el primer tomo de sus *Memorias* los hechos de la lealtad de D. Josef Martinez de Hervás; y el señor marques de Almenara publicó una *Defensa* que no permite ya dudas. Por eso no me detengo á refutar la malignidad del autor de las *Observaciones sobre la obra del señor Escoiquiz*.

En otra ocasion dexó Cevallos tambien testimonio de que no escribia sin ideas personales, imputando á los otros ministros del rey Josef haber dicho que Cevallos no estaba al alcance de la grandeza de los planes del emperador Napoleon. Una especie de ésta naturaleza no podia ser necesaria en obra que se aparentaba escribir solo por el bien público; pues por si misma indica resentimiento personal, y donde hay ésta, rara vez se hacen íntegras y sencillas las narraciones.

Finalmente, Cevallos dexó impresos en sus opusculos los caracteres de historiador poco sincero, quando afirmó cosas que le

constaba ser contrarias á la verdad ; y calló otras que debió decir para librar del error á los lectores. Sin embargo, él consiguió imponer á los Españoles ignorantes de lo que habia ocurrido , y tambien á los gabinetes extrangeros con las apariencias de la sinceridad , fingiendo cuerpo de Nacion que no habia en aquel tiempo , ni lo hubo hasta mucho despues. El ha sabido amañarse para ser ministro secretario de Estado con Carlos IV , con Fernando VII , con Josef ; con la Junta Central ; con la Regencia de las Cortes , y otra vez con Fernando VII , al mismo tiempo en que procede como enemigo de los adictos á las Cortes , y al rey Josef. Esto acredita que ha sabido ser un Protheo. Sin embargo , podemos esperar que su suerte futura sea como la de otros , que tarde ó temprano han comenzado á pagar con su desgracia una parte de lo infinito que merecen por su espíritu abominable de perseguidores , por esas horribles proseripciones que han sugerido , y por esa inflexibilidad que imprimieron en providencias sangui-narias. Los perseguidos son vengados por Dios en parte con la desgracia de los perseguidores : nuevo testimonio de la Providencia Divina.

Dios guarde á Vmd. muchos años. Paris 4  
de junio de 1816.

T. G. S.

*Nota del Editor.* = Ya se ha verificado tambien la desgracia de D. Pedro Cevallos, que deseó vaticinar el autor de la carta precedente, y es el séptimo desgraciado de los perseguidores de la inocencia. Cuento en este número á los bárbaros monstruos, afrenta del estado religioso, y del sacerdocio (si estas cosas santas la pudiesen recibir) aquellos digo, cuyas plumas (propias únicamente para *escrituras de taberna y jarro*) intentaron dar á la religion christiana un carácter sangui- nario y vengativo, contrario totalmente al espíritu del Evangelio, y aun á la letra; en tanto grado que la Inquisicion tiene conde- nadas en España con el dictado de *heréticas* muchísimas proposiciones. que no se opo- nen al texto y sentido literal del Evangelio tanto como las que menudean, hierben, se tocan, y forman el espíritu de los pape- les del horrible inhumano autor de la *Ata- laya*, y del soez, baxísimo, infame libe- lista F. M. M. M. C. de quien (si yo quisiera vengarme por medios iguales al suyo), podia con solo declarar su nombre, y referir su

vida. En fin, si la *guerra de empleos* prosigue como única verdadera causa, y origen de las injusticias, se podrá esperar la desgracia de otros, porque ( como dicen en España ) *Dios castiga sin palo*, y escribirse otra obra imitando á Lactancio, *De morte persecutorum*.

---

### NUMERO CXLIII.

*Carta sobre la insurreccion de Andalucía, que ilustra lo contenido en la del número 134.*

Señor D. Juan Nellerto : Por una casualidad he leydo la carta que Vmd. ha hecho imprimir en el número 134, tomo tercero de sus *Memorias para la historia de la revolucion de España*, y veo haber escrito el autor de dicha carta « que yo llevé á Cádiz » (*disfrazado en traje de postillon*) los » pliegos de la Junta de Sevilla ; y que ha » biendo desembarcado en su muelle, sa » cudi el látigo con tal vehemencia , que » llamé la atencion de la plebe para que » ésta quisiera saber el origen y motivo del » viage, como con efecto lo supo, y se in-



» flamo contra los franceses mas, de lo que  
» ya estaba. »

Padeció el autor equivocacion positiva en decir que yo estaba *disfrazado en traje de postillon*, pues llevaba mi uniforme de oficial del real cuerpo de artilleria: y no acertó mas en la interpretacion que dió al manejo del látigo, porque sin las intenciones que se me atribuyen de llamar la curiosidad de la plebe, es el sacudimiento de un látigo propension muy natural de todo jóven quando entra en ciudades corriendo posta.

Yo no he sido nunca revolucionario, sino amigo del órden, enemigo de la anarquía, y deseoso de la tranquilidad pública; por lo qual no quisiera que la cláusula de la carta diese ocasion á la posteridad para contarme por uno de los que contribuyeron á los alborotos y desgracias de Sevilla y Cádiz. Para evitarlo considero conveniente referir á Vmd. lo que sucedió en la parte que tiene relacion ácia mi persona; y estimaré mucho que Vmd. lo publique del modo que le parezca.

La Junta de Sevilla se instaló tumultuosamente, como dice con verdad el autor de la carta; y luego mandó que quatro ofi-

ciales de Artilleria ; llevásen pliegos suyos á los capitanes y comandantes generales del campo de S. Roque , de Granada , de Badajoz , y de Cádiz ; con órdenes de reconocerla como *gobernadora de España é Indias* , y obedecer por consiguiente sus providencias, una de las quales era declarar la guerra contra los franceses , en el concepto de que se haria paz con los ingleses. Dispuso que fuésemos oficiales de artilleria los conductores porque siendo científico este real cuerpo, se supuso que sus individuos eran capaces de instrucciones verbales, superiores á la inteligencia de unos correos comunes : y con efecto á todos quatro se nos instruyó de lo que debiamos hablar con los generales sobre el contenido de los pliegos.

Yo propuse primera y segunda vez varios motivos de excusa de la comision ; pero no habiendose apreciado por suficientes, me fué forzoso cumplir la órden. La profesion militar no permite deliberaciones ni discursos políticos acerca de la *legítimidad del origen* de la potestad del que manda. Basta ver á éste con la *posesion del mando* y de la superioridad, para que haya obligacion de obedecer. De lo contrario la disciplina militar iria por tierra.

Fuera de esto, aunque yo hubiera querido negar á la Junta mi obediencia, no hubiera servido de nada para evitar los efectos de sus resoluciones; otro hubiera cumplido sus mandatos; al mismo tiempo que yo seria inutilmente sacrificado. Estos miedos no me hubiesen contenido: tengo dado testimonio práctico de que los peligros no me acobardan: solo acepté la comision creyendo que el militar, hombre de honor, debe observar con exáctitud la disciplina de obedecer al que posee autoridad de mandarle. Ya no habia en Sevilla otro gobierno reconocido por los habitantes.

El modo con que yo cumpli sus órdenes en Cádiz, fue tan decoroso como corresponde á mis circunstancias. El ilustre marques del Socorro no hubiera sido (como fue) víctima de su propio honor, si él no hubiera entendido las leyes de éste mismo honor én un sentido tan estricto. Creyó que no le permitian evadirse del peligro que yo mismo le anuncié por el verdadero afecto que le tenia, y por la grande amistad con que me honraba.

El marques pensó que reconocer la autoridad de la Junta de Sevilla era crimen, supuesto que esta no tenia en su favor la

voluntad nacional, sino la de una ciudad amotinada. Juntó los generales residentes en Cádiz; resultó el bando que cita el autor de la carta; y debe suponerse que para entonces ya era público y notorio quanto habia pasado en Sevilla, no precisamente porque yo lo contase, como permite discurrir el contexto de la carta, sino porque muchos comerciantes de Sevilla despacharon expresos con aviso á sus corresponsales de Cádiz para sus objetos de comercio ingles.

Esta publicidad y las instigaciones de personas resentidas por motivos particulares contra el marques, produxeron el peligro que yo conoci bien pronto en Cádiz. Inmediatamente lo anuncié al marques diciéndole que podia evitarlo dexando el mando interinamente al general Morla, y pasando conmigo á Sevilla, con pretexto de no haberse podido informar bien del estado de las cosas por mi relacion para objeto de tanta consecuencia.

El marques agradeció infinito mi aviso y consejo; pero no se conformó con seguirlo; diciendo lo primero, que, sus émulos lo interpretarían por acto de cobardia, y no queria sufrir esta opinion; lo segundo, que tal vez los ingleses intentarían apoderarse de

Cádiz, aprovechando los momentos de turbacion, por medio de algunas inteligencias, y si ésta desgracia se verificase, le acusarian despues, imputandolo á culpa suya, quando no á positivo crimen de traycion; por lo que preferia permanecer en Cádiz, y ver las resultas del bando con peligro propio.

Me despedi marchando á Sevilla con la respuesta de haberse publicado dicho bando y que si la Junta no aprobaba su conducta, nombrase otro general que le relevase. Yo estaba ya bien lexos de Cádiz, en camino para Sevilla, quando la plebe cometió los barbaros atentados que se refieren en la carta contra el marques, del qual nadie puede, (sin injuriarle) dudar que fue tan amante del honor de España, como buen caballero, y buen militar. Tengo el consuelo de haber hecho compatible el cumplimento de las órdenes de la Junta, con las leyes de la amistad.

Esta es la verdad sencilla de lo sucedido en quanto dice relacion á mi persona. No me acusa mi conciencia de haber faltado durante un solo momento á las leyes del honor. Servi bien al gobierno de Sevilla, mientras estuve baxo sus órdenes. Despues

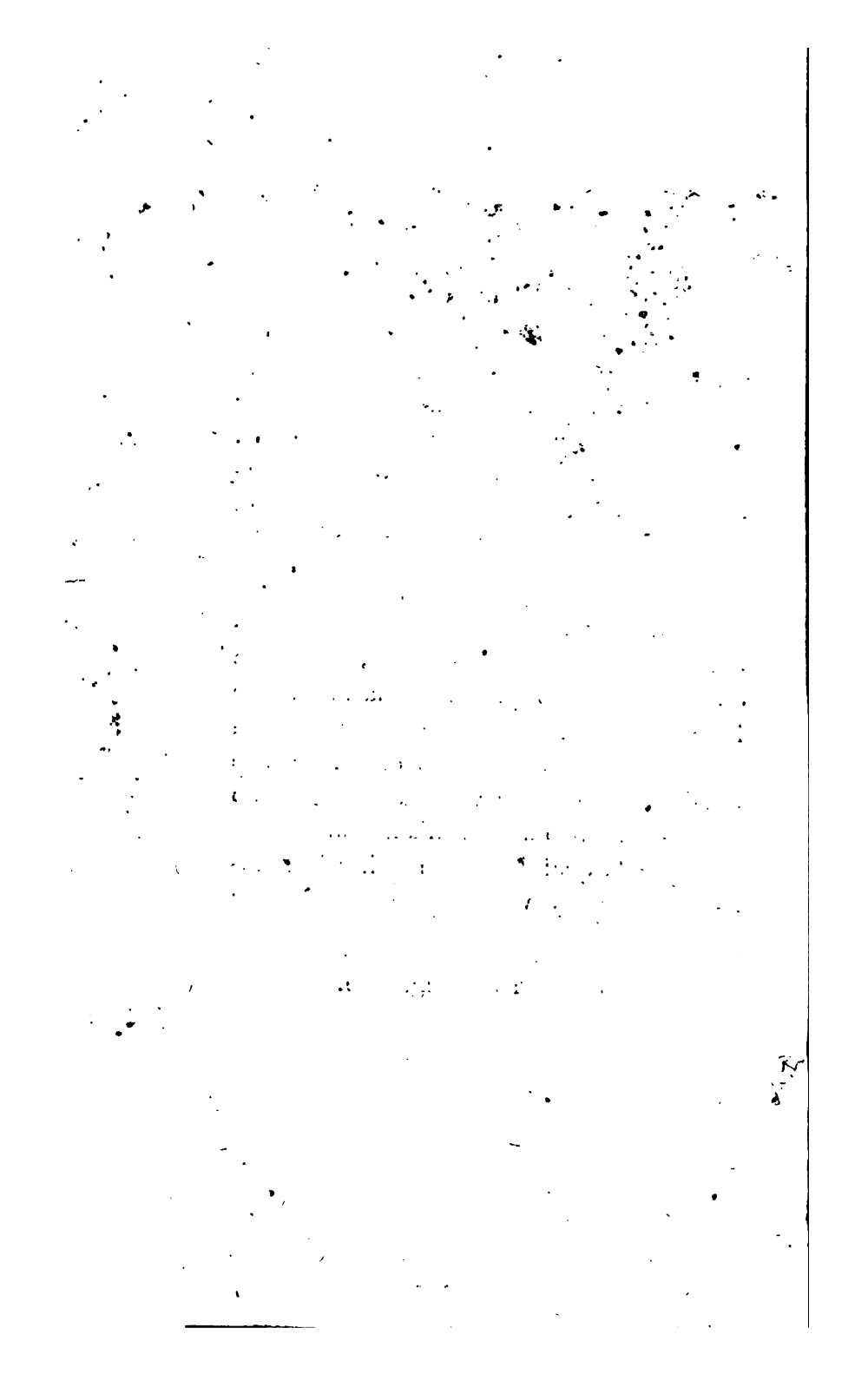
juré fidelidad al rey Josef, como toda la España, menos Cádiz y Alicante, y fui tan fiel á mis promesas como debia serlo toda persona que tiene empeñada su palabra de honor, y prometida su fe. No he faltado á ella, ni faltaria jamas si hubiera durado la obligacion. Los militares no debemos pensar de otro modo, ni exâminar otras quëstiones.

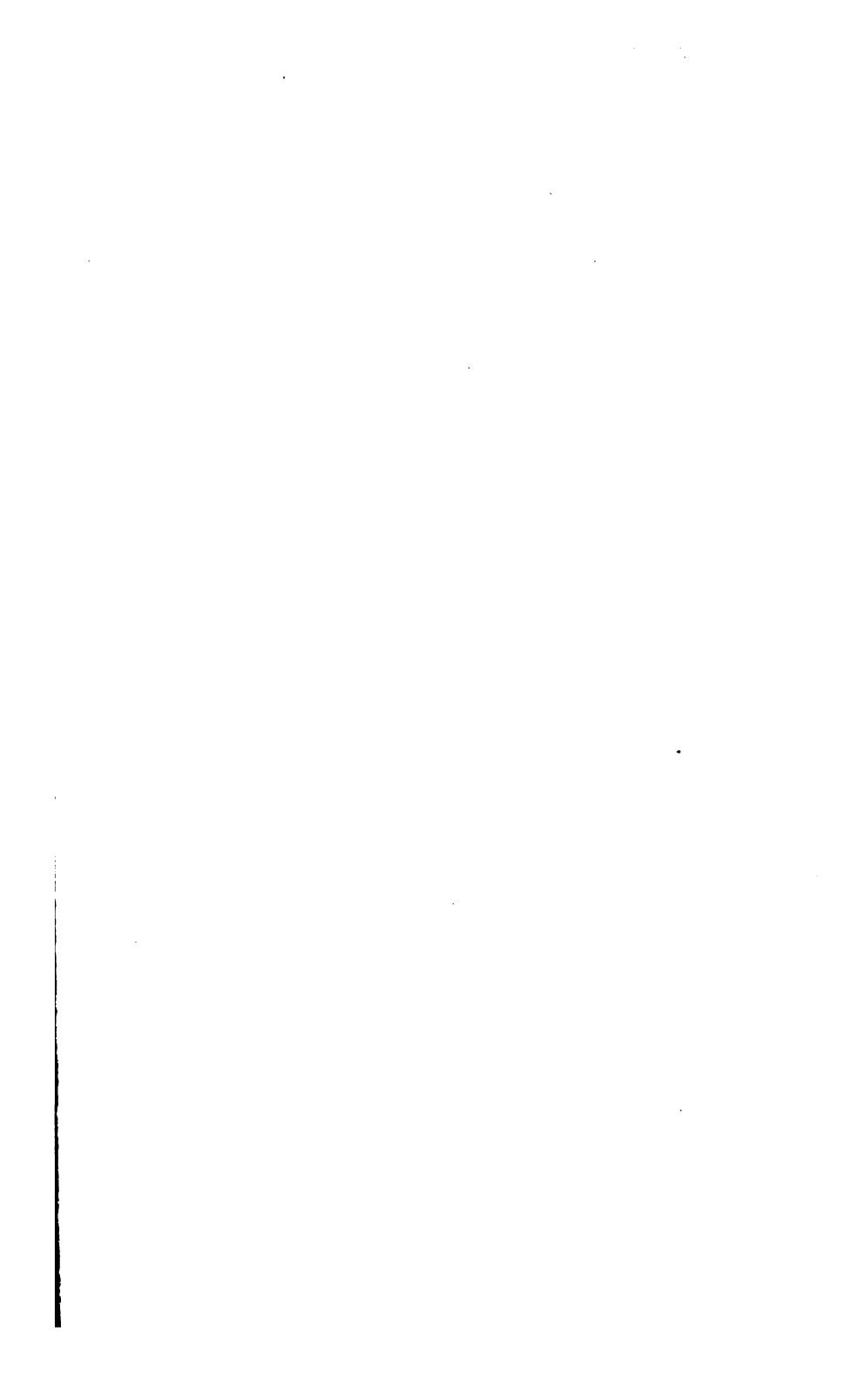
Ruego pues á Vmd. de nuevo hacerlo saber al público. Paris 28 de noviembre de 1816.

CIPRIANO PALAFOX.

*Nota.* He tenido gusto particular en haber recibido la carta precedente, y lo tengo en publicarla, porque ilustra la historia de los sucesos de Andalucia, y demuestra con claridad haberse conducido el señor conde de Teba tan decorosa y honradamente como en todo el curso de su brillante carrera militar, en la qual ha dado muchos testimonios de honor y valor.

FIN DEL TOMO TERCERO.

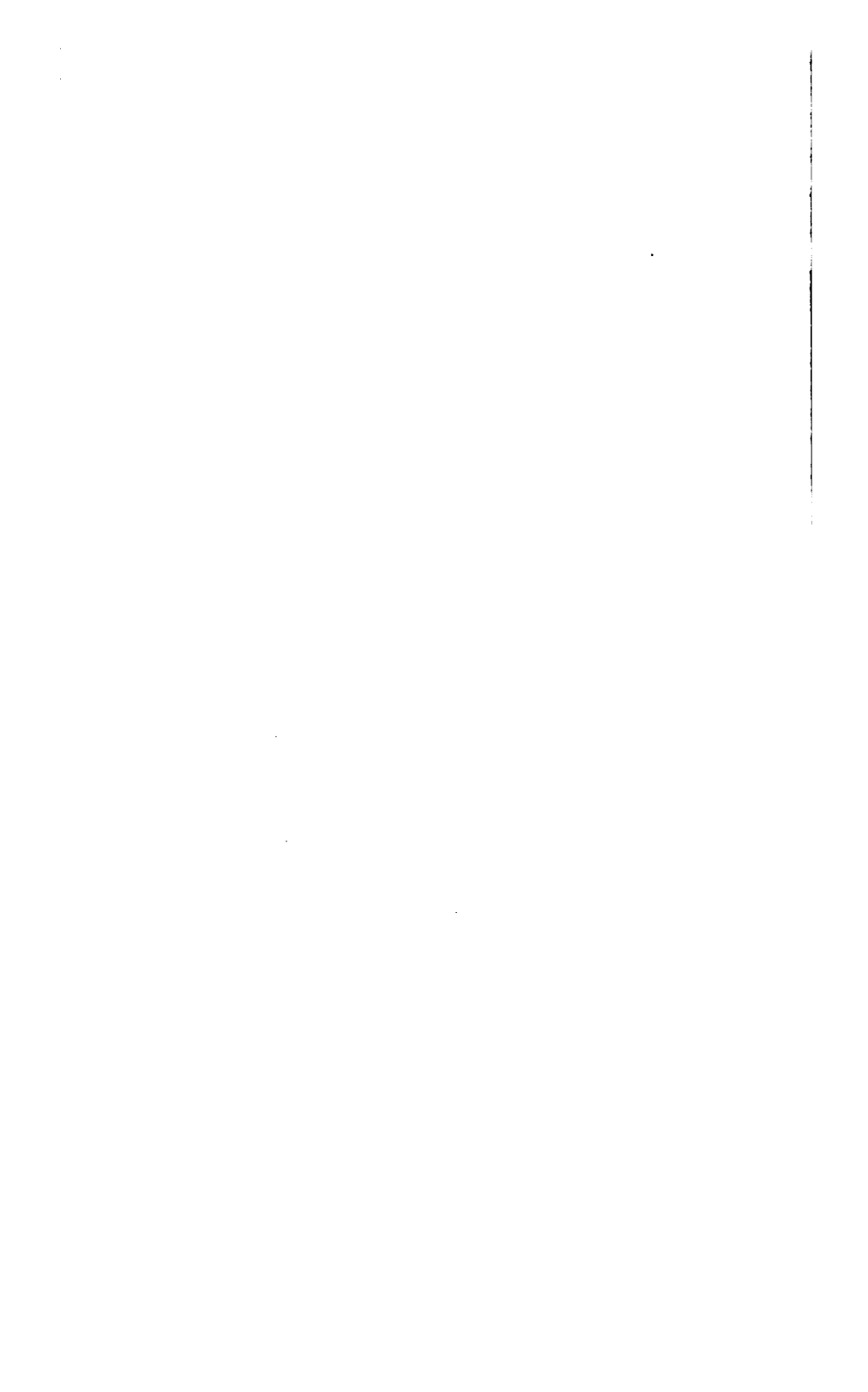


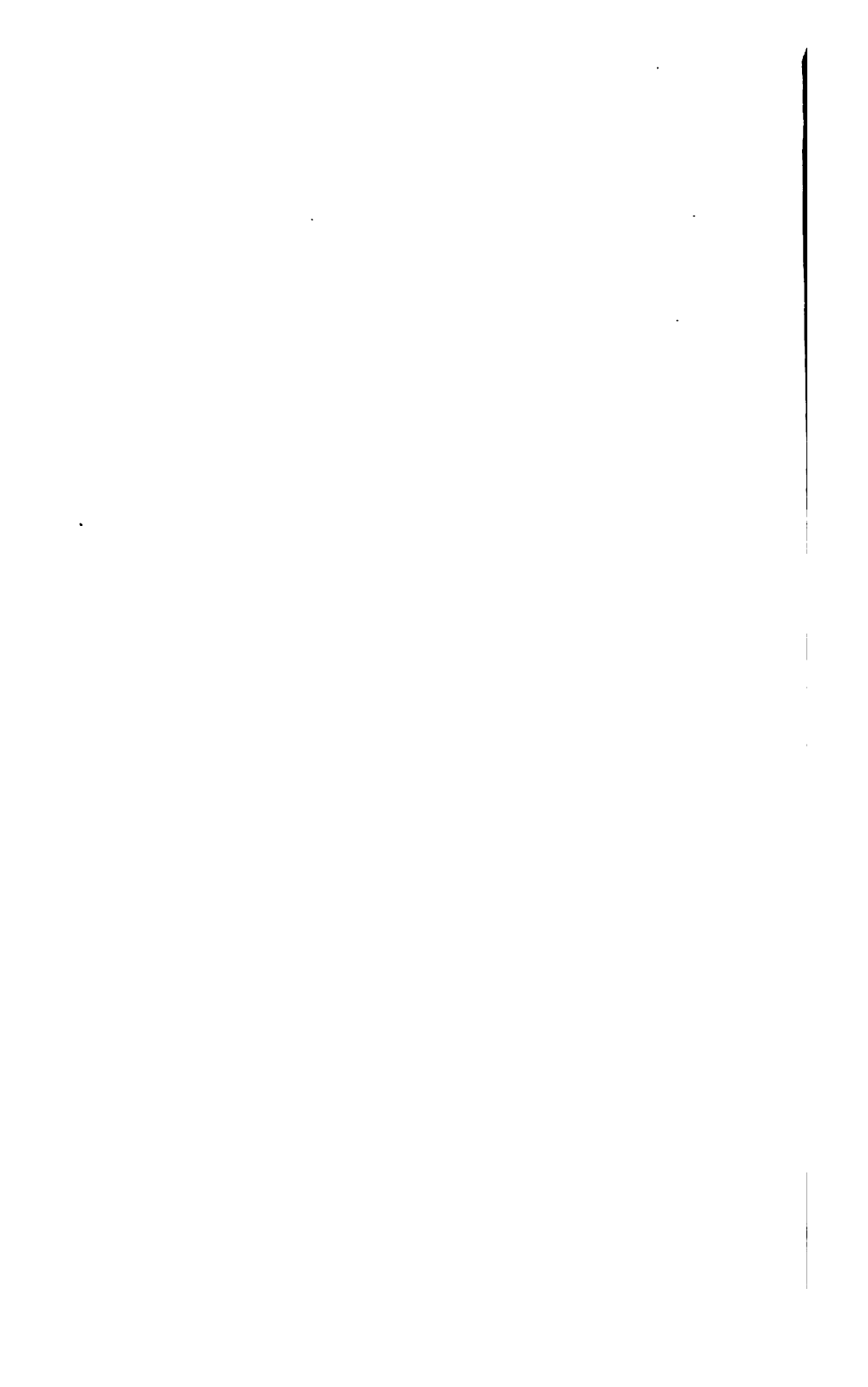






.





FEB 5 - 1957

